

50.000.000

Le Monde

étranger

L'invasion du Liban par Israël

Les États arabes, qui ont observé un silence presque général depuis le début de l'invasion du Liban, ont commencé à réagir tardivement. L'Égypte a réagi par une pression sur Jérusalem.

● A BEYROUTH, M. Amrat, dans une émission radiodiffusée, s'est adressé, jeudi 17 juin, aux forces palestiniennes et à leurs alliés progressistes libanais. « Nous résistons depuis quatorze jours, a-t-il déclaré, et la bataille ne fait que commencer. Nous ferons de Beyrouth le tombeau des envahisseurs et le Stalingrad des Arabes. » Un premier groupe de cinq cents volontaires libanais a pris position sur le front de Souk el Gharb.

● A DAMAS, où se trouve depuis jeudi soir M. Ali Akbar Velayati, ministre libanais des affaires étrangères, des avions soviétiques TU-22 et des appareils de transport libanais se posent régulièrement à l'aéroport depuis le début de la semaine pour livrer du matériel militaire. Il s'agit, selon le Pentagone, de batteries de missiles Sam-6, destinées à remplacer celles qui ont été détruites par les Israéliens.

● AU CAIRE, le gouvernement a interdit aux groupes de l'opposition d'organiser une manifestation de masse contre la politique israélienne et américaine, mais a donné son accord pour une action de protestation plus limitée. D'autre part, M. Said Kamal, ancien adjoint de M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P. et membre du Conseil national palestinien, a déclaré : « Nous avons aujourd'hui besoin de l'Égypte, de son peuple, de ses forces politiques, de son poids stratégique et de l'engagement qu'elle a pris à notre égard dans le processus de paix. »

● A TUNIS, des centaines de Tunisiens, ouvriers et étudiants notamment, se sont portés volontaires pour aller combattre au Liban, nous signale notre correspondant. Trois convois auraient déjà quitté le pays à destination de Damas. A la Chambre des députés, des voix se sont élevées pour demander la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis et les pays occidentaux qui soutiennent Israël.

● A ALGER, le président Bendjedid a révélé jeudi que l'Algérie avait pris des mesures concrètes pour aider les victimes de l'invasion. Deux jours plus tôt, à l'ouverture de la session du comité central du F.N.L., il avait estimé que l'invasion du Liban résultait notamment de la faiblesse arabe, conséquence des déchirements, de la dispersion des rangs, des slogans creux et des discours pompeux qui ne sont suivis d'aucune application sur le terrain », rapporte notre correspondant.

● A BRUXELLES, M. Tindemans, président du Conseil de la Communauté, répondant à un appel du secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, rappelle que, le lundi 14 juin, les Dix ont remis - sous la signature d'un protocole financier avec Israël et précise que, le 21 juin, ils examineront les possibilités d'entreprendre d'autres actions dans le cas où Israël continuerait à ignorer les résolutions du Conseil de sécurité appelant au retrait immédiat de ses forces du Liban.

il a accusé Israël de « violation flagrante du droit international et des principes humanitaires les plus élémentaires ».

● DEUX ASSEMBLÉES EUROPÉENNES, le Parlement européen, à Strasbourg, et l'Assemblée de l'U.E.O., à Paris (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, R.F.A.), ont pris position jeudi. Par cent neuf voix (démocrates-chrétiens, libéraux, conservateurs et gauchistes), contre quatre-vingt-dix, le Parlement européen - condamne l'action armée d'Israël (...) et, parallèlement, toute action terroriste contre Israël. Une résolution socialiste rappelant la demande des dix gouvernements d'un « retrait immédiat et inconditionnel » d'Israël a été repoussée. Pour sa part, l'Assemblée de l'U.E.O., par trente-quatre voix contre quatre, condamne « sans réserve la présente agression israélienne », demande le retrait de toutes les forces étrangères, sauf celles de l'ONU, et rappelle le droit des Palestiniens à l'autodétermination « sur un territoire national » et celui d'Israël à l'existence.

Quand les Phalangistes trouvent les Israéliens un peu... envahissants

Beyrouth-Est. — Un papillon collé sur la caisse indique 100 échelons = 20 livres libanaises. La supermarché de Baabda s'est mis à l'heure israélienne, et les soldats de Tsehal sont tous englobés comme chez eux. Le gérant d'inquiétude un peu de cette menace de chélela qui s'annonçait, mais - confie-t-il - philosophe : « Je n'en ai pas le choix. »

La présence des chars israéliens aux portes de Beyrouth-Est est acceptée comme une fatalité par une population épuisée de la guerre et qui ne souhaite qu'une chose : se retrouver enfin saine. « Je préfère de beaucoup les Israéliens aux Palestiniens », nous dit une étudiante chrétienne. « Ils nous protègent, mais finalement encore mieux que tous les étrangers qui ont le pays. »

Les Libanais, qui en ont vu d'autres, prêtent à peine attention aux voitures à plaque jaune d'Israël circulant dans certains quartiers de Beyrouth. Ils renseignent obligeamment les officiers qui ne trouvent pas toujours leur chemin dans cette ville inconnue. A 800 mètres d'un carrefour qui marque le passage entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, la guerre semble brutalement s'arrêter. La circulation est dense, et c'est à grands coups d'avertisseurs que les jeeps

de l'armée essaient de se frayer un passage à travers les embouteillages. Les soldats de l'armée régulière libanaise régent la circulation à l'ombre des chars israéliens. « C'est eux qui contrôlent, qui décident ! », lâche, désemparé, le teneur qui surveille le secteur. Avant de pénétrer dans le quartier chrétien, il faut franchir le barrage des phalangistes que l'on ne distingue des Israéliens que par leur béret noir, puisqu'ils portent le même uniforme. Des phalangistes qui commencent à s'inquiéter de la présence permanente israélienne sur leurs terres.

Pour ceux que nous avons pu rencontrer, de bienfaisance à Jérusalem, les Israéliens sont devenus des envahisseurs à Beyrouth. Tout ne semble pas aller pour le mieux sur le terrain entre les Phalangistes chrétiens et les Israéliens. « Nous avons beaucoup de problèmes », avoue un jeune phalangiste qui refuse cependant de s'expliquer à l'arrivée d'un officier israélien. « Nous ne faisons pas la « sainte bouillotte », c'est-à-dire d'après l'O.L.P., à Beyrouth à l'air « placé », nous dit un autre. Nous sommes Arabes et nous devons régler notre problème entre Arabes libanais. Nous avons besoin des Israéliens mais pas à Beyrouth. »

Cette prise de conscience explique peut-être pourquoi les Israéliens n'ont pas autorisés les journalistes étrangers, dont ils contrôlent tout mouvement dans la partie occupée du Liban, à aller au quartier général des Phalangistes. Trois heures, au raison des nombreux convois militaires qui circulent, séparent aujourd'hui la frontière israélienne de la capitale libanaise, qu'on atteint en venant d'Israël par de petites routes de montagne détrempées par le passage d'un blindé.

Tout le long du chemin, au nord de Damour, subsistent des traces de combats et, aux abords de l'aéroport, dont les pistes paraissent intactes, des réservoirs de carburants continuent de brûler en dégageant une âcre fumée noire. La situation aux alentours de Beyrouth n'est pas sûre et, jeudi matin, une requête palestinienne est tombée à proximité du pont de Damour. A quelques kilomètres d'une piste de l'aéroport de Khaldia, cinq Palestiniens ont été faits prisonniers par les Phalangistes et attendaient d'être pris en charge, par les Israéliens. Toute la région, et en particulier la ville de Damour, a été très durement touchée. A Damour, aucune construction ne semble épargnée et la ville est pratiquement déserte. On n'y pénètre pas, les Israéliens craignant qu'elle ne soit minée par ennemis. Les combats ont été très violents et, au dire des Israéliens, les Palestiniens qui y étaient installés en force se sont violemment défendus.

Le long de la plage, l'armée israélienne est installée en masse, avec une cinquantaine de chars d'assaut et presque autant d'autochenilles. Vingt deux para-commandos. A quelques kilomètres du front, les soldats brouillent dans la plus grande discrétion. Certains piquent-niquent confortablement installés à l'ombre de leurs chars ou abrités sous un parasol multicolore. D'autres profitent de la plage du sable fin pour piquer une tête dans la Méditerranée.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Eviter le pire...

(Suite de la première page.)

Son refus de participer au « comité de salut national » proposé par le chef de l'Etat libanais avait jusqu'à bloqué toute issue politique. Son retour dans la capitale libanaise donc suppose son départ aux pressions de ses partenaires au sein du Mouvement national. Il ne ferait plus d'obstacle à l'ultime chance d'une entente libanaise, même limitée et précaire.

Il a fait la moitié du chemin. Acceptant de ne plus voir les soldats du Tsehal qui campent aux abords du palais présidentiel, il admet le principe du comité proposé, mais refuse sa composition. Mais aujourd'hui ce sont les sunnites eux-mêmes qui le réclament. « Et les retraites syriennes et israéliennes ? »

Mais côté chrétien, les priorités sont évidemment inversées. Le scénario proposé par les Phalangistes verrait le « comité de salut national » se transformer et s'élargir très vite en un véritable gouvernement qui ferait aussitôt entrer l'armée libanaise à Beyrouth-Ouest.

Viendrait alors, en condition préalable absolue, le désarmement de milices progressistes et des Fedayin. Les Kaïssab acceptant de faire de même dans leur propre secteur. C'est une offre de jours, pas de semaines, affirme-t-on à l'état-major phalangiste. L'armée ne devra plus laisser la moindre doukhla (à) se promener sur Hamra. Nous faisons toujours ça. Mais aujourd'hui ce sont les sunnites eux-mêmes qui le réclament. « Et les retraites syriennes et israéliennes ? »

Les Palestiniens sans illusions

« Ils sont d'un autre ordre, même si, pour la forme, on peut assurer un minimum de similitude avec la reddition palestinienne. »

C'est là n'est tel, bien sûr, question de reddition. « Les Palestiniens n'ont plus qu'un choix », affirme un proche collaborateur de Béchir Gemayel : « Se rendre sans armes à Saida et aux Saoudiens, ou les armes à la main, sous les canons de Sharon et de Eytan... » Les Palestiniens, en privé, ne se font guère plus d'illusions. Cherchant à maintenir à tout prix le contact avec les américains, ils veulent encore espérer le sauvetage de leur existence politique. A Beyrouth, où ils peuvent s'exprimer, ce sont dans ces capitales arabes où ils savent trop bien qu'ils seraient muselés. Certains de leurs dirigeants semblent prêts pour cela aux ultimes concessions sur le plan militaire. Les anticritiques sévères sur les responsabilités de la résistance dans sa propre défaite courent tout Beyrouth. Trop tard ?

« Nous avons des contacts avec eux et nous sommes leur volonté de survie », affirme M. Karim Pakradouni, ténor pensant des Kaïssab. Mais l'armée est là aux

Jérusalem semble attendre plus de profit d'une négociation que d'une coûteuse victoire

Jérusalem. — Le climat a quelque peu changé dans l'ensemble des milieux politiques, y compris les plus proches du gouvernement. On y discute moins des chances ou des risques d'une opération militaire (perspective que phalangistes) contre Beyrouth-Ouest que souhaitent les uns et craignent les autres. Ce sont les efforts amorcés par les dirigeants libanais et l'ambassadeur américain, M. Philip Habib, pour la recherche d'une solution négociée qui retiennent surtout l'attention.

Ces efforts sont suivis dans une atmosphère de relatif optimisme, qui tranche sur celle des jours précédents durant lesquels était réapparue cette vieille crainte, pour ne pas dire hantise, d'une « sainte bouillotte » : être frustrés à la table des pourparlers d'une victoire militaire, sous la pression de l'étranger. Le commentateur de la télévision a souligné, jeudi 17 juin, que, malgré les démenties de l'O.L.P., tout indiquait que les organisations palestiniennes étaient entrées en contact indirect avec les dirigeants libanais et avec M. Habib, afin d'éviter un assaut contre leur dernier bastion et d'envisager « une nouvelle forme de leur présence au Liban ». Cette démarche pourrait amener les fedayin à déposer les armes.

Cette dernière éventualité suscite évidemment le plus d'intérêt à Jérusalem, où certains considèrent qu'elle permettrait de faire l'économie d'une coûteuse bataille. Si plusieurs journaux ont effectivement fait état à ce sujet, vendredi matin, de leur « optimisme », ils n'en ont pas moins fait remarquer que le processus politique et diplomatique qui vient de s'engager sera long, difficile et semble pour le moment tout à fait incertain. La presse met d'ailleurs part, en valeur le fait que M. Walid Joumblat, après avoir d'abord refusé, a accepté d'engager des discussions avec le gouvernement libanais et de rencontrer, dans sa résidence de Moukhtara (occupée par l'armée israélienne), M. Pére, président du parti travailliste israélien, en mission d'information au nom de l'Internationale socialiste.

Toutefois, au sein de l'opposition comme de la majorité, mais pour des raisons différentes, on continue de penser qu'une reprise des combats demeure probable. Al-Hamshahar, l'organe du Mapam, qui représente l'aile gauche de l'alliance

Des priorités opposées

A-t-il pourtant un autre choix ? Les divers dirigeants de l'ouest ne tiennent pas, par tant d'indiscrétion, à porter demain la responsabilité de la « défaite » de Beyrouth. Et les Palestiniens eux-mêmes poussent en compromis, préférant encore négocier demain leur défaite avec un interlocuteur libanais reconnu que de risquer une inéluctable liquidation par « l'ennemi sioniste ».

Le « salut public » peut donc encore prévaloir. Mais avant même qu'il ne voie le jour, il en est déjà d'un pour donter que cela puisse à bouleverser la donne et à éviter le pire. Pour l'ouest, l'Etat libanais à demi rafistolé par une telle entente devrait d'abord s'efforcer de condamner l'occupation israélienne et exiger le retrait des « troupes sionistes », le reste - repli syrien et nouveau statut pour les Palestiniens - se négocier ensuite.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Deux grands aventuriers romanesques

Deux grands aventuriers romanesques. Lire au Seuil de l'été.

MIRABEAU

Deux grands aventuriers romanesques. Lire au Seuil de l'été.

RASPOUTINE

Lire au Seuil de l'été

Lire au Seuil de l'été.

L'INVASION DU LIBAN

MM. Begin et Sharon sont-ils « fascistes » ?

MM. Begin et Sharon sont-ils des fascistes ? La question est posée à deux personnalités de l'opposition israélienne qui ont, à Paris, à une table ronde de journalistes et d'intellectuels français, venu s'enquérir de la guerre du Liban. La conférence de presse s'est déroulée dans un dialogue imprégné d'émotion. Sarama, MM. Mettikhah Peled et Ourl Avnery répondant aux questions posées par les journalistes.

M. Avnery, chef du mouvement Shali et directeur de la revue « grand tirage Haolam Haze (Notre monde), expliquant au début de la réunion que son compagnon et lui-même estimant de leur « devoir patriotique » d'alerter l'opinion étrangère de la situation de la profonde inquiétude d'un nombre non négligeable de leurs compatriotes devant « une guerre immorale et préjudiciable à l'avenir du peuple israélien ».

Après que le professeur Maxime Rodinson, qui présidait la conférence de presse, ait rappelé que Ben Gourion, l'un des fondateurs de l'Etat juif, avait le premier, traité, autrefois, M. Begin de « fasciste ». M. Avnery a déclaré : « Il ne s'agit pas de donner des étiquettes. Je m'abstiens, pour ma part, de qualifier MM. Begin et Sharon de « fascistes », car vous savez, ce dernier est un homme très, très dangereux pour l'Etat d'Israël ».

Le directeur de Haolam Haze rappelle qu'il a publié, il y a deux mois, dans le détail, le déroulement et les objectifs de la guerre en cours. Il ne le dit pas mais on sait par ailleurs que son informateur n'était autre que le général Sharon lui-même. Précédemment de longue date, soutient-il, l'invasion n'a eu aucun rapport avec la sécurité des Israéliens en Galilée ou avec l'attentat contre l'ambassadeur d'Argentine à Londres, qui n'ont servi que de « prétextes » au déclenchement des hostilités.

L'enquête de Scotland Yard a confirmé que la responsabilité de l'attentat est un désaccord de l'O.L.P. Abou Nidal, qui a quitté Damas pour Bagdad il y a quelques semaines, et qui s'était déjà rendu coupable de l'assassinat de plusieurs responsables de l'organisation de M. Arafat. Personnage plus que louche, accusé d'être manipulé par des agents du Mossad (services de renseignements isra-

éliens) et de la C.I.A., Abou Nidal — rapporte M. Avnery — aurait agi, selon une hypothèse circulant dans les milieux politiques israéliens, pour le compte de l'Irak qui cherchait, pour sa part, une diversion à la guerre avec l'Iran. Quel qu'il en soit, conclut-il, Abou Nidal a fourni à M. Sharon, au moment opportun, le « raison » de déclencher la guerre.

Le « feu vert » américain et l'alignement de la France

Quels sont alors les véritables objectifs de l'opération dite « Paix en Galilée » ? Le général Mettikhah Peled, ancien membre du Fatah-major général, l'un des vainqueurs de la guerre des Six Jours, actuellement président du comité Israël-Palestine, répond que le tandem Begin-Sharon est déterminé à installer à Beyrouth « une dictature phalangiste », « un gouvernement tantoché » qui concluerait la paix avec Jérusalem et céderait à Israël, par la même occasion, une portion, longtemps convoitée, du Sud-Liban.

La « destruction de l'O.L.P. » à Beyrouth, soutient-il encore, n'est que l'un des volets d'une politique visant à briser les Palestiniens en tant que peuple. Le gouvernement Begin, le général Sharon en particulier, tenteront de les renvoyer, par centaines de milliers, hors du Liban, mais aussi hors de Cisjordanie où « la colonisation juive sera intensifiée prochainement ». On espère, à Jérusalem, que beaucoup d'entre eux, désespérés par l'élimination de leurs dirigeants, iront se réfugier en Syrie ou en Jordanie. Les deux confédérés, qui admettent entretenir des rapports suivis depuis sept ans avec des responsables de l'O.L.P., affirment que si celle-ci devait être détruite — ce dont ils doutent — l'événement constituerait une « catastrophe » pour les deux peuples, israélien et palestinien. L'élimination de l'option politique ouvrirait la voie à l'extrémisme et au terrorisme de groupes éparpillés et incontrôlables, perspective — avance M. Avnery — qui réjouit certains de nos dirigeants, déterminés qu'ils sont à écarter toute solution de compromis.

Le général Peled et M. Avnery affirment que l'invasion du Liban

d'est produite avec le « feu vert » américain que le général Sharon a obtenu à Washington quelques jours avant le déclenchement de l'opération Paix en Galilée. Les dirigeants de l'O.L.P. avaient aussi, jusqu'à l'arrivée de l'armée israélienne, refusé de reconnaître l'existence d'un « feu vert » américain. L'évaluation de la conjoncture internationale a dès lors passé, d'une manière peut-être décisive, dans la décision prise de déclencher l'offensive, ont-ils ajouté.

« Quelles que furent les intentions toulées du président Mitterrand et la manière avec laquelle sa visite à Jérusalem a été perçue par vous, a déclaré le général Peled, le gouvernement et l'opinion d'Israël l'ont interprété comme un soutien à la politique de M. Begin, comme une sorte d'alignement sur les positions des Etats-Unis. Les contre-attaques ont réagi vivement, à ce propos, qu'aucun officiel français n'ait jugé utile de les recevoir, malgré les démarches qu'il en avait entreprises.

En réponse à des questions concernant les mauvais traitements — notamment des tortures, selon la revue Israël-Palestine (1), publiés à Paris par deux Israéliens, MM. Maxime Chilton et Louis Merion, — aux Palestiniens capturés au Liban, MM. Peled et Avnery ont qualifié d'« absurde » la décision de leur gouvernement de ne pas appliquer la convention de Genève sur les prisonniers de guerre et de « de valants combattants au courage desquels nos militaires, interrogés à la télévision, ont rendu hommage ». Le général Peled trouve « très alarmant » que les autorités israéliennes fassent le black-out sur tous les aspects de la guerre tandis que M. Avnery fait remarquer que « très peu » de combattants, palestiniens sont faits prisonniers, la plupart des internés étant des civils « suspects de collaboration » avec l'O.L.P.

Les deux confédérés ont « déploré », enfin, que M. Mendès France, « très respecté dans tous les secteurs de l'opinion israélienne », n'ait pas élevé la voix dans des circonstances dramatiques.

ERIC ROULEAU.

(1) E.P. 130-10, 75463 Paris cedex 10.

« Une invitation en France de M. Arafat serait la meilleure riposte à l'invasion »

nous déclare M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris

M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris a souhaité, dans un entretien qu'il nous a accordé, que la France invite M. Yasser Arafat en visite officielle à Paris pour mieux marquer sa condamnation de l'invasion israélienne au Liban.

« L'attitude de la France, nous a-t-il dit, a été positive. Il y a eu condamnation claire et nette de l'action israélienne par M. Mitterrand. Mais cela ne suffit pas. Nous souhaitons matériellement une action de la France plus active sur la scène internationale afin de donner plus de poids aux efforts actuellement déployés pour trouver une solution à la crise.

— Souhaiter une action militaire de la France sur le terrain ?

— Il n'est pas question. Nous ne demandons pas à la France d'envoyer des troupes au Liban pour épurer les belligérants. Mais nous espérons que la France pourra une prise de position politique qui pourrait se concrétiser par une reconnaissance officielle de l'O.L.P. par Paris.

« Dans cette perspective, une invitation officielle adressée à M. Arafat constituerait la meilleure riposte à l'invasion du Liban. Une telle démarche serait non seulement très utile, mais elle permettrait également à la France de jouer un rôle plus actif au Proche-Orient.

— Certains pays voient dans les combats au Liban l'occasion d'une solution à la crise de la crise libanaise. Partagez-vous cet avis et quelles seraient les concessions que l'O.L.P. pourrait consentir à cet effet ?

— Nous ne voyons aucune issue d'espérance de possibilité de négociations, tant que l'occupation israélienne du Liban n'aura pas pris fin. Pour l'instant, notre préoccupation essentielle est de mettre, avec l'aide de nos frères libanais, un terme à cette occupation. Il est donc prématuré de parler maintenant de concessions. Nous sommes toutefois prêts à discuter avec un Etat libanais que nous souhaitons fort et souverain, mais pas avec le régime inconstitutionnel des troupes israéliennes.

— Etes-vous disposés à accepter une formule qui réimplémenterait strictement la présence militaire palestinienne au Liban ?

En d'autres termes, accepteriez-vous de rester au Liban sans armes ou bien avec des armements limités ?

— Il n'est pas question de déserter les Palestiniens. Notre expression politique dépend de cet armement. On ne peut demander à un mouvement de résistance de mettre bas ses armes tant que ses aspirations et objectifs ne seront pas réalisés.

— On parle cependant de négociations sous l'égide des Etats-Unis auxquelles participeraient les Palestiniens.

— Malheureusement les Etats-Unis ont été jusqu'à présent hostiles à tout dialogue avec l'O.L.P. Ils ont encouragé l'agression israélienne. Je ne vois pas comment ils pourraient s'opposer à l'agression israélienne et donner satisfaction aux justes demandes de l'O.L.P. — un Etat palestinien et l'autodétermination de notre peuple.

— Comment expliquez-vous l'apparente passivité des pays arabes ?

— Malheureusement le monde arabe est impuissant. Mis à part quelques pays et régimes, la majorité des Etats arabes restent en apathie devant la situation libano-palestinienne. Notre peuple et le peuple libanais se sentent seuls dans cette bataille.

— Avez-vous l'impression d'avoir été « lâchés » par les Syriens ?

— Je ne pense pas que la Syrie, a renoncé au combat. On sait qu'elle a subi de graves pertes au cours des premiers jours du conflit. Mais la guerre n'est pas finie et les Syriens savent qu'ils sont aussi menacés que nous par l'agression israélienne.

— Dans quelle mesure l'O.R.S.A. est-elle disposée à vous aider ?

— Les Solidarités nous accordent un appui diplomatique, politique et militaire que les autres grandes puissances nous refusent. L'attitude qu'elles ne font pas prendre à la légation française à Jérusalem a été adressée à Israël et aux Etats-Unis. Mais il faudrait également prendre en considération le déclin des forces entre les grandes puissances au Proche-Orient. Par son action, Israël a mis en danger non seulement la paix dans cette région mais également dans le monde entier qui se trouve soudain au bord de l'abîme. Il est donc normal que les Solidarités tentent d'établir une confrontation soviéto-américaine.

Projet recueilli par JEAN GUYERAS.



MARCHE POUR L'IRAN A PARIS

Plusieurs personnalités françaises et iraniennes, dont MM. Laurent Schwartz, Jean Dresch, Vladimir Jankélévitch, Guy Aurenche, Nasser Fakhri et Ali Ashgar Hekmati Djalali, ont apporté leur appui à une marche organisée par les sympathisants des Moudjahidin du peuple le samedi 19 juin 1982, qui a marqué en Iran « le début de l'entreprise d'élimination physique de toute opposition ».

Les signataires de l'appel soulignent que cette marche a pour but de commémorer la « répression sanglante de la grande manifestation populaire du 20 juin 1981 », qui a marqué en Iran « le début de l'entreprise d'élimination physique de toute opposition ».

UNE DÉCLARATION DE MATHÉMATIENS FRANÇAIS

Cinquante mathématiciens, dont certains ont des relations professionnelles suivies avec les universités israéliennes, nous ont adressé la déclaration suivante :

« L'invasion du Liban par l'armée israélienne et les conditions barbares de cette intervention, créent une situation nouvelle devant laquelle il est impossible de ne pas exprimer l'indignation, et nous forcent à réviser les bases sur lesquelles étaient fondées jusqu'ici les relations officielles de communautés scientifiques françaises et israéliennes.

« En effet, ce qui était déjà visible de la politique du gouvernement israélien en Cisjordanie, a malheureusement pris un tour spectaculaire : la décision préméditée d'exterminer ou, à tout le moins de disperser de façon dé-

truite la communauté palestinienne. Cette politique ne recule plus devant aucun moyen : les massacres de population civile au Liban en témoignent, sans commune mesure avec les exécutés auxquels ils sont censés répondre.

« Nous lançons un appel solennel à nos collègues de toutes les communautés scientifiques israéliennes, en particulier aux mathématiciens avec lesquels beaucoup d'entre nous ont entretenu jusqu'ici des rapports étroits afin qu'ils se désolidarisent de cette politique insensée, et qu'ils la condamnent publiquement.

« Dans l'état actuel des choses, nous demandons à nos collègues scientifiques de suspendre les relations officielles avec les institutions scientifiques israéliennes.

« On relève parmi les signataires les noms des professeurs : L. Boutet de Monvel et J.-P. Verdier (Grenoble Sup.), C. Bardos, C. Boudier, J.-F. Maia et P. Schapira (Paris-Nord), G. Iooss et J. Morgenstern (Nice), J.-P. Labrousse (Dijon), L. A. J. Traut (Paris-VII), M. Mandès-France (Bordeaux), Y. Meyer (Polytechnique), N. Sibony (Paris-Sud), de MM. J.-P. Bourguignon et J.-P. Labrousse (C.N.R.S.), et de M. M. Salabanne, maître-assistant à Paris-Nord.

PÉTITIONS ET MANIFESTATIONS EN FRANCE

Pétitions et manifestations de protestation se multiplient à la suite de l'opération israélienne au Liban. Citons notamment :

— Des associations de solidarité franco-arabes et franco-palestiniennes appellent à une manifestation, vendredi 18 juin à 18 heures, du métro Barbès à l'Esplanade.

Lionel Joseph, premier secrétaire du P.S., s'élève contre « la liquidation de la résistance palestinienne » et a demandé la « retraite immédiate et sans préalable » des troupes israéliennes du Liban.

L'Association socialisme et judaïsme, nous demande de signaler que si certains de ses membres ont participé à la manifestation hostile à M. Begin devant l'ambassade d'Israël (le 20 juin) elle n'a pas signé l'appel à ce sujet qu'elle jugeait excessif. Il en est de même pour le Hachomer Hatzaïr.

HALTE AUX MASSACRES AU LIBAN

UN APPEL DU COMITÉ FRANCE-JÉRUSALEM

L'invasion du Liban et le massacre délibéré de plus de 15.000 civils libanais et palestiniens par les troupes israéliennes soulèvent l'indignation de tous les hommes civilisés à la justice, à la paix, à la vie. Cette nouvelle agression et son cortège de souffrances — villes et villages rasés, bombardements aveugles et continus sur Sidon, sur Beyrouth et d'autres villes et villages, ne peuvent que perpétuer la guerre, la haine et le désordre.

Chrétiens, musulmans et juifs, les membres du Comité FRANCE-JÉRUSALEM, dont le but est de « rétablir à Jérusalem une paix basée sur l'égalité des droits de tous les habitants et de toutes les communautés », ne peuvent rester indifférents face à cette tentative avouée de génocide, qui s'inscrit dans la continuité de la violation par l'Etat d'Israël des droits humains les plus élémentaires.

Nous sommes également révoltés par l'omnipotence constante et complaisamment entretenue, qui identifie une faction libanaise (les phalanges) aux « chrétiens ».

La majorité des chrétiens libanais (orthodoxes, Grecs orthodoxes, melkites, mais aussi maronites) ont depuis fort longtemps exprimé leur refus de se reconnaître dans les discours et les pratiques de cette faction, et se sont proclamés solidaires de leurs compatriotes musulmans, ainsi que de leurs frères palestiniens.

Les chrétiens de Palestine, qui souffrent et luttent depuis plusieurs décennies aux côtés des musulmans face à un adversaire commun, constituent la réfutation vivante de cette intolérable confusion.

La tragédie qui s'est abattue sur le Liban — qui n'est que l'extension du drame palestinien — n'est pas un conflit entre chrétiens et musulmans. C'est le résultat d'une entreprise politique et étonnante basée sur le détournement et le dévoiement de la foi à des fins matérielles inhumaines.

Nous lançons un appel à tous les croyants pour qu'ils ne tombent pas dans le piège des démagogues et des faiseurs de haine. Les souffrances actuellement endurées par les Libanais et les Palestiniens, chrétiens et musulmans, exigent de nous une solidarité sans équivoque. Les chrétiens de France doivent prendre, à l'égard de ce drame, la même position solidaire qui fait leur honneur, lorsqu'il s'agit de la Pologne ou de l'Amérique latine. Les juifs de France doivent refuser de se laisser emporter par les chants de l'agression et exprimer leur protestation contre des atrocités commises en leur nom.

COMITÉ FRANCE-JÉRUSALEM

Siège : 49, rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS

Secrétariat : 14, rue Augereau, 75007 PARIS - Tél. 555-27-52

Bureau : président, Georges MONTARON

Vice-présidents, M^{rs} Maurice BUTTIN, Ilan HALEVI, R.P. Michel LELONG,

Pasteur Etienne MATHIOT, Mgr Joseph NASRALLAH

Secrétaire général, Lucien BITTERLIN - Trésorier, Jean RABINOVICI

Membres, Pr Mohamed ARKOUN, Michel HABIB-DELONCLE

le 40^{ème} le **Mercure** jouxte le Parc des Expositions de la Porte de Versailles

HOTEL-RESTAURANT MERCURE

Hôtel-Restaurant Mercure Paris/Varves
400 chambres
Rue du Moulin - 92170 Varves
Tél. : (1) 642.93.22 - Téléc. 202.195

Réservation centrale : (0) 677.52.52

مجلس أمن الإقليم

DU LIBAN

de M. Arafat
à l'invasion
de l'O.L.P. à Paris

PAR LES FORCES ISRAËLIENNES

LA FIN DE LA VISITE DE M. MITTERRAND A VIENNE

« Plus on cherchera à détruire le peuple palestinien, plus on soulèvera une vague de terrorisme »

DÉCLARE M. CLAUDE CHEYSSON

De notre envoyé spécial

Vienne. — L'actualité internationale, tout particulièrement les événements du Liban, ont donné à la visite de M. Mitterrand dans la capitale autrichienne, terminée jeudi soir 17 juin, un caractère particulier, dont il faut saisir la portée et la portée des relations bilatérales.

Les attaches de M. Kreisky avec le monde arabe, et notamment palestinien, le voyage de M. Mitterrand en Israël, des propos tenus par le chef du gouvernement autrichien pour M. Begin, dont l'attitude a été qualifiée de « semi-fasciste » à plusieurs reprises, tout concourait à faire que ce tête-à-tête soit davantage consacré au Proche-Orient qu'à un examen de la coopération entre

Paris et Vienne. M. Kreisky et Mitterrand ont émis ce double écho. Non seulement cette coopération doit faire l'objet d'une relance importante et rapide, mais on a pu aboutir sur le drame libanais à une déclaration commune.

Ce sont finalement des rapports Est-Ouest qu'un à le moins par M. Mitterrand a pourtant insisté sur le fait que les négociations de Genève ne devaient pas aboutir à des faux-semblants. Ce n'est pas, a-t-il dit, parce que l'Union soviétique retirera symboliquement quelques SS-20 que les conditions fondamentales

d'une détente et d'une sécurité authentiques, rééquilibre des forces et l'esprit de négociation, seront remplis.

M. Kreisky a dit de son côté que les événements de Varsovie sont pour la paix une menace

beaucoup plus grave qu'on ne le croit. Ce n'est pas — a-t-il ajouté — en accroissant les difficultés du camp sioniste que les Occidentaux aideront au retour de la détente entre l'Est et l'Ouest, ni entre les autorités militaires polonaises et la population. Le sionisme de M. Mitterrand paraît cependant intact.

« On ne raye pas un peuple de la carte du monde »

Les relations bilatérales ont fait l'objet d'un échange approfondi. Elles étaient jusqu'à présent, selon le président français, « bonnes mais pas très actives ». La commission mixte, israélienne assez ronnante, va être réactivée. L'Institut franco-autrichien va être totalement renoué. Certaines actions pourraient être entreprises en commun en faveur du tiers-monde, notamment en Afrique, où, a souligné M. Kreisky, « l'expérience de la France est irremplaçable ».

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a insisté sur le fait que la France sans équivoque en ren son droit d'Israël à des frontières garanties, ne pouvait que condamner l'invasion du Liban et appeler au retrait de toutes les forces étrangères, sauf celles qui pourraient être constituées pour rétablir la paix par la communauté internationale avec l'accord « du gouvernement légal et légitime » de Beyrouth. Le président de la République a dit qu'il n'avait pas en d'entretien téléphonique avec M. Arafat ni reçu du chef de l'O.L.P. de message direct. Mais il a reçu « des messages indirects par la voie publique, des messages de personnalités du monde arabe, comme celui du secrétaire général de la ligue arabe ». Il a confirmé que M. Guttman, secrétaire général du Qnaï d'Orsay s'était entretenu, près de Beyrouth avec un adjoint de M. Arafat. Il a ajouté que M. Arafat pouvait, « comme quiconque », se rendre en France, le fait de discuter étant « une autre affaire ».

Des événements du Liban, M. Cheysson s'est entretenu jeudi matin avec son collègue autrichien, M. Pahr. Le ministre des relations extérieures a déclaré qu'aux yeux du gouvernement français, toute solution qui méconnaîtrait le droit des Palestiniens à disposer d'une patrie serait à plus ou moins long terme vouée à l'échec. On ne raye pas comme ça un peuple de la carte du monde, a-t-il dit, et le peuple qui, qui a subi lui-même une tentative d'extermination abominable, devrait être le dernier à faiblir. Pour M. Cheysson, « plus on cherchera à détruire le peuple palestinien, plus on soulèvera une vague de terrorisme implacable. Et il y a suffisamment de gens dans le monde qui ont intérêt à ce que le terrorisme fasse des ravages pour ne pas lui donner de raisons supplémentaires de se manifester ».

La déclaration franco-autrichienne :

UNE NOUVELLE DEMANDE DE RETRAIT DES ISRAËLIENS

Voici le texte de la déclaration commune sur le Liban publiée jeudi 17 juin à Vienne et signée par les présidents français et autrichien, MM. Mitterrand et Kreisky, et le chancelier Kreisky.

« Nous souhaitons voir rétablies dans leur réalité la souveraineté, l'intégrité et l'unité du Liban. »

« Nous demandons que soient respectées les résolutions 586 et 589 du Conseil de sécurité (1) sur le cesse-le-feu et le retrait des forces israéliennes du territoire libanais, de même que nous souhaitons le départ du Liban de toute armée étrangère, sans décision contraire de la communauté internationale ayant l'agrément du gouvernement légitime du Liban. »

« Nous demandons que soient assurées la sauvegarde

et la protection des populations libanaise et palestinienne et que les secours aux victimes des récents événements puissent leur parvenir sans entrave. »

« Nous lançons un appel pour que soient reconnus et respectés les droits légitimes du peuple palestinien. »

« Nous demandons que soient respectées et garanties les frontières internationalement reconnues de chacun des pays de la région. »

« Les deux gouvernements agissent conformément à ces principes. »

(1) Ces deux résolutions ont été adoptées les 5 et 6 juin après les bombardements, puis l'invasion du Liban par Israël. La seconde a exigé le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces du Liban.

terrand et Kreisky ne partagent pas la même analyse sur le Proche-Orient.

En outre, M. Mitterrand, en co-signant avec M. Kreisky — qui passe à bon droit pour un ami des Palestiniens — un texte qui met l'accent sur les droits de ces derniers et du Liban, n'est sans doute pas mécontent de corriger quelque peu son image d'homme d'Etat plus compréhensif que d'autres vis-à-vis de Jérusalem. On pourrait d'ailleurs prêter au chancelier autrichien l'arrière-pensée exacte inverse. Le fait « en tout cas » du camp occidental, report en effet, en signant en commun avec M. Mitterrand une déclaration sur le Proche-Orient, une caution de modération.

BERNARD BRIGOLEUX.

CORRESPONDANCE

Une protestation du CRIF

Nous avons reçu le message suivant de M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) :

Le CRIF, porte-parole de la communauté juive française organisée, vous exprime, au nom de ses constituants, sa stupeur et son indignation devant le texte infâme paru sous couvert de publicité et en pleine page dans le Monde du 17 juin. Sous prétexte d'antisionisme et d'anti-Israëlisme ce texte met en cause le judaïsme depuis ses origines en osant écrire notamment : « La postérité d'Abraham est ainsi définie d'une manière raciste non par la communauté de la loi mais par la continuité du sang. »

Comment des chrétiens peuvent-ils accepter, sous prétexte de reconnaître la validité de la promesse, la « logique sanglante de ses conséquences » ? Ce placard de plus est publié à l'occasion des douloureux événements du Liban qui n'ont rien à voir avec les assertions haineuses qui y figurent.

[Le texte dont il s'agit était signé de M. Roger Carand, du père Michel Lelong et du pasteur Etienne Mathiot. Publié également sous la forme d'une page publicitaire payante, il s'engage que ses auteurs.]

Après l'assassinat de deux Palestiniens à Rome

L'O.L.P. RÉCLAME JUSTICE AU GOUVERNEMENT ITALIEN

Rome (A.F.P.). — L'O.L.P. ne veut pas de « vengeance », mais s'en remet à la justice italienne, a déclaré jeudi 17 juin à Rome M. Niam Hamad, représentant de cette organisation, après l'assassinat de deux Palestiniens, dont l'un des dirigeants de l'O.L.P. à Rome, M. Kamal Hussein (le Monde du 18 juin).

M. Hamad a exprimé son inquiétude sur le sort des ressortissants palestiniens dont certains, a-t-il précisé, ont reçu par téléphone des menaces de la part d'extrémistes inconnus.

Sur les auteurs de ces deux attentats, l'O.L.P. n'a aucun doute, a dit M. Hamad. Il s'agit de pilleurs israéliens. Les soupçons de l'O.L.P. se portent tout particulièrement sur la section italienne de la Ligue de défense israélienne, organisation « extrémiste » dont l'un des responsables, selon l'O.L.P., serait le rabbin américain Kahane.

Le ministre italien des affaires étrangères a déclaré à une délégation des ambassadeurs en Italie des pays arabes qu'il « déplorait vivement » ces meurtres et « condamnait fermement » leurs auteurs. « Tout sera mis en œuvre pour assurer le respect de la loi de la part de tous », a-t-il ajouté.

[A New-York, un correspondant anonyme affirmant parler au nom d'un groupe intitulé « Résistance juive », a révélé qu'il se trouvait dissident de la Ligue de défense juive, a révélé qu'il se trouvait dissident de la Ligue de défense juive. M. Meir Jolowitz, qui a, toutefois, souligné que la Ligue avait « des contacts avec des groupes européens qui défendent notre politique de mesure pour mesure, et terreur pour terreur ».]

HISTOIRE D'ISRAËL
1948-1982
de Victor Malko
et Jean-Loup Demigneux
Éditions Jannak

HISTOIRE D'ISRAËL
1948-1982
de Victor Malko
et Jean-Loup Demigneux
Éditions Jannak

Volez vers Manhattan. TWA vous l'offre.

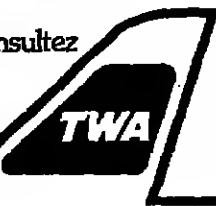


Si vous allez à New York sur TWA, en 1^{re} Classe ou en Classe Ambassador, nous vous offrons notre service d'hélicoptère qui relie notre propre terminal de JFK à l'héliport de la 34^e rue Est, en plein Manhattan. Vous y gagnerez en temps : le vol dure quelques minutes à peine. Vous y gagnerez en argent : le même trajet en taxi coûte jusqu'à \$ 30. Pour votre vol de retour, si vous n'avez pas encore réservé votre

siège et reçu vos cartes d'embarquement, vous pourrez le faire à l'héliport et rejoindre JFK d'un tour de pale. TWA vous l'offre aussi. Pensez au temps et à l'argent gagnés en volant vers New York sur TWA. Ce n'est qu'un des services de la compagnie qui vous en offre tant.

Pour plus de renseignements, consultez TWA ou votre agent de voyages.

Vous plaire, ça nous plaît



Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation. Actuellement, Le Monde, Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Education, sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez : David Robson, Directeur Commercial Newspaper Archive Developments Ltd. Holybrook House, Castle Street Reading RG1 7SN, Angleterre. Tel : 00 44 734-563247 Telex : 848336 NADL G

le 41^{ème}
Mercure
est à Paris
Place Clichy

HOTEL MERCURE

Hôtel Mercure Paris/Montmartre
308 chambres
3, rue Caulaincourt - 75018 Paris
Tél : (1) 294.17.17 - Télex 640 605

Réservation centrale : (6) 077.52.52

DIPLOMATIE

LES DÉBATS DE L'ONU SUR LE DÉSARMEMENT

M. Reagan propose une conférence internationale sur les dépenses militaires

Le discours prononcé jeudi 17 juin devant l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement par M. Reagan a été aussitôt dénoncé par Radio-Moscou, qui, dans une émission en anglais, y a vu une « grossière propagande antisoviétique » et une « falsification intentionnelle » de la politique de l'U.R.S.S. Dans le même temps, l'agence Tass condamnait la déclaration publiée la semaine dernière à Bonn par le sommet de l'OTAN comme « fausseté d'un bout à l'autre ».

De notre envoyé spécial

New-York. — La session de l'ONU sur le désarmement avait réservé toute sa matinée de jeudi à M. Reagan. Celui-ci est arrivé en grande pompe, au milieu d'un service d'ordre exceptionnel, mais il n'a pas soulevé l'enthousiasme de l'Assemblée par un projet ou même un slogan nouveau. Vainement, car n'est pas à cette session de l'ONU, considérée par Washington comme un forum du tiers-monde, que les choses doivent se décider.

L'Union soviétique a été anéantie, l'avant-veille, à ne pas utiliser la première des armes nucléaires. On attendait donc une réponse de Washington, tout en sachant qu'elle serait négative, car la position de l'OTAN est connue depuis longtemps. Or M. Reagan a passé sous silence la proposition de Moscou,

au risque d'embarrasser les alliés européens qui, pour la plupart, avaient déjà pris la parole à cette session. Reviendra-t-il à Mme Thatcher — assez mal placée depuis quelques semaines pour parler du désarmement — d'expliquer pourquoi les Occidentaux ne veulent pas renoncer au « premier tir » ?

Le silence de M. Reagan a été expliqué ainsi par un responsable américain : « Ce discours était prêt, on n'allait pas y ajouter des réactions et animer dans des débats. Ce que nous voulions, c'était présenter nos propres propositions. » Quant à la proposition de Moscou : « Il faut toujours se rappeler que les Soviétiques possèdent une nette supériorité en armes conventionnelles.

les en Europe. Ce sont les moyens qui comptent, non les déclarations. Or l'U.R.S.S. a les moyens de faire usage la première de l'arme nucléaire, compte tenu des forces dont elle dispose et de leur localisation. Notre but n'est pas de présenter seulement la guerre nucléaire, mais la guerre en Europe. »

Présentant son pays comme le promoteur du désarmement depuis le fin de la seconde guerre mondiale, M. Reagan a rappelé ses quatre propositions des derniers mois : élimination totale des armes nucléaires à moyenne portée en Europe, réduction d'un tiers des ogives placées sur missiles balistiques, diminution substantielle des forces terrestres et aériennes de

l'OTAN et du pacte de Varsovie, nouvelles garanties pour réduire les risques d'une guerre accidentelle. S'y ajoute une cinquième proposition : réunir une conférence internationale sur les dépenses militaires, pour que chacun sache exactement à quel point on se livre à la course aux armements. « Nous exhortons l'Union soviétique en particulier à se joindre à la bonne foi à cet effort, à revoir les chiffres universellement discrédités qu'elle publie », a dit M. Reagan.

Mardi, M. Gromyko n'avait pas été tendre pour les Etats-Unis. M. Reagan lui a rendu la pareille sans prendre de gants. « Nous sommes profondément inquiets de la conduite soviétique », a-t-il dit, avant de passer en revue le « record de tyrannie » du mur de Berlin à l'Afghanistan en passant par le Tchad, le Laos, le Cambodge, l'Afghanistan, en Afrique, en Europe, au Proche-Orient. « L'oppression des Soviétiques n'est pas limitée aux pays qu'ils envahissent, elle s'étend à tous les pays du monde », a-t-il ajouté. M. Reagan, au moment où l'U.R.S.S. manipule le mouvement pacifiste en Occident, elle étouffe un mouvement pacifiste naissant chez elle. « Une autre grande accusation a été répétée : l'usage d'armes chimiques, dont les Soviétiques et leurs alliés auraient fait usage au Laos, au Cambodge, en Afghanistan. Enfin, pour M. Reagan, Moscou a profité de la détente pour procéder au « plus massif renforcement militaire de l'histoire ».

Présent dans la salle, M. Gromyko n'a pas bronché. L'ambassadeur tchécoslovaque devait dire : « C'est un très, très mauvais discours. » Plusieurs délégués du tiers-monde se sont montrés déçus pour une autre raison. Ils ont eu le sentiment d'assister à un règlement de comptes américano-soviétique, sans la moindre allusion à leur propre thème, selon laquelle la sécurité de la planète dépend d'abord de la transformation des structures économiques et sociales.

ROBERT SOLÉ

EUROPE

R.F.A.

La défection des libéraux en Hesse menace le gouvernement fédéral

De notre correspondant

Bonn. — Le sort du gouvernement Schmidt vient d'être tranché ? Partenaires de la coalition gouvernementale à Bonn, les libéraux du F.D.P. ont décidé, le jeudi 17 juin, d'abandonner cette alliance au niveau du Land de Hesse, où ils doivent avoir lieu des élections régionales le 26 septembre, et d'entrer à Wiesbaden dans une coalition dirigée par les chrétiens-démocrates.

Certes, cette stratégie suppose que le F.D.P. franchisse la barre des 5 % de voix nécessaires pour être représenté au Parlement de Hesse, ce qui n'est pas certain au vu de leur échec aux élections de Hambourg, où ils viennent pour la deuxième fois d'être éliminés de l'Assemblée parlementaire. Mais s'ils y parviennent et rentrent dans un gouvernement de coalition dirigé par la C.D.U., ce renversement d'alliance aura des effets psychologiques importants et pourrait, selon certains, précipiter un changement de gouvernement à Bonn. D'autres font cependant valoir que le prestige personnel de M. Schmidt reste indéniable, tandis que les dirigeants chrétiens-démocrates ne cessent de le dénigrer. Un redressement de la situation économique dans les mois à venir ou un succès international — dans le domaine du nucléaire — ne suffirait-il pas à redorer un peu le blason de son gouvernement ?

Dans l'immédiat, la seule chose certaine est que rien ne va plus entre F.D.P. et C.D.U. Les dirigeants des deux partis passent leur temps à s'accuser mutuellement. Les libéraux ont été choqués — ou ont fait semblant de l'être — par le congrès de Munich en avril, qui a adopté un programme « socialiste ». De leur côté, les chrétiens-démocrates ont déploré le manque de clarté des déclarations de M. Schmidt, qui ne leur ont pas permis de saisir l'ampleur de son intervention. L'absence de confiance exclusive dans les « lois du marché » est déjà engagée.

D'ici le début de juillet, le gouvernement doit approuver les grandes lignes du budget de 1983. Il doit également trouver les quelques 7 ou 8 milliards de marks qui manquent dans le budget de l'année en cours. C'est là une occasion pour les libéraux de partir en guerre contre tout nouveau endettement de l'Etat et de réclamer une réduction des dépenses sociales. Programme auquel s'opposent la plupart des parlementaires du S.P.D.

Cette controverse servira-t-elle de prétexte aux uns ou aux autres pour provoquer une rupture définitive au sein de la coalition au pouvoir depuis trois ans ?

Beaucoup de sociaux-démocrates sont fatigués des compromis et rêvent d'une « cure d'opposition » qui ferait retrouver sa pureté au S.P.D. Le chancelier pour sa part ne cesse de proclamer qu'il n'est pas question pour lui de jeter l'éponge.

M. Genscher, le chef du parti libéral, tranchera, ces jours prochains, le choix de la coalition. Le F.D.P. fait de moins en moins figure de parti indispensable pour former un gouvernement à Bonn. Il est possible que lors des élections de 1984 les listes « écologistes-alternatives » lui fassent définitivement perdre son rôle d'arbitre au sein du Bundestag. Les sondages ne permettent pas non plus d'exclure que les chrétiens-démocrates remportent en 1984 une majorité absolue. Dans une telle perspective, les libéraux ont intérêt à changer de camp sans attendre que leur appel se révèle superflu.

Mais les risques d'un tel revirement sont considérables. Si l'électorat du F.D.P. semble être favorable, l'appui du parti en faveur de l'écologie n'est pas à la coalition avec les sociaux-démocrates. Certains observateurs estiment néanmoins que les libéraux « franchissent » le Rubicon » dès le 7 juillet, date à laquelle doivent être prises les décisions budgétaires.

JEAN WETZ.

Espagne

Le malaise grandit entre le gouvernement et les forces armées

Madrid. (A.F.P.). — Le parti gouvernemental espagnol (U.C.D.) est confronté à une nouvelle crise grave, celle que le malaise des militaires, mécontents des critiques du gouvernement contre les sentences prononcées le 3 juin contre les putschistes de février 1981, grandit.

Deux parlementaires ont quitté, mercredi 16 juin, l'Union du centre démocratique, qui ne compte plus que 149 députés sur 350, contre 168 au début de la législature. La majorité relative dont dispose le gouvernement s'enlise. Plusieurs autres députés ont annoncé leur intention d'abandonner l'U.C.D. pour créer un parti populaire démocrate chrétien qui rejoindrait la coalition de droite de l'ancien ministre franquiste Fraga Iribarne.

Pour tenter de mettre un frein à cette érosion dans les rangs centristes, le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, et l'ancien président du gouvernement, M. Suarez, se sont réunis et ont décidé de confier la présidence du parti à M. Suarez et de désigner M. Lavilla comme futur chef du gouvernement. M. Calvo Sotelo renoncera, en mars prochain, à tout rôle prépondérant. Ces déci-

sions doivent encore être ratifiées par la direction du parti. D'autre part, selon un ministre qui a préféré garder l'anonymat, un secteur des forces armées a manifesté son « irritation » face aux réactions du gouvernement aux sentences prononcées contre les putschistes. Le gouvernement, dit-on dans les milieux militaires, ne devrait s'estimer satisfait de la condamnation à trente ans de prison des deux principaux auteurs de la tentative de coup d'Etat de la défense, on indique que les sondages réalisés dans les unités militaires reflètent ce même sentiment de « critique sévère » contre la classe politique.

● L'amiral Justo Carrero et le général José Barcina, membres du conseil suprême de justice militaire et connus pour leurs sentiments d'extrême droite, ont été mis aux arrêts jeudi pour avoir « manqué de respect » au président de ce conseil, le général Gomez de Salazar. L'incident a eu lieu au cours d'une réunion du conseil qui devait décider du sort des deux généraux. Les trois capitaines, condamnés le 3 juin dernier à trois ans de prison pour leur participation au putsch manqué du 23 février 1981, d'accomplir ces peines à leurs domiciles. — (A.F.P.)

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN



LES PALESTINIENS
TELS LES JUIFS
DU GHETTO
DE VARSOVIE

En vente partout 9 F le numéro
et 49 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris

SC-PO

préparation annuelle
En août, cours d'été
Collège
Sainte-Barbe
Enseignement d'enseignement privé
L. 4, rue Valde, Paris 5 - 25.11.81

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois
(région parisienne)
VENTE DEPUIS 270 F/mois
(sans apport, ni caution)
111 avenue de la République 75011 Paris
Ouvert du lundi au samedi : 9 h-19 h

DAUDÉ

75 bis, av. de Wagram, 17°
227-89-54/743-34-17

IMPULSIVE

Elle est sûre d'elle, de sa puissance, de sa beauté. Le turbo lui confère souplesse, efficacité, des réflexes de sportive. Étonnante réserve de puissance, lignes aérodynamiques, jantes larges, pneus taille basse, la Renault 18 turbo est une professionnelle de l'automobile.

Modèle présenté Renault 18 turbo : prix clés en main au 1.3.82 : 66 600 F. Millésime 82. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée : 6,4 L à 90 km/h - 8,5 L à 120 km/h - 9,8 L en cycle urbain.

RENAULT 18 TURBO

PROFESSION AUTOMOBILE



RENAULT présente elf

مكتبة الأمل

AFRIQUE

Tchad

APRÈS SA VICTOIRE A N'DJAMENA

M. Hissène Habré va tenter d'obtenir le ralliement d'un Sud profondément divisé

N'Djamena. — Un peu plus d'une semaine après l'entrée à N'Djamena sans combat, des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, la capitale tchadienne a retrouvé son aspect à la fois paisible et désert.

Alors que, en décembre 1980, M. Goukouni Oueddét avait eu du mal après sa « victoire » à faire régner un minimum d'ordre dans la ville, cette fois les exactions et règlements de comptes ont été pour l'essentiel évités. Les tentatives de pillage ont été jugulées dès le premier jour, leurs auteurs pris co flagrant délit étant fusillés sur-le-champ.

Après avoir passé quelques jours à Kousséri, sur la rive gauche du Chari, évacuée vendredi 11 juin par la trentaine de militaires français qui étaient venus du Centrafrique à la fin du mois dernier, pour parer à toute éventualité, les employés des organisations de charité internationales — qui constituent le groupe étranger le plus important de la capitale à nouveau en fonction, — comme les agents de l'ambassade de France — dont une bonne partie, l'ambassadeur, M. Claude Soubeste, en tête, — étaient d'ailleurs restés sur place.

Des appuis extérieurs

Ce nouveau maître du pays du moins de la capitale est, de toute évidence, un « patron », et tous ceux qui ont vécu les affrontements de 1980 à N'Djamena se souviennent très bien de l'ordre remarquable qui, en dépit des difficultés du moment, continuait à régner à l'époque dans les quartiers qu'il contrôlait, alors que la pagaille la plus complète prévalait chez ses adversaires.

Mais il n'en est pas moins certain que les FAN n'auraient pas repris N'Djamena, en tout cas aussi rapidement, sans un concours de circonstances favorables et sans des appuis extérieurs directs ou indirects, notamment des États-Unis qui, pour contrer le colonel Khadafi, avaient suscité au bénéfice des vainqueurs d'aujourd'hui une aide multiforme du Maroc, de l'Égypte et peut-être même d'Israël.

L'aide française à M. Goukouni Oueddét, bien que efficace et qui était une contrepartie des efforts déployés pour obtenir le retrait libyen, est-elle de nature à peser durablement sur les rapports franco-tchadiens ?

Le nouveau chef de l'État, en dépit des vives critiques adressées à Paris dans sa première conférence de presse (le Monde du 12 juin), aurait été sensible au message que lui a transmis à ce sujet, de la part de M. Guy Pénne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, un diplomate français reçu discrètement quelques heures après son entrée dans N'Djamena.

Le pouvoir de M. Hissène Habré ne sera pas solidement établi, toutefois, aussi longtemps qu'il n'aura pas réussi à rallier les chefs des principales factions qui l'ont combattu. S'il sait se montrer magnanime, ce ne devrait pas être trop difficile en ce qui concerne son adversaire le plus valeureux, aujourd'hui réfugié au Nigeria, M. Ngi Amat, ancien ministre des affaires étrangères du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition), et surtout chef incontesté des populations arabisées du centre du pays. Si les forces de celui qui fut longtemps l'allié le plus efficace du président Goukouni, rassemblées jusqu'à présent sous l'égide du Conseil démocratique révolutionnaire (C.D.R.), acceptent loyalement de s'allier aux FAN, un pas décisif sera franchi dans la reconstitution d'une véritable armée nationale et d'un appareil d'État, aujourd'hui entièrement anéanti.

Le ralliement du Sud — qui représente l'essentiel de la richesse économique immédiatement exploitable

De notre envoyé spécial

du pays (coton, sucre, céréales), au moins la moitié de la population et la grande majorité des cadres et des fonctionnaires — n'est pas moins indispensable à M. Habré. Mais il risque d'être beaucoup plus difficile à obtenir du fait des rivalités complexes qui opposent entre eux les différents dirigeants dans cette partie du Tchad.

Reste M. Goukouni Oueddét. Pour l'heure, le fils du dernier Derder (dignitaire religieux) du Tibesti est vaincu et en fuite, mais, ni plus ni moins que l'était, il y a dix-huit mois à peine, son ancien compagnon d'armes, qui vient de le supplanter à N'Djamena. Désarmé, il est passé au Cameroun avec une centaine de fidèles rescapés des FAP (Forces armées populaires), en pleine déconfiture.

Reste enfin, au-delà des rivalités ethniques, de clans ou de personnes, l'essentiel : les ruines qu'il s'agit de relever, l'État tchadien à reconstruire, l'économie à relancer, alors que tout fait défaut. Pour remettre en état les locaux et le matériel indispensables à un fonctionnement minimal de l'administration, pour payer mois après mois les fonctionnaires, sans parler des besoins sociaux les plus ériants, il va falloir trouver rapidement des dizaines de milliards de francs C.F.A. La France peut en fournir une partie. Les États-Unis, la C.E.E. et quelques pays arabes conservateurs aussi. Mais ces efforts conjugués seront-ils suffisants, et surtout seront-ils déployés avant que la dissolution ne s'empare à nouveau des Tchadiens ?

PIERRE BIARNÈS.

Éthiopie

Quatre mois après son déclenchement

L'offensive gouvernementale en Erythrée marque le pas

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Plus de quatre mois après son déclenchement, la « campagne de développement révolutionnaire », « Étoile rouge », contre la rébellion érythréenne semble s'enliser. Engagée dans une offensive sans précédent, l'armée tarde à marquer des points. Il est trop tôt pour dresser le bilan politique d'« Étoile rouge ». D'emblée, l'offensive s'annonçait comme une entreprise de longue haleine aux objectifs ambitieux : éradiquer militairement la rébellion, mais, surtout, entreprendre la reconstruction économique de la province. Il faudra du temps pour évaluer les premiers résultats de cette œuvre de « pacification ».

Il n'empêche que les cent vingt mille soldats gouvernementaux avaient pour tâche immédiate de mettre à genoux la guérilla et de récupérer toute l'« Érythrée utile ». Sans succès militaires, la campagne était vouée à l'échec. En amorçant un mouvement en tenaille autour de Nakfa, dernière ville aux mains du Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.) depuis cinq ans, les divisions éthiopiennes avaient pris pour principale cible cette localité dont la chute porterait valeur symbolique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Or, Nakfa « tient » toujours. Selon le témoignage d'une délégation britannique appartenant au Comité de soutien à l'Érythrée, qui se trouvait récemment à Nakfa, la ville est un amas de décombres, seul le minaret de la mosquée est encore debout. Autour, le paysage n'est que ruines et cratères de bombes.

Une concession du Soudan

L'artillerie et l'aviation éthiopiennes poursuivent leurs pionsnages quotidiens, tandis que les avant-postes se trouvent à six kilomètres seulement de Nakfa. Mais les combattants du F.P.L.E., enterrés dans leur réseau de tranchées autour de cette ville-fantôme, sont pratiquement invulnérables. Faute d'informations officielles susceptibles de faire équilibre aux communiqués de victoire du F.P.L.E., il est difficile de savoir ce qui se passe sur les autres champs de bataille. Selon le F.P.L.E., l'armée éthiopienne ne maintiendrait plus que deux fronts sur les quatre initiaux, et le moral des soldats serait au plus bas.

La délégation britannique a visité deux camps de prisonniers. Trois

mille d'entre eux sont des « anciens », capturés lors des offensives précédentes. Les mille quatre cents autres ont été faits prisonniers depuis le début de la campagne « Étoile rouge ». La plupart appartenaient à la 21^e division engagée dans la vallée de la Barka, au nord-ouest de l'Érythrée. Cette division est — avec la 22^e — l'une des deux unités légères spécialement conçues pour la campagne en cours.

Les prisonniers semblent, selon les témoins, bien nourris et bien traités. Les plus anciens se plaignent surtout de l'inaction du Comité international de la Croix-Rouge. Une équipe du C.I.C.R. leur avait rendu visite à la fin de 1979 et aurait promis une aide alimentaire et médicale. Depuis, ils n'auraient reçu que des sardines en boîtes et des jeux de cartes. Toute initiative du C.I.C.R., en vue de leur libération, soumise par le F.P.L.E. se heurte à un obstacle politique, car le gouvernement d'Addis-Abeba se refuse à traiter avec une guérilla qui ne rassemble à ses yeux que des « bandits sécessionnistes ».

Dès le lancement d'« Étoile rouge », il était clair que l'opération ne pourrait s'entériner sans risque pour son initiateur, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'État.

Le dernier aspect de la stratégie du colonel Mengistu est diplomatique. Sur ce plan, l'Éthiopie a renforcé ses positions. Aux termes d'un accord conclu, fin mai, avec le Soudan, les deux gouvernements s'engagent à expulser de leurs territoires respectifs « tous les dissidents et sécessionnistes » agissant au détriment du pays voisin et à fermer leurs bureaux. Un comité commun sera bientôt créé pour mettre en œuvre ces décisions. Derrière cette apparente réciprocité, l'accord représente une indéniable concession du président Némeyry. En effet, tous les adversaires du régime éthiopien — Fronts érythréens, Front populaire de libération du Tigré, Front de libération de l'Oromo, etc. — ont pignon sur rue non seulement à Khartoum, mais aussi dans plusieurs villes soudanaises, Kassala et Port-Soudan, notamment. En revanche, l'Éthiopie n'abrite aucun mouvement sérieux d'opposition à M. Némeyry.

JEAN-PIERRE LANGELIER.

Maintenant, le TGV rejoint la Méditerranée

Paris
Dép. 7 h 10
Dép. 9 h 07
Dép. 10 h 55
Dép. 12 h 45

Le TGV met Montpellier à 5 h 35** de Paris et Marseille à 5 h 33**. Dès septembre 1982 de nombreux TGV viendront augmenter la desserte de la Méditerranée. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages.

Sans arrêt à Lyon

Valence	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	322 ^F	218 ^F	165 ^F	113 ^F
	Ar. 10 h 48			
	Ar. 12 h 41			
	Ar. 14 h 36			
	Ar. 16 h 18			

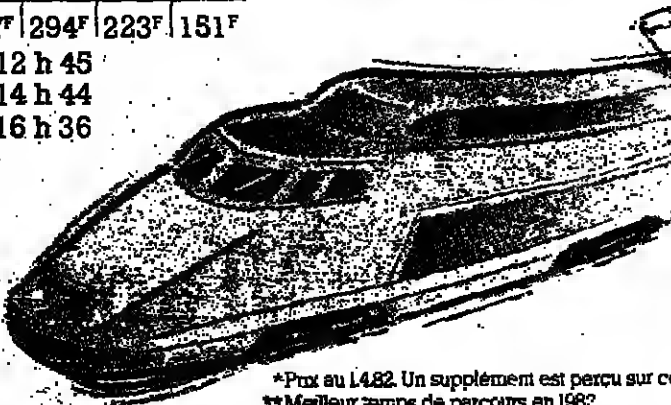
Montélimar	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	347 ^F	234 ^F	178 ^F	121 ^F
	Ar. 13 h 04			

Avignon	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	387 ^F	261 ^F	198 ^F	135 ^F
	Ar. 11 h 49			
	Ar. 13 h 45			
	Ar. 15 h 37			

Marseille	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	447 ^F	301 ^F	228 ^F	155 ^F
	Ar. 12 h 55			
	Ar. 14 h 47			
	Ar. 16 h 39			
	Ar. 18 h 18			

Nîmes	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	412 ^F	278 ^F	210 ^F	143 ^F
	Ar. 12 h 19			
	Ar. 14 h 18			
	Ar. 16 h 10			

Montpellier	Prix normal*		1/2 tarif*	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	437 ^F	294 ^F	223 ^F	151 ^F
	Ar. 12 h 45			
	Ar. 14 h 44			
	Ar. 16 h 36			



TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

*Prix au 1482. Un supplément est perçu sur certains TGV
**Meilleur temps de parcours en 1982.

AMÉRIQUES

LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT DES MALOUINES

Buenos-Aires : une période d'incertitude

(Suite de la première page.)

Réunis sans désenchaner pendant quarante-huit heures, les principaux chefs militaires continuèrent dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 juin, à délibérer, pour savoir quel serait le successeur. L'interim de la présidence sera assuré par le ministre de l'Intérieur, le général Alfredo Saint-Jean.

Le nouveau commandant en chef de l'armée sera, à partir de ce vendredi, un homme qui n'est pas précisément réputé pour son libéralisme : le général Cristóbal Nicolaides, qui commandait jusqu'à présent le premier corps d'armée, dont le siège est à Buenos-Aires.

« Je m'en vais parce que l'armée m'a retiré son appui. Je ne suis pas de ceux qui abandonnent le navire en pleine mer », a dit en sortant de la Maison Rose celui qui n'était président que depuis six mois. Arrivé au pouvoir après une révolution de palais dirigée contre son prédécesseur, le général Viola, il le quitte dans les mêmes conditions.

La chute a commencé mardi soir. Ce jour-là, il réunit les dix généraux de division qui forment le haut commandement de l'armée. Depuis la veille, le général Mario Benjamín Menéndez et les quelques dix mille hommes qui commandaient à Port-Stanley sont prisonniers des Anglais. Le problème est de savoir s'il faut cesser les hostilités.

Le général Galtieri affirme que non. Il refuse d'admettre la reddition. Il veut poursuivre la guerre sur tous les fronts, diplomatique, politique et militaire. Pour s'adresser à ses compatriotes d'armes, il emploie un ton agressif, triomphaliste, comme celui qu'il a utilisé, peu auparavant, dans un message à la nation.

Deux hommes lui tiennent tête : le général José Antonio Vaquerio, chef d'état-major, et le général Lami Reston, qui commande dans la Patagonie, le quatrième corps d'armée. Le premier rappelle que, deux semaines avant la défaite, douze des quatorze généraux de brigade qui composent l'état-major se sont prononcés pour un cessez-le-feu et des négociations avec les Anglais. Il estime, à posteriori, que ses compagnons avaient raison.

Le haut commandement se réunit, à nouveau mercredi soir : sept des dix généraux de division présents se prononcent contre le général Galtieri. La fin des hostilités, disent-ils, est la seule façon d'obtenir le retour des prisonniers que les Britanniques gardent en otages. Ils craignent, en outre, les conséquences d'une guerre prolongée : l'armée britannique cantonnée aux Malouines refuserait d'être exposée en permanence à d'éventuelles attaques aériennes. Elle prendrait les risques de l'attente et de l'attente, ils estiment que la situation économique ne permet pas de continuer les hostilités. Même les armes seraient difficiles à trouver, sauf en Afrique du Sud et en Israël, comme ce fut le cas ces dernières semaines. A moins de les acheter dans l'autre camp.

Désolé par les généraux de plus haut grade, le général Galtieri l'est aussi, à l'aube de jeudi, par les quatorze généraux de brigade qui forment l'état-major et qui lui demandent, à l'unanimité, sa démission. Le chef de l'Etat se met en colère : selon certaines versions, il se montre même insultant. Il quitte le bâtiment qui abrite le commandement de l'armée, pour se retirer dans sa résidence, à 15 kilomètres de là, dans la garnison de Campo-de-Mayo.

Après-midi, un communiqué du commandement en chef de l'armée annonce que le général Galtieri « passe volontairement à la retraite » et donne le nom de son successeur. C'est dans un deuxième temps que le démissionnaire doit abandonner ses fonctions de président de la République. Revenu à la Maison Rose, dont le dispositif de sécurité a été renforcé, il reçoit les ministres, qui lui offrent leur démission. Les habitants de Buenos-Aires

apprennent la nouvelle en sortant des bureaux : la plupart poussent un soupir de soulagement ; celui qui avait perdu les Malouines après les avoir « récupérées » était devenu vraiment impopulaire.

Jusqu'à bon, il aura montré son obstination. On a appris jeudi qu'il venait d'opposer une fin de non-recevoir au gouvernement de Londres, qui lui demandait, par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse, de déclarer expressément la fin des hostilités. Autre fait qui a jouté contre lui : ce qui s'est passé mardi sur la place de Mai. Après avoir convoqué la population, pour entendre le message qu'il devait prononcer du balcon de la Maison Rose, il avait donné l'ordre de la répression. Ses pairs se sont alors demandés, dit-on, s'il avait gardé toute sa raison. L'armée de l'air, en tout cas, jugée bon de se désolidariser de la violence policière.

Le général Lami Reston pour le changement

Au moment même où la crise éclate, les deux autres membres de la junte sont réunis avec leurs subordonnés. L'amiral Anaya tient un langage assez proche de celui du général Galtieri, en invitant les marins à garder « l'esprit combattif » en vue de l'objectif principal, qui est la « récupération complète de la souveraineté » sur les Malouines. Il propose de partir en même temps que le chef de l'Etat, mais les officiers refusent sa démission.

Dans l'armée de l'air, le ton est différent. Le commandant en chef de l'aviation, le général Lami Reston, a multiplié les prises de position ces dernières semaines. Il le fait une nouvelle fois jeudi. La réunion qu'il tient avec les aviateurs s'est, dit-on, un véritable programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri.

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

« Le changement doit commencer ici et maintenant », dit le général, qui pense d'abord à une nouvelle politique économique. « Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles », déclare-t-il. « Nous voulons un programme politique et social pour l'Argentine d'après les Malouines, et d'après Galtieri. »

El Salvador

Le vice-ministre de la défense est tué dans un hélicoptère abattu par la guérilla

San Salvador (A.P.P., Reuters, A.P.). — Le radio du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.M.), Radio-Venceremos, a annoncé jeudi 17 juin la mort au combat du vice-ministre salvadorien de la défense, le lieutenant-colonel Castañón. Selon la radio, l'hélicoptère du vice-ministre qui allait inspecter une opération militaire dans le département de Morazan, à l'est du pays, a été abattu. Des insurgés, précise la radio, ont pu rejoindre la base où l'appareil s'est crashé et ont trouvé deux cadavres, dont l'un portait des documents qui ont permis de l'identifier comme étant le lieutenant-colonel Francisco Adolfo Castañón.

Le vice-ministre de la défense avait effectivement informé la presse jeudi de son intention de se rendre dans le département de Morazan pour inspecter « la plus importante opération anti-guérilla » dans laquelle trois mille soldats sont engagés.

Les porte-parole de l'armée, tout comme les guérilleros, affirment que les combats de ces deux dernières semaines dans le Morazan ont été extrêmement violents, avec un nombre élevé de pertes. Le terrain très accidenté favorise les guérilleros qui sont depuis longtemps implantés dans la région et connaissent parfaitement le terrain.

D'autre part, M. José Napoleón Duarte, ancien président de la junte, a accusé la droite d'essayer

de saboter le programme de réforme agraire qu'il avait contribué à mettre en œuvre. Il a déclaré jeudi 17 juin que le parti conservateur de la conciliation nationale et de plusieurs associations républicaines (ARRCA) d'extrême droite s'efforcent vers un conflit sur ce sujet avec le président intérimaire, M. Álvaro Magaña, indépendant. M. Duarte estime que l'armée soutiendra le président Magaña dans une confrontation avec les partis de droite pour une réforme que les États-Unis considèrent comme vitale.

« Une fête de solidarité avec les luttes des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes se déroulera les 26 et 27 juin à Massey (Buenos Aires), à l'initiative du conseil municipal et de plusieurs organisations latino-américaines. M. Claude Geronzi, député, maire socialiste de Massey, estime que « face à une répression de plus en plus dure, la solidarité doit s'étendre pour aider les peuples d'Amérique latine à se débarrasser du joug de l'impérialisme ». Cette manifestation, la première du genre en France, rassemblera plus de quatre-vingt organisations politiques latino-américaines et françaises, représentant notamment le Salvador et le Nicaragua. Le président de l'Assemblée nationale, M. Mermeas, prononcera un discours.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

UNE DÉLÉGATION REPRÉSENTANT LE DALAI LAMA, ancien chef spirituel et temporel du Tibet, vivait en exil en Inde, a effectué récemment une visite de plusieurs semaines en Chine populaire, a-t-on appris, vendredi 18 juin, de sources officielles chinoises. Cette délégation est la quatrième à visiter la Chine depuis que le Dalai Lama et les autorités de Pékin ont décidé de rétablir les contacts en 1979.

Les représentants du Dalai Lama — dont deux ministres du gouvernement tibétain en exil installés en Inde — étaient arrivés en Chine à la fin du mois d'avril. Ils en ont repartie le 4 juin. L'itinéraire de sa visite n'a pas été révélé. — (A.P.P.)

États-Unis

LE SECRÉTAIRE AU TRAVAIL EN DIFFICULTÉ POUR LES LIENS SUPPOSÉS AVEC LA MAFIA. — Des menaces de mort proférées contre des enquêteurs n'ont pas empêché le Congrès pour enquêter les liens du secrétaire au travail, ainsi que l'assassinat d'un témoin potentiel, mafioso notoire, qui avait été interrogé à plusieurs reprises par le procureur spécial désigné dans cette affaire, ont accusé les soupçons qui pèsent sur M. Raymond Donovan. M. Orrin Hatch, sénateur républicain de l'Utah, vient de révéler d'autre part qu'un rapport du F.B.I. très sévère pour M. Donovan, n'avait pas été communiqué au Congrès, et que les sénateurs démocrates ont demandé, le 15 juin, à M. Reagan que M. Donovan abandonne son poste tant qu'il n'est pas blanchi par le procureur spécial. — (A.P.P.)

Mozambique

SIX MOZAMBICAINS ET UN SUD-AFRICAIN ont été condamnés à être fusillés, jeudi 17 juin, par un tribunal militaire révolutionnaire, qui les a jugés coupables notamment de « trahison », rébellion armée et terrorisme. Les sept personnes étaient jugées par un tribunal chargé de punir les « crimes contre le peuple et l'État populaire ». L'une d'elles a été condamnée à deux ans de prison, et sept autres, des jeunes, ont été jugés coupables de la « propagande ennemie » et remis en liberté pour « réintégration dans la société ». Toutes étaient accusées d'appartenir au mouvement rebelle Résistance nationale du Mozambique. — (A.P.P.)

Namibie

PRETORIA ET LE PLAN OCCIDENTAL DE PAIX. —

S'exprimant, jeudi 17 juin, sur la base militaire d'Oshana (Nord de la Namibie), M. Pieter Bothe, premier ministre sud-africain, a explicitement fait du retrait des troupes sud-africaines d'Angola un préalable à la mise en œuvre du plan occidental pour l'indépendance de la Namibie et a annoncé que des « élections internes » y seraient organisées si ce plan n'avait pas abouti en mars 1983. Le retrait sud-africain d'Angola est « le point le plus important » de tout règlement du conflit namibien, a-t-il ajouté. — (A.P.P.)

Pologne

LES ÉVÊQUES POLONAIS ESPÈRENT LA VENUE DU PAPA EN AOÛT. — Dans un télégramme adressé le 17 juin au Vatican, les évêques déclarent qu'ils ont examiné la veille les négociations à entreprendre avec les autorités au sujet de cette visite et la « préparation des fidèles à la rencontre avec le pape au mois d'août ». — (A.P.P.)

Vietnam

DÉMISSION D'UN VICE-PRÉMIER MINISTRE. — M. Huynh Tan Phat, vice-premier ministre depuis 1976 et président du comité d'État des constructions de base, a abandonné ses fonctions pour « assumer d'autres tâches », a annoncé, vendredi 18 juin, le Vietnam. Dans un communiqué, le P.C. vietnamien. Le journal n'a pas précisé quelles seraient ses futures attributions. — (A.P.P.)

(M. Huynh Tan Phat, ancien ministre de l'Économie, avait été vice-président du P.C.V. sud-vietnamien avant de devenir, en 1976, premier ministre du Vietnam du Nord. Il avait occupé jusqu'à la réintégration du Vietnam en 1975, il avait alors été au gouvernement de Hanoi comme vice-premier ministre. Peu de temps avant la réintégration, le 10 juin, il avait signé une directive — demandée lettre morte — selon laquelle la « réintégration » des délégués politiques serait limitée à trois ans.)

PANIQUE DES PRISONNIERS ARGENTINS A PORT-STANLEY

Port-Stanley (Reuters). — Des centaines de prisonniers argentins ont cédé à la panique et se sont réfugiés en courant dans les rues de Port-Stanley, mettant le feu à une école et à un magasin, parce qu'ils craignaient que le Canberra chargé de les rapatrier, parte sans eux. Les prisonniers faisaient partie des milliers d'Argentins qu'on achemine par groupes de deux cents, sous la surveillance de soldats britanniques, de l'aérodrome de Port-Stanley vers la laisse. Les renforts britanniques appelés à la hâte ont mis une heure pour rétablir l'ordre.

Un résident de Port-Stanley, réveillé à 2 heures du matin par les Argentins qui courent de tous les côtés, raconte : « Je n'ai pas pu les arrêter. Je n'avais pas d'arme, j'ai téléphoné à la police quand ils ont pénétré de force dans un magasin... Ensuite j'ai aperçu des flammes. »

L'ARGENTINE EST OPPOSÉE A UN RAPATRIEMENT DIRECT DE SES PRISONNIERS

LONDRES (UPI). — L'Argentine ne souhaite pas que ses prisonniers de guerre aux Malouines soient rapatriés directement dans leur pays, a annoncé jeudi 17 juin, à Londres, le porte-parole du Foreign Office.

Cette position argentine, qui « préoccupe » Londres, a été transmise à la Grande-Bretagne par l'intermédiaire du Brésil, a précisé le porte-parole. Celui-ci a ajouté que la position argentine entraverait inévitablement un retard dans le rapatriement des prisonniers qui devront transiter par un port neutre, tel que Montevideo (Uruguay).

LONDRES : satisfaction et réserve

De notre correspondant

Londres. — Si la presse britannique se montre satisfaite des événements de Buenos-Aires, ses préconisations restent les mêmes. « Bien que nous nous soucions peu de l'Argentine », écrit le Daily Mail (conservateur), c'est bien que Galtieri soit parti. « Tous les journaux populaires tiennent sur sa disgrâce mais c'est le Daily Mirror (proche des travaillistes) qui a trouvé l'expression la plus vigoureuse : « Galtieri reçoit un coup de pied dans la derrière. » Le titre accompagné d'un dessin suggestif barre sa première page.

Le Daily Telegraph (conservateur) écrit de son côté : « L'autorité britannique sur les Falkland reste le point de départ du débat, aujourd'hui comme hier. Si quelqu'un veut pleurer sur le peuple argentin, que ce soit sur ces pitoyables prisonniers qui semblent avoir été oubliés par leurs chefs. »

Le sort des 10 600 soldats argentins

Le sort des prisonniers argentins reste le sujet prioritaire des autorités de Londres. Ils sont officiellement dix mille six cent soixante : cinq mille ont déjà été embarqués à Port-Stanley sur le paquebot Canberra qui attend l'autorisation de partir pour un port argentin. La

Le gouvernement des Malouines, M. Rex Hunt, a déclaré qu'il avait reçu six cents demandes de personnes de diverses nationalités désireuses d'aller se fixer sur l'archipel et d'aider à la reconstruction des îles. La plupart des candidats sont britanniques. — (A.P.P.)

PARIS ET BONN DEMANDENT LA LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE L'ARGENTINE

La France et l'Allemagne fédérale, apprend-t-on de bonnes sources, ont demandé au président du conseil de la Communauté européenne, M. Tindemans, la levée des sanctions prises contre l'Argentine après l'invasion des Malouines par les forces de Buenos-Aires.

Le premier ministre néerlandais, M. Van Agt a déclaré lui aussi, jeudi 17 juin, qu'il était partisan de la levée immédiate des sanctions. L'Italie et l'Irlande ont déjà levé les sanctions.



DIMANCHE : LE MONDE SE MET A TABLE.

Quelles sont les traditions de la France à table ? Chaque semaine pendant les vacances le Monde Dimanche vous emmène dans les provinces de France revivre leurs coutumes gastronomiques qui évoluent, goûter vins et produits de pays et redécouvrir une savoureuse recette. Dans chacun des 12 numéros d'été du Monde Dimanche, une page spéciale pour les gourmets.

Le Monde
DIMANCHE
Le Monde Dimanche de l'été

سكنا من الأمل

مكتبة الأصل

lettre d'Israël

"Je vous écris en écoutant le transistor qui vient d'annoncer que "nous" sommes en train d'"atteindre notre objectif" au Liban : assurer "la paix" aux habitants de la Galilée. Ces mensonges goebbelsiens me rendent fou. Il est clair que cette guerre sauvage, plus barbare que toutes les précédentes, n'a rien à voir ni avec l'attentat de Londres ni avec la sécurité de la Galilée; mais, si les leaders de l'opposition, des professeurs "respectueux", des journalistes soi-disant objectifs répètent tous comme des perroquets les slogans de Begin et de Sharon, que peut-on exiger de l'homme de la rue ? Pour le moment (mais je ne crois pas que ça tiendra à la longue), l'"unité nationale" est presque parfaite. "C'est la plus belle heure d'Israël", vient d'annoncer Begin à la Knesset, où trois mains seulement se sont levées contre la guerre (neuf autres - y compris les députés du Mapam - ont seulement osé ne pas participer au vote). Que reste-t-il à faire face à cette ivresse chauvine, partagée - avant que le chiffre de nos pertes et les conséquences politiques, désastreuses sans doute, soient connus - par tous nos ultra-patriotes ? Nous ne sommes qu'un tout petit groupe d'opposants. Nous ici, comme les Palestiniens là-bas, nous sommes complètement isolés, abandonnés même par nos proches, et... vaincus. Au moins à l'heure actuelle. A tout ça il faut encore ajouter l'appui scandaleux de Reagan et de ses complices. On ne parle plus d'une invasion limitée à 40 kilomètres de la frontière; c'est une véritable blitzkrieg, sans limites, sans front ni arrière, sans restrictions quelconques. J'entends sans cesse le bruit de notre aviation; ils passent jour et nuit pour bombarder des villages et des villes peuplées, des camps de réfugiés chassés déjà une fois de leurs maisons - et par nous-mêmes. Pas de pitié ! Des juifs, fils d'Abraham, "les miséricordieux", sans pitié ? Des juifs, victimes eux-mêmes de tant de cruautés, peuvent-ils devenir tellement cruels ? Quelle honte ! Le plus grand succès du sionisme n'est donc que ceci : la "déjudaïsation" (si un tel mot existe) des juifs.

Faites, je vous prie, chers amis, tout ce qui est en votre pouvoir pour que les Begin et les Sharon n'atteignent pas leur double objectif : la liquidation finale (j'emploie une expression qui est à la mode ici ces jours-ci) des Palestiniens en tant que peuple et des Israéliens en tant qu'êtres humains."

Benjamin Cohen, professeur à l'université de Tel-Aviv
(extrait d'une lettre datée du 8 juin adressée à P. Vidal-Naquet)

Pour permettre à des voix comme celle-ci de s'exprimer en Israël, adressez votre aide financière à Pierre Vidal-Naquet
11, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris - CCP Paris 12 954 15 R

Salvador

de la défense est lue
et battu par la guérilla

LE MONDE

Poche

Vietnam



A TABLE

Le Monde

Le Monde

OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE : les derniers feux de la Coloniale ?

A la suite du renversement de majorité intervenu en Nouvelle-Calédonie (le Monde du 18 juin), l'Assemblée du territoire a élu, vendredi 18 juin, un nouveau conseil de gouvernement - exécutif local - comprenant quatre élus indépendantistes, MM. Jean-Marie Tjibaou, André Gopen (Union calédonienne), Henri Bailly (Libération kanak socialiste), M. Yvonne Hnada (parti socialiste calédonien), les deux conseillers centristes de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.) qui avaient déclenché le processus de crise en ayant démissionné de l'ancien conseil de gouvernement et retrouvé donc leurs sièges, MM. Gaston Marlet et Stanley Camerlynck, ainsi qu'un dissident du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.), M. Henri Wetta. Cette élection a été acquiescée par vingt-deux voix contre quarante abstentionnistes ou votes blancs (R.P.C.R. proche du R.P.R. métropolitain).

L'accord liant les partis associés au sein du nouveau conseil de gouvernement a été conclu pour un an. Il propose l'évolution en douceur de la Nouvelle-Calédonie vers plus de justice et d'égalité.

Sarraméa. - Qu'ont-ils donc fait, ceux-là, que l'histoire semble aujourd'hui passer en prafits et pertes ? L'Histoire à majuscule, sous-dain pressée d'effacer ses errements d'une fin de siècle, d'explier à jamais la bavure coloniale. Qu'ont-ils donc fait, qu'on voudrait les punir pour les péchés de l'ancêtre, amené sur cette île en fond de cale mais que nul n'est jamais venu rechercher ? Ils sont là, plantés sur leur bout de brousse, et leur histoire, sans majuscule, est écrite autour d'eux. Deux baraquas d'un préfabriqué lépreux, deux Jeeps rouillées et un corral à l'ombre des cocotiers. Sous l'appentis, les selles des stockmen. Tout autour, des maquis et une terre ingrate.

Ils sont onze les Moglia, broussards de Sarraméa. Purs caldoches, purs produits du « caillou » et de ses mythes un peu frustes. Défricheurs et chasseurs de cerfs, cow-boys sans eldorado et amateurs de rodéos. Pourtant moins pionniers que paysans dans cette Australie du pauvre. Et là colère à fleur de peau.

Ils sont là, le vieux et ses fils, tricot de corps taché de sueur, bien décidés à faire la leçon à ce « baus-saire » (on appelle ainsi le haut-commissaire) en balade qui parle de la terre, de cette terre-là, sans savoir. Cette terre qu'on veut leur prendre mais qu'ils ne quit-

teront, pour sûr, « que les pieds de-vent ».

Le père se contient encore pour expliquer que « le grand chef de la tribu d'à côté est venu revendiquer la propriété avec des Canaques de l'île des Pins », qu'ils reviendront sûrement mais que « ça ne se passera pas tout seul ».

Faut en finir avec leurs histoires d'ancêtres et de terres claudineuses, s'emballe-t-il déjà. Nous aussi, on a eu la féodalité, mais on a fait 89... Ils n'ont qu'à en faire autant. Sinon, c'est qu'on n'en fera jamais de vrais Français... Le haut-commissaire, appelant à la rescousse ses souvenirs de pédagogue, fait doucement valoir les erreurs passées, les réformes trop longtemps ignorées, la nécessité de s'attaquer aux privilèges économiques.

Le privilège de la sueur

« Privilège ? coupe un des fils. Faut pas confondre. Nous, on n'a jamais eu que celui de la sueur. Ce qu'on a, on l'a gagné et vous voulez nous faire passer pour des petits Lafleur... L'affaire... le député R.P.R. fleur... L'affaire... le député R.P.R. fleur... L'affaire... le député R.P.R. fleur... »

« J'ai pas confiance, reprend le vieux. Non, plus confiance. J'ai rien contre les Canaques. Mes fils sont allés à l'école sur les mêmes bancs qu'eux. Mais aujourd'hui, c'est plus possible. Il y a des meneurs qui leur montent la tête. Des Blancs qui espèrent ensuite partager le gâteau. Plus possible, non. Mais, je dors avec mon fusil... et s'il faut un exemple, on s'en occupe pas faire, rétorque aussitôt le haussaire.

« C'est eux qu'il faut empêcher de faire la loi. Ils le savent : je par-tirai les pieds devant... »

« Mais qui vous parle de partir ? »

« On a bien tout largué aux Hébrides... »

« On ne peut pas ignorer les revendications canaques. Même si l'on doit préserver la propriété. Reste à trouver un terrain d'entente. Et ça ne passe pas par la police ou la légion... »

« C'est pas la terre qu'ils veulent, c'est l'indépendance. »

« Vous ne pouvez pas interdire aux gens de la réclamer. »

« Ben nous aussi on va la prendre, s'exclame un fils, tout de go. Ras le bol des z'oreilles ! (1). Un fantôme rhodésien plane un instant sur Sarraméa... »

« Vous ne pouvez pas demander en même temps le départ des z'oreilles et la protection de leurs gendarmes... »

« Qu'on arrête ceux qui leur montent la tête. »

« Il y a un front indépendantiste à l'Assemblée. Des gens qui sont élus... »

« Avant, ils n'auraient pas eu le droit. »

II. - Le temps des compromis

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

« Vous préférez la dictature ? »

« La dictature ? C'est eux qui la préparent. »

« Pourquoi ne garderiez-vous pas vos terres, en locataires par exemple ? »

Cette fois la mère, longtemps silencieuse, coupe court : « Jamais ! Autant baisser la culotte tout de suite. Faites donc plutôt une loi pour abolir la propriété clanique. »

« Mais c'est impossible. »

« Alors ce pays est fou. Les fils se sont retournés, en haussant les épaules, fatalistes. C'est toujours la même chose. Inutile d'insister. En attendant, les Canaques sont là... »

Le doigt pointe un fond de vallée sans horizon. « Un de ces culs-de-sac à midi », qu'évoque souvent, en un léger murmure, M. Roch Pidjot, le vieux sage de Conception, l'autre député (apparentésocialiste). Celui de la circonscription noire...

Dialogue de sourds ? Le baus-saire, avant de saluer alentour, est mainté par un chemin tortueux jusqu'à la maison de l'ainé, un peu plus loin, au sommet d'une colline arrachée à la broussaille. Trois pièces à moitié nues et une veranda où veille un vieux Canaque ; le beau-père, sorti de la tribu voisine. « La preuve qu'on peut encore s'entendre », glisse le maire de Sarraméa, dans un demi-sourire.

S'entendre sur la même terre ? Cette terre que le Blanc bichonne comme un bel outil, faite d'abord pour produire et nourrir. Et que le Canaque vénère comme lieu géomé-

trique de son passé et de son identité. Des années maintenant que la Calédonie se déchire sur des réformes foncières échouant toujours à concilier profane et sacré, cultures et culture. Rien d'étonnant, dès lors, que la querelle des terres ait peu à peu mûri le développement du mouvement indépendantiste et sa radicalisation. Mais aussi l'émergence en son propre sein de tendances divergentes, voire opposées.

Frottés à l'Occident

Il y a, c'est évident, plus que des nuances entre les militants attachés au respect scrupuleux de la coutume, qui ne veulent rien d'autre que la restitution des terres ancestrales à leurs clans d'origine, et ceux, souvent plus jeunes, frottés à l'Occident, qui, sans renier la tradition, entendent que la satisfaction d'un droit légitime réponde aussi - surtout - aux exigences du développement économique.

Ainsi, les plus « coutumiers », nombreux dans les rangs de l'U.C., ne voient-ils pas d'un très bon œil les efforts de d'autres, notamment au L.K.S. (Libération kanak socialiste), déployés pour jeter les bases d'un mouvement coopératif, de la production à la consommation. L'ordonnance foncière établie par le gouvernement se garde bien d'arbitrer brutalement. Mais son souci - par la création d'un office public - d'éviter les conflits qui, çà et là, éclatent déjà entre clans ou tribus autour d'une même terre, prouve que la coutume, certes largement in-

voquée, est loin de constituer l'ossature même de la réforme.

Ces options offrent aussi, il est vrai, l'avantage de désamorcer par avance les critiques des leaders blancs les plus modérés, qui, plutôt ouverts au changement, redoutent que des réformes à marche forcée ne chamboulent tout trop vite, et, se-mant l'inquiétude, ne précipitent leur clientèle dans les bras grands ouverts des ultras.

L'impulsion donnée ces derniers mois a bousculé le jeu politique local, perturbé la répartition des rôles et finalement suscité, à droite, des recensements fort importants. Certains, « sonnés » par « l'incident » du 10 mai, se sont ainsi dépêchés de prendre les devants : et l'on a vu soudain quelques bons patriotes, hier encore drapés de tricolore, à la moindre visite d'un secrétaire d'Etat, devenir les plus chauds partisans d'une Calédonie enfin « libre et majeure ». Les voilà parangons d'une « indépendance pluri-ethnique », mais pareil empressement trahit leurs intentions : plutôt l'ombre d'une Australie blanche que la tuelle d'un Hexagone repeint en rose ! Créé à la hâte, le parti national calédonien a dû changer de bureau ; le premier, malencontreusement, ne comptait que des Blancs. On s'est vite enquis de le colorer un peu.

Ces « Rhodésiens » (une étiquette qui les fait sourire plus qu'elle ne les dérange) restent marqués par leur appartenance démocratique. Mais leur appartenance démocratique est une affaire qui agite depuis un an la droite calédonienne. Meeting-pot hybride de gaullistes historiques, de chiraquiens de bon teint et de giscardiens ralliés, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.), que

préside M. Lafleur et que coiffent les familles possédantes de l'île, s'efforce, sans grand succès, de maintenir l'unité de ses troupes sous la bannière largement déployée de la « résistance », une résistance qui cache à peine ses buts...

Le magot en lieu sûr

Les établissements Ballande, véritables princes de cette économie de comptoir, dirigés sur place par le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, n'ont-ils pas annoncé avec grand fracas, l'acte de confiance, ils préféraient placer en lieu sûr une partie de leur magot ? 1,5 milliard de francs Pacifique (2) sont partis faire des petits du côté de Wallis... N'ont-ils pas aussi, plus discrètement, menacé de couper les vivres de gaz en brousse si l'on ne majorait pas les prix, ne renouant finalement que sous la menace d'une réquisition. Résistance encore, cette campagne bruyante pour boycotter l'impôt direct, le premier - fort supportable - que l'on paie en Calédonie.

Cette attitude, censée mobiliser l'électorat contre un pouvoir prêt à vendre le « caillou » aux indépendantistes, a fini par cristalliser, au sein même du R.C.P.R., des courants contraires. Des Mélanésiens s'y plaignent du peu de cas que l'on fait de leurs propositions. Certains seraient tentés par une « vraie » politique. D'autres, éloquent déjà la porte. M. Marie-Paule Serve, élue du Rassemblement à l'Assemblée territoriale, a ainsi changé de banc, dénonçant un R.P.C.R. « bloqué dans son refus de participer au jeu démocratique, sectaire et rétrograde ». « Le parti, explique-t-elle, a perdu de vue ses véritables engagements... et défend trop souvent les intérêts de quelques-uns au détriment de l'intérêt général... Il continuera bientôt son jeu tout seul, laissant à d'autres le soin de déterminer l'avenir », car « le temps est venu d'envisager les compromis souhaitables ».

Les déchirements internes du R.C.P.R., la volonté ostensible des indépendantistes de rentrer activement dans le jeu institutionnel, ont largement favorisé l'évolution des centristes de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.). Ces autonomistes déclarés, groupe-charnière à l'Assemblée territoriale, ont d'ailleurs voté la loi fiscale contre le vœu de leurs alliés ; poussés en sous-main par le haut-commissaire, ils sont désormais, en rupture de ban, passés dans le camp du « changement », prêts à faire un bout de chemin avec les indépendantistes. Des inquiétudes pour leur électorat ? On n'a pas aux urnes - seul pour les municipales - avait 1980, et le glissement perceptible des communautés minoritaires de l'île - surtout les Wallisiens - vers un « wait and see » prudent, viendrait plutôt les encourager à engager le pari. Hier clients fidèles des partis de droite, ces minoritaires ne sont-ils pas, entre Canaques et Européens, arbitres de bien des consultations ?

Après un an de titonnements, d'hésitations et d'incertitudes, voilà que la Calédonie se donne, sans brader le tricolore, un gouvernement majoritairement indépendantiste pour les réformes et le développement. Qui donc aurait imaginé un tel scénario à l'heure où Cassala s'insurgeait ? Reste pourtant à se demander, avides de se nourrir de la peur et du dépit, C'est encore un pari que de les affaiblir...

FIN

(1) Les « z'oreilles » sont, dans le langage caldoche, les métropolitains venus dans l'île.

(2) Un franc Pacifique = 5,5 centimes français.



LUMEA

L'hebdomadaire roumain de politique étrangère paraît également en français

L'hebdomadaire « LUMEA » constitue une source directe d'information à l'intention de ceux qui désirent connaître et mieux comprendre la politique étrangère de la Roumanie, les facteurs déterminants - en principe comme en pratique, au règlement des grands problèmes contemporains, au développement de la collaboration internationale et à la consolidation de la paix dans le monde.

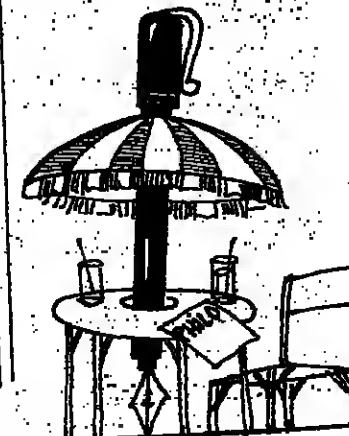
S'adressant aux lecteurs de langue française, « LUMEA » se propose ainsi de répondre directement à l'intérêt manifesté à l'égard des orientations de la Roumanie sur la scène mondiale.

Prix d'abonnement : une année \$ 20.

Pour toute information, nous vous prions de vous adresser à :

ILEXIM
BUCAREST - ROUMANIE

ILEXIM
ENTREPRISE DE COMMERCE EXTÉRIEUR
BUCAREST (ROUMANIE)
3, rue du 13-Décembre
POB 1-136 1-137 Tél. : 15-76-72 Télex 11226



DIMANCHE: LE MONDE PHILOSOPHE.

Les pieds dans l'eau... et la tête bien faite.
Douze leçons de philosophie à méditer dans le calme de l'été.
Le Langage: Jacques Derrida - Le Savoir Affectif: Ferdinand Alquié -

Le Désir: Vincent Descombes - L'Imaginaire: Clément Rosset - La Conscience: Elisabeth de Fontenay - Autrui: Christian Delacampagne - La Réalité: Michel Serres - L'Etat: Louis Sala-Molins - La Violence:

Jean-Toussaint Desanti - L'Art: Gilbert Lascault - Croire et Savoir: Manuel de Dieguez - La Religion: Emmanuel Levinas.
Chaque semaine du 20 juin au 5 septembre dans les 12 numéros

d'été du Monde Dimanche.

Le Monde
DIMANCHE
Le Monde Dimanche de l'été

دكانة الحامل

DIMANCHE 20 JUIN MARCHE DE LA PAIX, A PARIS DE MONTPARNASSE A LA BASTILLE

La course aux armements connaît aujourd'hui une dramatique accélération. L'équivalent d'un million de bombes d'Hiroshima existe déjà. L'arsenal nucléaire ne cesse de s'accroître. Chacun d'entre nous est concerné car il s'agit de la paix, de la sécurité, de la vie même des peuples. C'est pourquoi, par-delà la diversité de nos convictions et de nos croyances, nous tenons à exprimer ensemble notre profonde préoccupation.

Alors qu'il y a tant à faire pour répondre aux urgents besoins des hommes et des peuples, c'est une folie dangereuse de dilapider leurs richesses, leur travail et leur science dans l'accumulation de moyens massifs de leur propre destruction. Il est urgent de s'engager résolument dans la voie du désarmement. La session extraordinaire de l'ONU qui se tient en juin peut en être l'occasion.

La voix de millions d'êtres humains retentit en Europe et partout dans le monde pour formuler l'exigence de paix et de désarmement.

Nous, personnalités de tous horizons, considérons que la voix du peuple de France doit se faire entendre haut et fort pour dire :

- La ruineuse et dangereuse escalade nucléaire, cela suffit !
- Négociation et réduction de tous les armements, c'est la voie de la raison !
- Désarmement, progrès social et développement, nous choisissons !

C'est pourquoi nous appelons solennellement les femmes, les hommes, les jeunes de notre pays à exprimer cette volonté dans une grande marche de la paix, à Paris, le 20 juin, et nous exprimons le souhait que les organisations syndicales et sociales, les formations politiques, les mouvements les plus divers s'associent, sous les formes qu'ils choisiront, à cette initiative, pour lui donner toute l'ampleur que mérite cette grande cause humaine.

André Jean-Claude
Aragon
Aubrac Lucie
Bataille Michel
Bazin Hervé
Béart Maurice
Blanc Henri
Bretton Denise
Butot Michel
Brochen Jean-Louis
Cavanna
Chambon Robert
Charles-Roux Edmonde
Chemtsov Paul
Clément Catherine
Delaunay Alain
Delaunay Jean-Claude
Denis Jacques
Desgranges Pierre
Mme Dorgette Roland
Dubien Denis
Ducoux Sylvie
Dubanel René
Duraflour Paul
Escande Françoise
Escande Paul
Mme Farge Yves
Ferrat Jean
Général Gambiez
Gobé
Gorma Michel
Goddier Maurice
Grenet Maxime

Groult Benoîte
Guibert Edouard
Gulot Alain
Herrero André
Jacquet Albert
De Jaeger Jacques
Jankelevitch Vladimir
Jarry Robert
Kabane Jean-Pierre
Lacombe Bernard
Lacroix Daniel
Lajoinie André
Langwin Hélène
Langignon Michel
Lanoux Armand
Laroze Jean-Claude
Lefebvre Henri
Le Forestier Maxime
Lorenzi Stello
Leroi-Gourhan André
Maffre-Baugé Emmaouel
Magny Colette
Maldonado J.-M.
Manessier
Marot Jeanine
Matta
Mercier Georges
Milliez Paul
Mésones Serge
Moucla François
Mouory Jacques
Moustard René
Paul Marcel

Pearson Annie
Péphy Claude
Pignon Edouard
Platon Charles
Prov Suzanne
Rancillac Bernard
Rifiod Elisabeth
Pastor Rognon René
Salacrou Armand
Sanguedolce Joseph
Santini Pierre
Amiral Sanguinetti
Schwartzberg Léon
Séguillon Pierre-Luc
Séguin Georges
Sève Lucien
Sill André
Rol-Tanguy Henri
Taufelle Lucienne
Terroire Louis
Theret Gisèle
Thomas Bertrand
Tordi Bernard
Tournier Michel
Trinquet Jean-Louis
Vassarel
Vernors
Vigneron René
Vitez Antoine
Vovelle Michel
Wolinski Georges
Wolinski Maryse
Zarka Pierre
Zaoui Jean

Gérard Blain, cinéaste
Marcel Blumal, réalisateur
TV
Général de La Bortardière
Jacques Bonitzer, ingénieur
Pierre Bourgade, écrivain
J.-F. Caen, architecte près de la cour d'appel de Paris
Jacqueline Camus, pilote de ligne
Albert Cavallier, vice-président du conseil général du Tarn-et-Garonne
César, sculpteur
Marie-Josée Chombar de Laune
Chorao, dessinateur
Abbé Paul Clabeau
Bernard Clavel, écrivain
Eugène Cotton, physicien
Danielle Decure, pilote de ligne
Roger de Greille, prêtre
Philippe Dinsman, international de rugby
Colette Didou, réalisatrice de télévision
Bâtonnier Jean-Jacques Dumolot, maire-adjoint de Poitiers
Bâtonnier Duriez
André Duroméas, député-maire du Havre
Paul Emaer, secrétaire national de la Confédération syndicale des familles
René Ehl, écrivain
Jean Faucher, président de Tourisme et Travail
Bernard Faure, syndicaliste paysan
Georges Fischer, directeur de recherches au CNRS
Claude Frioux, professeur d'université
Chamoine Gaben
Pasteur Albert Gaillard
Pierre Ganz, journaliste radio
F. Grémy, professeur de médecine, président du MRAP
Eugène Guillevis, écrivain
Philippe Harrouard, journaliste TV

Henri Heinemann, écrivain, maire de Cayeux-sur-Mer
Jean-Maurice Hermann, journaliste, ancien délégué à l'Assemblée consultative
Philippe Houvion, perchiste
Bâtonnier Roger Hudon
Jean Huillet, président du Comité d'action viticole Languedoc-Roussillon
Raymond Jean, écrivain
Jean Lahougue, Prix Médicis
Robert Laffont, écrivain
Pierre Laque, astrophysicien, militant écologiste
Pierre Larigue, écrivain
Tony Lalot, psychiatre
Claude Lamblin, maire de Reims
Brigitte Latrille, écrivaine
Jean-Pierre Le Coadic, député-maire de Taverny
André Lejeune, député-maire de Guéret
Francis Lemaire, chanteur
Michel Lemerle, journaliste TV
Jacques Madaule, écrivain
Professeur Georges Mathé, directeur de l'Institut de cancérologie de Villejuif
Denis Maire, maire de Delle
André Mas, député du Tarn-et-Garonne
Jean Marceac, écrivain
Marie Mauron, écrivain
Paul Michailard, conseiller général
Marc Montagnon, procureur
Raymond Moretti, peintre
Gilles Morinière, footballeur
Georges Mouskaki, chanteur
Oscar Nicmeyer, architecte
M. Joe Nordmann, avocat à la Cour
Claude Ollier, écrivain
Christiao Paul, capitaine du Stade de Reims
Louis Perrier, prêtre honoraire, ancien résident général de France en Tunisie
Pierre Perret, compositeur, interprète

Jean Petite, syndicaliste enseignant
Marcel Prenant, professeur d'université honoraire, commandeur de la Légion d'honneur
Chanoine Pincau
Jean Prouve, architecte
Olivier Revault d'Alloues, professeur d'université
Catherine Ribem, chanteuse
Emmanuel Robles, écrivain
Marcel Rosette, sénateur, président de l'Association nationale des élus communistes et républicains
Michel Sakka, professeur au Muséum d'histoire naturelle
André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie (CGT)
Raoul Sangla, réalisateur de TV
Jean Schafer, militant du mouvement ancien combattant
Jacques Ségui, journaliste TV
Claude Sérillon, journaliste TV
Maurice Séveno, journaliste TV
Albert Soboul, professeur université Paris 3
Claude-Roland Souchet, avocat
Emilien Soulié, vice-président du MODEF
Alan Suvell, chanteur
R. Stora, directeur de recherches au CNRS (CERN)
Marguerite Thibert
Xavier Tarrago, directeur de recherches au CNRS (Institut de physique nucléaire)
Roger Telo, journaliste TV
Jacques Toulat, maire honoraire de Chauvigny
Marcel Trillat, journaliste TV
Sœur Françoise Vandermeersch
Claude Vercoeur, délégué général des CEMEA
Marina Vlady, comédienne etc.

Des centaines d'organisations départementales et locales dans l'ensemble des départements ont lancé des appels de soutien.

Se sont également jointes à cet Appel 85 organisations nationales, dont :

Association Française des Juristes Démocrates : A.R.A.C. ; Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants ; Association France-Amérique Latine ; Association des Volontaires pour l'Espagne Républicaine ; Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique ; Association des Résistants déportés, internés et emprisonnés politiques en Afrique du Nord ; Association France-Cuba ; Amicale Franco-Italienne ; Amicale des originaires du Portugal ; Amicale France-Turquie ; Amis de la République Arabe Saoudite Démocratique ; Amis de la Vie ; Confédération Générale du Travail (C.G.T.) ; Confédération des catholiques européens (B.K.) ; Comité d'Information d'Hiroshima et de Nagasaki ; Comité de la Paix Turc en exil ; Comité Jeunesse du Mouvement de la Paix ; Centre Confédéral de la Jeunesse (C.G.T.) ; Comité Français d'action et de soutien pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée ; Comité fédéral de la fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.) ; Comité d'éducation sur le Désarmement ; Fédération Espérantiste du Travail ; Fédération des Gaullistes de Progrès ; Francs et Franches Camarades ; Fédération des Résidents Universitaires de France ; Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Prisonniers ; Fédération des Anciens Combattants Arméniens ; Formation et Démocratie ; Groupe ULTIM'ATOME ; Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) ; Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (J.O.C.F.) ; Jeunesse Indépendante Chrétienne (J.I.C.) ; Jeunesse Arménienne ; Mouvement de la Paix ; Mouvement National de la Jeunesse Communiste de France ; Mouvement National pour l'Environnement ; M.R.A.P. ; Parti communiste français ; Loisirs et Vacances de la Jeunesse (L.V.J.) ; Pionniers de France ; Paysans du Larzac ; S.N.E.S. ; Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (FEN) ; SNPE Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (FEN) ; Syndicat national de l'enseignement supérieur (FEN) ; Syndicat national des chercheurs scientifiques (FEN) ; Union Démocratique du Travail ; Union Nationale des Etudiants de France ; Union Nationale des Comités d'Actions lycéens ; Union des Grandes Ecoles ; Union Progressiste ; Union Générale des Ingénieurs ; Cadres et Techniciens (C.G.T.) ; Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide ; Union Pacifiste de France ; Union Nationale des Retraités et Personnes âgées (U.V.F.).

Des milliers de personnes se sont jointes à cet Appel, notamment :

Patrick Abada, perchiste
José Aboulker, professeur de médecine
Jean-Michel Aguirre, international de rugby
Hélène Ahrweiler, professeur d'université
Francis Ampe, maître de Chambéry
Marcel Amont, chanteur
Mgr Ansel

Marcel Annequin, aumônier départemental de l'Action catholique
Hervé Aujac, directeur d'études à l'Ecole des hautes études
Jean-Michel Bellot, perchiste
Madeleine Barthélémy-Madaule, professeur d'université
Jean-Béranger, sénateur, maire de Marly

Dr Pierre Bernard, député du Tarn
Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France
Georges Bertrand, vice-président de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture
Jacques Blache, secrétaire national de la Fédération des gaullistes de progrès

PROGRAMME

14 heures :

Départ de la Marche à Montparnasse, place du 18-juin, rue de Rennes, puis boulevard Saint-Germain, pont Sully, boulevard Henri-IV et place de la Bastille.

SCENE SAINT-GERMAIN-DES-PRES,

à partir de 14 h 30 :

CHRIST DOERK (RDA), variétés
TOKO BOYS (France), rock

SCENE MAUBERT,

à partir de 15 heures :

FREH KHODJA (Algérie), variété moderne

SCENE BASTILLE, début du spectacle 14 h 30 :

RAMBO (France), rock mélodique
12 DEGRES 5 (France), rock
DANIELLE KELDER (France), variété, folkore, jazz

17 heures :

CATHERINE RIBEIRO (France), rock, variété

Vers 17 h 30 :

Présentation de l'Appel final.
Election de la délégation à l'ONU

De 18 heures à 20 heures :

QUILAPAYUN (Chili), chansons politiques chiliennes
MIMI LORCA (France), rock
CARTE DE SEJOUR (France)
rock (un groupe de Vénissieux)

20 h 15 :

BIDON K (France), percussions
MARC OGERET (France), variété
BERNARD SZAJNER (France), musique électronique

loniale ?

La magot en lieu et



OSOPHE.

Le Monde

Les pouvoirs des chambres régionales des comptes

Les présidents des chambres seront recrutés, initialement, et pour moitié, parmi les conseillers-maîtres et les conseillers référendaires à la Cour des comptes. Les autres candidats devront appartenir à un corps de fonctionnaires de catégorie A, être âgés de quarante ans au moins

L'article 18, modifié par la commission des lois, prévoit que le rapport annuel de la Cour des comptes, auquel sont jointes les

sion des lois, il est décidé que trois personnalités, désignées par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, siègeront également au conseil supérieur. Les sept magistrats seront élus au scrutin proportionnel pour une durée de quatre ans. — L. Z.

les missions de service public de l'audiovisuel et prévoit (implicitement) l'extension de la publicité. Ce dernier point est l'occasion d'une ample discussion M. Chuzel (Un. cent., Allier) rapporteur de la commission des finances, demande que la publicité de marque ne puisse excéder

de Paris a condamné le 17 juin à 20 000 francs d'amende M. Max Clos, directeur du Figaro, et à 10 000 francs M. Olivier Chevrillon, directeur du Point, pour infraction à la loi du 19 juillet 1977 sur les sondages (*Le Monde* du 5 juin).

loi est d'autant plus grave que le sondage commenté est occulté, voire apocryphe (...) Il ne pouvait échapper à M. Max Clos qu'une telle publication était de nature à influencer le choix de certains électeurs (...) ».

Le 15 juin 1981, c'est à dire entre les deux tours, le Point

ENGINEERING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

L'objectif prioritaire du gouvernement est le développement des activités productives et des emplois, pour réduire la dépendance des DOM à l'égard de la métropole. Or, en ce domaine-là, tout reste à faire. Ce ne sont pourtant pas les idées qui manquent. En fait, les ministères publics, jeudi, les conclusions de la commission Combarrous — du nom du conseiller d'Etat chargé de la présidence de la section d'Aménagement du territoire — ont été formulées, en dernier lieu, dans le but de réduire, voire supprimer, dès 1983, les abattelements fiscaux consentis jusqu'à présent aux entreprises, afin d'attirer l'investissement, à l'avenir d'investir pour créer des emplois. L'investissement s'adresse notamment à l'import-export.

Ces propositions devraient faire l'objet, dans les jours qui suivent, d'un comité interministériel, pour-être dès le 6 juillet. « C'est à l'Etat de faire la démonstration de son intérêt », souligne M. Erismann, qui, lui-même, a été chargé

communisme entre les deux guerres; des articles de Maurice Thorez, qui n'avaient pas été réédités depuis leur parution, en 1940, dans l'édition anglaise de la revue théorique de l'Internationale communiste, et le témoignage

(1) 214 pages, 78 P. Vente
abonnements : P.U.F., 12, r.
Jean-de-Beaurvais, 75005 Paris.

Services des Abonnements
5, rue des Halles
75001 PARIS - C. 03 47 61 69
G.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
275F 445F 611F 788F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE**
535F 963F 1391F 1829F

**ÉTRANGERS
(par mandat postal)**

**I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS**
535F 963F 1391F 1829F

II. SUISSE TUNISIE
585F 667F 949F 1230F

*Par voie aérienne
Parfait sur demande.*

*Tous clients qui paient par chèque
postal ou mandat postal ont
droit au shipping à leur demande.*

*Commandes d'adresse détaillée ou
provisoire (deux semaines ou plus) ;
non abonnés ont intérêt à demander
leur demande pour maintenir au moins
un an d'abonnement.*

*Adresser les demandes avant d'avoir le
titre correspondant.*

*Remettre avec l'abonnement des
étiquettes pour les noms propres et
surnoms d'abonnement.*

Un entretien avec M. Michel Jobert

(Suite de la première page.)

Dans l'actuel gouvernement, vous représentez ce qu'on peut appeler, fautive de mieux, la sensibilité gaulliste, disons : des convictions nationalistes. Mais, alors que les autres ministres d'État s'appuient sur des partis puissants, votre Mouvement des démocrates semble demeurer marginal, et votre retour au pouvoir n'accentue pas spectaculairement son audience dans le pays. De plus, vous voyagez beaucoup : on vous voit d'ailleurs à quatre coins du monde qu'à Paris. Ne craignez-vous pas de servir d'otage, de caution d'une majorité présidentielle et d'en devenir quelque peu l'alié ?

— Votre question est un peu contradictoire ! Vous ou pouvez pas démontrer que je ne suis rien et, en même temps, affirmer que je sers de caution et d'otage ! Mais je vais vous répondre : ma situation est bizarre, en effet. Mais elle est normale aussi. Réellement, je représente quelque chose et j'arrive même à m'en persuader ! Certes, les voix ne sont pas classiques, puisque les voix habituelles me sont en quelque sorte fermées par le système politique lui-même : organisation des pouvoirs publics et formes électorales. Cet édifice a été voulu. Je ne le récus pas : au contraire, je trouve très bien qu'une majorité gouverne, qu'un président de la République soit extrêmement responsable et que le gouvernement ait retrouvé, par rapport au passé, sa liberté d'action, en même temps qu'une responsabilité plus complète devant le Parlement.

Quant à moi, dans ce concert, je représente probablement plusieurs sensibilités : on en a répertorié quelques-unes, pas toutes. De là vient sans doute l'originalité de mon parcours.

Je ne me vante pas, mais je suis bien obligé de le constater. D'ailleurs, si je ne signais rien, je ne vois pas pourquoi M. François Mitterrand m'aurait appelé et je ne vois pas, non plus, pourquoi vous me poseriez cette question, donc, à bico des égards, je mesure la justesse comme la responsabilité du rôle que j'ai investi.

— Pour l'essentiel, votre vie politique intérieure continue de tourner autour de la compétition entre la gauche et la droite, comme si la France ne pouvait pas davantage s'en affranchir que l'Europe ne parvient à se soustraire à l'hégémonie des Russes et des Américains. Voyez-vous un rapport entre les deux blocages ?

— Je ne m'étais pas posé cette question, mais, comme toujours, vos questions sont à la fois provocantes et lumineuses : d'abord la droite, la gauche ! C'est ma stupéfaction constante qu'il y ait un tel refus de dialogue, une telle intolérance, que l'on ne puisse accepter cette division-là. Ah ! elle est simple, comode. Elle reflète des réalités. Mais doit-elle s'imposer au cours entier de nos vies et à toutes les vies ? Dans la continuité de la vie nationale ou individuelle, tout ne s'éprouve pas à partir de ces notions de classification, à partir desquelles agissent les opérateurs politiques. Quant à la deuxième partie de votre question, c'est vrai que dans ce débat droite-gauche, la présence à nos portes ou sur notre dos de deux super-puissances ajoute encore de la nervosité et du conformisme. Encore faudrait-il savoir où est la gauche et où est la droite, en considération de ces États ? L'Union soviétique, dans ses manifestations, paraît souvent beaucoup plus à droite que les États-Unis, l'autre super-puissance. Laquelle subit d'ailleurs les poussées d'urticaire d'une longue tradition de droite, notamment en politique étrangère. Je suis d'accord avec vous : le côté caricatural de ces notions droite-gauche est accentué par la présence, à nos portes ou sur notre dos, des grands empires.

L'importance de l'Europe

— Ce qui me frappe, c'est que ni la France ni l'Europe ne trouvent en elles-mêmes l'énergie intérieure pour briser ces carcans ?

— Mais parce qu'ils sont commodes ; commodes dans l'ordre politique intérieur : les étiquettes servent à rassembler les gens, à les compter et à les classer ; ceux qui sont ainsi comptés et classés par les sergents recruteurs sont ravis d'endosser une armure qui dispense d'exercer des responsabilités et des choix trop fréquents. A l'échelon des nations européennes, réagir n'a pas été très facile ; d'abord, elles n'ont pas eu envie de réagir, du tout : l'alliance atlantique (1949) a été organisée par les États-Unis à la demande des Européens. Puis, quand deux grands empires s'attachent à dissoudre — ce qui est bien actuel — la volonté évanescence de pays européens, occupés pour la plupart pendant la dernière guerre, il n'est pas surprenant que la conscience collective de l'Europe soit lente à s'éveiller. D'autant qu'on a voulu l'éveiller au travers de schémas abstraits, qui ne prenaient pas en compte les pérennités nationales, les volontés biologiques à l'échelon de chacun des États. Depuis, ce révo-là a montré ses limites et aussi ses effets pervers.

ceux. Aujourd'hui, peut-être dans quelques États, sont rassemblés les éléments d'une saine réaction à l'égard des puissances. Et probablement plus qu'hier, une conscience de l'importance de l'Europe. Oui, de son importance.

— D'après certains commentateurs, la nouvelle dévaluation signifierait que le gouvernement a roté la précédente. Pour quelles raisons ? Et que faudrait-il faire pour réussir ?

— Nous n'allons pas glosier sur ces sujets de façon extensive, n'est-ce pas ? Mais je peux avoir ma propre opinion et vous dire que de tout temps une dévaluation n'est jamais la meilleure et exclusive façon d'aborder les difficultés françaises — au-delà des nécessités. Une dévaluation, c'est une mesure de circonstance ou c'est un calcul, à plus ou moins long terme, mis en place au moment judicieux. Ainsi, dans la conjoncture européenne présente, ce qui était le cas de l'ajustement des monnaies européennes au mois d'octobre dernier et maintenant, l'opération est forcément collective, donc préméditée. S'il y a eu ratage, comme vous le prétendez, il aurait été d'abord politique car ce que vous dites de la France, vous pourriez le dire d'autres pays qui se trouvent aujourd'hui devant les mêmes questions, et y apportent ou y ont apporté la même réponse européenne.

— Le sommet d'Ottawa succède à celui de la Martinique, et celui de Versailles suit le renouveau d'Ottawa, avec chaque fois une insistance particulière à vanter l'importance de ces rencontres. Au point de complexité où en sont arrivées les affaires économiques mondiales, pensez-vous que les sommets veulent vraiment changer quelque chose et que les sours d'horizon, les examens ou confrontations qu'ils occasionnent justifient tant de confiance et de solennité ?

— Je ne suis pas un « fana » des sommets, mais j'en reconnais l'utilité, ne serait-ce que pour la préparation très active à laquelle ils donnent lieu. Chacun révèle ainsi ses pensées et ses arrière-pensées, en même temps qu'il prend une vue plus exacte de leur vanité ou de leur solidité. Nous vivons dans une période un peu déboussolée où les hommes publics peinent à parvenir à l'exacte appréciation des réalités. Par conséquent ça ne peut pas faire de mal. Est-ce que ça peut faire du bien ? C'est la question que légitimement vous allez poser. Oui, si les pays ne se servent pas des sommets pour pousser des modalités trop précises de leur politique. Car il ne s'agit pas d'obtenir tellement la réussite d'une politique à l'arrachée mais de convaincre les autres. Par exemple, si le Japon a trouvé dans le sommet de Versailles l'occasion de pratiquer plus longtemps une politique de brouillard sur sa propre ouverture au commerce extérieur, il n'aura pas fait une bonne opération. Si les États-Unis ont vu dans ce sommet l'occasion de remettre sous leur boulette quelques-uns de leurs alliés ou de leurs obligés, ils auront aussi fait une erreur. Pour faire un bon usage des sommets, il ne faut pas chercher à l'emporter. Il ne faut pas, quand on est une grande puissance, chercher l'alignement des autres sur soi. Alors la conversation permet de mettre beaucoup ou peu de choses sur la table. Mais, dans la coulisse, on aura beaucoup débattu.

Malheureusement dans l'imagerie collective, mondiale, avec toute la concentration des moyens d'information, ces réussites un peu subtiles ne tiennent pas lieu de l'événement espéré. Finalement les hommes d'État sont influencés par le commentaire extérieur, forcés de réussir, en tout cas de ne pas échouer. Les sommets ne pouvant être l'échec des États, par quoi passe l'art de réussir ? Par l'affirmation de la liberté, même très anarchique, de commercer quand bien même les plus forts en profitent : par l'affirmation que rien de bon ne peut venir de la part du système monétaire international n'aménage pas une corresponsabilité des États ; par l'affirmation des formes modernes de la science et de la technologie, encore qu'elles soient très difficiles à créer et à dominer si l'infrastructure commerciale et monétaire n'existe pas.

— Le gouvernement souhaite vendre le T.G.V. Mais il entérine fort discrètement l'abandon progressif de Concorde. Cet échec symbolise de manière fort réelle les difficultés du nationalisme.

— Concorde a été, sur le plan technologique, une très grande réussite, dont les échos durent encore. La réussite commerciale de Concorde n'a jamais été assurée. Avec un carburant quatre fois plus cher que prévu, c'était l'échec. Le « nationalisme » n'a été ni le moteur ni l'écueil de cette affaire. Sinon il faudrait dénier à la France et à l'Europe toute industrie aéronautique. On voit vite pointer le bout de cette oreille !

Un cadre institutionnel éprouvé

— Après le 10 mai 1981, on a beaucoup parlé de changement. Certes, les mêmes hommes n'occupent plus les cabinets ministériels. Mais, à cette nuance près, avez-vous l'impression que la vie politique en France soit vraiment devenue intellectuellement plus honnête, plus intelligente, et qu'à défaut d'inspirer l'enthousiasme elle soit simplement moins médiocre et moins terne ?

— La politique est un ensemble de démarches approximatives, visant à s'accommoder des difficultés ou des avantages de la situation. Difficultés ou avantages que la plupart du temps on ne distingue pas bien au moment où l'on prend les décisions. Mais après, l'histoire est faite ! Il ne faut donc pas s'arrêter au côté approximatif des actions et à la nature même des acteurs.

En 1981, la France a voulu changer d'équipe, d'allure, a voulu davantage modifier que préserver.

C'est un vœu. Encore faut-il prendre les moyens de l'exaucer, avec le risque. Voilà pour l'essentiel.

Le changement est donc fait, à l'intérieur des institutions. C'est-à-dire, à mes yeux, dans les meilleures conditions. Je me demande même si une partie de l'acquiescement maintenu et renforcé aujourd'hui autour de la personne du président de la République, M. François Mitterrand, ne s'explique pas par la démarche naturelle par laquelle le président élu s'est installé dans ce cadre institutionnel éprouvé qui correspondait cependant à l'action nouvelle qu'il entendait mener.

— Comme ministre du commerce extérieur, ne pensez-vous pas que les grèves à répétition dans l'industrie automobile nous désarment gravement devant la concurrence internationale au moment où les ventes de voitures étrangères se multiplient sur le marché français ?

— Le calme social, plus qu'en d'autres périodes, caractérise la France depuis le 10 mai : les grèves chez Citroën ont évidemment gêné production et vente, pour ce qui les concerne. Mais le véritable risque pour notre industrie automobile, à cette heure, réside dans l'attention de la clientèle, française et étrangère. Un détail suffit parfois à la décourager : mauvaise climatisation par exemple en climat rigoureux. Attention, il faut être plus que parfaits. Impeccables !

Propos recueillis par GILBERT COMTE.

Budapest ➤

Départ 16 h 40-Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66.

Contact.

Une lettre qu'on lit : contact.
Un paquet qu'on envoie : contact.
Un journal qu'on reçoit : contact.
Votre argent disponible partout et à tout moment : contact.
Votre épargne dans tous les bureaux de poste : contact.
Autant de formes du contact.
Tous les jours.
Autant de manières pour vous d'être plus près des autres.
Autant de manières pour nous de faire notre métier.
Parce que le contact, c'est notre métier, à nous tous, aux PTT.

PTT
le contact

(Publicité)

ÉTUDIANTS LIBRES EN JUILLET

Vous avez une licence (lettres, sc. hum., droit, éco.), un diplôme d'ingénieur ou d'I.E.P., ou vous êtes sur le point de l'avoir. C'est pour vous que B.E.C., Sup. de Ca. Paris et les ESCAR organisent un concours d'admission direct, en deuxième année (septembre 1982).

30 % des candidats sont admis : c'est un concours à votre portée. La plupart des candidats qui laissent s'en contenter pas moins leurs études en faculté.

Vous souhaitez saisir cette opportunité ? L.S.P. Gestion organise une préparation intensive au concours. Quatre semaines en juillet et une semaine fin août vous permettent de gagner les points qui font la différence.

REUNIONS D'INFORMATION :

Centre Varenne,
18, rue de Varenne, Paris (7^e)
(Métro Sèvres-Babylone)
Mardi 22 juin, 10-19 heures
Vendredi 25 juin, 10-18 heures

Renseignements : Ecole ou tél.
L.S.P. Gestion, 48, rue de Saintonge,
75003 Paris - 750-71-88

EXPEDITIONS, CIRCUITS ET RANDONNÉES

Club Aventure
27, bd de Latour-Maubourg
75007 Paris - Tél. 555.02.31
Documentation sur demande

Nom _____
Adresse _____

SI VOUS MESUREZ
1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES
MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter

COSTUMES,
PARDESSUS,
CASHMERE, LIDEN,
VESTES SPORT,
BLAZERS, BLOUSONS,
IMPERMEABLES,
CUIR, PEAUX, DAIM,
EXCLUSIVITÉ
MAC DOUGLAS

PANTALONS,
VELOURS, JEANS,
CHEMISES ET PULLS
(4 longueurs de manches)

40, av. de la République
75011 PARIS - Tél. 365.66.00
Ouvert de 10h à 19h, dimanche
Maison Parfumerie Parfums d'Orléans

VOIR AU LIT

READY MADE
SPÉCIALITÉ DE L'ÉCLAIRAGE
35 et 40, rue Jacob, 75006
PARIS - Tél. 362.31.75

Le Monde

Service des abonnés
11, rue de Valenciennes, 75013 Paris
Tél. 339.34.34

Abonnement 1982 : 120 F
Abonnement étranger : 150 F
Abonnement 1981 : 110 F
Abonnement étranger : 140 F

Chèques et cartes de crédit
à l'ordre de M. le Directeur

Service des abonnés
11, rue de Valenciennes, 75013 Paris
Tél. 339.34.34

Le Monde

société

MÉDECINE

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE BIOMÉDICALE FRANÇAISE

La Compagnie générale de radiologie bouleverse sa politique industrielle et commerciale

- La fabrication de scanographe est maintenue
- Commercialisation prochaine de matériel français d'ultrasons et de résonance magnétique nucléaire

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, et M. Jack Ralite, ministre de la santé, ont inauguré, jeudi 17 juin, sur le site du Commissariat à l'énergie atomique de Saclay, le cyclotron de l'Office des rayonnements ionisants.

Cette importante unité fabriquée par la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.-M.E.V.) assurera la production de molécules radioactives destinées à être utilisées en milieu hospitalier, notamment, pour aider à formuler des diagnostics (1).

Les deux ministres ont longuement souligné, comme ils le font depuis plusieurs mois, la nécessité d'un développement important de l'industrie

biomédicale française. « Acheter français, produire français, doit être notre souci de tout instant », a déclaré M. Ralite qui a évoqué, à plusieurs reprises, « la situation difficile » que connaît actuellement la C.G.R. La nouvelle direction de cette entreprise, — seul producteur français de scintigraphes — filiale du groupe national Thomson, vient de proposer un plan qui devrait bouleverser la politique industrielle et commerciale suivie jusqu'ici. Un plan vivement contesté par la C.G.T. et critiqué par le ministre de la santé. Un plan qui impose notamment une compression d'effectif en France et à l'étranger d'environ un millier de personnes.

Il est suivi de profondes modifications dans l'équipe de direction. Un plan est aujourd'hui proposé par M. Jacques Fournier, directeur délégué de Thomson, chargé du « groupe d'activités médicales », qui s'intégrera dans la stratégie générale de Thomson. Ce plan prévoit notamment une totale restructuration industrielle et commerciale, l'arrêt des productions jugées « non rentables », une internationalisation des produits, la mise en place d'un outil de gestion et un accroissement de 30 % des crédits de recherche et de développement. La production des scintigraphes « corps entier » ne sera pas interrompue. Les récentes difficultés techniques ayant été résolues — une dizaine seulement de scintigraphes avaient été livrés en 1981 et aucun durant le premier semestre 1982 — on assure, aujourd'hui, que la production sera de six appareils par mois dès juillet.

Le budget d'étude consacré à la résonance magnétique nucléaire (2) sera multiplié par trois. Un prototype français devrait être commercialisé dès l'an prochain. Un effort soutenu, assure-t-on, sera d'autre part entrepris pour les appareils à ultrasons en liaison avec les équipes de Thomson-C.S.F. spécialisées dans l'acoustique sous-marine. Tous les produits d'importation (35 % des ventes actuelles de la C.G.R.) seront remplacés par du matériel français avant la fin 1983. Les appareils à ultrasons pour l'obstétrique et la cardiologie, spécialités actuellement réservées par contrat à deux firmes américaine et japonaise, seront fabriqués et commercialisés en France.

Ce plan s'accompagne, néanmoins, de compressions d'effectifs qui touchent au total un millier de personnes, en France et à l'étranger. La C.G.T. — majoritaire dans l'entreprise — s'y oppose vigoureusement et appelle « l'ensemble des pouvoirs publics » à faire de même. Ce syndicat y voit notamment une « stratégie de repli » qui ajoutera au manque de crédibilité dont souffre depuis quelque temps la firme auprès du corps médical.

A Saclay, M. Ralite a abordé ce dernier point, trouvant là une explication au fait que sur les trente-trois scintigraphes dont il avait accordé l'installation depuis près d'un an, seuls six appareils ont été effectivement commandés à la C.G.R. Four de nombreux observateurs actuellement, fort inquiets, il est clair, compte tenu de la taille de cette entreprise, de son potentiel de recherche et de son réseau commercial international, que dans l'avenir de la C.G.R. se joue en grande partie l'avenir de l'industrie biomédicale française.

JEAN-YVES NAU.

JUSTICE

L'AFFAIRE PESQUET AUX ASSISES DU VAL-D'OISE

La mort de Madame

Il est arrivé à Bernard Pesquet le pire qui puisse arriver à un accusé de cinq meurtres : faire rire sans le vouloir. Ceux auxquels on a fait parfois abusive- ment référence à son propos, un Landru, un Pétiot en leur temps avaient fait rire eux aussi par des répliques, mais elles étaient déli- cieuses. Leur tempérament leur permettait à l'occasion de se faire teneurs de jeu et de renverser pour un profit éphémère une situation difficile. Ici rien de tel. Quand il a entendu ces rires auxquels n'échappaient ni les jurés ni la partie civile, il a même ses propres défenses, le petit homme des assises du Val-d'Oise s'est retourné avec un visage furibond vers ceux qui l'avaient dédaigné, ne comprenant vraiment pas. Et c'est vrai que cette hilarité était paradoxale. Car Bernard Pesquet n'a pas le moindre sens du comique, pas plus qu'il n'a celui du pathétique ou du romantisme. Comment dès lors résister à cette façon qui fut la sienne de raconter la mort des deux premières victimes mises à l'immobilier Henri François dont les corps furent découverts enterrés dans sa cave ?

Disait-il à n'en plus finir sur mille détails, passant de la pluie et du beau temps à des comptes de ménage, faisant et refaisant sur les doigts de sa main le bilan des soucis du petit artisan peintre qu'il était devenu après ses vingt ans de prison de 1941 à 1961. Il a livré ainsi de la fin de Christiane Rieux, sa jeune épouse, une « mort de Madame » qu'aurait revu et corrigé un Flaubert ou un Père Grandet de banlieue.

« Brave fille »

Tout ce qu'il a retenu, tout ce dont il se souvient, c'est que ce jour-là, cette épouse impossible : les 300 francs et 400 francs par semaine dont elle disposait, les voitures qu'il lui a payées selon ses caprices. Et pour quoi en retour ? Pour retrouver le soir quand il rentrait chez lui après ses journées de chantier, des hommes qu'elle invitait, et pour commencer cet Henri François qui et même ce M. Bergand qui sera lui aussi assassiné à Neuilly avec sa femme et sa domestique. « Oui, oui, laissez-moi, c'est arrivé plusieurs fois, je dis bien plusieurs. » Crime passionnel alors ? Il ne va pas jusque-là. Mais « c'était quand même difficile à supporter ». De la mort qu'il entendait comme seulement « par quelques tapes ou quelques petits verres d'eau à la figure », il dira : « Une brave fille d'accord, mais je n'aurais pas alors qu'elle parlait de divorce, faire des trucs dans une mai- son que madame voulait d son nom. »

Le récit tourne au vaudeville. Madame voyage, madame fugueuse. On se croirait dans la chanson de Brel. Le voisinage la croyait tout à ses étiages de poules et de lapins, à ses fourneaux et à ses confitures. A d'autres ! Lui, Pesquet, sait de quoi il parle. Est-ce des manières de filer comme elle l'avait fait trois ou quatre fois ? D'accord, elle était devenue mais tout de même. Car le 23 novembre 1974, alors qu'elle venait de décamper encore une fois et qu'il était resté seul, il a eu un accès de rage. C'est lui qui n'en revenait pas de la femme soudain dans son couloir. Il n'a rien oublié de ce qu'aurait été leur dialogue : « Qu'est-ce que tu fais là ? — Je ramasse mes affaires et je file. — Pour aller où ? Ça va pas non ! — Pen ai marre de toi ! — Marre de moi ? Après la garde-robe que tu es et la tête couler et tous les chiéques que tu te donne ! — Je veux m'en aller avec Henri. — Qui c'est encore celui-là ? — En bien c'est François ! »

En quelque sorte du Feydeau à Pierrelaye. « Elle était énervée, moi aussi. Elle a eu des mots qui me ne plaisaient pas. C'est vrai, je l'ai giflée. Mais là-dessus elle sort un revolver. Et là aussi c'est authentique, certifié. On peut me nuire tout de suite si c'est pas vrai. » Remarque : « C'est comme cela que le corps est parti. Mais moi, je l'ai même pas vu tomber. La preuve, c'est qu'elle file. L'année d'après, quand elle s'est prise les pieds dans le paillason, ça a fait toc, et une énorme bosse. »

Le voilà aux petits soins. « Elle avait une peur de l'eau, elle m'emmenait. » Il jure avoir couru partout dans la nuit pour chercher du secours. Mais que faire avec ce téléphone public défectueux, cette pharmacie close ? Il revient. « Elle ne donnait plus signe de vie. Et ça croyez-moi, c'est triste. »

Alors comme si c'était la chose la plus naturelle du monde il enveloppe le corps dans un plâtre, « quelques choses de propres ou pas ça par la suite on pourrait s'en débarrasser », la porte dans la cave et l'y a enterré.

A sa façon

« C'était ma femme vous comprenez. Je voulais la garder avec moi. Je l'aimais à ma façon mais le truc c'est qu'elle n'était pas faite pour le mariage. » C'est dans cette même cave qu'un an plus tard il placera aussi le corps d'Henri François, mort sous sa main, tué à la hache, qui était venu demander où était Christiane. « Ça ne le regardait quand même pas. Il me file un coup de poing. Je me réveille. Il sort quelques choses de sa poche. Alors moi j'ai pris le revolver et j'ai fait feu. Dans le dos, oui c'est sûr. Le soir même je le jetai par les pieds dans la cave. » « Vous voulez que je garde avec vous ? », a demandé avec ce qu'il fallait d'ironie le doux président, M. Limouziou.

« Que voulez-vous, il voulait se marier avec ma femme. C'était bien naturel qu'il se retrouve à côté d'elle. »

Voilà pour ce qu'il reconnaît. Pour les trois autres meurtres, celui des époux Bergand et de leur domestique, le 29 juillet 1976 à Neuilly, il les conteste. Et l'on sait déjà que lorsque les policiers sont allés à la hache, il va les accuser de la plus noire des machinations, d'être.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Deux auteurs d'attentats arrêtés à Toulouse. — Après avoir commis neuf attentats, dans les départements de la Haute-Garonne, M.M. Philippe Serre, vingt-trois ans, et Gérard Casabian, vingt-cinq ans, tous deux, sans profession, ont été défilés au parquet jeudi 17 juin et inculpés de destruction de biens immobiliers. Du 28 décembre 1981 au 22 mai 1982 ils ont déposé des cocktails Molotov afin d'incendier des établissements bancaires à Toulouse et dans sa banlieue, ainsi qu'un commissariat de police, causant d'importants dégâts. Se réclamant du « Mouvement 18 octobre », d'inspiration anarchoïde, les deux incendiaires ont déclaré avoir agi seuls. — (Corresp.)

LA LIBERTÉ DE CRITIQUE DU CHRONIQUEUR GASTRONOMIQUE

A l'occasion d'un dîner entre un chroniqueur gastronomique et un restaurateur, qui jugeait infondée une critique sur son établissement, la cour d'appel de Paris vient de rendre un arrêt qui détermine la liberté dont peut espérer tout le journaliste dans l'exercice de son métier.

L'arrêt, rendu le 14 juin sous la présidence de M. Maurice Viennet, indique : « Le journaliste chargé d'une chronique gastronomique a pour mission d'informer ses lecteurs de la qualité des plats proposés dans les restaurants qu'il fréquente, de leur coût, de l'accueil réservé à la clientèle et du cadre, dans lequel, elle se situe. »

Cette mission d'information ne peut être utilement remplie que si le journaliste dispose d'une large liberté d'expression et de critique observation étant faite que l'appréciation de la qualité de la cuisine sert dans un restaurant, est, par nature, subjective, ne que le lecteur le maître est tenu d'ignorer pas.

Les termes employés peuvent être très sévères lorsque les reproches sont motivés par un constat de la qualité des plats consommés et ne visent pas la personne même du propriétaire de l'établissement. »

Pour particulièrement critiques et acerbes (..) seraient éliminées les appréciations portées (...). Il n'appartient pas que ce journaliste ait dépassé les limites de l'information au public et à la critique qui lui appartient comme à tout journaliste. »

CORRESPONDANCE

Les inculpations de clients de Paribas

M. Hubert, dans son article paru dans le Monde du 11-12 avril 1982, tend à faire croire qu'une inculpation aurait été prononcée à mon encontre pour ma constitution illégale d'avoir à l'étranger et pour un montant supérieur à 1 million de francs.

Je tiens à rappeler que les faits, faisant l'objet d'une instruction pénale, sont couverts par un secret absolu.

En l'espèce, les faits indiqués dans l'article du 11-12 avril 1982 sont en outre inexactes et une telle présentation est de nature à me causer un préjudice.

Je tiens en effet à préciser : que les montants en cause, en ce qui me concerne, sont très exactement de 9.996 francs suisses (soit environ 28.000 francs français à l'époque des faits) ; que la constitution de cet « avoir » n'est en rien irrégulière ; que, sans préjudice de la décision du magistrat, cette affirmation devrait être confirmée par un non-lieu.

[M. Hubert insiste de jeter un doute sur l'information que nous avons publiée mais, en écrivant qu'il espère « au moins », il confirme la réalité de son inculpation, inculpation qui, d'après la loi, ne signifie pas condamnation.]

● L'origine criminelle de l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 17 juin, dans un immeuble vétuste de la rue Petit, à Châteaufort (Seine-de-la-Seine), occasionnant de graves blessures à six locataires d'origine africaine (le Monde du 18 juin), ne fait plus de doute. Les policiers ont, en effet, découvert sur un palier des restes de chiffons et de propreté imbibés de produits inflammables.



ID INFODIAL

1^{re} semaine internationale sur les bases et banques de données

congrès et exposition

22-25 JUIN 1982

Palais des Congrès Paris

Les bases et banques de données, nouvel outil au service des entreprises

Renseignements : (1) 261 52 42
4 et 6, place de Valois - 75001 PARIS



DIMANCHE: LE MONDE JOUE...

...avec vous au portrait chinois, signé par des personnalités, à "KIA-DIKOI", au mystère des sigles. Réussirez-vous le test diabolique

de la Nasa? Chaque semaine pendant l'été, le Monde Dimanche interroge votre sagacité, vos connaissances, votre

logique et celles de vos amis. Du 20 juin au 5 septembre, 12 numéros d'été du Monde Dimanche.

Le Monde
DIMANCHE
Le Monde Dimanche de l'été

سكيا من الأمل

صناديق العمل

Publicité

JOURS
DE
FRANCE



AU CAFÉ DU COMMERCE

Un député Socialiste :

Que pensez-vous de la guerre des Malouines ?

Un député R.P.R. :

Le jour où Mme Thatcher a expliqué devant la Chambre des Communes qu'elle allait faire la guerre pour reprendre les îles Malouines à l'Argentine, un représentant aux Communes lui a crié : «vous avez mis tous les fonds disponibles de la Défense Nationale dans les sous-marins nucléaires et vous n'avez pas le matériel conventionnel pour faire la guerre aux Argentins».

Ce qui revenait à dire : «bien que la victoire ne fasse pas de doute, cela vous coûtera cher en temps et en vies humaines».

Socialiste :

Ce serait tout de même mieux si on pouvait faire voter le désarmement.

R.P.R. :

Bien sûr, cela ferait de l'argent pour construire des maisons, des hôpitaux, des routes, des écoles dont tous les pays ont bien besoin. Seulement, le jour où un pays décide d'en annexer un autre que fait-on ?

Socialiste :

Evidemment, il faudrait qu'il y ait une force internationale à la disposition de l'O.N.U. qui puisse s'opposer aux contrevenants de l'accord sur le désarmement.

R.P.R. :

Vous avez raison, mais en attendant il serait souhaitable de disposer d'une force de dissuasion, non seulement nucléaire mais également conventionnelle.

La force de dissuasion avec les sous-marins nucléaires nous met à l'abri d'une attaque de l'adversaire par fusées stratégiques. Elle est donc indispensable. On a bien fait de la faire et il faut l'entretenir et la perfectionner tous les jours.

Mais si l'adversaire, au lieu d'attaquer avec des fusées nucléaires attaque avec des moyens conventionnels, que fait-on ?

Socialiste :

J'appuie sur le bouton.

R.P.R. :

Bien sûr c'est une solution, mais vous avez la riposte dans les minutes qui suivent et la France n'existe plus.

Ne vaudrait-il pas mieux que l'O.T.A.N. dispose de forces conventionnelles égales à celles de l'adversaire, ce qui nous permettrait de nous défendre sans avoir recours aux fusées stratégiques et il est probable qu'à ce moment-là il n'y aurait plus jamais de guerre ?

Mme Thatcher s'est engagée dans la guerre contre l'Argentine sans avoir de chasseurs bombardiers à long rayon d'action.

La marine anglaise, y compris les bateaux de débarquement, sont sous le feu des avions argentins et elle en souffre énormément, surtout lorsqu'il s'agit de bateaux de débarquement qui comprennent des centaines de personnes.

Socialiste :

Comment se fait-il que l'Angleterre n'ait pas de chasseurs bombardiers à long rayon d'action ?

R.P.R. :

L'Angleterre a mis au point un avion à décollage court ou à décollage vertical qui ne nécessite pas la construction de grands porte-avions très chers, mais de simples cargos munis d'une plate-forme.

Cependant, avec un avion à décollage court, le poids de l'appareil ne peut pas être supérieur à la poussée du réacteur. Par exemple, un réacteur de 9 tonnes correspond à un poids d'avion de 9 tonnes, alors que pour les avions classiques embarqués la poussée des réacteurs de 9 tonnes peut donner un avion de 14 ou 15 tonnes.

Dans l'avion à décollage court, pour économiser du poids on met moins d'essence, si bien que cet avion est un chasseur bombardier à court rayon d'action.

Mme Thatcher gagnera quand même sa guerre, mais que de temps et de vies humaines auraient pu être épargnés si elle avait disposé d'un chasseur bombardier possédant un rayon d'action de 1.200 km, une vitesse de Mach 2 (deux fois la vitesse du son) et de radars et d'engins ayant une portée de 80 à 100 km.

Ainsi, 6 appareils croisant autour de la flotte anglaise auraient pu surveiller tous les points de l'horizon et descendre les avions ennemis avant qu'ils n'aient pu faire usage de leurs armes à trop court rayon d'action, engins ou bombes.

Dans une mission offensive, de tels appareils pourraient descendre les avions ennemis en cours de ravitaillement en vol et les attaquer jusque sur leurs bases.

Le raisonnement serait le même pour les Argentins qui n'auraient pas besoin d'avions embarqués, du fait que leurs bases se trouvent à moins de 1 200 km du champ de bataille.

Socialiste :

C'est vrai, l'Angleterre ne dispose d'aucune protection de ses bateaux.

La France devrait faire en sorte de disposer d'une force de dissuasion conventionnelle intégrée à l'O.T.A.N. égale à celle de l'adversaire éventuel.

R.P.R. :

Je vois au café d'en face Mme la Présidente de la Croix-Rouge qui parle avec Monseigneur l'Evêque, nous pourrions aller leur demander s'ils trouvent une solution pour faire aboutir votre projet de désarmement.

Marcel Dassault
Député de l'Oise



LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Dans la lucarne

Sept millions de récepteurs de télévision, sur les seize millions six cent trente-trois mille postes officiellement recensés en France, étaient, selon le Centre d'études d'opinion (C.E.O.), allumés, mercredi 16 juin, à l'heure de France-Angleterre. C'est dire l'engouement que ce match a suscité, plus que ne le ferait n'importe quelle émission dramatique, artistique, politique, religieuse ou sociale. On peut être pour ou contre cet intense intérêt pour les jeux du stade. On peut estimer qu'il masque des problèmes autrement cruciaux, qu'il sert d'exutoire ou d'échappatoire. Mais on ne peut pas ignorer ce fait de société.

Dès lors, il est inévitable que cette télévision soit jugée. On sera sévère : compte tenu des formidables progrès techniques accomplis, ces dernières années, dans le domaine de l'audio-

visuel, la télévision espagnole est à l'image de son équipe nationale face au Honduras : médiocre. Absence quasi totale de ralenti — ou au moins, pour prendre le dernier exemple, aimé revoir le penalty très litigieux sifflé contre le Koweït — plans beaucoup trop larges, qui réduisent les footballeurs à l'état de lilliputiens, caméras qui ont l'air de vagabonder, sautillant un peu dans tous les sens, fréquentes déformations du son (une coupure de six minutes lors de Koweït-Tchécoslovaquie), déformations de la couleur.

On a souvent trop souvent l'impression que les cadres espagnols sont pris au dépourvu, pris de vitesse, dans un pays où l'on n'en est pourtant pas à son premier match de football en direct. Et l'on se prend à souhaiter que la Coupe du monde soit de nouveau organisée par l'Angleterre, pour revoir à l'œuvre la B.B.C.

On ne sera pas moins sévère avec les commentateurs français, anciennes vedettes du football, qui « courent » les journa-

listes à l'antenne. Seul Jean-Michel Larqué (Antenne 2) — qui a, du reste, acquis sa carte de presse professionnelle — fait mieux que tirer son épingle du jeu : il apporte des explications techniques, sur telle ou telle phase, sur telle ou telle tactique, qui éclairent le téléspectateur.

Henri Michel (TF1) se contente de décrire les actions, comme le ferait n'importe quel journaliste débutant, sans talent et sans flamme. Mais il est encore supérieur à Robert Herbin (Antenne 2) : l'entraîneur de Saint-Etienne se borne à répéter, d'une voix exsangue (quel ennui !), ce que vient de dire Bernard Père.

Henri Michel et Robert Herbin prennent l'acharnement la place des véritables journalistes, sans en assumer la mission : comment pourraient-ils avoir le moindre sens critique quand ils croquent à pleines dents dans le ballon rond ?

MICHEL CASTANG.

Demi-deuil espagnol

Alicante. — Le Cameroun, c'était sympathique. L'Algérie, ce fut amusant. Jusqu'à mercredi soir, les Espagnols trouvaient à ce Mondial exotisme, une plaisante saveur exotique. Le Pérou, en échec, bravo ! Le grand méchant loup allemand battu, ôlé ! Mais l'Espagne mystifiée par qui, on n'ose à peine l'écrire, par le Honduras, équipe du football bananier, alors vraiment ce n'est plus drôle du tout. C'est un couc sévère, une douche glacée qu'a reçue, mercredi 16 juin, une opinion publique espagnole chauffée au rouge.

Et la presse quotidienne qui, jusqu'à cette partie, avait le dithyrambe facile, malgré des rapports délicats avec l'entraîneur espagnol José Santamaría, a changé de ton. De Diego 16 qui parle d'un « nul grotesque » à El País qui évoque « un faux pas ridicule », de la Verdad qualifiant le jeu espagnol de « pauvre et détestable » à l'Alcazar parlant d'« une équipe sans idées ni système », la critique est unanime, virulente. « Ou les Espagnols se repentent contre le Yougoslavie, ou bien ils peuvent retourner à la maison. Le Mondial sera fini », conclut El País.

C'est le juste prix de la défection. Comment ? Tout était déjà joué pour ce premier tour. Un tirage au sort sur mesure après un sordide tripotage de boules ouvertes et de boules fermées, un bon petit groupe « pépère », la Yougoslavie, l'Irlande du Nord, le Honduras, pour une qualification présumée sans problème. Tout avait été prévu, programmé, même, en avance pour l'Espagne d'élite, comme toutes les équipes têtes de série, la seule de son groupe à jouer ses trois matches sur un même terrain, à Valencia.

« Marines »

Où serait l'avantage de jouer à domicile si le hasard n'était forcé par quelques petits coups de pouce ? Après tout, l'Angleterre en 1966, l'Allemagne fédérale en 1974, l'Argentine en 1978, ont bien établi une tradition de l'avantage au pays organisateur.

Mais une série de coups de pouce n'abolira jamais le hasard. Cette équipe hondurienne, faire-valoir présumé, traitée ici avec la sympathie apitoyée qu'on concède aux victimes exotiques, a fait une manière de « goïpe », un joli coup d'Etat surprise. Avant le match, le public espagnol rêvait d'un score à la hongroise, une dizaine de buts pour faire bonne mesure. Salvador, Honduras, même débécile.

On sait ce qu'il advient. D'ailleurs, Chelito Dolos, l'entraîneur hondurien avait déclaré, la veille : « Si mon équipe devait battre l'Espagne, ce serait certainement lors nationale au pays. » Ce sera donc d'ami-ami.

De notre envoyé spécial

au Honduras et demi-deuil en Espagne. Mais certainement un demi-deuil agité. Car la préparation de l'équipe espagnole était devenue ici affaire d'Etat. Les joueurs, depuis un mois et demi, avaient pris position dans un grand hôtel de la région de Valencia. Là, sous la protection de la garde civile elle-même, défendaient l'accès des lieux dans des postes à vitrage blindé, les joueurs s'entraînaient, à la dure, dit-on, sur une pelouse aménagée contre l'hôtel.

Pas de sortie, pas de temps morts, des contacts planifiés avec la presse, conférence chaque jour à midi et photos aux rendez-vous. En somme, la classique histoire de fou, l'école de guerre du football, avec projection dans les chambres d'un film vidéo sur l'équipe hondurienne et extinction des feux à 21 heures. L'entraîneur espagnol, José Santamaría, avait tous pouvoirs sur ses « marines ». Et il résumait d'un mot l'ambition espagnole : « Je ne m'occupe ni du jeu ni des buts. Seule la victoire nous intéresse. » La victoire finale, évidemment.

Car toute l'Espagne soumise à un matriage journalistique et publicitaire insensé — ils sont partout ces joueurs, hommes publics, hommes-marchandises, immortalisés dans la presse, « postérisés » sur des panneaux dans tout le pays — s'était prise à rêver d'un titre mondial.

« Au nom de la bête », de l'avenir grandiose de la sélection, la presse et l'opinion publique avaient même accepté de faire l'impasse sur une phase mercantile de la préparation, sur les marchandages assez sordides menés par les joueurs pour obtenir des salaires et des primes exorbitantes.

Ces derniers jours, Luis-Miguel Arconada, le goal espagnol, idole en son pays et rude négociateur, a été l'objet d'une véritable campagne de dénigrement. Nikon, la célèbre marque japonaise de matériel photographique, a décidé d'associer son nom au sport automobile. Lors des prochains 24 Heures du Mans, elle apportera son support à une Mazda-Spel (moteur rotatif RX7, 27 litres, inscrite en catégorie IMSA-GT).

La grande course, si impitoyable pour les voitures, constituera aussi un test d'endurance irremplaçable pour Nikon. A l'issue de la Mazda-Spel, on effectue sera placé un appareil Nikon F3 motorisé et équipé d'un double magasin 36 vues, qui opérera pendant toute la durée de la course. L'expérience vise à mettre en évidence la résistance de ce type de matériel en utilisation professionnelle.

Il a mené le combat. Bien que les clauses en soient tenues secrètes, peut-être parce que scandaleuses, l'accord aurait été par sa faire. Il porte sur des sommes considérables. Pour le premier tour, chacun des vingt-deux sélectionnés devrait recevoir environ 65 000 F. Pour le second, 100 000 F. La demi-finale a été estimée à 130 000 F. Et, toute gloire méritant salaire, le finaliste serait rémunéré 260 000 F. A cette somme, 535 000 F de primes au total par joueur, s'ajoute une répartition égoïste des recettes publicitaires, 5 millions de F en tout.

A ce prix-là évidemment, le match nul contre le Honduras, devant le roi et tout un peuple, restera bien le gifle la plus chère de ce tournoi.

PIERRE GEORGES.

RÉSULTATS

GROUPE II

A OVIDIO : Autriche b. Chili, 1-0.
● CLASSEMENT : 1. Algérie, 2. Autriche, 3. Chili, 4. R.E.A.

GROUPE IV

A VALLADOLID : Tchécoslovaquie et Koweït, 1-1.
● CLASSEMENT : 1. Angleterre, 2. Koweït, 3. Tchecoslovaquie, 4. France.

GROUPE V

A SARAGOSSA : Yougoslavie et Irlande du Nord, 0-0.
● CLASSEMENT : 1. Espagne, Honduras, Irlande du Nord et Yougoslavie, 1.

Koweït-Tchécoslovaquie (1-1) : les pétro-joueurs

De notre envoyé spécial

et des résultats nuls contre Nottingham Forest ou Aston Villa encore toute surprise de sa victoire en coupe d'Europe. De là à penser qu'ils avaient aussi acheté les résultats.

À Valladolid, l'ouverture de la Coupe du monde, jeudi 17 juin, n'avait pas provoqué la moindre poussée de fièvre. À l'heure du coup d'éclat, le nouveau stade José-Zorrilla, construit pour la circonstance, était aux trois quarts vide. Les quelques centaines de Koweïtiens, en diaspora à Madrid, tentaient de créer une ambiance avec un orchestre, sous le regard impassible des deux cents supporters tchécoslovaques, qui avaient dû payer 20 000 couronnes (un peu plus le salaire mensuel moyen) pour suivre leur équipe au premier tour.

Avertissement pour la France

Disparité pour la plupart derrière les buts, les quelques milliers d'Espagnols semblaient se désintéresser totalement de ce match où aucune des deux équipes ne pouvait se livrer, jusqu'à la vingt-et-unième minute, où deux joueurs se téléscopèrent dans la surface de réparation koweïtienne. Petite obstruction du défenseur koweïtien ou tentative de passe en force du Tchécoslovaque ? A la surprise générale, — y compris des Tchécoslovaques, — l'arbitre tchèque, M. Kvaček, désigna, à l'heure de la pénalité, Antonín Panenka le transformant sous les huées du public espagnol qui venait de choisir son camp.

Elle recourut, avançant par petites passes courtes, les Koweïtiens s'assuraient, au fil des minutes, le monopole du ballon en surprenant par leur vivacité de gestes et leur virtuosité technique une équipe tchécoslovaque bien vieillissante. Pour progresser, les Koweïtiens se sont mis, il est vrai, à l'école brésilienne, Carlos

Alberto, l'actuel entraîneur, a succédé à Marco Zagallo, le responsable de la sélection brésilienne à la Coupe du monde 1974. Trois de leurs compatriotes opèrent aussi dans les clubs de l'Europe.

Multiplicait les tournées et les stages à l'étranger et les matches internationaux, à raison d'une trentaine par saison, depuis sa prise de fonctions en 1978, Carlos Alberto a réussi à donner à la sélection koweïtienne les réactions d'une équipe de club, mais surtout un style parfaitement adapté à la mentalité des joueurs et aux conditions climatiques du pays. À cet égard, la canicule qui règne sur l'Espagne depuis le début de la Coupe du monde n'est peut-être pas étrangère à la réussite d'équipes comme l'Algérie, le Cameroun, le Honduras ou le Koweït. Mieux préparées et mieux expérimentées qu'antérieurement, elles ont surtout des styles de jeu qui s'accommodent mieux des fortes chaleurs auxquelles les organismes de joueurs sont de surcroît habitués. L'empire koweïtien sur le match n'a pas cessé en fait de s'accroître après l'égalisation de Faisal Al Dakhil (58' minute), tandis que les Tchécoslovaques, épuisés par des contre-attaques, étaient d'ailleurs le plus souvent piégés en position de hors-jeu.

Le pire comportement des Tchécoslovaques serait plutôt rassurant pour les Français, s'ils avaient réussi, au cours des trois derniers matches, à tenir en échec le Brésil (1-1) et l'Argentine (0-0). À l'occasion d'une tournée sud-américaine, avant de s'élancer (2-1) sur un penalty imaginé par le capitaine, Carlos Alberto, les Koweïtiens ont pu constater, les Koweïtiens peuvent croire eux aussi à leur chance de qualification pour le deuxième tour. À défaut d'assurer une place qualificative, le match France-Koweït du lundi 21 juin à Valladolid condamnera déjà le vaincu.

GERARD ALBOUY.

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)
Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (6 centres d'enseignement - 240 000 élèves)
Assure : ● Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels) ● Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (carrières enseignantes, administratives, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...) ● Certaines formations universitaires (DEUG, Capacité en droit, Expertise comptable...) ● Des actions de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 200 à 405 F.
POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE À CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12

U.P.A. SARI - 68 av l'Éna 75116
2^e 1^{er} S/AB-T Ang-Arabe-Hub-Rus-Alld-It-Esp

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS
pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e année) Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.05.94 Documentation M sur demande

MARTINI AUX 24 HEURES DU MANS AVEC LES MARTINI LANCIA.

AUX 6 H. DE SILVERSTONE. AUX 1000 KM DU NURBURGRING.



MARTINI RACING

ebs

En 4 ans, le diplôme de demain.
European Business School Paris, Londres, Frankfurt/Main
Tél. : 261.03.35

CONCOURS D'ADMISSION PARALLELE EN 2^e ANNÉE

LE MARDI 29 JUIN À L'EBS

8, rue de la Paix, 75002 PARIS

● Ouvert aux titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (DEUG, DUT, etc.)
● 4 ans d'études dont 1 an à l'étranger (Angleterre, Espagne, Allemagne).
● 600 élèves en France, 300 en Allemagne, 50 en Angleterre.
● Salaire moyen d'embauche promotion 1981 : 94.000,00 F/an.

حكايا من الماضي

صحنه من الأمل

ÉDUCATION

POUR FAVORISER LA RÉNOVATION DE L'ENSEIGNEMENT

La formation continue des personnels de l'éducation nationale commencera dès la rentrée 1982

Le ministère de l'éducation nationale vient de rendre publique la note relative à la formation continue des personnels que M. Savary a adressée aux recteurs et inspecteurs d'académie le 24 mai. Le dispositif qui devra être mis en œuvre, dès la rentrée prochaine, est inspiré de certaines propositions de la commission animée par M. André de Peretti (« le Monde » du 20 mars). Il s'adresse à tous les personnels en fonctions, enseignants et non-enseignants, de l'éducation nationale — mais sur la base du volontariat — en liaison avec les objectifs de rénovation de l'enseignement (travail en équipe, lutte contre les inégalités, ouverture sur l'extérieur notamment) fixés par d'autres textes. La participation des universités à cette mission est affirmée de manière prépondérante. Les moyens existants devraient, selon le

ministère, permettre d'assurer le remplacement des enseignants en formation, puisqu'ils ne sont pas utilisés dans leur totalité. En fait, cette remarque vaut surtout pour les instituteurs, seule catégorie de fonctionnaires à bénéficier, depuis 1972, d'un dispositif de formation continue assorti de moyens de remplacement. Dans le second degré, le ministère fait état d'un millier de postes déjà destinés aux remplacements. Il sera fait appel en outre, dans les lycées et collèges, aux possibilités de travail autonome des élèves dans les centres de documentation et d'information (C.D.I.).

La participation des enseignants aux stages organisés pendant les vacances par des mouvements pédagogiques est, d'autre part, encouragée, puisque les frais engagés par les stagiaires seront remboursés.

sur l'environnement social, économique et culturel.

Enfin, les actions de formation devront contribuer à l'amélioration de la vie scolaire qui passe notamment par le « travail concerté » et la « pédagogie de projet » le « décloisonnement des fonctions », l'assouplissement de l'emploi du temps, la cohérence du suivi de la scolarité de chaque élève. Ce type d'actions suppose qu'elles associent l'ensemble des personnels dans des travaux d'équipes.

Tous les moyens de remplacement disponibles seront mis à la mise en place de ce dispositif, moyens affectés prioritairement au remplacement des personnels ayant le temps de service le plus long. En complément, le ministère suggère de recourir à une plus grande souplesse d'organisation de l'emploi du temps scolaire : assouplissement des horaires, appel à l'ensemble des équipes éducatives, travail de l'élève au C.D.I.

Les personnels volontaires pour suivre des stages en dehors du temps de service seront remboursés de tous leurs frais, les stages étant intégrés au programme académique de formation.

Quelques actions seront groupées, à l'échelon national, telles que les stages de formation des formateurs, certaines « actions expérimentales » ou celles qui portent sur les « technologies de communication », comme la presse.

C. A.

Le concours général

Nous avons publié les résultats du concours général des lycées dans nos éditions du 18 juin. On pourra lire ci-dessous le portrait d'une lauréate, Sophie Le Normand, premier prix « ex aequo » de dessin, et celui d'un professeur de

Thionville (Moselle), M. Bernard Clément, dont deux élèves ont obtenu respectivement le premier prix de géographie (Pierre Poinçon) et le troisième prix (Pascal Vilge), le deuxième n'ayant pas été attribué.

Un professeur comblé

De notre correspondant

Metz. — A l'annonce des résultats du concours général, le lycée Charlemagne de Thionville a pavloisé. Si certains élèves de M. Bernard Clément se sont déjà distingués dans cette épreuve, c'est la première fois que l'un d'eux décroche un prix. On se réjouit d'autant plus que le professeur qui avait en charge la classe de première C est encore stagiaire. Il a 1816, l'an dernier, sa réussite au CAPES (Certificat d'aptitude au professorat) de l'enseignement du second degré. Aujourd'hui, il prépare l'agrégation où il vient d'être déclaré admissible.

M. Michel, proviseur du lycée, parle de son jeune professeur avec beaucoup d'admiration : « La qualité de son travail est incontestable. C'est un battant. Il fait preuve d'assurance devant ses élèves. Il est vrai qu'il maîtrise parfaitement son sujet. Je n'ai qu'un seul regret : il nous quitte à la prochaine rentrée. »

A trente-quatre ans, M. Bernard Clément voit s'ouvrir devant lui les portes du succès. Ce Messin d'origine a fait toutes ses études au lycée Louis-Vincent avant de s'inscrire à la faculté de géographie de Metz. Mme Arens, la professeure qui a suivi son stage, apprécie beaucoup son travail : « M. Clément met à la disposition de ses élèves un nombre impressionnant de documents choisis avec une rigueur pertinente. Sa principale qualité est son honnêteté intellectuelle : il n'avance rien qu'il n'ait vérifié. M. Clément s., de plus, je salue que tous comprennent. Au cours de l'année, il a travaillé avec toute sa classe, sans privilégier les deux lauréats. » Bien qu'il veuille

rester modeste, M. Bernard Clément n'en est pas moins ravi : « Je dois reconnaître que le niveau de la classe était excellent et que le tâche m'a ainsi été largement facilitée. »

Pierre Poinçon, brillamment récompensé, est un fou de géographie que son succès n'a pas surpris : « M. Clément m'a donné un moral de vainqueur, sans compter son aide technique. » Il a « planché » sur l'agriculture et ses bouleversements depuis les années 60,

jugeant l'évolution générale positive malgré « de nombreuses disparités entre les régions, dues essentiellement à l'archaïsme du matériel et des méthodes de production ».

Pierre Poinçon et Pascal Vilge font partie des dix-huit potaches lorrains distingués par le concours général 1982. Ce ne sont certainement pas eux, ni leurs professeurs, qui critiqueront son existence vieille de deux cent trente-cinq ans.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Un grand carré de rêve

Comme son nom ne l'indique pas, Sophie Le Normand est née à Toulon, voici dix-neuf ans. Menue, brune, vive, elle réussit le petit miracle d'apparaître en même temps parfaitement décorée, voire rêveuse — en dépit de ses bracelets un tantinet orovocants : deux boîtes de conserves et un ressort à boudin.

Elle a reçu la nouvelle de son succès dans l'épreuve de dessin du Concours général en plein bac, sur sa copie de géo, sans en être la moins du monde perturbée. Ravie, bien sûr, enchantée, mais nullement grisée. Au fond, sans tendre le menton ni diriger le masque, elle est depuis longtemps ce qu'elle veut faire, ce qu'elle fera : styliste de mode. Entre une mère et un père (architecte) qui ont tous deux fait les Beaux-Arts, elle a mané crayons et plumeaux dès son enfance. Elle aime.

Pour le concours, il fallait, en quatre heures, donner à voir ce qu'avait dit Verlaine dans la Bonne Chanson : « La blanche vision qui fait mon cœur joyeux,

Quand son train courait à travers la campagne. » Sophie a montré l'intérieur d'un compartiment : un cadre de fenêtre, du métal, des boucles, une réalité dure, tandis qu'un paysage fuit et que demeure un grand carré de rêve et de souvenir tout blanc.

En peinture, elle aime Mondrian ; en sculpture, les compressions de César, et chez les stylistes Jean-Paul Gauthier, Anne-Marie Baretta, Claude Montana. Alors, Paris ? Bien sûr. Armée de sa carte de visite toute neuve, elle va sans doute se jeter, dès cet été, sur les ateliers parisiens ? Ah ! non. Bac et vacances d'abord ! Elle n'a pas un instant d'arrêt de projets ni posé les moindres jalons de carrière. Elle envisage le moment venu, ce qui veut dire au moment choisi par elle. C'est bien ainsi, tout de suite, qu'on l'avait vue arriver du fond de la cour du lycée Dumont-d'Urville, sortant du bac, par 30 degrés à l'ombre, fraîche et décontractée, sans fanfaronnerie aucune. JEAN RAMBAUD.

FOOTBALL

Le premier tour du tournoi de football des lycées de la région de Metz a été disputé hier à Thionville. Les équipes participantes ont été réparties en quatre groupes. Les matchs ont débuté à 14 heures. Les résultats sont les suivants : Groupe A : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe B : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe C : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe D : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz.

les pétro-joueurs

Les pétro-joueurs, c'est-à-dire les joueurs de football qui jouent pour le pétrole, ont été mis en lumière hier à Thionville. Les équipes participantes ont été réparties en quatre groupes. Les matchs ont débuté à 14 heures. Les résultats sont les suivants : Groupe A : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe B : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe C : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz. Groupe D : Metz 1-0 Thionville, Nancy 2-1 Metz.

68 av. Maa 75116

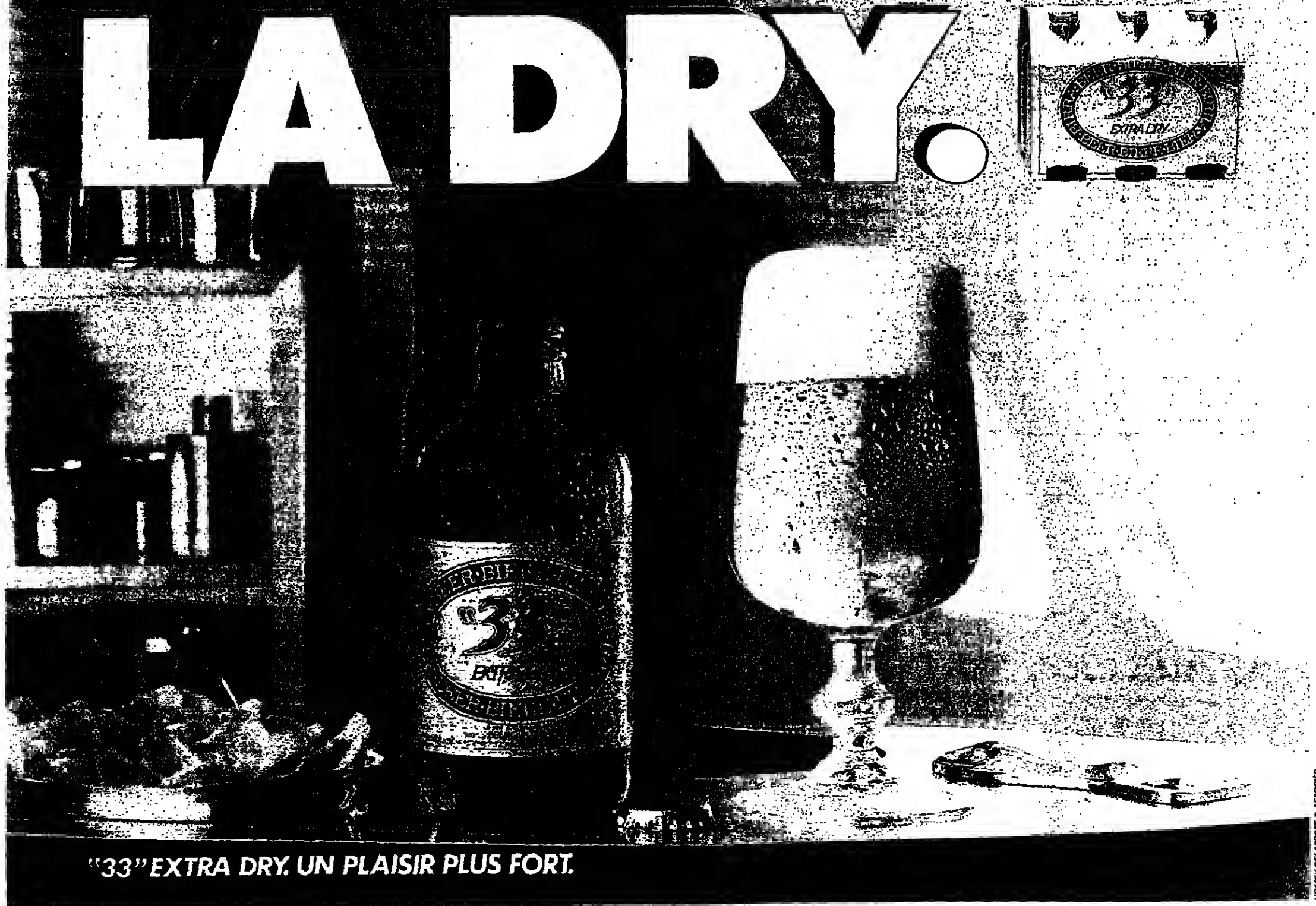
NSERVATOIRE DU FRANÇAIS

réalisateur monteur

eus

FORMATION DE DEMOIN

LA DRY.



"33" EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

UNION TELETYPE & ASSOCIÉS

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

14 Juillet en fête

Un feu d'artifice tiré depuis l'Arc de triomphe et un Son et Lumière sur la place de l'Hôtel-de-Ville marqueront les festivités organisées par la mairie de Paris à l'occasion du 14 Juillet.

La fête sera lancée samedi 26 juin avec soixante défilés de batteries et de fanfares qui auront lieu dans tous les quartiers de la capitale, où se produiront également des groupes folkloriques des provinces de France. A partir de 21 heures, ce même jour, dix-sept bals de quartier animeront les arrondissements.

Le dimanche 27 juin aura lieu la traditionnelle course des serveurs et garçons de café. Le départ sera donné à 15 heures, place de la Bastille et l'arrivée sera située place de l'Hôtel-de-Ville.

Le mardi 13 juillet, à 21 heures, sept grands bals seront organisés au pied du Centre Pompidou, place de la République, place de la Bastille, place Gambetta, place d'Italie, place Reuilly-Oudry (gare Montparnasse) et place du Havre (gare Saint-Lazare).

A 22 h 30 débutera le Son et Lumière « La grand siècle de l'Hôtel de Ville » sur un texte écrit par André Castelot à l'occasion du centenaire de la reconstruction de cet édifice chargé d'histoire. Ce Son et Lumière permettra aux spectateurs d'entendre « les vraies paroles prononcées en ces lieux » par Lamartine, Robespierre, La Fayette ou Jules Grévy. Les grands moments de ce spectacle seront l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871, la libération de la capitale par Loche, l'arrivée du général de Gaulle.

Enfin, le mercredi 14 juillet, à l'issue du défilé militaire nocturne sur les Champs-Élysées, le maire présentera un grand feu d'artifice exceptionnellement tiré depuis l'Arc de triomphe. C'est la première fois depuis la dernière guerre qu'un tel spectacle est donné du haut de ce prestigieux monument. Conçu pour mettre en valeur les caractéristiques architecturales de l'édifice, ce feu d'artifice sera non seulement tiré du sommet de l'Arc de triomphe, mais aussi depuis la terre-plein central. Le maire de Paris devait inviter la présidente de la République à assister à ce spectacle, dont la durée sera de quinze minutes.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 20 JUIN

- « Couloirs de la Comédie-Française », 10 h 30, entrée, place Colette, M^o Oswald.
- « Château de Maisons-Laffitte », 14 h 30 et 15 h 45, entrée côté parc, M^o Hulo.
- « Château de la Muette », 15 h, angle rues de Franqueville et Pascal, M^o Bachelier.
- « Basilique de Saint-Denis », 15 h, intérieur, à la caisse, M^o Brossais.
- « Le Père Lachaise », 15 h, entrée boulevard de Ménilmontant, M^o Lemarchand.
- « Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^o Oswald.
- « Ancienne École de médecine », 15 h, 13, rue de la Bûcherie, M^o Pennec (Caisse nationale des Monuments historiques).
- « Au pays de la Toison d'or », 10 h, Grand-Palais (Approche de l'art).
- « Château de Maisons-Laffitte », 14 h 30, avenue Carnot à Maisons-Laffitte (L'Art pour tous).
- « Hôtels de Beauvais, Sens, Aumont, Marais », 15 h 15, 22, rue de Beaubourg (M^o Barbier).
- « Montmartre », 15 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M^o Camus).
- « Canal Saint-Martin et Hôpital Saint-Louis », 10 h 30, métro Jacques-Bonsergent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Services secrets (1939-1945) », 15 h, métro Invalides (M^o Czorny).
- « L'île Saint-Louis », 15 h, métro Saint-Paul (M^o Haulier).
- « Notre-Dame », 15 h, portail central (Histoire et archéologie).
- « Quartier Mouffetard », 10 h 30, métro Monge (P.Y. Jasle).
- « Académie Française », 15 h, 23, quai Conti (M. de la Roche).
- « Saint-Denis », 14 h 30, parvis (Lutèce Visites).
- « Salons du Palais Royal », 10 h 30, place du Palais-Royal (Paris et son histoire).
- « Le Père-Lachaise », 14 h 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).
- « Synagogues de la rue des Rosiers », 16 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris).

LUNDI 21 JUIN

- « La Butte Montmartre », 15 h, façade de l'église Saint-Pierre, M^o Allaz.
- « Autour de la villa Montmorency », 15 h, devant la gare d'Auteuil, M^o Bachelier.
- « Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul, M^o Bouquet des Chaux.
- « Quartier Saint-Sulpice », 15 h, rez-de-chaussée nouveau magasin, M^o Huot.
- « Paris 2000 », 15 h, hall du R.E.R., porte K, M^o Leprégois (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville (Approche de l'art).
- « Montmartre », 15 h, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « La fin du Moyen Âge », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).
- « La Bourse », 11 h 15, métro Bourse (P.Y. Jasle).
- « Église Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 45, façade de l'église IM. de la Roche).
- « Le Marais illuminé », 21 h, métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).
- « Grandes heures du jardin au Palais Royal », 15 h, 1, galerie Montpensier (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 20 JUIN

- 15 h 163, rue Saint-Honoré : « Force et action de la pensée », par Natya.
- 15 h 30 : Centre G.R.A.C.E., 27, rue Copernic, M. C. Adam : « La violation des droits de l'homme et de la dignité humaine et des cellules ».

LUNDI 21 JUIN

- 14 h 4 : Académie des sciences morales et politiques, 23 quai de Conti, M. P. Lapine : « Génie génétique, droits de l'homme et liberté ».
- 20 h 30 : 5, rue Laffitte, M. F. Schwarz : « L'homme et la dialectique du vivant » (Nouvelle Acropole).
- 20 h 30 : 26, rue Bergère, M. J. L. Siemons : « Réincarnation, renaissance » (L'homme et la connaissance).

BREF

COLLOQUES

A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION POUR LA RUSSIE LIBRE. — Un colloque se tiendra le samedi 19 juin de 14 à 20 heures à la faculté Dauphine (amphithéâtre 5 et 6), place de la Lettre de Tassigny Paris (XVI^e) sur le thème « Les oppositions en U.R.S.S. et dans les pays du bloc soviétique ».

JEUX

DES CHIFFRES ET DES LETTRES. — Vent de se créer à Paris un Club des chiffres et des lettres présidé par Étienne Chazal, un des lauréats de la célèbre émission télévisée. Réunions hebdomadaires le mercredi à partir de 19 h 45 au Club des amis du bridge, 7, rue Lesueur, 75016 Paris.

* C.P.O.C.L., 3, rue du Gros-Cailhou, 75007 Paris. Tél. : 555-58-62 ou 331-95-48 après 18 h.

STAGES

MUSIQUE A CALAIS. — Le Festival de la Côte d'Opère et l'École nationale de musique de Calais organisent, du 31 juillet au 6 août, à Calais, un stage d'orchestre de chambre destiné à des instrumentalistes à cordes (violin, alto, violoncelle, contrebasse) de niveau fin d'études et supérieur et un stage de chant chorale, quel que soit le niveau musical. S'inscrire avant le 25 juin.

* E.N.M. de Calais, 43, rue du 11-Novembre, 62100 Calais.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.06.82. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 18 juin à 0 heure et le samedi 19 juin à 24 heures :

Une perturbation active circule à la latitude des îles Britanniques et provoque une circulation d'air humide et instable sur le nord du pays. Toutefois, une hausse de champ de pression se produit par le sud-ouest opportuniste ainsi une amélioration.

Vendredi : les passages nuageux parfois accompagnés d'averses seront nombreux le matin de la Normandie, aux régions du nord et de l'est.

Sur le reste de la France, les éclaircies matinales seront fréquentes, principalement près de la Méditerranée et sur l'Aquitaine où quelques bancs de brouillard et de nuages bas pourront localement se former. Ils se dissiperont rapidement. Dans la journée, les périodes ensoleillées prédomineront, malgré des passages de nuages plus importants au sud d'une ligne Nantes, Bourges, Genève, et quelques averses résiduelles se produiront sur le nord-est, les Vosges et le Jura. Les vents d'ouest modérés, seront assez forts temporairement sur la moitié nord de la France. Les températures maximales seront voisines de 19 à 26 degrés du nord au sud.

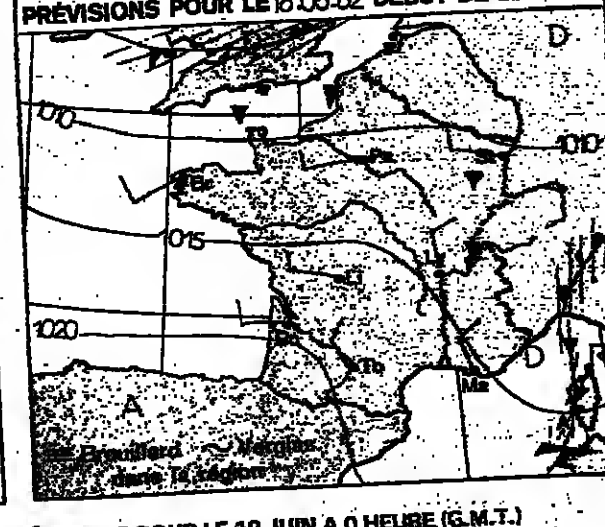
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, le 18 juin à 7 heures, de 1 011,3 millibars, soit 758,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juin ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 juin) : Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 35 et 16 ; Bordeaux, 32 et 15 ; Bourges, 28 et 14 ; Brét, 24 et 12 ; Caen, 25 et 14 ; Cherbourg, 20 et 13 ; Clermont-Ferrand, 29 et 17 ; Dijon, 25 et 16 ; Grenoble, 29 et 18 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille-Méditerranée, 30 et 20 ; Nancy, 21 et 11 ; Nantes, 32 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 19 ; Paris-Le Bourget, 23 et 16 ; Pau, 35 et 16 ; Perpignan, 28 et 16 ; Rennes, 28 et 13 ; Strasbourg, 22 et 11 ; Tours, 28 et 13 ; Toulouse, 33 et 16 ; Poitiers-Frère, 22 et 25.

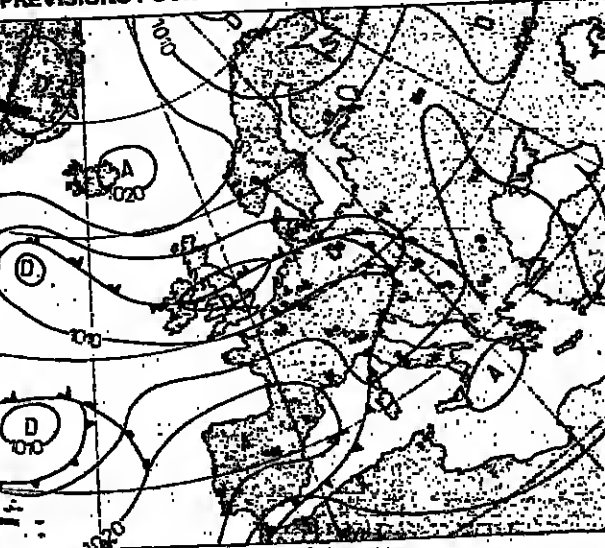
Températures relevées à l'étranger : Alger, 38 et 20 degrés ; Amsterdam, 17 et 9 ; Athènes, 25 et 18 ; Berlin, 16 et 8 ; Bonn, 20 et 9 ; Bruxelles, 19 et 10 ; Le Caire, 31 et 21 ; Casablanca, 26 et 19 ; Copenhague, 15 et 4 ; Dakar, 27 et 24 ; Djakarta, 34 et 21 ; Genève, 26 et 15 ; Jérusalem, 24 et 15 ; Lisbonne, 32 et 13 ; Londres, 24 et 12 ; Luxembourg, 19 et 10 ; Madrid, 31 et 15 ; Mexico, 13 et 6 ; Nairobi, 24 et 16 ; New-York, 25 et 19 ; Palma-de-Majorque, 35 et 16 ; Rome, 26 et 14 ; Stockholm, 17 et 8 ; Tunis, 33 et 23 ; Tzouen, 39 et 34.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 18.06.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Les mots croisés se trouvent dans « le Monde des loisirs » : page 26.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 18 juin 1982 :

DES DÉCRETS

- Modifiant certaines dispositions du code de la route.
- Modifiant l'article 60 du décret du 24 septembre 1960 portant statut particulier du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires.

UNE LISTE

- De classement des auditeurs de justice de la promotion 1980 B.

DÉCOUVREZ LE JAPON PAR VOUS-MÊME AVEC LE JAPAN RAIL PASS

AU JAPON, LE CHEMIN DE FER EST ROI



* TARIFS *

VALABLES SUR TOUTES LES LIGNES DU RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU JAPON

	1 ^{re} classe	2 ^{de} classe
Adultes	Adultes	Enfants
7 jours	770	385
14 jours	1.234	617
21 jours	1.644	822

Les tarifs enfants concernent les enfants de 6 à 11 ans. Tarifs tenant compte du cours du change du Yen en vigueur au 1^{er} juin 1982.

* RENSEIGNEMENTS *

- S'ADRESSER :
 - AU JAPAN TRAVEL BUREAU (JTB) 20, RUE QUENTIN BAUCHART 75008 PARIS TEL. : 723.60.47
 - A TOUTES LES AGENCES WAGONS-LITS TOURISME EN FRANCE
 - A LA JAPAN AIR LINES (JAL) (UNIQUEMENT POUR SES CLIENTS) 75, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS TEL. : 225.55.01

LOTO TIRAGE N° 24 DU 16 JUIN 1982

17 20 35 46 47 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE 29

NOMBRE DE CRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR CRILLE GAGNANTE (POUR 1 FI)
6 BONS NUMEROS	2 5 976 532,80 F
5 BONS NUMEROS	20 298 826,60 F
5 BONS NUMEROS	1 040 17 239,90 F
4 BONS NUMEROS	86 853 206,40 F
3 BONS NUMEROS	1 982 697 13,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 23 JUIN 1982

VALIDATION JUSQU'AU 22 JUIN 1982 APRES-MIDI

QU'EST CE QUI FAIT COURIR LES CASSEURS ?

DICTOGRAPH 603.74.15 123, rue de Bellevue 92100 Boulogne

هكذا من الامم

هذه ايام الاصل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

CHANGER LES VACANCES !

Le P.S. part à la reconquête du temps libre

On réfléchit beaucoup au parti socialiste sur l'avenir du temps libre, des loisirs et du tourisme. On y réfléchit d'autant plus qu'on n'y est guère satisfait du style et des innovations — ou plutôt de l'absence d'innovation, hormis la création d'un titre-vacances — manifestés depuis un an par M. André Henry, ministre du temps libre, et par M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme. Sans conteste, le P.S. est, désormais, le parti politique français qui a arrêté la doctrine la plus élaborée en matière de loisirs. Ce qui n'exclut pas quelques faux pas. Nous commençons par là.

Circulent ces temps-ci, dans certains milieux du tourisme, des photocopies d'un rapport « socialiste » frappé de la mention « confidentiel ». Intitulé « L'impact des nationalisations sur les organisations de tourisme », daté du 24 février 1982, les auteurs se sont penchés sur les participations de l'Etat et des entreprises nationalisées dans ce secteur. Ils ont constaté, grâce à des tableaux précisant la répartition du capital, que « les participations déclinées à présent par l'Etat — directement ou indirectement — dans de nombreuses sociétés intervenant dans l'économie touristique lui donnent ipso facto des moyens d'action considérables. Il peut ainsi dépasser l'opposition entre un « tourisme social » assisté, dont le développement est adapté aux besoins de l'infrastructure coûteuse pour les financements publics, et un « tourisme commercial » largement prépondérant mais agissant enclavé, selon sa propre logique. » (Voir tableau ci-contre.)

Et c'est vrai : l'Etat a retrouvé dans ses filiales, au terme du processus de nationalisation, les sociétés du groupe Rabourt par exemple. Par le canal du Crédit du Nord, il détient 50 % des actions de Rabourt S.A. Grâce à Indo-Suez - La Hérisse, il est propriétaire de 25 % du capital de Sérénité. Dans les deux sociétés, le reste des actions est détenu par M. Jacques Rabourt lui-même.

Pourquoi ne pas faire contri-

buer ces sociétés aux objectifs gouvernementaux, c'est-à-dire au développement du tourisme social, à l'amélioration du territoire et aux créations d'emplois ? « Pour faciliter la réalisation de ces objectifs, il conviendrait d'adapter le secteur contrôlé en structurant deux ou trois grandes entreprises françaises de tourisme et en créant notamment un ou plusieurs pôles pour la billetterie d'activités. »

Le rapport formule quelques remarques liminaires : « Les mesures suivantes doivent être prises avec précaution et discernement. Outre le fait que les entreprises doivent garder leur autonomie dans un environnement concurrentiel, écartant le risque d'un « futurisme à la française », leur fonctionnement actuel résulte d'un ensemble d'habitudes et de rapports avec un environnement qu'on ne saurait faire évoluer que lentement après analyse. »

Une première étape devrait être la constitution d'un comité d'orientation et la mise en place de représentants du gouvernement dans les organes de contrôle : « La priorité est de faire « o m m e » des personnes sires aux fonctions d'administrateurs ou de membres du conseil de surveillance, soit directement, soit en remplacement de personnes en place, inactives ou marguées politiquement. La majorité des postes ne serait visée qu'en cas de nécessité. »

Deuxième étape : faire face aux situations d'urgence. « Délecter le cas échéant les mesures récentes qui ont pu être prises au détriment des entreprises ou à l'opposé des directives gouvernementales et nommer, s'il le faut, de nouveaux responsables. »

Troisième étape : établir un plan de restructuration.

Quatrième étape : mettre en œuvre ce plan.

Ces propositions ont mis en émoi les organisateurs de vacances, y compris certaines associations. Malgré les dénégations, n'était-ce pas le premier acte de la mainmise de l'Etat sur le tourisme français ? Ou bien devaient-ils interpréter ce document comme l'acte de naissance d'un Etat P.S. qui se traduirait par une répartition des postes intéressants entre « personnes sires » ?

Nous avons demandé à M. Michel Peset, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et secrétaire national du parti socialiste à l'environnement, à l'urbanisme et au cadre de vie, de qualifier ce document. « Il s'y agit pas de nationalisations rampantes, comme l'a promis le gouvernement, a-t-il déclaré. Nous n'envoyons aucun chambardement dans les sociétés touristiques. Le rapport doit vous faire état de la part de la réflexion d'une quinzaine de personnes, qui se réunissent dans un « sous-groupe » de la commission tourisme de notre parti. Il n'engage qu'elles-mêmes. Il ne sera pas examiné par notre commission tourisme et je ne le rapporterai jamais devant notre secrétariat. »

Ce document, on ne peut plus net, est conforté par les propos des auteurs eux-mêmes, qui jugent leur réflexion « dépassée ».

Le petit monde du temps libre et du tourisme est entré depuis quelques semaines en effervescence. A cela, plusieurs raisons : l'immobilité réelle ou supposée de ses ministres de tutelle, la crainte de la récession économique et les effets des mesures fiscales prises par le pouvoir socialiste.

La grogne s'exprime tout naturellement dans les milieux professionnels, dont l'association Tourisme et Liberté exprime ci-dessous les griefs. Mais elle couve aussi dans les rangs d'un parti socialiste qui souhaiterait plus et mieux pour les vacances des Français.

Il s'agit d'un projet de loi en cours de rédaction sur « la démocratisation du secteur public » qui devrait mettre les filiales des groupes nationalisés à l'abri de l'expropriation.

Ces précisions valaient d'être dites, notamment à l'attention de tous les chefs d'entreprise du secteur des loisirs qu'éclairaient les décisions fiscales, économiques et budgétaires du gouvernement. C'est pourquoi le P.S. aurait pu manifester de façon plus solennelle que le 19 mai dernier, à Auch, ses importantes propositions pour donner au tourisme dynamisme et efficacité.

En les présentant, M. Michel Peset avait déclaré : « Ne découvrerons pas l'esprit d'initiative et le goût d'entreprendre par des réformes mal comprises, et donc mal appréciées. » Et encore :

« Notre ambition — le libre accès aux loisirs et le droit aux vacances de tous — ne peut être niée ni démentie qu'à certaines conditions. En 1936, le gouvernement Leon Blum institua le droit aux vacances. Aujourd'hui, cet acquis fondamental doit demeurer intangible. Cette liberté ne saurait être aliénée par un encadrement politique d'Etat ou par la commercialisation outrancière du loisir conçu comme un simple produit de consommation. »

Voilà les propositions formulées par le P.S. pour parvenir à un tel résultat :

● **Organisation du tourisme.** — Le comité local du tourisme et des loisirs : sous ce label seraient regroupés les bureaux d'accueil, les syndicats d'initiative et les offices municipaux de

tourisme. Ce comité aurait pour fonction de regrouper, de coordonner et de supporter les initiatives locales en matière d'équipement, d'information, d'animation et de commercialisation. Il serait composé d'élus, de membres de syndicats d'initiative et d'offices de tourisme, de représentants des associations de tourisme associatif et d'activités culturelles, de professionnels et d'habitants.

Le comité départemental du tourisme et des loisirs : ce serait l'exécutif du département dans le domaine des investissements touristiques. Il servirait de conseil technique et de soutien aux différents partenaires touristiques. Il participerait à l'élaboration de la promotion régionale. Il serait composé d'élus départementaux, de représentants des comités locaux du tourisme et des loisirs, de membres des chambres consulaires, de producteurs et de membres d'associations.

Le comité régional du tourisme et des loisirs : il serait l'outil de réflexion, de planification et d'exécution de la politique régionale en matière de tourisme et de loisirs. Il pourrait créer une banque de données, une bourse d'échange et des centrales de réservation. Il

serait composé pour moitié d'élus régionaux, de présidents de comités départementaux, de représentants des organismes consulaires, d'associations familiales et de représentants des syndicats professionnels du tourisme et de l'hôtellerie.

L'administration centrale : le P.S. propose de mettre fin à l'insuffisance chronique des moyens budgétaires, aux fréquentes réorganisations internes et à l'hétérogénéité des statuts d'un personnel peu motivé. Sous l'autorité d'un délégué général, trois services à vocation de coordination seraient constitués : un service des professions, un service de la promotion et un service de la recherche et du développement.

Le comité interministériel du tourisme et des loisirs : il s'agirait de réunir cette structure déjà ancienne afin de sensibiliser la totalité des ministères concernés aux phénomènes touristiques.

L'office national de promotion : il permettrait de coordonner les dépenses des promotions du tourisme français en provenance de l'Etat (50 millions de francs), des collectivités publiques (200 millions de francs) et des professionnels (300 millions de francs).

PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE L'ETAT, DES ENTREPRISES NATIONALISEES ET DE LEURS FILIALES DANS LE SECTEUR DU TOURISME (1)

AGENCES DE VOYAGES	VOYAGISTES	TRANSPORTEURS	HOTELIERS	PROMOTEURS
MATIS Voyages CIVIT (D.C.T.) Suez Frisland Bureau tourisme S.N.C.F. Sotavent P.C.V. C.G.T.T. A.Viamarine C.A.T. Voyages Diners Voyages	Sotat Planète Butetour Franbour Voyages Ferrytour V.V.T. T.F.I. F.T.S.	Air France Air Inter A.C.I. S.N.C.F. C.I.W.I. (S.N.C.M. Europe)	Méridien Etap Hôtel Arcade Rus V.V.F. F.I.M.	Ribonnel Val Thorens S.F.I.T.

(1) De 33 à 100 % du capital social.

POINT DE VUE

Un ministre pour un vrai ministère

Nous publions ci-dessous une adresse à M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, formulée par M. Bernard Fournier, restaurateur, président de l'association Tourisme et Liberté.

Quand nous déclarons à un congrès hôtelier de fin avril 1982 que la taxation des frais généraux a des conséquences néfastes pour la profession et que vous en constatez « chaque jour les méfaits », nous vous approuvons totalement, surtout lorsque vous ajoutez dans un entretien donné ces jours derniers que « le gouvernement reviendra sur les dispositions entraînant des effets négatifs ». Toutefois, vous déclarez à travers ce même article qu'une taxe de 30 % non récupérable rapportant 5 milliards à l'Etat devrait augmenter l'autofinancement des

entreprises. Il faudra nous expliquer à nouveau ce phénomène de passe-passe que le ministère du budget vous a soufflé car nous, exploitants, nous avons compris exactement l'inverse !

Quand vous déclarez, le 3 juin, que l'impôt sur la fortune nous ne parlons que de l'impôt sur l'impôt de travail que le président de la République s'était engagé à ne pas taxer dans sa campagne électorale, nous vous suivons, même si vous indiquez ensuite que cet impôt, qui a été vivement critiqué, ne pose plus de problème.

Quand vous déclarez à un congrès professionnel que vous vous êtes battu pour freiner l'action du gouvernement dans le cadre de la T.V.A. des hôtels de catégorie quatre étoiles et quatre étoiles luxe, nous vous approuvons, même si vous indiquez que les modifications actuelles de la

T.V.A. procurent « une trésorerie gratuite » aux entreprises : nos restaurateurs avaient compris qu'en achetant à 5,5 % au lieu de 7 % et en vendant à 10,5 % au lieu de 17,6 %, ils devaient verser à l'Etat plus de T.V.A., et donc que leur trésorerie était amoindrie des deux bouts ; d'un côté parce que la récupération de T.V.A. est moindre, de l'autre parce que le versement de T.V.A. est plus important.

Vous avez derrière vous, monsieur le secrétaire d'Etat, quantité de professionnels : ceux de l'hôtellerie de catégorie quatre étoiles qui ont vu leur taux d'occupation baisser de 10 % depuis l'année dernière et qui n'ont pas pu répercuter l'inflation dans leurs prix de chambre.

BERNARD FOURNIER,
président de Tourisme et Liberté.

(Lire la suite en page 20.)

● **Aménagement du territoire.** — Le littoral : l'accent serait mis sur un développement de l'arrière-pays proche du littoral. Pêcheurs et tourisme fluvial seraient encouragés.

La montagne : l'arrêt de la création de stations de haute altitude permettrait de s'orienter vers des centres de sports d'hiver de moyenne montagne « sans qu'il soit nécessaire de définir des seuils d'altitude ». Les équipements seraient conçus pour démocratiser la clientèle et pour fonctionner été comme hiver.

L'espace rural : il conviendrait de poursuivre la politique des pays d'accueil tout en définissant un statut juridique et fiscal de la pluriactivité des agriculteurs-hôteliers.

Les espaces péri-urbains et urbains : la politique de création des bases de plein-air et de loisirs devrait être complétée par un effort en faveur des espaces et des parcs naturels, qu'il conviendrait de doubler en dix ans.

● **Fiscalité et financement.** — Une réforme du régime en vigueur aboutirait à maintenir la balance égale entre le tourisme commercial et le tourisme associatif. Ainsi, les interventions seraient-elles plus équilibrées en fonction du statut juridique de l'organisme destinataire, mais en raison de l'impact social, de la localisation et de l'utilité du projet. Des entreprises privées pourraient donc en bénéficier.

Le parti socialiste s'est donc doté d'un solide corps de doctrine touristique. Celui-ci a d'ores et déjà obtenu l'approbation — prudente — d'un certain nombre de promoteurs, d'agents de voyages et d'hôteliers. Il ne reste plus au P.S. qu'à convaincre les ministères compétents de la nécessité d'appliquer ses recommandations pour une politique vraiment nouvelle des loisirs.

ALAIN FAUJAS.

TUNISIE

iles kerkennah
Paradis de la planche à voile



à partir de
2950 F.
15 jours (tout compris)

En collaboration avec l'office du Tourisme tunisien

jeunes sans frontière
LES VACANCES DÉCENTRÉES
6, RUE MONSIEUR LE PRINCE - PARIS - 325.58.35

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de juin (142 pages)

NUMÉRO SPÉCIAL PHILEXFRANCE

- « LA MARIANNE DE COCTEAU »
- La Poste aux Malouines
- ... et les nouveautés du monde entier

So. vente dans les kiosques :
Prix exceptionnel : 30 francs
11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris
Tél. : (1) 246-72-23



THAÏLANDE
GRÈCE
URSS
YUGOSLAVIE

ET VOUS...
BULGARIE
ROUMANIE

ET VOUS...
AUTRES DESTINATIONS...

VOUS RECHERCHER...
VOUS VOUS DÉCLAREZ...
VOUS VOUS DÉCLAREZ...

DEMANDEZ NOTRE PROGRAMME

International
Latin Tourisme
28 bis, rue Louis le Grand 75002 Paris
01-42 56 54 51 - Metro Opéra

je vous attends en TUNISIE!

et j'invite gratuitement votre enfant du 12 sept. au 31 oct. 1982

- s'il a entre 2 et 7 ans
- s'il accompagne 2 adultes

50 formules différentes de séjours ou de circuits

jusqu'au 27 juin, et à partir du 12 sept. :

- 1 semaine à ZARZIS, au SANGHO CLUB... 2900 F.

De PARIS à PARIS, en pension complète (boissons aux repas à discrétion)

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS ☎ 296.02.25 & 296.14.23

VOUS-MÊME AVEC
CHÉMIN DE FER EST RO

OGRAPIH 603.7416
DE SECURITE

Un ministre pour un vrai ministère

(suite de la page 19)

Vous avez aussi derrière vous tous les restaurateurs dont la fréquentation s'est vue réduite de 30 % et qui doivent actuellement déboucher une partie de leur personnel pour éviter de fermer leur établissement, tous les agents de voyage spécialisés dans les voyages de stimulation, tous les organisateurs de banquets et de séminaires de nos hôtels qui ont vu leur clientèle diminuer également de 30 %.

Voilà l'impact des mesures générales que subissent toutes les entreprises, mais aggravées par toutes les mesures particulières touchant notre profession (amortissement de T.V.A., taxe de 30 % non déductible sur les frais généraux, impôt sur l'outil de travail).

Vous avez déclaré encore que votre politique visait à « créer des emplois et à concourir à l'équilibre de la balance des paiements ». Or, les mesures fiscales conduisent à des suppressions d'emplois par la diminution d'activité et par les transferts de clientèles. Elles aboutissent à un renchérissement, donc à une perte de compétitivité. La politique du gouvernement est ainsi à l'inverse de vos déclarations.

En outre, vous devriez dénoncer avec nous une méthode qu'aucun gouvernement n'aurait employée : prendre des mesures sans concertation et déclarer ensuite que, si elles s'avèrent néfastes, elles seront corrigées. Que fera-t-on alors pour les dix mille emplois qui auront disparu entre-temps, pour les

entreprises qui auront fermé (30 % de plus de faillites en 1982 dans notre profession) ? Quel est le bilan économique de ces mesures ? Si l'on considère, en tout cas, l'industrie touristique, il est déjà certain que ce bilan est négatif. Autant sur le plan financier que sur le plan de la psychologie des professionnels, qui commencent à être découragés d'avoir adopté un métier où il n'y a pas d'horaires, où leur dévouement s'exerce à des heures où les autres se distraient.

Notre association, Tourisme et Liberté, est un regroupement de personnes, professionnelles et consommateurs, qui a décidé de défendre et de promouvoir le tourisme. L'hôtellerie et la restauration. Nous ne représentons aucune faction, aucun parti, aucun syndicat, et nos adhérents appartiennent à toutes les tendances.

Il est même remarquable de constater que, parmi nos membres, se trouvent les représentants de tous les syndicats professionnels. Et pour qui connaît la profession, c'est une première !

Nous n'avons pas plus l'intention de défendre l'ancien gouvernement que d'attaquer le nouveau. Nous sommes un groupe de pression professionnel libre pour défendre la liberté d'exercer notre métier et la liberté de choisir ses vacances ; nous entendons rester indépendants vis-à-vis de tout pouvoir quel qu'il soit.

Nous sommes un mouvement jeune qui espère une politique dynamique du tourisme et nous réclamons la création d'un ministère du tourisme à part entière en raison du nombre d'emplois de notre secteur éco-

nomique (un million cinq cent mille emplois directs et indirects), en raison de notre place dans la nation (troisième activité nationale) avec 200 milliards de chiffre d'affaires et en raison de notre rôle d'exportateur (premier rang national avant l'automobile qui, elle, importe ses matières premières) avec plus de 30 milliards de recettes en devises par an.

Vous avez déclaré, monsieur le secrétaire d'Etat, à un congrès, qu'un ministre de gauche peut encourager des patrons. La seule façon de nous encourager — car vous l'avez bien compris, sans patron, il n'y a plus de tourisme et il n'y a plus d'emplois — c'est d'aller jusqu'au bout de vos déclarations.

Nous avons l'impression que, parfois, c'est le secrétaire d'Etat au tourisme qui s'adresse à nous, et nous ne trouvons guère de mots réconfortants dans son discours. En d'autres occasions, c'est le maire de Lourdes qui nous parle : nous apprécions alors beaucoup plus ses propos qui, notamment, concernent les nombreux hôteliers de sa propre ville. Pour garder l'homme qui comprend notre profession et pour que notre profession soit réellement défendue, nous vous demandons, monsieur Abadie, de rester le maire de Lourdes et de démissionner d'un gouvernement qui a condamné notre activité économique.

Vous pourrez ainsi adhérer à notre association qui a choisi de faire reconnaître, de défendre et de promouvoir l'industrie hôtelière et touristique.

BERNARD FOURNIER,

* Tourisme et Liberté, 9, rue Barye, 75017 Paris. Tél. : 733-09-25.

Les car ferries DFDS Tor Line toujours économique, rapide et confortable pour aller dans un pays où les journées de repos sont de vraies vacances, LA SUEDE

avec d'excellentes liaisons maritimes vers la Norvège, le Danemark et la Finlande.

Vos vacances scandinaves commencent à Amsterdam. La voiture reste sur le bateau et 24 h. plus tard vous continuez vos vacances bien reposés, frais et dispos. Ce voyage en bateau est déjà synonyme de vacances. Car "Tor Britannia" est un ferry de croisière super-jumbo : à bord vous trouverez dancing, sauna, piscine, tax free shops, 2 cinémas etc.

Amsterdam-Göteborg

2 fois par semaine, à un prix très avantageux à partir de 408 F

Pour les jeunes jusqu'à 15 ans inclus et les aînés de plus de 65 ans, un prix spécial à partir de 264 F

Si vous voyagez à quatre, votre voiture vous accompagne gratuitement.

Pour plus d'information, adressez-vous à votre agent de voyage, ou renvoyez le bon ci-dessous, dûment complété, à l'agent-général pour la France :

Scanditours, 10, rue Auber, 75009 Paris. Tél. : 742.80.00



DFDS TOR LINE
La route la plus courte vers la Scandinavie

Bon Envoyez-moi par retour votre brochure de DFDS Tor Line

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Lic. A. 58

A Thiers : les lames du passé

DEPUIS le début de l'année 1981, des représentants de l'association la Maison des couteliers, de Thiers (Puy-de-Dôme), se sont signalés : on les a vus tenir un stand à la Foire de Paris avec d'autres métiers d'art d'Anvergne. Les mêmes Thierzois étaient présents à Chambéry pour l'exposition d'art de la coutellerie, ainsi que dans plusieurs manifestations à Clermont-Ferrand. Pourquoi cette activité ? Il s'agit d'attirer l'attention et de faire connaître le projet de la Maison des couteliers qui doit ouvrir ses portes le 1^{er} juillet prochain.

Daniel Grosjean, directeur de la Maison des couteliers, s'est expliqué sur ce projet : « Il s'agit de présenter ce qu'est aujourd'hui l'artisanat coutelier, de faire valoir nos espérances, de l'avenir du métier et ceci, dans la tradition de la qualité artisanale telle que nous la concevons et la pratiquons ».

L'association la Maison des couteliers veut donc être l'un des éléments essentiels de l'illustration et de la défense de la coutellerie thierzoise. Les promoteurs de ce projet savent aussi très précisément ce qu'ils ne veulent pas : il ne sera pas question de donner un ticket aux touristes de passage pour venir contempler « les derniers couteliers thierzois au travail ».

Partant du constat qu'actuellement, dans de nombreux domaines, on reconnaît la valeur de l'artisanat et ce qu'il a d'irremplaçable pour une certaine qualité du produit fabriqué, il s'agit de ne pas manquer ce tournant. Trois objectifs sont donc assignés à la Maison des couteliers : monter, produire, former. Plus précisément, les buts de l'association sont d'assurer la conservation et la transmission des savoir-faire des différents métiers de la coutellerie et particulièrement de l'artisanat coutelier traditionnel, de contribuer à la revitalisation économique de la coutellerie de la région thierzoise ainsi qu'à sa renommée nationale et internationale et enfin d'être un lieu de rencontre, de réflexion et de création.

La « clincellerie » thierzoise, terme forgé s'il en est, désignait

aux siècles passés les couteaux, ciseaux, rasoirs, canifs et aussi les couteaux à épaves, les épingles à limes et les fourchettes. Au dix-septième siècle, on exportait surtout vers l'ouest du royaume, soit par bateaux, soit par mulets. Les envois partaient de Moulins et les caisses étaient débarquées à Nantes. Par voie terrestre, les mulets gagnaient Marennes ou La Rochelle, mais aussi, vers le sud-est, Beaune et Marseille. A la veille de la Révolution, un ouvrage sur la capitale coutelière précisait : « Le commerce thierzois s'étend fort loin au-delà du royaume, aux Indes et surtout à Lisbonne et à Cadix où les négociants de Thiers ont des correspondants ». C'est ainsi qu'aujourd'hui le modèle d'un couteau d'acier thierzois est dit « coupe-coupe », idéal pour ouvrir les noix de coco, est en vente chez tous les commerçants chinois du Pacifique sud.

Dans la maison « des Echevins »

Témoigner de l'histoire, ce sera le rôle du Musée de la coutellerie qui, dans des locaux appropriés (la maison « des Echevins » dans le vieux Thiers) et avec tous les moyens qu'offre la muséographie moderne, présentera au public les collections de pièces fines du XVIII^e siècle à nos jours que possède déjà la ville. Ce musée montrera également les techniques qui, au cours des époques, ont permis de les produire. On verra aussi les implications que le mono-artisanat coutelier a eues sur la vie locale, qu'il s'agisse d'architecture, d'éthnologie, de sociologie. Le nouveau musée constituera donc, d'une part, un attrait touristique important ; il sera, d'autre part, un centre de la mémoire collective d'une population et un centre de documentation pour la profession.

Fonctionnant en étroite collaboration avec le musée, la Maison des couteliers elle-même est conçue pour assurer l'avenir. Ses ateliers visitables seront le complément actuel et vivant du

musée, la complémentarité et la continuité des deux équipements étant nettement affirmées puisque la salle d'exposition-vente de la Maison des couteliers sera intégrée aux salles d'exposition du musée et en constituera la conclusion. Le rôle de la Maison sera donc triple.

Former : des stages destinés aux jeunes désireux de reprendre le métier de coutelier seront animés par les meilleurs artisans, sous contrat de l'association.

Produire : il s'agit de concevoir, de fabriquer et de commercialiser de petites séries de pièces de très haut de gamme pour constituer une « vitrine » montrant la capacité thierzoise à produire une coutellerie de haut niveau technique et artistique ; c'est ainsi que l'on réactualisera sur le marché national l'image de marque de la production thierzoise. Le choix du haut de gamme permet d'attirer la conquête du marché de luxe, à l'heure actuelle peu ou pas prospecté et qui peut fournir un débouché appréciable.

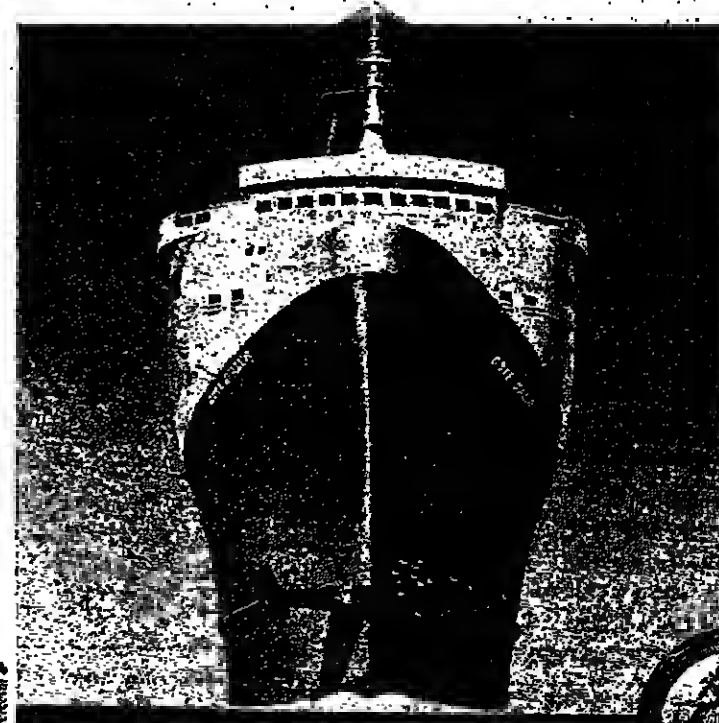
Enfin, il s'agit de bien montrer aux visiteurs la somme de travail que représente la confection d'un beau et bon couteau, et de donner à voir l'originalité des techniques mises en œuvre. C'est pourquoi les ateliers de fabrication seront ouverts à la visite et, dans le même temps, des équipes de démonstration se rendront dans les foires, salons, grandes surfaces, pour y faire mieux connaître la coutellerie thierzoise.

Thiers n'envisage pas de redorer un blason qui n'a jamais été terni, mais veut y ajouter deux nouveaux fleurons : le Musée de la coutellerie et la Maison des couteliers. Ce sera fait le 1^{er} juillet.

CHRISTIAN LASSALAS.

* Maison des Couteliers — Maison des Echevins — 58, rue de la Coutellerie, 63000 Thiers. Tél. : (03) 30-58-36. Du 1^{er} juillet au 30 septembre, ouvert de 9 h à 12 h - 14 h à 18 h. Fermé le mardi. Adultes : 12 F. Enfants de 4 à 10 ans : 5 F. Prix réduits pour groupes de dix personnes ou moins.

EN VOITURE POUR L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE.



TRAVERSEZ EN BONNE COMPAGNIE.

Sealink vous offre 7 lignes de car ferries.

A Celles, découvrez les nouveaux car ferries à 2 ponts dont le "Côte d'Azur", le plus récent et le plus beau fleuron de la flotte Sealink.

Pour l'Irlande, bénéficiez du tarif LANDERIDGE qui couvre à la fois la traversée de la Manche et celle de la mer d'Irlande et vous permet de visiter le Pays de Galles.



A bord de tous les car ferries, vente de produits "hors taxes". Profitez des tarifs avantageux : par exemple 50 % de réduction pour 60 heures en Grande-Bretagne. Demandez la brochure dans les gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages, ou écrivez à Sealink Service, 3, rue Ambroise-Paré, 75004 Paris.

CAR FERRIES Sealink

SNCF

هكذا من الأصل

صحة من الأصل

LE MONDE DES LOISIRS
is du passé

ET DU TOURISME

L'EUROPE BUISSONNIÈRE

La Suède ajuste sa couronne

PAYS splendide, mais très cher, froid et lointain. Telle a été pendant de nombreuses années l'image de marque touristique de la Suède. Une réputation, au demeurant, pas si fautive que celle, pulvérisée des centaines de milliers de Scandinaves choisisse chaque année d'aller passer quinze jours, en charter, aux Canaries, à Rhodes ou à Bonos où le soleil est garanti et les prix plus accessibles.

Les touristes opérant en Suède, au début du printemps, une semaine aux Baléares pour un prix correspondant à celui d'une nuit dans le meilleur hôtel de Stockholm. Quant aux touristes étrangers voyageant en Scandinavie, c'étaient jusqu'à présent en majorité des campeurs amoureux de la solitude et de la nature, ou des participants qui, après une soirée au restaurant ou dans un bar, commencent à compter les devises qui leur restent.

La Suède, il faut le dire, ne misait guère, jusqu'à il y a une dizaine d'années, sur le tourisme d'été et se contentait de bien peu de devises qu'il rapportait. Celles-ci venaient s'ajouter à une économie qui, d'une façon générale, ne portait rien. Mais les temps ont changé et, aujourd'hui, il n'y a plus de « petites recettes » ou de « petites économies » : la balance des paiements est, en rouge et le solde touristique présentait, en 1981, un déficit de 5 milliards de couronnes. Les Suédois dépensent deux fois plus en dehors

de leurs frontières que les étrangers en Suède.

L'objectif du tourisme à Stockholm, à donc été, d'une part, d'attirer les Suédois à passer leurs vacances dans leur propre pays « aux 96 000 lacs » et, d'autre part, d'attirer un plus grand nombre d'étrangers, qui sont aujourd'hui en majorité — outre les voisins nordiques — des Allemands, des Hollandais et des Britanniques. L'offensive, axée sur les vacances familiales, a essentiellement porté sur les tarifs des transports et de l'hébergement.

Une série de mesures spectaculaires, non subventionnées par l'Etat ou les collectivités locales, ont été prises rapidement : réduction de 45 % des prix des billets de chemin de fer, et plus importante encore, des billets d'avion, en dehors des jours de heures de pointe ; possibilité de voyager en avion pour 125 couronnes, quelle que soit la longueur du trajet, pour les moins de vingt-six ans ; rabais importants en faveur des familles ; chèques-hôtel valables de mai à septembre dans plus de deux cents établissements ; exonération de la taxe à la valeur ajoutée (21,5 %) pour les visiteurs étrangers dans quelque mille magasins de quatre-vingts villes ; menu touristique à prix modéré et fixe (40 couronnes) dans quatre cents restaurants de juin à septembre ; hausse considérable des tarifs de location de voitures en été, etc.

les ménages car les pays sont parfois fort éloignés.

A Baastad, on peut louer un « jourdon », c'est-à-dire une maisonnette en bois de 82 mètres carrés, à 300 mètres de la plage : six lits plus un lit de bébé, cuisine électrique, machines à laver le linge et la vaisselle, sauna individuel, T.V. couleur, trois bicyclettes mises gratuitement à la disposition des locataires, piscine gratuite et tennis très bon marché (10 couronnes l'heure). Avec en plus la possibilité d'emprunter l'un des deux chevaux du centre, pour faire une promenade, si ceux-ci sont d'accord, bien entendu. Tout cela, électricité comprise, pour 2 300 francs par semaine en juillet et août.

Les Suédois sont satisfaits : l'échec d'intraste confirme que leur pays n'est plus aussi cher qu'on le dit pour les vacances familiales, en camping ou en location, si l'on sait profiter des formules les plus avantageuses de transport, d'hébergement et de restauration et en tenant compte du fait que la couronne a été dévaluée de 10 % en septembre 1981.

ALAIN DEBOVE.

* Office de tourisme de Suède, hôtel de Marie, 11, rue Payenne, 75003 Paris, tél. 272-57-45.

Venise chez la reine d'Angleterre

La lettre se trouve à Windsor. Dans la salle des archives du château fort bâti par Guillaume le Conquérant se trouve, en effet, une missive de Napoléon adressée au duc de Wellington après la bataille de Waterloo, demandant l'« asile politique » à l'Angleterre. C'est à Windsor, dans la salle de la reine, que M. Geoffrey de Bellalguie, conservateur des œuvres d'art de la reine, évoque devant ses visiteurs français ces petites histoires qui ne redonnent guère le blason de l'Empire. Prémices d'origine, ces Anglais d'adoption plus viraux que nature à sous sa garde une quantité impressionnante de trésors d'une valeur inestimable accumulés depuis des siècles, notamment à Windsor.

A une demi-heure de Londres à peine, ce château est, avec Buckingham Palace et Holyroodhouse, à Edimbourg, l'une des trois résidences officielles de Sa Majesté. Restauré au dix-neuvième siècle par le roi George IV, Windsor ouvre les portes d'une partie des appartements royaux au public. Passées la maison de pompée de la reine Mary, construite en 1922, une étonnante miniature où même le vin contenu dans des bouteilles de la taille d'une petite phalange est un grand cru — l'inventaire des pièces de cette merveille a

été un véritable calvaire pour le conservateur, — puis une remarquable collection de dessins de Léonard de Vinci, c'est l'entrée dans un univers entièrement voué à l'histoire de l'Empire britannique.

Le grand vestibule encombré de panoplies, d'armes, où même la balle qui terrassa Nelson à Trafalgar est soigneusement gardée, précède le salon qui commémore la victoire de Waterloo avec force tableaux.

Du très britannique « à ma façon de penser », dont M. de Bellalguie use fréquemment, au « honni soit qui mal y pense » d'Edouard III, devise du Grand Ordre de la Jarretière, il n'y a dans le passé. Une fois l'an, les chevaliers de l'ordre se réunissent autour de la reine ici, dans la majestueuse salle qui leur est attribuée, et se dirigent en procession dans l'enceinte du château vers la chapelle Saint-Georges pour un office. Un répertoire précis que l'on en est au neuvième cent cinquante-huit.

Puis suivent les chambres-salles à manger de la reine et du roi. Une succession de toiles de maître, de meubles d'époque, certains en argent massif, qui prennent toute leur dimension dans ce cadre qui n'a pas bougé d'un pouce.

On comprend l'importance de l'endroit lorsque M. de Bellalguie confie qu'« il y en a autant sinon plus de l'autre côté du jardin », dans les appartements que fréquentent assiduellement la famille royale et ses invités. Notamment une collection de Canaletto, actuellement exposée à la Queen's Gallery, juste derrière Buckingham Palace.

Canaletto ! Venise au dix-huitième siècle peinte comme un décor, comme si le metteur en scène allait crier « moteur ! ». Cinq ans de restauration ont été nécessaires pour rénover ces toiles rassemblées à l'époque par le conseil Smith.

Ici, comme souvent ailleurs, la Wallace Collection que l'on refait en ce moment en témoigne, les Anglais ne cherchent pas, loin s'en faut, à ôter ce caractère vieillot, voire désuet, à leurs musées. Mais ils n'en innovent pas moins en proposant, par exemple, à la Queen's Gallery des expériences intéressantes : on choisit une toile et on la décompose en utilisant des photographies de détail pour en faire une étude analytique, tant sur le plan technique, historique que structurel. Une formule d'un enseignement tout à fait judicieux pour le public.

Le British Museum ? Le plus ancien et le plus riche. La National Gallery ? A l'origine, une vocation essentiellement patriotique. Le Victoria and Albert ? Une collection d'arts décoratifs du meilleur et du plus mauvais goût. M. de Bellalguie ne tarde pas de commentaires sur l'importance de la collection de cent cinquante musées et galeries que compte la capitale britannique. Il vous conseillera aussi bien l'exposition d'art japonais à la Royal Academy, la plus courue actuellement, que le méconnaissable John Soan Museum.

Dès 10 heures du matin, ce lundi, une longue file d'attente s'étire devant l'Hayward Gallery pour une « exhibition » dédiée à l'architecte Lutyens. Si le shopping, pardon, le chalandage, n'est plus ce qu'il était à Londres, la capitale britannique reste tout à fait dynamique et concurrentielle pour les amateurs d'art. Il n'est pas forcément utile de traverser l'Atlantique pour se rassasier. La Manche suffit.

ERIC WALTHER

* Office du tourisme de Grande-Bretagne, 6, place Vendôme, Paris (75001), tél. 236-25-32.

RÉSIDENCES secondaires ou principales
Campagne • Mer • Montagne

BRETAGNE-SUD
Baie d'Andemé et de Douarnenez
Choix unique de terrains constructibles de beaux appartements, à tous les prix, avec ou sans rue sur mer, près plages ou campagne.

LOCATIONS MEUBLÉES
Agence **THERRAC**
(30) 02-41-37 - 74220 LA CLUSAZ

LA CLUSAZ - Tous sports
Dans le calme des alpages
Village d'enfants

RENSEIGNEMENTS :
Cabinet Jean FENNEC
7, rue Louis-Pasteur
29100 DOUARNENEZ
Tél. : (98) 92-73-34

Prix baissés en juin et juillet

L'idée était de baisser radicalement les prix en juin et juillet, période de vacances traditionnelle des Suédois et pendant laquelle des centaines d'hôtels, privés de la clientèle habituelle des voyageurs de commerce et des hommes d'affaires, se retrouvaient pratiquement vides. L'opération commença à donner des résultats (augmentation de 5 % des prix en 1981), mais l'objectif est ambitieux : doubler d'ici à 1990 le chiffre d'affaires du tourisme, qui ne représente actuellement que 0,27 % du produit intérieur brut. Il est aussi, « sans sûr », d'effacer une image de marque jusqu'ici assez défavorable du point de vue des prix.

A la demande des responsables du tourisme à Stockholm, l'Institut ouest-allemand Infra-

test a effectué une enquête comparative sur les prix des vacances, pour une famille « normale » composée de deux adultes et de deux enfants (neuf et deux ans).

Dans douze pays européens, on a tenu compte des prix du logement, de la pension, de la nourriture, des transports et des activités de loisirs dans la capitale et dans une station balnéaire « chic » de chaque pays : Deauville pour la France, Locarno pour la Suisse, Knokke pour la Belgique, Torquay pour l'Angleterre, Westerland pour l'Allemagne et Baastad pour la Suède, pour ne citer que quelques exemples.

Il ressort effectivement de cette étude menée auprès des hôteliers et des autorités nationales, en juillet et août 1981, que les vacances familiales en Suède ne sont pas aussi onéreuses qu'on le dit.

Les locations de chalet ou d'appartement à la semaine, le camping, sept jours à l'hôtel dans la capitale, les menus touristiques, une heure de planche à voile ou une heure de tennis, sont meilleur marché en Suède qu'en France ou en Suisse. En ce qui concerne les chemins de fer, la Suède se place également au bas de l'échelle des prix : seuls l'Irlande, les Pays-Bas et la Finlande offrent des tarifs plus intéressants.

Les statistiques sont, bien sûr, toujours incomplètes et quelques réserves sont à faire : on pourrait regretter, par exemple, que les enquêteurs n'aient pas pris en compte les coûts du transport pour se rendre en famille d'un pays à l'autre : ce sont des dépenses souvent importantes pour

vol spécial
Paris-Mexico
AR
4.200 FRS
8 Juin - 5 Août
5 Août - 8 Septembre
EL CONDOR
28 rue Delambre-75014 Paris
Tél. (1) 322 30 26

Toutes les Amériques

LES PAYS ANDES **MEXIQUE** **USA CANADA**

Caracas 3650F Rio 5790F Mexico 4200F
Lima 3990F Buenos Aires 6480F New York 2850F
Bogota 3900F Salvador 4460F Montréal 2590F

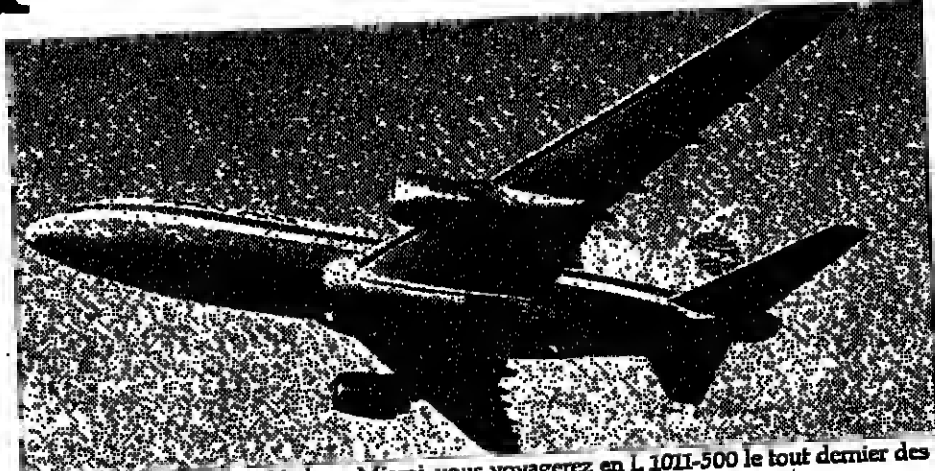
EL CONDOR
28 rue Delambre-75014 Paris
Tél. (1) 322 30 26

Pan Am-USA.
A partir de 2 815 F.*
Départ Orly.

Pan Am est la seule des grandes compagnies aériennes à proposer tous ses vols transatlantiques au départ d'Orly-Sud. A Orly, l'aéroport des correspondances avec toutes les villes de France, il y a un départ Pan Am quotidien direct pour New York et San Francisco.

Quatre fois par semaine le vol direct Pan Am, vers Miami, porte ouverte sur les plus belles plages américaines, l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Avec New York, le Worldport® Pan Am : sous le même terminal vos correspondances immédiates Pan Am pour les lignes intérieures US.



Avec Pan Am, sur New York ou Miami, vous voyagez en L 1011-500 le tout dernier des gros porteurs. L'avion le plus perfectionné en vol aujourd'hui.

Avec Pan Am, même aux prix les plus bas, vous profiterez d'un service de qualité en Cabin Class® avec repas chauds et cinéma (location des écouteurs en vol).

L'expérience Pan Am au meilleur prix

New York	2 815 F*
San Francisco	4 650 F*
Los Angeles	4 650 F*
Miami	3 685 F*

* Tarif aller-retour soumis à des conditions particulières de vente.
** Prix juillet-Août 1982 : 5 499.

Le Pan Am Pass, forfait à kilométrage illimité. Pour \$399, sillonnez les USA et visitez les villes dont vous avez toujours rêvé.

Appelez votre Agence de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.

Pan Am. L'Expérience Avion.

La planche dévoilée

Qui n'a pas sa planche à voile ? Avec l'évolution des techniques pédagogiques modernes, il suffit maintenant d'une demi-douzaine d'heures d'initiation pour arriver à tenir à peu près sur une planche à voile. Et vient le moment de rendre visite au marchand de planches — au « windshep », comme on l'appelle. Mais comment choisir ?

• Quelle somme y consacrer ?

Schématiquement, on peut dire qu'il existe trois catégories de prix. La planche très bon marché, généralement vendue dans les supermarchés ou par correspondance, vaut 2 000 F. Il s'agit d'un matériel simple, mais pas aussi mauvais que l'affirment les vendeurs spécialisés. Cependant, ce type de planche, conçue pour les débutants, risque de laisser une fois passé le stade de l'initiation. La planche « grand public » se vend environ 3 500 F. Pour ce prix, on obtient un matériel solide et assez performant pour donner longtemps satisfaction. Au-delà se situent les planches de classe, destinées à la régate... ou à la trime.

• Quel type de planche ?

Aux deux extrêmes, on trouve la planche à carène plat et la planche ronde. La première est essentiellement stable et

donc facile, l'autre est destinée à la régate et ses performances à la régate et ses performances sont pour contrepartie une instabilité notable. Les planches dites « polyvalentes » se situent entre les deux, offrant un bon rapport stabilité-performances. Bien sûr, plus une planche est ronde, plus elle offre de volume. Or du volume dépend la capacité du flotteur à supporter le poids du planchiste : on peut prendre pour règle que 230 litres est le volume minimal d'un flotteur destiné à une personne pesant plus de 80 kilos. En revanche, le volume du flotteur ne constitue pas en lui-même un inconvénient pour un planchiste léger.

Et les lunettes ? Il s'agit de planches destinées à naviguer par vent fort aux allures portantes. Pas question de les choisir, car elles nécessitent un niveau déjà correct et, surtout, du vent. Les moins chères d'entre elles coûtent le prix d'une planche polyvalente, et les plus belles, une fortune...

• Quel matériau ?

Trois matériaux sont actuellement utilisés pour la fabrication des flotteurs : l'A.B.S., le polyéthylène et le stratifié de polyester.

L'A.B.S. : la moitié environ des planches du marché sont produites en A.B.S. Dans une feuille de matière plastique chauffée, on moule les deux parties du flotteur (coque et pontage), que l'on assemble en-

suite au moyen d'un joint. Le flotteur est alors rempli de mousse polyuréthane sous pression, qui lui assure rigidité et flottabilité (même en cas de trou). Ces flotteurs offrent un linéaire agréable : brillant, poli, de formes régulières. Ils sont solidement et éventuellement réparables. Mais les rayons ultraviolets les ternissent, et comme le flotteur est fabriqué en deux parties on peut craindre à la longue des infiltrations.

Le polyéthylène (dit rotomoulé, ou extrudé-soufflé, selon son mode de moulage) permet d'obtenir un flotteur d'une seule pièce, ce qui élimine tout risque d'infiltration. Le flotteur est aussi rempli de mousse. La plupart des planches en polyéthylène offrent une finition mate et peu brillante à l'œil. En revanche, elles se montrent particulièrement résistantes aux chocs et frottements sur le sable ou les cailloux. Attention, cependant, en cas de choc assez violent pour provoquer une fissure, seul un spécialiste pourra le réparer. Le polyéthylène est le matériau type des planches pour débutants, ou bricoleurs : solides et très bon marché.

Le stratifié de polyester. Mis en œuvre à la main, c'est le matériau des planches de qualité, produites en petites séries, et coûteuses. Il permet d'obtenir des flotteurs rigides et légers, avec un fini lustré et durable, car on peut réparer soi-même facilement rayures et traces de chocs.

• Les détails qui font la différence.

La voile : la plupart des planches « grand public » sont grées d'une voile dite « Hevel » : c'est-à-dire adoptant la forme d'un simple triangle, d'environ 5,70 mètres carrés de surface. Certains modèles proposent une voile dite « feugée » : il s'agit d'une voile plus grande (6,50 mètres carrés) et plus difficile à utiliser pour un débutant. Choisissez soigneusement la qualité du tissu employé, la finition des coutures et les rendants des trois angles de la voile.

Le wishbone : il en existe encore de non gainés ; à éviter formellement, car ils font mal aux mains. Leur section est ronde ou ovale ; quoi que l'on en dise, les deux se valent.

La dérive : choisissez de préférence une dérive pivotante, qui offre l'avantage de s'écarter toute seule en cas de heurt contre les fonds. Vous éviterez de cette façon les chocs brutaux qui altèrent la dérive et son puits (passage à travers le flotteur). Il en va de même pour l'allure. Les uns sont fixes, maintenus en place à l'aide de vis, et les autres pivotants. Ces derniers se démontent pour le transport du flotteur, et se relèvent tout seuls en cas de choc. Vérifiez alors qu'il comporte une sécurité, afin de ne pas le perdre lors d'une arrivée un peu brutale sur une plage.

DOMINIQUE LE BRUN.

Heureuse F.F.C.K.

La Fédération française de canoë-kayak vient de fêter son cinquantième anniversaire à Vichy. A cette occasion, la candidature de la ville thermale à l'organisation des championnats du monde 1985 a été présentée. L'anniversaire intervient à un moment de développement spectaculaire des effectifs de la Fédération : deux mille cinq cents licenciés en 1980, treize mille en 1977, vingt-cinq mille aujourd'hui. Mais ce chiffre reste relativement faible si l'on considère la masse des pratiquants indépendants : s'estime à 60 à 70 millions. La Fédération leur tend les bras.

L'UNION fait la force. Au nom de ce principe, le président de la F.F.C.K., M. Marcel Venot, quarante-deux ans, professeur de l'enseignement technique, lance un appel au peuple des rivières : « Regroupons-nous », dit-il, en substance, « nous passerons du statut de pratiquants à celui de citoyens ». De l'est au sud-ouest, par les autres utilisateurs de l'eau, à commencer par les pêcheurs. Sur les 250 000 kilomètres de rivières navigables en France, le droit de navigation n'est qu'une tolérance. La construction de barrages par l'E.D.F. a compliqué l'existence du canoë-kayak. Cette difficulté ne se pose pas si l'on a une certaine d'années car les rivières n'étaient pas nombreuses et les pratiquants ne se bousculaient pas dans les étroites pri-
vilegiées », explique un autre dirigeant. A une époque, les relations avec l'E.D.F. se nouaient au gré des humeurs de cette grande maison. Désormais, l'esprit de concertation prévaut. Chaque année, en octobre, une convention générale recense les besoins pour la saison.

Exemple récent, les 29 et 30 mai, à Treignac, en Corrèze, à l'occasion de la Coupe d'Europe de descente sur la Vézère, un des plus beaux parcours du monde, le calendrier des charges prévoyait, depuis longtemps, un lâcher d'eau par an sur deux jours. Cette année, en raison de l'importance de l'épreuve, le barrage a ouvert ses vannes cinq jours. Du coup, la Vézère ne bouillonnera pas en 1983.

En 1979, la grande vague des micro-centrales hydro-électriques tua notamment de faibles parcsours de l'Éguyre, dans l'Ardèche. Ces assauts anarchiques du privé ont également ému le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau. Sa circulaire restrictive du mois de mai lui aura fait gagner, par la voix des kayakistes, des dizaines de kilomètres. Enfin, un protocole d'accord signé avec les pêcheurs stipule que les bateaux restent sur les berges le jour de l'ouverture.

Toutes ces données démontrent à l'évidence la volonté de constituer le grand parti des kayakistes. Espérons que la cohabitation entre com-

petiteurs et touristes ! « Il est vrai que l'accueil de ces derniers comporte à la fois du positif et du négatif », reconnaît le directeur technique national, Daniel Curtil, mais nous avons aussi poliment leur pouvoir électoral ». En tout cas, les dirigeants de la F.F.C.K., dans la moyenne des années, ont préféré saisir à bras-le-corps une évolution sensible dans tous les sports de plein air plutôt que de refuser d'organiser la pratique du plus grand nombre. L'été, les cinq cent cinquante clubs s'ouvrent à l'accueil des groupes et des individus. La commission technique a planifié de multiples animations : conférences, démonstrations, conférences des topo-guides à la manière de la randonnée pédestre.

Cependant, priorité reste à la pratique sportive et, dans ce domaine, la victoire fédérale s'est remplie, notamment en deux ans : en 1980, aux Jeux olympiques de Moscou, Alain Lebas enlève la médaille d'argent en canoë en ligne ; en 1981, aux championnats du monde de descente en rivière (discipline non olympique), l'équipe de France mène dix-sept médailles et sept titres ; cette année, Claude Baréty, en canoë, et Gil Zok, en kayak, sont sur le point de remporter la coupe d'Europe. Ces résultats, peu connus du grand public, confortent l'offensive promotionnelle lancée tous azimuts par la Fédération à l'occasion du cinquantième.

Avec les meilleurs

La compétition laisse cinq mille jeunes en France dans une coupe d'accession au haut niveau, pour reprendre l'expression de Daniel Curtil qui est aidé par dix entraîneurs nationaux. Ce chapelet de jeunes de trente-huit ans considère que, pour rivaliser avec les meilleurs étrangers (R.D.A. pour la coupe en ligne, R.F.A. et U.S.A. en rivière), l'élite doit disposer des mêmes moyens socio-professionnels. Avec le concours de l'Etat et par des aides personnelles, les entraîneurs se consacrent à leur entraînement quotidien de quatre heures tout au long de l'année. L'Etat soutient financièrement à 100 % le haut niveau. Les 25 000 francs accordés par un fournisseur de bateaux marquent la seule intrusion du privé (1).

L'apparition de l'argent ne gâte pas encore l'environnement. Toutefois, il faut rester vigilant car l'Etat ne peut pas tout faire. Ces choses les châtient à note Daniel Curtil. Le canoë-kayak a été préservé jusqu'à présent de toute pollution publicitaire. Cependant, pour la première fois, en échange de 5 000 francs, une grande marque d'eau minérale a posé discrètement il est vrai, quelques banderoles sur les parcours de Treignac.

LIBERTY TARRAGO.

(1) Le budget général de la Fédération s'élève à cinq millions de francs, dont 35 % financés par des crédits publics.



L'argent des grands voyageurs.

Les voyageurs astucieux ne s'embarrassent pas d'argent liquide. Pour voyager en toute tranquillité, mieux vaut emporter des Travelers Cheques BankAmerica. Ils sont non seulement acceptés dans plus de 160 pays et remboursables dans plus de 40 000 points du globe mais ils existent maintenant en trois devises :

Dollar US, Deutsch Mark, Livre Sterling. Ajoutez à cela que les Travelers Cheques BankAmerica sont garantis par BankAmerica Corporation dont les actifs dépassent 100 milliards de dollars et vous comprendrez pourquoi ceux qui savent où ils vont emportent des Travelers Cheques BankAmerica, où qu'ils aillent.

BankAmerica Travelers Cheques. World Money.

BA CHECK CORPORATION
BANKAMERICA.COMMERCIAL

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

LE MONDE DES PHILATÉLISTES vous présente à
PHILEXFRANCE
(exposition philatélique internationale,
du 11 au 21 juin), à PARIS : LA DÉFENSE
— STAND DE LA PRESSE —

NUMÉRO DE JUIN :
SPÉCIAL PHILEXFRANCE
Prix exceptionnel : 20 F
(142 pages)

LE MONDE DES PHILATÉLISTES BULLETIN D'ABONNEMENT

UN AN FRANCE 90 F. UN AN ÉTRANGER voie normale 128 F.
Nom Prénoms
Adresse
Code postal Ville 92092
Envoyer ce bulletin, accompagné du règlement
au : Monde des Philatélistes, 11 bis, rue de Valenciennes, 75004 PARIS

VAC

OFFRE 5

12 le
HOTEL M

TRANQUIL
ALIS

حکومت اسلامی

هكذا من الأصل

LE MONDE DES LOISIRS

L'ÉTÉ

Muse F.F.C.K.

ET DU TOURISME

DES SPORTIFS

A PARIS : 100 kilomètres de chaussées pour les cyclistes

PARIS va-t-il enfin se réconcilier avec les deux-roues ? Il pourra s'y essayer, du moins, si les édiles de la capitale, devant le 21 juin, au cours de la séance du Conseil de Paris, les propositions de M. Jacques Chirac, qui veut créer une centaine de kilomètres de voies cyclables (dont 30 réalisées dès cet été), sur le macadam parisien.

Permettre aux deux-roues (bicyclettes et cyclomoteurs de moins de 50 centimètres cubes) de mieux circuler et, aussi, d'être mieux protégés, tel est l'objectif de l'opération lancée par la mairie de la capitale. Mais ce pari ne pourra réussir sans un minimum de « connivence » avec les automobilistes, qui se sont donc prochainement alertés sur cette question à l'aide de grandes affiches apposées sur les panneaux publicitaires de la ville.

Le parc parisien représente environ cent cinquante mille bicyclettes et soixante mille engins à moteur. Détracteurs et défenseurs des deux-roues s'affrontent depuis des années. Les premiers estiment qu'un milieu urbain aussi dense que celui de la capitale ne peut leur permettre de se déplacer sans danger ; les seconds réclament avec force le droit de mieux circuler grâce à des aménagements spécifiques.

En fait, et diverses enquêtes menées par les services de la Ville le prouvent, nombreux sont les Parisiens qui utilisent les deux-roues, quelles que soient les conditions météorologiques, pour se rendre au travail ou à l'école. Le faible coût de ce mode de transport silencieux et peu polluant, sa rapidité aussi par rapport à la voiture particulière et aux transports en commun constituent, en effet, des avantages non négligeables. Mais le revers de la médaille inquiète aussi bien les utilisateurs que les pouvoirs publics. En 1980, par exemple, trois cents cyclistes et deux mille deux cents motocyclistes ont été victimes d'accidents dans la capitale. Une action devait donc être entreprise rapidement pour tenter d'enrayer cette hécatombe. Elle implique d'abord la création de chemins particuliers pour les deux-roues : pistes

cyclables ou simplement bandes situées en bordure des trottoirs sans terre-plein de séparation. En milieu urbain très dense, et c'est bien le cas de Paris, l'espace public est très limité, et toute modification de sa répartition entre les différents utilisateurs est une opération délicate. Or, à l'évidence, donner davantage d'espace aux deux-roues conduit à en retirer aux automobilistes, aux autobus qui bénéficient de couloirs réservés, aux véhicules en stationnement ou même aux piétons.

Le balisage de la voie

Réduire la chaussée au profit des bicyclettes et des cyclomoteurs ? La chose est possible. Mais comment, alors, aménager certains carrefours et, surtout, les conséquences d'une telle décision sur la fluidité de la circulation risquent d'être particulièrement graves. Est-il opportun d'autoriser officiellement les deux-roues à emprunter les couloirs réservés aux autobus ? La R.A.T.P. y est hostile. Et il faut bien reconnaître qu'une telle

initiative porterait atteinte à l'effort considérable entrepris depuis des années par la Régie en faveur de la circulation des bus.

Occuper une partie de la surface réservée au stationnement ? Est-ce raisonnable dans une ville où la question posée par le stationnement, limitée ou illimitée, demeure sans réponse ? Enfin peut-on utiliser les trottoirs pour aménager des pistes réservées aux bicyclettes, comme c'est le cas dans certains pays étrangers ? Cela semble impossible à Paris car les cyclomoteurs sont beaucoup plus nombreux que les cycles et il serait très difficile d'empêcher ces engins relativement rapides, présentant des risques pour les piétons, de circuler aussi sur les trottoirs. Que faire ?

Partant de cette analyse, quel que soit le pessimiste, les services de la mairie ont décidé de lancer la « voie cyclable ». Cette voie serait large de 2,50 mètre et serait matérialisée à droite des trottoirs, de la file de stationnement ou des couloirs de bus, selon les cas. Elle serait délimitée par des marques au sol

et une figurine représentant un deux-roues serait peinte sur le macadam à intervalles réguliers. Le balisage de la voie serait effectué par la pose sur le sol de triangles verts.

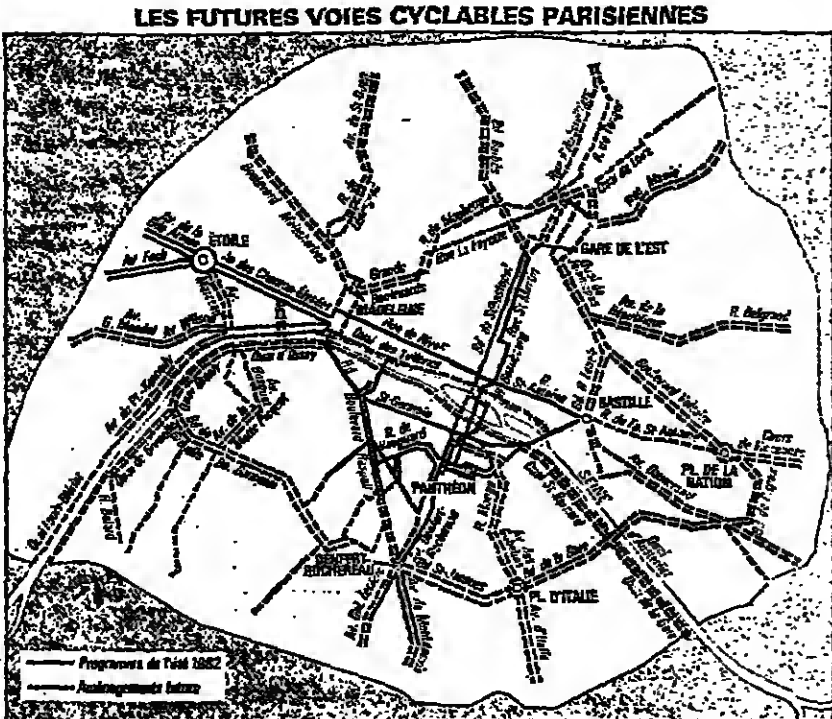
De plus, il marquerait le caractère très particulier de cette réalisation aux yeux des automobilistes. Ceux-ci, en effet, ne pourraient emprunter cette voie qu'avec beaucoup de prudence. « Il s'agit là d'une action tout à fait originale ayant un caractère expérimental et, par conséquent, supposant le droit à l'erreur », déclare-t-on à la mairie.

Selon le projet soumis aux conseillers de Paris, l'aménagement d'une centaine de kilomètres de voies cyclables dans la capitale est prévu. Dès cette année, ce sont 30 kilomètres qui seront réalisés de la Bastille à la porte Maillot et au bois de Boulogne, en passant par la rue Saint-Antoine, la rue de Rivoli, l'avenue des Champs-Élysées, la rue de la Trinité et l'avenue de la Grande-Armée et l'avenue Foch. Un autre axe Sud-Nord partira de la place Victor-Basch pour atteindre la gare de l'Est. D'autres itinéraires sont aussi prévus dans le quartier Latin pour assurer la desserte des établissements scolaires et, également, sur le boulevard Raspail et l'avenue Berthier. Le coût de ces aménagements est estimé à 2,5 millions de francs.

Mais circuler n'est pas la seule préoccupation des usagers des deux-roues. Ils souhaitent aussi pouvoir stationner dans de bonnes conditions. Cinq mille emplacements répartis sur cinquante sites ont été matérialisés au cours de ces dernières années. Mais cette simple matérialisation par « marques au sol » ne permet pas d'apporter une réponse pleinement satisfaisante aux différentes questions posées par les utilisateurs des deux roues, notamment pour assurer une protection contre le vol. Il sera donc fait appel, dans les prochains mois, à un nouveau mobilier urbain pour mieux « accrocher » son vélo ou son cyclomoteur sur les trottoirs.

Enfin, quatorze nouveaux parcs de stationnement vont être créés pour les deux-roues dans les cinquième, sixième et septième arrondissements, secteurs où se trouve une forte concentration d'établissements scolaires. Coût de l'opération : 1,7 million de francs. La bicyclette retrouve le droit de cité. Un grand retour.

JEAN PERRIN.



LES FUTURES VOIES CYCLABLES PARISIENNES

L'Irlande pour 675F* place aux jeunes.

Vous avez moins de 26 ans ? Aer Lingus vous offre l'Irlande pour 675 F sur vol régulier, avec réservation uniquement la veille ou le jour du départ. Pour tous renseignements, contactez Aer Lingus, 38 avenue de l'Opéra 75002 Paris, téléphone 742.12.50, ou votre Agent de Voyages.

* sous réserve d'augmentation.



MALTE

l'insolite, le soleil

RAPPORT QUALITE/PRIX
DEFIANT TOUTE CONCURRENCE

à votre porte et à votre portée

Malte vous propose une évasion inhabituelle vers le soleil sans grever votre budget. Malte : de merveilleux et très nombreux vestiges de 6.000 ans, et une histoire où se sont succédés Phéniciens, Romains, Arabes, Normands, Chevaliers de Malte et Bonaparte. Des attractions étonnantes : des lagunes turquoise, des grottes phosphorescentes, des plages de sable ou de rochers plats, des petits ports animés, des fêtes de village uniques au monde, bien entendu tous les sports nautiques, tennis, équitation, etc. Par son choix illimité d'hôtels toutes catégories, et sa cuisine variée, par son hospitalité sans pareille, Malte sera pour vous l'île des découvertes au cœur de la Méditerranée.

Malte, à deux heures et demie de Paris, à deux heures de Lyon.



MALTE
le soleil... et le cœur sur la main.

Consultez votre Agence de Voyages, l'Office de Tourisme de Malte ou Air Malta. Tél. Paris : 01/563 17 53 - Lyon : 7/837 20 85. Veuillez m'envoyer une documentation sur Malte.

NOM
ADRESSE

OFFICE DE TOURISME DE MALTE
92 Champs Élysées - 75008 PARIS

VACANCES GRATUITES A ABANO TERME

(près de Venise)

OFFRE SPÉCIALE DESTINÉE AUX CLIENTS FRANÇAIS

LE 14 JUILLET, L'HOTEL METROPOLE TERME DONNERA UNE FÊTE POUR CÉLÉBRER LA FÊTE DE LA BASTILLE.
LA JOURNÉE SE TRAHIRA PAR UNE MAGNIFIQUE SOIREE : DÎNER ET BAL AU SON D'UN ORCHESTRE DANS LE JARDIN.
PENDANT LE SOIREE, UN SONGE AU SORT DESIGNERA, PARMI TOUS CEUX QUI AURONT RÉSERVÉ UN SÉJOUR MINIMUM DE 12 JOURS AVEC CURE, LE VAINQUEUR D'UNE SEMAINE GRATUITE OFFERTE PAR LA DIRECTION.

PANGOTHÉRAPIE (APPLICATION DE BOUE) CONTRE RHUMATISMES, ARTHROSES, ARTERIOPATHIES, SÉQUELLES D'ACCIDENTS, DE LUXATION, SCIATIQUE, MASSAGES, SAUNA, INHALATIONS ET AÉROSOLS, THÉRAPIES ÉLECTRIQUES.

Situé près du centre d'Abano, dans la zone la plus tranquille de la ville, 4 piscines thermales aux différentes températures, tennis, jeux de boules, grand jardin paysagé couvert, boîtes, garage, toutes les commodités dans l'hôtel.

12 jours de pension complète + 10 cures = 3.000 FF

HOTEL METROPOLE TERME via V. FLACCO 99 - ABANO TERME

Réservation par téléphone : n° 193949-668622

INFORMATIONS ALISARDA

REVEZ TRANQUILLEMENT DE VOTRE ÉTÉ EN SARDAIGNE. ALISARDA EST PRÊTE À LE RÉALISER.

Une flotte de DC9 plus importante. Une fréquence de vols accrue. Un système de réservation simplifiée.

La Sardaigne, tout le monde le sait, est un paradis estival ; plages de sable fin, paysage sauvage, ensoleillement permanent, diversité des couleurs et des lumières, curiosités archéologiques... La Sardaigne par Alisarda, tout le monde ne le sait pas, est un plus pour vos vacances ; des vols réguliers et directs au départ de Paris-Orly et de Nice-Côte d'Azur, deux fois par semaine à partir du 20 juin, des vols « vacances » et « visites » à des tarifs spécialement étudiés, l'assurance de relier la réalité au rêve en moins de deux heures de vol, confortablement installé à bord de nos DC9.

La Sardaigne par Alisarda, vous pouvez déjà la découvrir en demandant notre documentation.

Alisarda,
9, bd de la Madeleine 75001 Paris,
tél. 261.61.50 ou 261.61.80.

ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne.

vol spécial
Paris-New York
A/R
à partir de
2.590 FRS
1^{er} Juil - 31 Juil
1^{er} Août - 31 Août
EL CONDOR
28 rue Delambre-75014 Paris
Tél : (0) 322.50.26

PHILATÉLISTES
PHILÉFRANCE
SPECIAL PHILÉFRANCE

هكذا من الأصل

Pour les passionnés d'images, qu'ils soient professionnels ou amateurs, la vie est une quête incessante, une recherche permanente de qualité.

Mais certains d'entre eux n'apprécient qu'à moitié et vont jusqu'à refuser l'automatisme et la programmation des nouveaux appareils, si fiables soient-ils. Leurs craintes? Une dépersonnalisation, une banalisation de leur pouvoir créatif dues aux contraintes d'une manipulation « robotisée ».

Il fallait être comme Nikon, four-nisseur depuis longtemps des plus

grands professionnels, pour comprendre ces craintes, ces besoins, ces rêves.

Il fallait être Nikon pour oser l'apparent anachronisme qu'est le FM2.

Sur le FM2, pas de programmation, pas d'automatisme.

Le FM2, c'est le tout nouveau boîtier manuel de Nikon.

L'appareil le plus rapide du monde.

Cette rapidité absolue, il la doit aux performances record de son obturateur mécanique révolutionnaire avec

lamelles en titane à translation verticale (brevet Nikon).

Record jamais atteint à ce jour, la vitesse d'obturation maximale de 1/4000^e seconde: elle permet de saisir ce qui, hier encore était insaisissable et de créer des effets insolites et inédits.

Record aussi, la vitesse de synchronisation au flash de 1/200^e seconde: elle permet d'harmoniser quasi-idéalement l'éclairage ajouté et la lumière ambiante (tous ceux qui ont essayé un jour d'éclairer artificiellement un sujet en contre-jour comprendront!).

Record enfin, la diminution importante du temps d'intervention, intervalle entre la décision de votre cerveau et la réaction du déclencheur (un progrès capital pour les chercheurs d'expressions ou d'actions fugitives).

En vous faisant gagner en rapidité, le FM2, quelle que soit la difficulté du problème, donne à vos images plus de netteté, plus de « sécheresse », plus de naturel.

Avec le FM2, où que vous soyez, vous garderez la situation... bien en mains. L'obturateur mécanique vous fait oublier l'anxiété de la pile usée. Au bout du monde, en plein désert, vous ne

serez jamais pris au dépourvu. De plus la résistance exceptionnelle du châssis renforcé en alliage de cuivre et d'aluminium, le traitement anti-corrosion vous aideront à tout affronter: chaleur, humidité et chocs!

Nikon des perfectionnistes, le Nikon FM2 affiche bien d'autres perfectionnements: plage de sensibilité d'une étendue sans précédent (12-6400 ASA-ISO), miroir traité à l'argent pour une visée plus lumineuse, contrôle de profondeur de champ, plages de visée interchangeables, douceur de l'entraînement par 5 roulements à billes.

Le Nikon FM2, c'est aussi tout Nikon dans un Nikon. Tout Nikon, c'est-à-dire la tradition Nikon, centrée depuis 1917 sur l'optique et ses applications les plus diverses, du télescope astronomique aux microscopes en passant par les verres de lunettes. Tout Nikon, c'est-à-dire le système Nikon, le plus riche et le plus performant de toute la photographie 24x36 Reflex: plus de soixante objectifs Nikkor et Nikon Série E, les moteurs, les flashes et les accessoires.

Avec le FM2, votre créativité va trouver une nouvelle arme, l'arme la plus rapide du monde.



1/4000^e seconde: pour créer des images jusqu'à ce jour impossibles.

Nikon présente le FM2: le reflex le plus rapide du monde.

Avec le FM2 comme avec tous les Nikon, vous entrez dans le système Nikon, un univers de perfection optique qui vous permet toutes les approches.

Objectifs Fisheye
f/2.8 8mm
f/2.8 15mm
f/5.6 16mm
Viseur Fisheye DF-1
Pour 16mm
f/5.6 OP

Objectifs Grande-Angulaires
f/5.6 13mm
f/3.5 15mm
f/3.5 18mm
f/2.8 20mm
f/3.5 24mm
f/3.5 28mm
f/2.8 35mm
f/2.8 50mm
f/1.8 50mm
f/1.4 50mm

Objectifs Normaux
f/1.8 50mm
f/1.4 50mm
f/1.2 50mm

Objectifs Catadioptriques
f/8 500mm
f/11 1000mm
f/11 2000mm

Objectifs Zoom
f/4 25-50mm
f/3.5 35-70mm
f/3.5 43-86mm
f/4 80-200mm
f/4.5 50-300mm
f/8 180-600mm
f/9.5 200-600mm
f/11 ED 360-1200mm

Objectifs Spéciaux
f/3.5 28mm PC
f/2.8 35mm PC
f/2.8 55mm Micro
f/4 105mm Micro
f/4 120mm Micro
f/2.8 28mm Noct
f/2.8 35mm Noct
f/2.8 55mm Noct
f/2.8 100mm Noct
f/2.8 135mm Noct
f/2.8 180mm Noct
f/2.8 200mm Noct
f/2.8 250mm Noct
f/2.8 300mm Noct
f/2.8 350mm Noct
f/2.8 400mm Noct
f/2.8 450mm Noct
f/2.8 500mm Noct
f/2.8 550mm Noct
f/2.8 600mm Noct
f/2.8 650mm Noct
f/2.8 700mm Noct
f/2.8 750mm Noct
f/2.8 800mm Noct
f/2.8 850mm Noct
f/2.8 900mm Noct
f/2.8 950mm Noct
f/2.8 1000mm Noct
f/2.8 1050mm Noct
f/2.8 1100mm Noct
f/2.8 1150mm Noct
f/2.8 1200mm Noct
f/2.8 1250mm Noct
f/2.8 1300mm Noct
f/2.8 1350mm Noct
f/2.8 1400mm Noct
f/2.8 1450mm Noct
f/2.8 1500mm Noct
f/2.8 1550mm Noct
f/2.8 1600mm Noct
f/2.8 1650mm Noct
f/2.8 1700mm Noct
f/2.8 1750mm Noct
f/2.8 1800mm Noct
f/2.8 1850mm Noct
f/2.8 1900mm Noct
f/2.8 1950mm Noct
f/2.8 2000mm Noct

Accessoires
1 Sac souple pour objectifs, 2 Etui d'objets en cuir, 3 Parapluie, 4 Boîtier avant d'objectif, 5 Boîtier arrière d'objectif, 6 Etui pour objectif en cuir, 7 Filtrage, 8 Parapluie, 9 Poussoir recouvert pour polir, 10 Déclencheur souple, 11 Déclencheur souple pour polir, 12 Déclencheur à piles SD-5 pour SB-6, 13 Avec CEN, 14 Avec CEN, 15 Avec CEN, 16 Avec CEN, 17 Avec CEN, 18 Avec CEN, 19 Avec CEN, 20 Avec CEN, 21 Avec CEN, 22 Avec CEN, 23 Avec CEN, 24 Avec CEN, 25 Avec CEN, 26 Avec CEN, 27 Avec CEN, 28 Avec CEN, 29 Avec CEN, 30 Avec CEN, 31 Avec CEN, 32 Avec CEN, 33 Avec CEN, 34 Avec CEN, 35 Avec CEN, 36 Avec CEN, 37 Avec CEN, 38 Avec CEN, 39 Avec CEN, 40 Avec CEN, 41 Avec CEN, 42 Avec CEN, 43 Avec CEN, 44 Avec CEN, 45 Avec CEN, 46 Avec CEN, 47 Avec CEN, 48 Avec CEN, 49 Avec CEN, 50 Avec CEN, 51 Avec CEN, 52 Avec CEN, 53 Avec CEN, 54 Avec CEN, 55 Avec CEN, 56 Avec CEN, 57 Avec CEN, 58 Avec CEN, 59 Avec CEN, 60 Avec CEN, 61 Avec CEN, 62 Avec CEN, 63 Avec CEN, 64 Avec CEN, 65 Avec CEN, 66 Avec CEN, 67 Avec CEN, 68 Avec CEN, 69 Avec CEN, 70 Avec CEN, 71 Avec CEN, 72 Avec CEN, 73 Avec CEN, 74 Avec CEN, 75 Avec CEN, 76 Avec CEN, 77 Avec CEN, 78 Avec CEN, 79 Avec CEN, 80 Avec CEN, 81 Avec CEN, 82 Avec CEN, 83 Avec CEN, 84 Avec CEN, 85 Avec CEN, 86 Avec CEN, 87 Avec CEN, 88 Avec CEN, 89 Avec CEN, 90 Avec CEN, 91 Avec CEN, 92 Avec CEN, 93 Avec CEN, 94 Avec CEN, 95 Avec CEN, 96 Avec CEN, 97 Avec CEN, 98 Avec CEN, 99 Avec CEN, 100 Avec CEN

Accessoires Nikon
47 Coupleur de flash AS-2, 48 Flash annulaire macro SM-2, 49 Déclencheur souple pour point de revêtement, 50 Câble de liaison SC-9 pour SU-1, 51 Auto-à l'extérieur SU-1, 52 Câble de liaison SC-9 pour SU-1, 53 Auto-à l'extérieur SU-1, 54 Viseur d'angle DR-5, 55 Verres de visée (B.E.K.), 56 Cellulose de visée, 57 Verres correcteurs de visée, 58 Verres correcteurs de visée, 59 Verres correcteurs de visée, 60 Cellulose de visée, 61 Etui de boîtier scotch, 62 Déclencheur souple, 63 Câble de synchronisation SC-9, 64 Câble de synchronisation SC-9, 65 Câble de synchronisation SC-9, 66 Câble de synchronisation SC-9, 67 Câble de synchronisation SC-9, 68 Câble de synchronisation SC-9, 69 Câble de synchronisation SC-9, 70 Câble de synchronisation SC-9, 71 Câble de synchronisation SC-9, 72 Câble de synchronisation SC-9, 73 Câble de synchronisation SC-9, 74 Câble de synchronisation SC-9, 75 Câble de synchronisation SC-9, 76 Câble de synchronisation SC-9, 77 Câble de synchronisation SC-9, 78 Câble de synchronisation SC-9, 79 Câble de synchronisation SC-9, 80 Câble de synchronisation SC-9, 81 Câble de synchronisation SC-9, 82 Câble de synchronisation SC-9, 83 Câble de synchronisation SC-9, 84 Câble de synchronisation SC-9, 85 Câble de synchronisation SC-9, 86 Câble de synchronisation SC-9, 87 Câble de synchronisation SC-9, 88 Câble de synchronisation SC-9, 89 Câble de synchronisation SC-9, 90 Câble de synchronisation SC-9, 91 Câble de synchronisation SC-9, 92 Câble de synchronisation SC-9, 93 Câble de synchronisation SC-9, 94 Câble de synchronisation SC-9, 95 Câble de synchronisation SC-9, 96 Câble de synchronisation SC-9, 97 Câble de synchronisation SC-9, 98 Câble de synchronisation SC-9, 99 Câble de synchronisation SC-9, 100 Câble de synchronisation SC-9

Accessoires Nikon
d'insertion BR-2, 74 Bague allonge automatique PN-11, 75 Jeu de bagues allonges K, 76 Bague allonge automatique PK-11, 77 Etrier de fixation PC-3, 78 Bague allonge automatique PK-15, 79 Bague allonge automatique PK-15, 80 Bagues pour macrophotographie, 81 Carte grise, 82 Bague automatique BR-4, 83 Support d'appareil PH-4, 84 Déclencheur double AR-4, 85 Déclencheur double AR-7, 86 Stanch de reproduction PF-4, 87 Déclencheur rapide AR-9, 88 Moteur MD-12, 89 Déclencheur MR-2, 90 Radiocommande MW-1, 91 Télécommande optique ML-1, 92 Dos dater MF-12, 93 Intercomètre MT-1

Nikon

Pour obtenir une information complète sur les appareils, les objectifs et l'ensemble des accessoires Nikon, il suffit de vous renseigner auprès des revendeurs Nikon ou d'écrire à Nikon, Maison Brandt Frères, 16 rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. 375.97.53.

هكذا نحن الآن

مكتبة الامم المتحدة

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



LA TRADITION DES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

+
le management américain
adapté aux réalités économiques européennes :

SUMMER PROGRAM 12 JUILLET/12 SEPTEMBRE 1982	FALL AND WINTER PROGRAM 15 NOVEMBRE 1982/25 MARS 1983	FULL YEAR PROGRAM 15 NOVEMBRE 1982/5 SEPTEMBRE 1983	SPRING PROGRAM 18 AVRIL/17 JUIN 1983
<ul style="list-style-type: none">• ECONOMIC ANALYSIS• FINANCE• INTERNATIONAL BUSINESS• MANAGEMENT SCIENCE• ORGANISATIONAL BEHAVIOR	<ul style="list-style-type: none">• ACCOUNTING• ECONOMIC ANALYSIS• FINANCE• INTERNATIONAL BUSINESS• MANAGEMENT SCIENCE• MARKETING• ORGANISATIONAL BEHAVIOR• PUBLIC MANAGEMENT	<ul style="list-style-type: none">• ACCOUNTING• ECONOMIC ANALYSIS• FINANCE• INTERNATIONAL BUSINESS• MANAGEMENT SCIENCE• MARKETING• ORGANISATIONAL BEHAVIOR• PUBLIC MANAGEMENT	<ul style="list-style-type: none">• FINANCE• MANAGEMENT SCIENCE• MARKETING• ORGANISATIONAL BEHAVIOR

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS
30 JUIN 1982
NIVEAU REQUIS : 1^{er} CYCLE
UNIVERSITAIRE OU ÉQUIVALENT

INSCRIPTIONS A COMPTER DU **25 JUIN**
Clôture dans la limite des places disponibles compte tenu des quota réservés par pays

NIVEAU REQUIS : 2^e CYCLE UNIVERSITAIRE OU ÉQUIVALENT

L'EUA organise pour les cadres d'entreprises un séminaire international en Californie :
L'implantation aux USA du 2 au 20 août 1982

Chaque programme conduit au

DIPLOMA OF GRADUATE STUDIES IN MANAGEMENT

Pour obtenir la documentation de l'« European University of America » :

EUA ADMINISTRATION OFFICE
1926 Leavenworth Street
SAN FRANCISCO 94133 U.S.A.
Tél. : (415) 673 6191

ou

CENTRE D'INFORMATION POUR L'EUROPE
8 rue de Lota
75116 PARIS - FRANCE
Tél. : (1) 704.93.72

Host faculties and associate members in Europe

- ☐ ALLEMAGNE
Universität Ludwig Maximilian - München
- ☐ BELGIQUE
Institut catholique des hautes études commerciales - Bruxelles
- ☐ FRANCE
Institut Supérieur de Gestion - Paris

- ☐ IRLANDE
Institute of higher education - Limerick
- ☐ ITALIE
Università di Pavia - Università di Roma
- ☐ LUXEMBOURG
Institut universitaire international
- ☐ SUISSE - Université libre internationale - Genève

صحنه من الاصل

SPECTACLES

*** LE MONDE - Samedi 19 juin 1982 - Page 31

GAUMONT COLISÉE - FRANÇAIS PATHE - GAUMONT RICHELIEU - GAUMONT SUD - FAUVETTE - NATION - CLICHY PATHE - MONTMARTRE PATHE - CLUNY PALACE - CONVENTION SAINT-CHARLES et dans les meilleures salles de la périphérie

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GIACONDA ET SE YA-U, American Center (321-42-20), 21 heures.
LA FORÊT DES BIENFAITS, Espace Galté (277-92-94), 22 heures.
GUSTAVE PARKING, L'Espresso (544-49-34), 22 h 15.
LE MARIAGE DE FAUST, Malin, Théâtre 71 (655-43-45), 21 heures.
UNE SAISON EN ENFER, 20 heures : LES GRANDES SARTRES, 21 h 15, Canal (233-91-17).
L'HOMME MASSE PAR LE LIVING THEATRE, Carrouserie de l'Épée de Bois (808-39-74), 21 heures.
LORSQUE L'ENFANT PARAIT, Variétés (239-09-92), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (206-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
Châtelet (727-81-15), Grand théâtre, 20 h 30 : Les Clés de la maison ; salle Gémier, 20 h 30 : Schizophrène. Grand Foyer 18 h 30, L'Espresso sur scène.
TSP (797-06-07), 20 h 30 : El Comediantes.
Centre Pompidou (277-12-33), Débat, 19 h : Alain Constance ; 20 h 30 : Poèmes et art en Chine ; Clément-Vidal, 15 h : A propos de l'opéra français ; 19 h : Grand Théâtre de Bordeaux ; 19 h : Avant et après, Jacqueline et Ludovic.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : Ballets du Marquis de Sade ; 20 h 30 : Alvin Nikolaj Dance Théâtre (Théâtre de Paris).
Carré : Silvia-Monfort (531-28-34), 21 heures : Pédale.
Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Chansons et danses de Bali.

Les autres salles

Astoria-Théâtre (202-34-31), 20 h 30 : les bouillottes.
Atelier (606-49-24), 21 h : Le Nœud.
Athénée (742-67-27), 20 h 30 : Le cahier brûlé ; 21 h : En route.
Carnegie, Théâtre de la Sorbonne (374-24-08), 20 h 30 : Ballade de la femme tanzanienne.
Centre d'arts collégiés (258-97-62), 20 h 30 : Appelés-moi Arthur.
Centre culturel de Ménil (272-73-52), 20 h 30 : Bouillottes.
Centre culturel 17 (227-68-81), 20 h 30 : Maison de poupée.
Chapelle Saint-Louis de la Salve (594-16-12), 21 h : Hystérie (dram.).
Club international (589-38-69), Grand théâtre, 20 h 30 : Horreur ; Renner ; 20 h 30 : Le Prix Martin.
Comédie italienne (321-22-22), 18 h 30 et 22 h 30 : Mamma Maria ; 20 h 30 : la Servante amoureuse.
Comédie de Paris (201-00-11), 18 h 30 : Figaro solo ; 20 h 30 : Jafabole ; 22 h : Vi-rage.
Deux Portes (361-24-51), 20 h 30 : le Pain de ménage ; le Dédale.
Escalier d'or (523-13-10), 21 h : Diablotins amoureux.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la Montagne ; 22 h 30 : la Tour mystérieuse ; le Théâtre du silence.
Espace Champs-Élysées (738-21-34), 20 h 30 : Hamlet.
Gare Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Koudouba ; 22 h : le Jour de la fin.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 : Entend-ning Mr Sloane.

En version originale

ÉLYSÉES LINCOLN - ST-GERMAIN STUDIO - 7 PARNASSIENS - OLYMPIQUE ENTREPRENEUR - FORUM HALLES - ST-LAZARE PASQUIER

LA DERNIERE VAGUE (THE LAST WAVE)
SYDNEY 1977 : la pluie est noire. La mort est au bout du rêve.
PRIX SPECIAL DU JURY AVORIAZ 1978

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Le compte à rebours pour l'enfer commence...

LA GALAXIE DE LA TERREUR



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 18 juin

Hachette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Léon ; 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
L'Espresso (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : l'Île des esclaves ; 20 h 30 : le Crâne de Chicago ; le Sang des fleurs ; 22 h 15 : Show Dessert, Sylvie Joly.
Théâtre Ronge : 20 h 30 : Toluca - Petite salle, 18 h 30 : Parfums français ; 21 h : le Fétichisme.
Madame (265-07-09), 20 h 45 : l'Alouette.
Marie Stuart (508-17-80), 21 h : Architecte.
Mistigay (256-90-40), 21 h : Emballage perdu.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dit au lit.
Moulin (742-95-22), 21 h : Joyeux Piqués.
Montparnasse (320-89-90), 21 heures : Trahisons - Petite salle, 20 h 30 : le Sion de l'été-de-vie ; 22 h : Hommage à Pierre Dac.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Olivier (674-42-52), 20 h 45 : Qui a peur de Virginia Woolf ?
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France !
Philippine Opéra (670-11-61), 21 h : Acton-bis.
Poche (548-92-97), 21 h : Souvenirs du Japon malais.
Renaissance (261-44-16), 20 h 30 : Une fille d'exception.
Renaissance (268-64-44), 20 h 15 : Pas sur la bouche.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Chariot.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main.
Studio Fortini (21 h : C'est Fou).
Studio-Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : Pearl Harbor ou parlez à rebours.
Tat, théâtre d'Essai (278-10-79), 22 h : l'Écume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babouins ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre de l'Épée (258-70-12), 20 h 30 : l'Amant.
Théâtre de la Lyre (327-88-61), 20 h 30 : Histoire de bouffe.
Théâtre de la Mer (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre Présent (203-02-55), 1, 20 h 30 : Drôles de bobines ; 21 h : Apprendre à rire sans pleurer.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Opéras minute.
Théâtre du Rond-Point (633-01-21), 20 h 30 : les Pantins ; 22 h 30 : Escorial.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Artiste ; 22 h : Gaspard.
Théâtre de la Sorbonne (322-08-40), 20 h 45 : les Chaises.

Les cafés-théâtres

Anacréon (258-29-33), 19 h : Théâtre chez l'Amant ; 20 h 30 : Toluca ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine.
Blanc-Manteaux (887-15-84), 1, 20 h 15 : Artiste et Mère ; 21 h 30 : Des bulles dans l'enfer ; 22 h 15 : Embrasse-moi, idiot ; 23 h 30 : Qui a tué Betty Grand ?
Café d'Edgar (322-11-02), 1, 20 h 30 : Toluca ; 22 h 30 : Gaspard ; 23 h 30 : Manger des hommes - II, 20 h 30.

Jazz, pop, rock, folk

Choir des Lombards (233-54-09), 22 h 30 : Patato y los Saleros.
Comptable (277-41-40), 20 h 30 : Diaphane Trio.
Dépêche-Vente (637-31-87), 22 h : Blues et Marchés.
Demals (584-72-00), 21 h : P. Tugues/P. Volat.
L'Espresso (542-71-16), 22 h : E. Caumont, Ph. Dardelle, L. Katz.
L'Espresso (347-13-06), 19 h : P. Quiré.
Espace Galté (327-95-94), 18 h 30 : Amazonie ; 20 h 30 : P. Meige et Connection.
Feeling (271-53-11), 22 h : R. Kause, M. Grallier, A. Culex, G. Brown.
F.L.A.P. (707-25-69), 14 h : Spring H.S. et Andrea H.S.
New Morning (523-51-41), 21 h 45 : Dor-lar Brand, C. Ward.
Olympie (742-25-49), 21 h : Mink de Ville.
Petit Journal (326-28-91), 21 h 30 : Soul Quartet.
Petit Opéra (236-01-36), 20 h 30 : Jones, J. Richardson, G. Arvanitis, P. Michelot, C. Soudrais.
Spatz (208-21-93), 20 h : V. Lindt, M. Wilson, S. Shalek.
Slow-Club (233-84-30), 21 h 30 : R. Franc.
Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : Specter.

LES FESTIVALS

FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)
Café de la Gare, 21 h 45 : l'Infidèle de l'Espresso.
Espace F, 18 h 30 : l'Île de Tulipatan ; 20 h 15 : Le blanc cassé ; 22 h : l'Espresso.
J. Charby, 20 h 30 : La Kabale selon Absolut ; 22 h 15 : De quelle faiblesse, dîtes-vous ?
Coeur d'homme de l'Espresso, 21 h 30 : Compagnie A. Germain.
FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE (723-40-84)
Gourmay-sur-Marne, château et église, 18 h : Orchestre à cordes de Paris, dir. D. Sörn (Bach, Beethoven, Mozart, Tchaïkovski, Haydn, Britten).
En région parisienne
Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : Below and above, Peter Goss dance company.
Centre Mandala (589-01-60), 20 h 45 : Karakorum et Nina.
Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30 : Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : A. Burton ; 22 h 30 : Fontaine et Areski - Petite salle, 22 h : Catherine Zarcate.
La danse
Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : Below and above, Peter Goss dance company.
Centre Mandala (589-01-60), 20 h 45 : Karakorum et Nina.
Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30 : Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : A. Burton ; 22 h 30 : Fontaine et Areski - Petite salle, 22 h : Catherine Zarcate.
Le music-hall
Casino de Paris (874-26-22), 20 h 45 : Dacrydia.
La Tanière (337-74-39), 20 h 45 : Ph. Anciaux, J. Reyniers, Robert.
Théâtre des 400 Corps (633-01-21), 18 h 30 : Abou Chelbi.
Théâtre de la Sorbonne (322-08-40), 20 h 45 : les Chaises.

l'école de Musiques
les écoles de musiques ont été créées dans le but de promouvoir au mieux des quartiers l'apprentissage instrumental
la prochaine audition publique aura lieu le :
MERCREDI 23 JUIN A 20h
au GRAND AUDITORIUM "DEBUSSY RAVEL" MAISON DE LA MUSIQUE
4, rue du Général Lazerac NEUILLY-SUR-SEINE
le jury sera composé de : R. BENOÎT (GALTÉ) - R. BENOÎT (FESTIVAL) - R. BENOÎT (FESTIVAL) - R. BENOÎT (FESTIVAL) - R. BENOÎT (FESTIVAL)
ENTRÉE GRATUITE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
25, 26, 28, 29 JUIN A 20H30
Yves Josse présente
LE BALLET DU RHIN
BOLÉRO Ravel-Béjart
LE LOUP Dutilleul-Petit
LES QUATRE TEMPÉRMENTS Hindemith-Balanchine
LOCATION AU THÉÂTRE (Tél. 722-47-72) FNAC ET AGENCES
RENSEIGNEMENTS : 723-38-27

le Troupeau
YILMAZ GÜNEY
Plus rien ne compte devant cette scène licite, cette vérité, cette beauté (Télérama) A voir absolument (Le Point)

ON S'EN FOUT... NOUS ON S'AIMÉ
MICHEL GERARD
PHILIPPE CASTELLI, DARRY COWLY, MICHEL GALATI

KLAS RINSKI
Fitzcarraldo
Un film de WERNER HERZOG
PRIX DE LA MISE EN SCÈNE CANNES 82
UNE MERVEILLEUSE AVENTURE. Michel Perez LE MATIN
MAGIQUE... Anne de Gaspéri LE QUOTIDIEN DE PARIS
FOU ET GÉNIAL! Robert Chazal FRANCE-SOIR
FANTASTIQUE... Jacques Sidier LE MONDE
FASCINANT... François Chalais LE FIGARO MAGAZINE
SUPERBE, SUPERLYRIQUE, HYPER-ROMANTIQUE. Claude Baignères LE FIGARO
ADMIRABLE... Gérard Montassier LE FIGARO
FORMIDABLE, FILM DÉLIRE, FILM FOU. Claude Klotz VSD

PERSPECTIVES à la CINÉMATHEQUE FRANÇAISE
Sélection Festival de Cannes 1982
MERCREDI 23 JUIN
17 h FAMILY ROCK de José PINHEIRO - 1982
18 h LE CRIME D'AMOUR de Guy GILLES - 1982
JEUDI 24 JUIN
17 h LA CHANSON DU MAL AIMÉ de Claude WEISS - 1981/1982
18 h NOUS ÉTIIONS TOUS DES NOMS D'ARRÊTES de Armand GATTI - 1982
VENDREDI 25 JUIN
17 h ITINÉRAIRE BIS de Christian DRILLAUD - 1982
18 h TRANSIT de Toku CANDILIS - 1982
SAMEDI 26 JUIN
17 h INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS de Jean-Louis BERTUCELLI - 1982
18 h BALLADE A BLANC de Bernard GAUTHIER - 1982
DIMANCHE 27 JUIN
17 h COURTS MÉTRAGES :
CAFÉ PLOUËR de Jérôme BONVIN
MELVETIA HOTEL de Didier SALVEGRIN
QUE VIVE LES AMATEURS de Patrick LAMBERT
SI JE RÉPONDS PAS C'EST QUE JE SUIS MORT de Christine VAN DE PUTTE
LES LIEUX D'UNE PIQUE de Georges PEREC (en hommage à Georges PEREC)
18 h THE FRENCH de William KLEIN
LUNDI 28 JUIN
17 h COURTS MÉTRAGES :
L'ANGE DE L'ABIME de Annie TRESSGOT
CONTINUÏTÉ DES PARCS de Patrick CHAMMING'S
ENCORE UNE HISTOIRE D'AMOUR de Marc JOLIVET
LA FONTAINE DU CHARMÉ de Jacques DESCHAMPS
LE PÊCHE RAMPANT de Alberto YACCELIN
PLAY-BACK de Sarah MALLINSON
RENDEZ-VOUS RIER de Gérard MARX
MERCREDI 30 JUIN
17 h COURTS MÉTRAGES SUPER HUIT :
CALLE DEI MORTI de Paolo BONY
SAC POUËLLE de Michel MEDJAI
JEUDI 1er JUILLET
17 h COURTS MÉTRAGES SUPER HUIT :
ROSETTE VEND DES ROSES de ROSETTE
IT'S A VERY NICE LADY de Gérard COURANT
VENDREDI 2 JUILLET
17 h COURTS MÉTRAGES SUPER HUIT :
TELEVRES de Stéphane MONCLAIRE
GONG de Téo HERNANDEZ
A QUOI RÉVE L'ARABISME de Michel MEDJAI
LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE - Salle du Centre Georges-Pompidou (5^e étage), Tél. 563-21-86

RADIO-TÉLÉVISION

LA GRÈVE A RADIO-MONTE-CARLO

Selon les syndicats, 80 % du personnel monégasque de Radio-Monte-Carlo a fait grève, le 17 juin, à la suite de l'appel du Syndicat monégasque de l'audiovisuel (le Monde 16 juin). L'arrêt de travail, qui avait été décidé pour s'opposer à la fois au risque de voir les centres de décision de la station se déplacer de Monaco à Paris et à la création d'une régie publicitaire qui remplacerait le service commercial actuel, pour dénoncer le comportement jugé autoritaire du directeur général, et la suppression pendant l'été des émissions sur onde moyenne à durée cinq heures - 7 heures à midi, - pendant lesquelles a été diffusé un programme de musique continue.

La C.F.D.T., qui - partage certaines revendications du S.M.A. - ne s'est pas associée à la grève, préférant déposer pour sa part un cahier de revendications et demandant l'ouverture de négociations. Le syndicat C.F.D.T. menace en revanche d'une grève illimitée - si ses demandes n'étaient pas satisfaites.

Dans une note envoyée au personnel, le directeur général, M. Jean-Claude Heberlé, a récusé point par point tous les arguments, affirmant sa volonté de maintenir l'entité R.M.C. M. Heberlé rappelle qu'il a ouvert trois bureaux régionaux, à Clermont-Ferrand, à Toulouse, à Grenoble; développé le réseau

ondes moyennes en Italie et accru les effectifs de 5 %. Il rappelle également que des structures de concertation ont été mises en place, qui ont permis d'aboutir entre autres, aux 39 heures hebdomadaires sans perte de salaire - M. Heberlé précise enfin que les émissions en onde moyenne reprendront dès septembre.

Dans un communiqué adressé à la presse, la direction de la station déclare que la proportion des grévistes à R.M.C. s'élève pour l'ensemble de la société à 51 % des personnels concernés, soit moins de 40 % des effectifs totaux de la société, et à 63 % pour les services de Monaco.

Vendredi 18 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Dessin animé : « Popeye ».
- 20 h 50 Sports : football.
- Coupe du monde : Argentine-Hongrie, en direct d'Alcañiz.
- 22 h 50 Séria : Les transports du futur. R. L. G. Combes, S. Volny. « Les Conquistadors de la mer ». Un architecte de la mer, Jacques Rougerie, visite les villages sous-marins, grâce à un aquascop.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Faillite : Le retour du Saint. Une mort à peu accidentelle. Charles Seward, propriétaire d'une entreprise de travaux, est retrouvé mort. Sa femme soupçonne Roy Dennis d'assassinat et de meurtre.
- 21 h 35 Apostrophes : Affaires sentimentales. Magazine Intérieur de B. Piva. Avec M. Lange (les Cabines de bain), M. Schumann (le Concerto en ut majeur), P. Poirer d'Arvor (les Enfants de l'air), M. Chais (le Salon des anges), G. Guegan (Une femme condamnée), J. Audouard (Un homme à nous).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Sports : football.
- Coupe du monde : Brésil-Ecosse, en direct de Séville.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 D'accord, pas d'accord. Une émission de T.N.C.
- 20 h 30 Le Nouveau Vendredi : Combat pour une Irlande.

Dans la série : Points de repère - de R. Louis. Reportages : P. Gery, P. Abramovici, G. Pizani et D. Lempereur. Trois reportages : Belfast, l'Irlande; Deux familles à London-Sperry, une vie quotidienne, des combats.

21 h 30 Théâtre : « En savoir ». Une pièce de C. Tordjman et J. Champagnat. Avec : C. Muel, G. Staque, K. Boucane, M. Becker. Une cinéaste débarque dans une région natale et rencontre un homme qui lui raconte l'histoire de la ville ouvrière. Cette pièce, bien écrite et bien jouée, est reprise actuellement au Théâtre de l'Arrière.

22 h 15 Journal.

23 h 45 Prélude à la nuit. Sérénade pour violon, alto, violoncelle, flûte et harpe, d'A. Roussel.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30. Les grandes aventures de la science moderne : vingtème anniversaire du Centre national des études spatiales.
- 20 h. Échos du centenaire de la naissance de P. Teilhard de Chardin, par J. de Boer.
- 21 h 30. Black and blue : le trésor, de A. Lion et F. Wolff.
- 22 h 30. Nuits magiques : risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. Musiques contemporaines.
- 20 h 20. Concert : œuvres de Stravinski, par l'Orchestre symphonique du Sud-Westfunk. Dir. H. Wakaug, sol. : R. Hermann, baritone, S. de Groot, piano.
- 22 h 10. La nuit sur France-Musique : Les mois de Françoise Xénakis : 23 h 5. Éperon : œuvres de E. Morricone; D 5. Musiques traditionnelles.

Samedi 19 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 40 Accordéon, accordéons.
- 11 h La séquence du spectateur.
- 11 h 30 La maison de TF 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Pour changer.
- Série : Fable Variétés : Mégahertz; Dessin animé.
- 15 h 50 Sports : automobile.
- Les Vingt-Quatre Heures du Mans (et à 19 h 10).
- 17 h 5 Sports : football.
- Coupe du monde : Pologne-Cameroun, en direct de La Corée.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
- 20 h Journal.
- 17 h 35 Droit de réponse.
- Une émission de Michel Polac.
- Le touriste passe, l'horde triomphe.
- 21 h 50 Séria : La Plantation. Troisième épisode.
- La guerre de Sécession approche. Leon et Casey Tray s'y préparent.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Sports : football.
- Coupe du monde : U.R.S.S. - Nouvelle-Zélande, en direct de Malaga.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 15 Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 45 Idées à suivre.
- 12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 50 Séria : Haval, police d'Etat.
- 14 h 20 Séria : San Ku Kai.
- 14 h 50 Les jeux du stade.
- 17 h 55 Récré A 2.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure.
- Expédition Alexandre.
- A l'assaut des canyons de l'Alcañiz dans la province de Huesca, en Espagne.
- 18 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.I.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 C'est une bonne question.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 55 Sports : football.
- Coupe du monde : Belgique-Salvador, en direct de Elche.
- 22 h 50 Musique.
- Le Nouvel Orchestre de Radio-France, sous la direction de Levin Maazel, interprète la Cinquième Symphonie de Prokofiev.
- 23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 13 h 30 Horizon.
- Magazine du minuscule des armées.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- Il était une fois l'homme : les bâtisseurs de cathédrales.
- A 19 h : en direct du passé : année 1649.

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- Il était une fois l'homme.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 On sort ce soir : Lille B2, l'année du beffroi.
- 18 h 22 h 45.
- Le cinquantenaire du Belfort de Lille, symbole de liberté communale, avec la participation de Jean-Claude Casadesu, directeur de l'Orchestre national de Lille, de l'historien Pierre Pierrard, des accordéonistes et des chanteurs.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 30 Prélude à la nuit.
- Récital Alain Kremski; Kremski, Debussy.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2. Mathématiques : La vidéo super-8; Goethe et les sciences : Des débuts en région : Moins d'ing., avec S. Siblot.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Regards sur la science (comment faire comprendre la biologie ?).
- 8 h 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Comment surmonter les défis économiques du futur ?
- 9 h 7. Matière du monde contemporain.
- 10 h 45. Démarches avec... E. Chojacka.
- 11 h 2. La musique prend la parole : Musique et récit (Retour à Bach).
- 12 h 5. Le point des Arts.
- 14 h. Soirs : Carnaval à Venise.
- 14 h 5. Tournois, de Spasskoie à Bougival, par M. Schilovitz.
- 16 h 20. Le livre d'or : Quatorze Branda (Mozart, Weill, Beethoven).
- 17 h 30. Recherches et presse contemporaines : La totalité de l'univers et l'ordre impie du monde (la conscience et la maîtrise ou l'unité globale).
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Radio Canada présente : « René Bouquet ». Avec R. Nelli et R. Falles.
- 20 h. « Célébration des tragiques », de P. Louki. Avec C. Piéplu, T. Chelton, F. Bercet, etc.
- 21 h 27. Hors texte, de M. Florin.
- 21 h 55. Ad lib, avec M. de Breuille.
- 22 h 5. La fuge du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2. Samedi matin : Œuvres de Bizet, Beethoven, Weber, Gluck, Schubert.
- 8 h 2. Actualité du disque : en direct de Radio-Vatican; Histoire de la vie au Vatican et musique religieuse. 11 h. La tribune des critiques de disques. « l'Italienne à Alger », de Rossini (version complétée).
- 13 h 30. Tous en scène : Nat King Cole.
- 14 h 4. Concert lecture (donné au grand auditorium, le 11 février) - Sérénade n° 10 - de Mozart, par l'Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique. Dir. : O. D'Narc.
- 15 h 30. En direct de Radio-Vatican, à Rome : Œuvres de Palestrina, Bartolucci, Longhi, Silveri, Hallmark, Gounod, Liszt, Puccini, Monteverdi.
- 16 h. Le disque de la tribune : « l'Italienne à Alger », de Rossini (dernière partition).
- 19 h. En direct de la Villa Médici, à Rome : Studio-Concerto; Œuvres de Xénakis, par E. Chojacka, clavecin : S. Guada, percussions.
- 20 h. Concert (en direct de la R.A.I.) : Œuvres de Rossini, Weber, Verdi, Ravel, Mozart, Beethoven, Gluck, par les élèves de Franco Furlan.
- 22 h 30. La nuit sur France-Musique : Les pêcheurs, de perles; Œuvres de Respighi; 23 h. Entre guillemets : 0 h 5. Poisons d'or.

Vu

Contagions

Même si vous n'aimez pas particulièrement la foot, même si la vue d'un ballon rond vous met la tête au carré, il y a, depuis le début de la semaine, des moments de moindre résistance où, au premier signe d'attention de votre part, la pression de l'entourage suffit à vous plonger - et rien qu'une minute pour voir où ça en est - dans la chaleur surchauffée, torride, chargée d'orgasme de ce Mondial dont l'écho fait vibrer par ricochet toutes les vitres de nos écrans. Les responsables des programmes n'ont visiblement pas mesuré les répercussions d'un événement sur lequel pèsent un milliard et demi de regards passionnés. Pas étonnant qu'il déborde de partout et que les autres émissions en subissent la contrecoup.

Débarquant lundi en fin de soirée au sortir du match Yougoslavie-Irlande où m'avait jeté l'ennui distillé au goutte par goutte par le dramatique de Krier, sur un chômeur lorrain, un ancien mineur, déboulant à Marseille malade de la peste en 1720, j'ai eu bien du mal à entrer dans le propos de Michèle Porte. Il était pourtant clair : confier à une voix d'homme, une voix mo-

notone, monacorde, histoire d'en atténuer sans doute le pathétique, un texte emprunté aux mémoires, aux documents d'époque, un texte illustré par des vues du Marseille d'aujourd'hui, ses boulevards, ses buildings, son port, ses avenues, ses façades qui vont se lézarder au fur et à mesure du récit.

Le récit de ce qui ne peut manquer de rappeler l'Holocauste. Eh bien ! rien à faire, on patinait, on dérapait, on se dérobait à l'effort d'accommodation, de transposition, exigé par cette façon à la fois simple et compliquée d'évoquer une catastrophe pourtant chargée d'intensité dramatique. Quant on pense au Journal de l'année de la peste à Landras de Dele, un chef-d'œuvre, une merveille, paru en 1722 précisément, inspiré à ce journaliste de génie par ce qui venait de se passer en Provence...

C'est ce ton-là, sensible et cruel, vrai, curatif, rapide et pénétrant, qu'il aurait fallu adopter, au lieu de donner dans le morne et choisi objet précieux d'une lente et solennelle dictée. Procédé mortel quand on évoque la mort.

CLAUDE SARRAUTE.

LES SONDAGES DU C.E.S.P.

- Baisse générale de l'audience.
- R.T.L. se maintient en tête, A-2 et FR 3 sont en légère hausse.

L'économie globale de la radio et de la télévision, légèrement en baisse - mais on ne parle pas des radios libres, - R.T.L. toujours en tête, talonnée par Europe 1 et suivie de très loin par France-Inter et R.M.C., amélioration des scores d'Antenne 2 et de FR 3 et confirmation de la baisse d'audience de TF 1 : effectuée du 20 avril au 17 mai, la dernière vague de sondages du Centre d'études des supports publicitaires (C.E.S.P.) ne fait que confirmer les tendances apparues en début d'année, tendances qui vont cependant en s'accroissant.

Réalisés trois fois par an à l'attention des annonceurs et des médias, les sondages du C.E.S.P. sont toujours très attendus des professionnels, comme autant de sentences à l'égard des politiques de programmation, des choix d'animateurs, des « vedettes-locomotives » et, pour la radio, des campagnes de promotion et de marketing. Le léger déclin du public à l'égard des médias, cette fois, de laisser perplexes. En audience cumulée (personnes ayant écouté la radio au moins une fois dans la journée), du lundi au vendredi, la radio perd 3 points par rapport à l'an dernier à la même époque (70,3 % d'auditeurs contre 73,7 %) et connaît un

même fléchissement en quart d'heure moyen (écoute moyenne à chaque quart d'heure) : 10,8 % contre 11,6 %. La durée d'écoute diminue elle aussi et se situe aujourd'hui à 175 minutes contre 179,5 il y a douze mois.

Dans le match qui, chaque fois, semble opposer les grandes radios, c'est R.T.L. qui, incontestablement, conquiert la première place : toutes catégories. Première en audience cumulée, même si elle accuse une légère baisse par rapport au printemps dernier (24,5 % contre 25,6 %), elle continue à dépasser Europe 1 (23,8 %), qui entreprend une légère remontée par rapport au printemps (23,6 %) mais qui perd plus de 3 points sur son taux de l'an dernier (27,9 %) : un score probant, même si il est vrai, à la campagne électorale. France-Inter subit de son côté une baisse importante, puisque de 23,3 % l'an dernier, et de 17,4 % au printemps 1982, elle passe à 15,7 %, devançant toutefois R.M.C., elle aussi en perte d'audience (8,4 % contre 11,1 % l'an dernier et 9,2 % au printemps).

Au quart d'heure moyen, R.T.L. se maintient en tête avec un taux de 3,8 % (3,84 % au printemps dernier), devant Europe 1 (2,7 %), France-Inter (1,3 %) et R.M.C. (1,1 %). Enfin, R.T.L. ravit à R.M.C. la place de radio écoutée le plus longtemps, puisque sa durée d'écoute journalière est passée à 175 minutes (154 en mai 1981), R.M.C. chutant de 167 minutes l'an dernier à 142 minutes, Europe 1 de 133 à 127 minutes et France-Inter de 108 à 92 minutes.

Enfin, si le petit écran réunit de son côté moins de téléspectateurs qu'il y a un an (77,3 % en audience cumulée contre 78,3 %) ceux-ci l'écoutent aussi en moyenne dix minutes de moins par jour (156 minutes contre 166). Cette baisse globale n'empêche pas toutefois Antenne 2 et FR 3 d'augmenter le nombre de leurs fidèles : 44,6 % (42,7 % en 1981) pour la deuxième chaîne et 35,8 % (33,9 % en 1981) pour la troisième. TF 1 apparaît comme la victime de cette désaffection, puisqu'elle passe en-dessous de la barre des 50 % d'audience cumulée en réunissant 49,8 % d'auditeurs.

Reste aux professionnels et aux responsables des programmes d'analyser les principales raisons de ces variations d'écoute. L'effet surprise, voire le malaise causé par certaines nouvelles émissions de la rentrée 1981, ne peut plus servir d'alibi.

ANNICK COJEAN.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 18 JUIN
- M. Henri Kravtchick, secrétaire confédéral de la C.G.T., est reçu au journal de T.F. 1, à 20 heures, en direct de Lille.

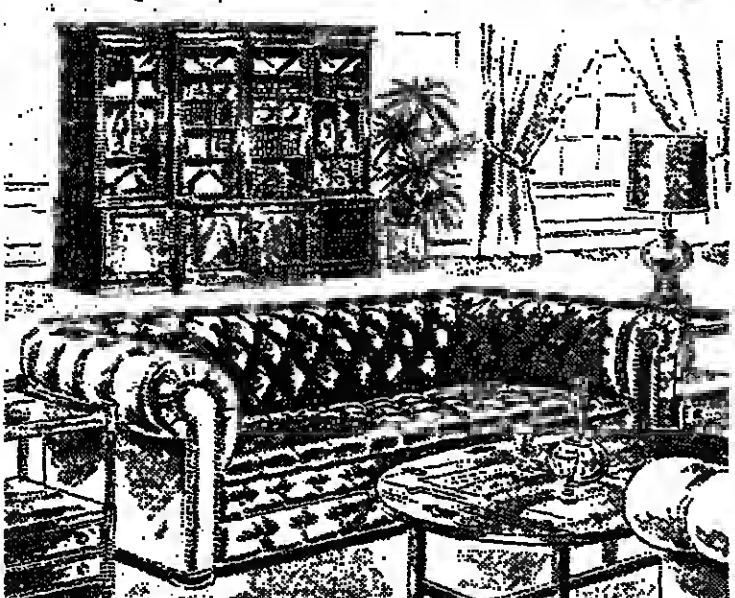
LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.a.), Gaumont-Hall, 1^{er} (297-49-70); Quai Laila, 9 (336-84-45); Margite, 9 (359-02-42); V.E. : Borély, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Faubourg, 19 (331-40-74); Gaumont-Sud, 14^{er} (327-84-50); Montparnasse-Palud, 14^{er} (320-12-06); Convention St-Charles, 15^{er} (579-33-00); Wapler, 18^{er} (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20^{er} (636-10-46); Murat, 16^{er} (851-99-75).
GIMÉSE SUELTZER (A. v.a.), Elysées-Lacour, 9 (359-36-14).
L'IMPOSSIBLE M. BÈBÉ (A. v.a.), Nickel-Scoles, 5 (325-72-07).
INDISCRETIONS (A. v.a.), Nickel-Scoles, 5 (325-72-07).
JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.a.), Banque de l'Image, 5 (329-41-17).
LE LAUREAT (A. v.a.), Saint-Germain-Huchette, 5 (633-63-20).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-72).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.), U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45); U.G.C. Capri, 2 (508-11-49).
MON ONCLE (Fr.), Tempeliers, 3 (272-94-50).
MULIN ROUGE (A. v.a.), Movies, 1^{er} (260-43-99); George-V, 9 (562-41-46); V.F. : Languet, 9 (264-49-07).
NEW YORK, NEW YORK (A. v.a.), Saint-Germain-Huchette, 5 (633-63-20); Elysées-Lacour, 9 (359-36-14).
ORFÈVE NEGRO (Brta. v.a.), Daumesnil, 12 (343-52-97); h. sp.
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.), U.G.C. Capri, 2 (508-11-49).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.), Cinécho St-Germain, 6 (633-10-42).
LE PÈRE (It. v.a.), St-Ambroise, 11 (700-89-16).
QUADROPHENIA (A. v.a.), Studio Média, 5 (633-25-97).
QUAND LA VILLE DORT (A. v.a.), Cinéma Princes, 19 (203-02-55).
LES SAISONS DE LA COLÈRE (A. v.a.), Studio Contrepoint, 5 (325-78-37).
LA RIVIÈRE D'ARGENT (A. v.a.), Action La Fayette, 9 (878-80-50).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.a.), Elysées Point Show, 9 (225-07-29); V.F. : Opéra-Night, 2 (296-62-56).
SAULO (It. v.a.), Cinécho St-Germain, 6 (633-10-42).
SCALAT BLEU (A. v.a.), Épis de Bois, 2 (327-57-47).
STRAWBERRY BLONDE (A. v.a.), Action La Fayette, 9 (878-80-50).
TEX AVERY FOLLIES (A. v.a.), Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).
TO BE OR NOT TO BE (Ang. v.a.), Action La Fayette, 9 (878-80-50).
TROIS FRÈRES (It. v.a.), A. Buzia, 19 (337-74-39).
LE TROUPEAU (Turc. v.a.), 14-Juillet-France, 6 (326-35-00).
LE TUEUR À LA LUNE DE MIEL (A. v.a.), Olympia-Hall, 1^{er} (278-34-15); Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-72).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A. v.a.), Elysées Point Show, 9 (225-07-29).
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A. v.a.), Épis de Bois, 2 (327-57-47).
VACANCES ROMAINES (A. v.a.), Champ, 5 (354-51-40).
LES VALSEUSES (Fr.), U.G.C. Rotonda, 6 (633-08-22).

Les festivals

HOMMAGE À RAINER WERNER FASSBINDER (A. v.a.), Ciné-Boulevard, 3 (271-52-36); 23 h 45 : Gibier de passage; 0 h 15 : Despair; 23 h 30 : Lola, une femme allemande; Boîte à films, 12 (622-44-21); 16 h 10 : La Trinité géométrique; 18 h 10 : Lily Marlott; 20 h 25 : Le Marchand des quatuorze; 22 h 10 : l'Asocié des onze lunes.

SOLDES D'ÉTÉ

REMISES 20% SUR DES ARTICLES SÉLECTIONNÉS



Maple le spécialiste du meuble anglais et américain inaugure de sensationnelles soldes d'été. De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants et en plus tous les modèles non soldés bénéficient de remises exceptionnelles allant jusqu'à 20 pour cent. Ne manquez pas une telle occasion... Les soldes se termineront le 3 juillet.

MAPLE

5, rue Bonheur (face R.E.R. Anber) 75009 Paris, Tél: 742.58.32 également Centre Commercial Cité-Soleil, Tél: 886.08.23.

Un cocktail pour la détente

Le Negroni.
1/3 Campari.
1/3 Martini rouge.
1/3 Gordon's Gin.
1/2 tranche d'orange.
Servir glacé.
(recette de Fosco Scarselli pour le Comte Negroni).

	1 ligne*	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne 1/2
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Degrés de surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS recherche un INGÉNIEUR-CONSEIL PÉTROLIER

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur.
 - Bilingue français-anglais.
 - Ayant environ 5 ans d'expérience dans une Société pétrolière dans les activités de développement ou de production.
- Le candidat retenu :
- utilisera ses compétences techniques dans le suivi des participations pétrolières du Groupe.
 - participera à l'analyse et au montage de financements ou d'investissements relatifs à des actifs pétroliers.
- Fréquentes missions de courte durée à l'étranger.
- Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à : Banque de Paris et des Pays-Bas, Direction du Personnel (625) Boite Postale 141, 75078 Paris Cedex 02.

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés ces 2 dernières semaines :

- **CADRE COMMERCIAL** Produits industriels consommables R&E VM 4212 AG
- **DEVELOPPER LES VENTES EN G.B.** R&E VM 11314 Z
- **JEUNE RESPONSABLE DE L'EXPANSION** Distribution R&E VM 4040 X
- **JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION** Bourgogne R&E VM 14212 AF
- **JEUNE INGENIEUR CHIMISTE OU PAPIETIER** laire R&E VM 6453 K
- **ANALYSTES PROGRAMMEURS** laire R&E VM 13512 DE

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature.

GROUPE EGOR
8 rue de Belfort 75008 Paris

LONDON PARIS LYON MILANO PERUSA NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

IMPORTANT SOCIÉTÉ PARIS
LA DÉPENSE, recherche RESPONSABLE PAIE
(base informatique, déclaration sociale)
Formation assurée - SAC + 2 - O.U.T. gestion de personnel ou informatique appliquée à la gestion ou formation comptable. Expérience de la fonction et des techniques informatiques exigées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à : Banque de Paris et des Pays-Bas, Direction du Personnel (625) Boite Postale 141, 75078 Paris Cedex 02.

STÉ DE DISTRIBUTION
MATÉRIEL AUDIO-VISUEL ET FILMS
Secteur des organisations techniques recherche pour :
DIRECTEUR GCIAL
(homme ou femme)
Salaire 120.000 F + -
- Expérience PME et informatique nécessaire -
- Connaissance en audio-visuel souhaitée -
- Disponible rapidement

Env. C.V. à Jean-Claude DUPONT, 16, rue Grand, 75012 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOI
Architecte, jeune diplômé, maîtrise arts plastiques, enseignement du dessin, études techniques, 10 ans d'expérience. Recherche :
- Architecture d'intérieur, décoration, aménagement de locaux.
- Conception et réalisation de plans d'exécution.
- Connaissance des matériaux et des techniques de construction.
- Disponibilité immédiate.

Env. C.V. à Jean-Claude DUPONT, 16, rue Grand, 75012 PARIS.

MESSAGE A NOTRE AIMABLE CLIENTÈLE

TOUTE L'ÉQUIPE DES ÉDITIONS BLEU PUBLICITÉ reste dévouée à vos ordres sous la nouvelle raison sociale

S.E. des ÉDITIONS BLEU PUBLICITÉ
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX
Téléphone : 374.12.12
(SARL de Gérance depuis le 1er Juin 1982)



POUR MIEUX COMMUNIQUER



emploi régionaux

Région Rhône Alpes
Société électronique à vocation internationale, cherche, son futur

DIRECTEUR Département Industrialisation

Ingenieur Grandes Ecoles (Art et Métiers ou équivalent) ayant acquis une large expérience dans l'animation d'un service technique, il aura pour mission de diriger une équipe forte d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens. Nous souhaitons un candidat qui nous apportera son savoir-faire dans le domaine de la conception et fabrication de matériels électroniques professionnels.

Discretion absolue assurée.

Adresser candidature sous No 37.654 à Contasse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

emploi international

POUR EMPLOIS INTERNATIONAUX
cherchons

ANCIENS ÉTUDIANTS O.R.T. INGÉNIEURS ou TECHNICIENS

hautement qualifiés.

Ecrire sous le n° T 034.194 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

L'Université de Lausanne ouvre une inscription en vue de pourvoir au poste de Professeur ordinaire d'ophtalmologie générale contemporaine et de logopédie.

Titre exigé : Doctorat de lettres doctorat d'état ou habilitation

Les lettres de candidature, avec curriculum vitae et liste de publications, doivent parvenir avant le 15 octobre 1982 au Doyen de la Faculté des Lettres, 2, rue Gruyère, CH-1005 LAUSANNE.

Renseignements complémentaires même adresse. Tél. (091-21) 44-32-39.

POUR QUINQUER
Ingenieur expérimenté, cadre Directeur d'usine expérimenté, capable de l'organisation du travail, et à l'étude de poste ayant la série du commandement et les conceptions modernes de gestion de la fabrication. Envoyer C.V. manuscrit, photo obligatoire à M. ZIEGLER, Paulstra, L.E.G.S. - P.M.E., 6, avenue des Peupliers, 91420 MORGANIS.

HOULLÈRE DES CÉVENNES
recherche POUR ALÈS

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Chef de bureau topographique expérimenté en mines et géologie souhaitée. Age minimum 40 ans.

Ecrire à M. le Directeur de la Houillère des Cévennes, R.P. 233, 30106 ALÈS CEDEX.

Ch. DR 3 CYCLE BIOCH. coord. prof. pour poste Assistant H.U. URGENT. S'adresser : P. DROSDOWSKI, CHU CAEN, T. (31) 94-21-12 (n. 42 961).

ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE SOUS CONTRAT
recherche pour septembre 1982

PROFESSEUR D'ATELIER EN MÉTALLERIE

B.P. ou diplôme équivalent expérience en entreprises souv.

MAINTIENNE O.E.A. DROIT 25 ans, Institut Universitaire Paris-XIII, Anglais courants. Bonne dactylo, libre de toute. Études toutes matières. France et étranger. 706-45-88.

PROFESSEUR EN ÉCONOMIE FAMILIALE ET SOCIALE
diplôme B.T.S. ou plus

PROFESSEUR SECRÉTARIAT
diplôme B.T.S. ou plus

PROFESSEUR DE DESSIN
Adresser C.V. et Envoi sous le n° T034177M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recrute

ATTACHÉ(E) PUBLICATIONS

Formation supérieure Connaissance du Bâtiment appréciée. Expérience en matière de préparation de copies, de mise en page, d'études de prix, d'organisation du travail.

Envoyer curriculum vitae à : C.S.T.S., à l'attention de M. le Recteur-Pontreux, 4, av. du Recteur-Pontreux, 75018 PARIS.

ADMINISTRATEUR DE BIENS
(8 arrondissement) recherche

SECRÉTAIRE

Responsable pour son service général.

Téléphone : 256-10-45.

LEGRIS
DIVISION FRANCE recherche à l'occasion de son installation à

NOISY-LE-GRAND 93360

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

EXPÉRIMENTÉE

- B.T.S. secrétaire de direction ou équivalent.
- ordonnée, méthodique, discrète.
- 30 ans minimum.
- aptitudes commerciales et marketing.
- anglaise appréciée mais pas indispensable.

Restaurant d'entreprise R.E.R. au pied des bureaux. Poste à pourvoir dès que possible. Vacances assurées juillet et août.

Adresser curriculum vitae et présentations à la réf. S.715, à P. DROSDOWSKI, CHU CAEN, T. (31) 94-21-12 (n. 42 961).

de 8 à 11 C.V.
Renault 8, série km. Liv. imméd. Prix hors taxes - 5 %.

Tél. : (3) 916-03-85.

divers
OCCASIONS SANS RISQUES
QUALITÉ-PRIX

Volvo 254 GL 77
Volvo 345 GL 81
Volvo 244 GL 81
Peugeot 104 73
Peugeot 304 diesel 78
Citroën Break diesel 80
GS Break 77
CX Super 72
Mazda 323 72

VOLVO-NEUILLY
747-50-05
16 R. D'ORLÈANS - NEUILLY

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONEES

296-15-01

l'agenda du Monde

Particuliers (offres)

A vendre chaudière à mazout. Product. d'eau chaude, compl. avec brûl., accélérateur, ventilo trois voies, etc. Prix : 2.000 F. Téléphone 1904-16-47.

ACCESSOIRE AUTO
2.000 références permanentes. CONSEILS TECHNIQUES. Services pièces origine.

AUTOTEC
89, av. Italia, 75013. 331-73-88.

Artisans
PLOMBERIE
CHAUFFAGE SERRURERIE
J.-J. MOROSOLY, 104, bd. de la Chapelle, 75018. 465-10-00.

Arts
ARTISTE PEINTRE aimant travailler machine pour le 5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1

LA TABLE RONDE DE MATIGNON

L'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE

« Pendant quatre mois nous devons faire la chaîne »

Pendant quatre mois, nous devons faire la chaîne. Nous nous retrouverons à l'automne avec un pays qui marquera des points contre le chômage et contre l'inflation. a déclaré M. Mauroy au terme de son entrevue avec les partenaires sociaux. Il avait ouvert la séance de travail par une longue intervention qui comprenait le rappel des décisions arrêtées par le gouvernement.

Celui-ci entend réduire rapidement l'écart d'inflation qui sépare la France des principales économies industrialisées : un effort collectif est nécessaire. La « politique des prix » se résume en un blocage général jusqu'au 31 octobre 1982 touchant l'ensemble des prix et des marges, le blocage vaut pour les prix de la production et à tous les stades de la distribution, à leur niveau, toutes taxes comprises, atteints le 11 juin 1982. Les exceptions seront la contrepartie des engagements internationaux (prix agricoles à la production, prix des produits sidérurgiques, prix des matières premières importées) ; elles résulteront, d'autre part, de la nécessité de pratiquer la vérité des prix en matière d'énergie importée (maintien, pour les produits pétroliers, de la formule de variation mise en place en mai dernier).

La sortie du blocage

Pour les produits importés en France, c'est-à-dire non transformés en France, c'est le blocage des marges en valeur absolue qui s'applique à tous les stades de leur commercialisation. D'autre part, le jeu des clauses de variation des prix — tant pour les marchés publics que privés — est suspendu jusqu'au 31 octobre 1982.

Les dividendes distribués par les sociétés seront, également, l'objet d'un plafonnement. Un texte de loi prévoit que les dividendes versés en 1982 et en 1983 ne pourront augmenter de plus de 8 % par an par rapport à la base de 1981.

La sortie du blocage s'opérera par la négociation avec les entreprises et les professionnels d'accords de régulation, qui pourront être signés dès avant le 31 octobre. Une norme moyenne de hausse de prix de 3 % pour le second semestre 1982, servira de référence pour la conclusion de ces accords.

Il n'y aura pas de sortie brutale de ce blocage. La négociation, avec les différents partenaires concernés, permettra de repartir progressivement avec une inflation maîtrisée. Et ce processus sera modulé selon les situations particulières et les engagements qui pourront être pris.

L'évolution nominale des revenus

S'agissant des salaires, pendant quatre mois, il faut geler les évolutions et suspendre l'application des accords de salaires et des avenants salariaux des conventions collectives. Seules les augmentations collectives de juin, qui étaient décidées avant le 11 juin, seront autorisées. Celles qui devaient intervenir le 1^{er} juillet devront être suspendues, sauf la hausse du SMIC qui sera réalisée conformément à la loi.

Bien entendu, les mesures individuelles telles que les clauses d'ancienneté résultant d'un accord précédent le 11 juin ou les hausses de salaire liées à des promotions individuelles ne seront pas concernées. En revanche, les mesures catégorielles collectives devront être reportées au-delà du 31 octobre.

Gagner notre part suppose cette première condition, mais il en suppose une seconde, c'est que, après le 31 octobre, nous raisonnions sur les salaires dans un cadre rénové.

L'inflation, en 1982, ne devra pas dépasser 10 % ; les salaires, à la fin de 1982, ne devront donc pas avoir augmenté plus vite. L'inflation en 1983 ne devra pas dépasser 8 % ; les salaires, là encore, ne devront pas augmenter plus vite. Nous

devons jouer cette partie gagnante aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Nous sortons du blocage grâce à des accords sur lesquels nous réfléchirons ensemble. La négociation contractuelle sera permanente. Nous ne cesserons pas de nous voir au long de l'été (...). Il faudra que nous réfléchissions à la manière d'étaler la reprise des hausses de salaires, de négocier des accords sur une période longue pouvant dépasser l'année, de donner la priorité à ceux dont la dernière revalorisation remonte à plusieurs mois, d'améliorer le pouvoir d'achat des bas salaires, de passer résolument d'un système d'indexations à un système de revalorisation par étapes prédéterminées.

Nous souhaitons que le premier acte soit la signature d'accords portant sur le second semestre 1982 et sur l'année 1983. Sur cette période et en dépit d'une crise qui tend à s'aggraver encore, l'objectif du gouvernement ne change pas. Nous entendons malheureusement, strictement, le pouvoir d'achat moyen des salaires en valeur, avec, bien sûr, un effort particulier en faveur des bas salaires.

L'équilibre des régimes sociaux

Le premier ministre a rappelé la volonté du gouvernement de limiter, en 1982 et en 1983, le déficit du budget de l'Etat à 3 % du produit intérieur brut.

L'équilibre des régimes sociaux devra être assuré. Pour ce faire, en ce qui concerne la sécurité sociale, il sera nécessaire d'étaler dans le temps certaines hausses de prestations qui devaient intervenir au cours de l'été.

Le premier ministre a, ensuite, indiqué que la modération des évolutions nominales pour chacun doit avoir pour contrepartie la création d'emplois pour tous. Il a précisé, à nouveau, les objectifs du gouvernement en matière de politique industrielle.

Le gouvernement veut maîtriser l'évolution des salaires jusqu'à la fin 1983

(Suite de la première page.)

Mais le premier ministre a parfaitement compris que l'approbation générale des uns, l'opposition pour le moment feutrée des autres l'obligeaient à prendre toutes ses responsabilités, même si un temps de réflexion — très diplomatique — est donné aux organisations de salariés et au gouvernement avant de décider si oui ou non, une loi sera déposée pour bloquer les salaires, pour quatre mois. Mais la parole ne fait que commencer pour l'élaboration concertée d'une nouvelle politique des salaires.

Trois grands problèmes se posent en fait : blocage législatif ou non des salaires ; procédures à adopter pour sortir des quatre mois d'austérité ; attitude de la base syndicale et du citoyen.

Tout d'abord peut-on éviter une loi bloquant les salaires et suspendre la loi du 11 février 1980. Tous les syndicats ont, avec netteté, mis les points sur les i, les uns dénonçant et le blocage des salaires et le dépôt d'une loi, les autres proposant une méthode contractuelle pour éviter l'intervention de l'Etat.

La C.G.C. et la C.F.D.T. ont avancé des solutions de ce type : au nom du personnel de l'enseignement, M. Menu, président de la C.G.C. a déclaré : « Nous avons pris l'engagement s'il y a des négociations dans les branches de préconiser (à nos syndicats) la modération et de prêter une grande attention à la volonté du gouvernement de lutte contre l'inflation ».

M. Edmond Maire, pour la C.F.D.T., a proposé, pour le maintien de la liberté contractuelle, qu'un appel à l'autodiscipline soit lancé aux syndicats et au patronat afin que des négociations s'engagent partout, tenant compte des impératifs économiques et liant les questions de salaires, d'emploi et de réduction des horaires. « Nous croyons qu'un appel du gouvernement à l'autodiscipline des salaires peut être entendu par la

grande masse des salariés » a osé affirmer le dirigeant cégétiste, malgré les démentis que ses adhérents lui ont apportés, dans un passé récent, sur la réduction non compensée de la durée du travail.

Le gouvernement peut-il saisir cette balle au bond ? Habituellement, M. Mauroy l'a fait en le renvoyant, sans illusion, dans le camp syndical : « Le gouvernement ne tient pas à recourir à la loi. Si tous les syndicats sont prêts à apporter leur concours au gouvernement ». Et d'ajouter à cette condition rigoureuse : « tous » les syndicats — que le gouvernement était décidé à bloquer les salaires pour quatre mois, qu'il ne pouvait user de demi-mesures.

Autrement dit, les jeux sont presque faits. Puisque la C.G.T. est contre le blocage, la F.E.N. réclame la C.F.D.T. et F.O. attachées à défendre les bas salaires ou les rémunérations en retard sur les prix, il est exclu que tous les syndicats apportent un concours effectif au blocage réel des salaires.

Décidé à respecter la « symétrie » entre blocage des prix et des salaires, prenant note de l'éloignement de consensus et admettant tout à fait qu'un syndicat ne puisse officiellement cautionner la pause des salaires, M. Mauroy a décidé de l'impossibilité dans laquelle est le C.N.P.F. d'imposer l'autodiscipline aux patrons, tant l'anarchie des salaires est grande (1). M. Mauroy s'apprête finalement à présenter une loi suspendant provisoirement la loi du 11 février 1980 et bloquant non seulement les salaires « mini » prévus par les conventions mais aussi les salaires réels.

Le choix législatif et l'interventionnisme de l'Etat que cela implique est d'autant plus nécessaire que M. Mauroy doit donner à l'extérieur l'exemple de la rigueur. Exit donc le projet généreux mais inapplicable de M. Edmond Maire. Comment en effet peut-on imaginer en France une autodiscipline et en même temps l'organ-

sation de multiples réunions sur les salaires, évitant les surenchères et le dérapage ? La France n'est pas la Suède.

Rest alors le deuxième problème : la sortie du blocage. C'est là que le gouvernement a fait une proposition nouvelle et audacieuse. En fixant un objectif de prix (10 % en 1982 et 8 % en 1983) puis en se proposant pour le maintien du pouvoir d'achat des salariés d'ici à la fin de 1983, le gouvernement propose ni plus ni moins des contrats pluri-annuels sur les traitements.

C'est là une nouveauté en France. C'est une habileté et un pari : M. Mauroy, reprenant le projet Delors sur l'évolution des salaires, promet le retour, fin octobre, à la liberté mais c'est bien une liberté encadrée qu'il offre permettant de limiter l'évolution des rémunérations pour deux ans : 1982 et 1983.

Les partenaires sociaux qui doivent renouer à nouveau, en juillet, le « gouvernement » pour définir cette nouvelle donne de la politique salariale pourraient même bénéficier de dérogations... avant le 31 octobre — lorsque des accords pluri-annuels sont signés. En cas de contrat engageant les parties, une prime salariale pourrait être accordée aux salariés — sans doute les fonctionnaires — qui auront le plus pâti du blocage.

Bonne volonté syndicale

Un troisième problème essentiel reste posé. Que feront les syndicats ? Fait positif pour M. Mauroy : tous les syndicats plus ou moins conscients qu'il y a dix ou vingt ans des contraintes économiques sont d'accord pour lutter contre l'inflation. Mieux : la F.E.N. et la C.F.D.T. ont malgré réserves et critiques, clairement annoncé, qu'ils s'engageront pour la réussite du changement politique. « Ils n'ont pas changé de camp », dit M. Mauroy. Même la C.G.T. a fait preuve, à Matignon, d'une bienveillance remarquable, même si à Lille et à Paris les cégétistes ont plus que jamais tenu deux langages.

Mais que valent ces belles déclarations ? Faut-il prendre au mot la trop généreuse C.F.D.T. ou la trop réaliste F.O. qui seule, — aux « réserves très sérieuses » qu'elle a exprimées — a ajouté la menace d'une action revendicative ? En dépit des efforts de conciliation, qui va se poursuivre durant tout l'été pour élaborer non seulement la nouvelle politique des salaires mais aussi celle de l'assurance-chômage, de la sécurité sociale (2), le gouvernement risque d'être bien seul face aux syndicats d'entreprise et à la base.

Des pressions et des demandes de réajustement salariaux des cet été, certainement en octobre vont se multiplier, notamment dans les branches où entreprises où les salaires n'ont augmenté, depuis janvier 1982, que de 3 à 4 % F.O. et la C.F.T.C. ont nettement mis en garde le gouvernement sur le risque d'explosion sociale. Risques d'autant plus grand que les Français vont compter leur sous : ceux que versent le patron mais aussi la sécurité sociale. Or le revenu disponible va aussi pâlir du plan d'austérité : les allocations familiales n'augmentent pas, les allocations de chômage sont réduites. Certes le complément familial lui sera majoré d'environ 14 %. Les plus démunis ne pâtiront pas trop de l'austérité mais les autres ?

Le gouvernement se prépare un difficile rendez-vous avec les ouvriers professionnels, la maîtrise, les cadres... Les nouvelles classes moyennes. Les pouvoirs, qui disposent d'une petite mais réelle marge de manœuvre vis-à-vis des syndicats, pour sans doute aussi compter sur le bon sens du citoyen et de moins le gouvernement respecte une rigoureuse « symétrie » dans ses appels à l'effort.

JEAN-PIERRE DUMONT.
(1) Près des deux tiers des salaires réels seraient fixés en dehors de toute convention.
(2) Réunion sur les prix avant le 1^{er} juillet au ministère de l'Économie ; le 15 juillet sur l'UNEDIC ; fin juillet sur la sécurité sociale et sur les salaires.

Le nombre d'entreprises défaillantes (réglements judiciaires et liquidations de biens) a peu évolué en mai (1 682) par rapport à avril (1 689).

RECTIFICATIF. — Une coquille a rendu incompréhensible une phrase de l'article de Pierre Drouin : La Purge (Le Monde du 18 juin 1982). Nous aurions dû écrire : Il faut travailler notamment à prouver (et non « éprouver ») que le laisser-aller sur les pentes de l'inflation conduit à aggraver le chômage.

LES RÉACTIONS

Un entretien avec M. Édouard Leclerc

Le poujadisme va renaître

Nous avons demandé à M. Édouard Leclerc son opinion sur le blocage des prix.

Le gouvernement vient de décider le blocage des prix. Comment jugez-vous cette mesure ?

Elle vient trop tard. Après le « coup de masse » du 10 mai, François Mitterrand pouvait tout faire. Personne n'aurait réagi. Il avait sept ans devant lui et pouvait relancer la machine économique en demandant aux Français d'accepter une austérité de quelques mois. Il y a un an, j'avais dit à Jacques Delors : « Il faut bloquer immédiatement les prix et prendre des mesures de déblocage en fonction de l'évolution ultérieure ». Il fallait aussi dévaluer de 20 %. La machine économique était intacte. La France aurait exporté, les entreprises créées des emplois, le chômage aurait été jugulé. Les pouvoirs publics maîtrisaient la situation.

Le gouvernement a fait le contraire. Il a dit aux Français : « Vous allez travailler moins et gagner plus ». Résultat : la balance commerciale est déficitaire, l'inflation ne se ralentit pas.

Le blocage des prix ne concerne ni les produits alimentaires frais, ni les produits agricoles, ni l'énergie...

Alors, que reste-t-il ? Le pétrole, l'acier, ce sont aussi les produits en plastique, les casseroles, etc.

De deux choses l'une, ou bien le gouvernement va accepter des augmentations sur les produits qui dépendent de l'importation ou bien il va condamner nos industries à l'asphyxie.

On ne peut fixer des prix de vente sans tenir compte du prix de revient. Aucun commerçant n'acceptera de perdre de l'argent en achetant plus cher qu'il ne vend. Le gouvernement compte sur eux pour faire pression sur les producteurs tant agricoles qu'industriels afin qu'ils baissent les prix. Mais il va faire l'unanimité contre lui. D'ici quelques mois, tout le monde sera dans la rue : les paysans, les industriels, les cadres, mais aussi les syndicats... et les commerçants. Le poujadisme va renaître.

Quelle sera la conséquence de ces mesures pour les centres Leclerc ?

Cela ne va rien changer pour le moment. Les centres Leclerc sont nés en 1949 dans une période de pénurie. Je n'ai jamais eu à l'abandon définitive et notre gestion est adaptée à une situation de « guerre économique ». Nos marges bénéficiaires ne dépassent pas 12 % toutes taxes comprises. Mais le blocage des prix ne prendra pas fin en octobre. Lorsqu'on a commencé à être dirigé, il faut continuer l'œuvre de qu'on de fortes hausses succéderont au blocage, et l'inflation reprendra.

Propos recueillis par M.-C. ROBERT.

M. GUILLAUME : nous sommes pénalisés.

Le président de la F.N.S.E.A. s'est montré le plus virulent après l'entretien des partenaires sociaux avec le premier ministre.

Les agriculteurs savent ce que c'est que lutter contre l'inflation, a-t-il déclaré. Ils savent depuis 1974 qu'ils sont européens pour les prix et français pour les coûts de production.

Nous avons espéré et demandé une dévaluation du franc vert, car

les montants compensatoires monétaires provoquent pour nous une double pénalisation : sur le revenu, car des mesures connexes ne sont pas prises sur le coût du fuel et du soja par exemple, mais aussi parce que les charges vont augmenter en raison des réticences de certains autres partenaires sociaux face à un blocage des salaires, et ensuite parce qu'une pression accrue sur la production agricole est prévisible, venant de la distribution.

Or il serait illusoire de bloquer les prix de vente en ne bloquant que les prix de revient.

Nous risquerions de tomber dans un diluvien bureaucratique et inefficace qui n'est utilisé par aucun pays moderne pour juguler l'inflation.

Par ailleurs, les entreprises ne peuvent prendre à leurs charges le point de variation de la T.V.A. que l'on veut leur faire supporter : ce ne serait plus un blocage, mais une baisse autoritaire de leurs prix, qui compromettrait leur équilibre financier.

M. MICHEL ROCARD : l'accent n'est pas assez mis sur les réformes de structures.

Invité du Club Manager, que préside M. Bernard Krief, et en présence d'une centaine de chefs d'entreprise et de cadres supérieurs du secteur privé, M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a notamment déclaré, jeudi 17 juin à l'issue d'un déjeuner :

« Sans vouloir violer le secret des délibérations ministérielles, je peux vous dire qu'au conseil des ministres j'ai dit que les décisions prises étaient trop centrées sur des mesures conjoncturelles et pas assez sur des réformes de structures. Nous avons en France un problème de régulation conjoncturelle, mais l'important, c'est à long terme et les structures qu'il faut réformer. » Il a ajouté : « Le pari que nous faisons, c'est que la légitimité venue du monde salarial peut débloquent le pays. (...) L'urgence est de renforcer nos points forts, mais notre société se passe difficilement du saupoudrage. La volonté gouvernementale ne s'est pas assez affirmée dans le domaine des économies d'énergie. »

M. GATTAZ : on peut faire appel à l'effort des chefs d'entreprise.

« Notre économie est en danger, et on peut faire, une fois de plus, appel à l'effort des chefs d'entreprise », a déclaré M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., à sa sortie de l'hôtel Matignon.

Mais, a-t-il poursuivi, nous avons maintenu notre opposition à un blocage des prix qui ne peut qu'être néfaste à la santé déjà fragile de nos entreprises accablées par des charges nouvelles écrasantes et par la montée permanente de leur prix de revient.

Or il serait illusoire de bloquer les prix de vente en ne bloquant que les prix de revient.

Nous risquerions de tomber dans un diluvien bureaucratique et inefficace qui n'est utilisé par aucun pays moderne pour juguler l'inflation.

Par ailleurs, les entreprises ne peuvent prendre à leurs charges le point de variation de la T.V.A. que l'on veut leur faire supporter : ce ne serait plus un blocage, mais une baisse autoritaire de leurs prix, qui compromettrait leur équilibre financier.

LOGEMENT

OUVERTURE A NANTES DU QUARANTE-TROISIEME CONGRES H.L.M.

Le bilan d'une année de politique nouvelle

Le quarante-troisième congrès H.L.M. s'ouvre à Nantes ce vendredi 18 juin, avec comme thème central de ses travaux : « Les conditions d'activité des organismes H.L.M. ». Il prendra fin lundi 21 juin avec la venue — traditionnelle — du ministre de l'urbanisme et du logement, M. Quilliot.

Les trois mille délégués représentant les mille cent organismes H.L.M. se réunissent pour réfléchir en commun sur les moyens nécessaires à la poursuite de leur mission de service public, mais aussi pour faire le bilan d'une année de politique nouvelle.

A l'actif du gouvernement, les organismes H.L.M. ont noté la large part faite dans le budget de 1982 à la construction sociale ainsi que la suppression de la contribution des baux sociaux au Fonds national de l'habitat en cas de « conventionnement » (travaux d'amélioration assortis de hausses de loyers et de versement de l'aide personnalisée au logement aux locataires).

En revanche, la hausse, même limitée, du taux d'intérêt des prêts locatifs aidés (P.L.A.), la première depuis 1977, n'a guère satisfait les responsables du mouvement H.L.M. En fait, leurs inquiétudes se traduisent moins en reproches pour ce qui a été accompli que pour ce qui ne l'a pas été. Les difficultés de l'accès

à la propriété n'ont pas trouvé de solution, le dossier foncier n'a pas été ouvert.

De plus, et c'est le point le plus fondamental, le rapport introductif de M. Roland Pignol, délégué général de l'Union des H.L.M., souligne l'attente d'une « nouvelle politique de l'habitat », plus globale et plus synthétique, critiquant « une politique de l'habitat qui tend à s'effriter et qui laisse entre l'amélioration ponctuelle des mécanismes en place et des réformes plus fondamentales et donc qui (...) subira de fait les contraintes que lui imposent les décisions prises dans les secteurs étrangers à son domaine propre ».

Le congrès réclamera aussi une réforme du financement du logement, tel qu'il est pratiqué depuis le 3 janvier 1977, date de la loi qui a mis en place les mécanismes actuels. De plus, les responsables du logement social prendront en compte les conclusions du rapport établi, à la demande de M. Quilliot, et avec leur collaboration, par M. Badet (président de la Fédération des offices) sur la fusion des aides personnelles au logement (Le Monde du 12 juin).

Enfin, ce congrès se déroulera après la signature, le 29 avril, d'un accord de modération pour la hausse des loyers du 1^{er} juillet, sur la toile de fond austère du blocage total décidé par MM. Mauroy et Delors.

FAITS ET CHIFFRES

● O.P.A. de Guifail sur Cities service. — Guifail — système de gestion immobilière — vient d'annoncer une offre publique d'achat sur une compagnie plus petite, Cities service, pour un montant global de 4,89 milliards de dollars. Cette O.P.A. a été approuvée par le conseil d'administration de Cities service qui cherche ainsi à se défendre d'une autre O.P.A. sur sa société lancée par Mesa Petroleum. Cities service a annoncé, d'autre part, qu'elle maintenait sa contre-O.P.A. sur Mesa. — (A.F.P.).

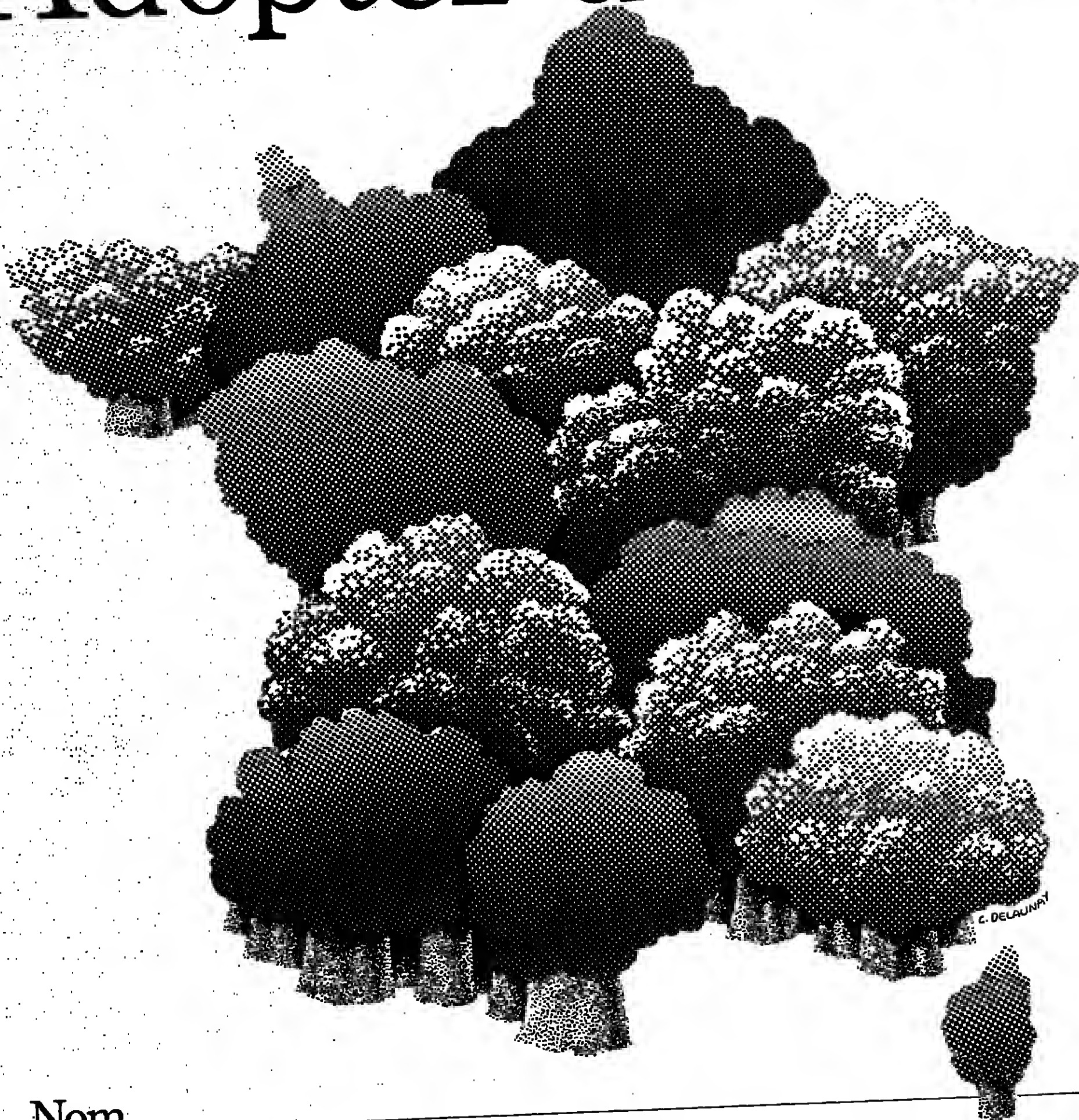
● M. Jean-Claude Pasty, responsable des questions agricoles au R.P.R. et ancien député de la Creuse, a annoncé, mercredi 16 juin, la création de l'Amicale agricole et rurale qu'il préside. Cette association rassemblerait, selon lui, deux

cents adhérents : des parlementaires de l'opposition dont M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, et M. Roland du Luart, sénateur non inscrit de la Sarthe, et des responsables d'organisations professionnelles dont M. Pierre Cormoreche, secrétaire général de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Elle se propose de défendre la conception « libérale » du producteur gouvernement en matière agricole, et s'apprête notamment à s'opposer au texte de loi sur les offices par produits qui sera débattu à l'Assemblée nationale des 28, 29 et 30 juin prochain. Elle juge ce texte « inopportuniste, inutile et dangereux » et estime qu'il risque d'entraîner sur la voie de la « socialisation, de la planification étatique et de la bureaucratization ».

هكذا من الآن

Adoptez un arbre.



Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

☐ J'adopte un arbre et je donne 50 F. ☐ J'adopte _____ arbres et je donne _____ x 50 F. ☐ Dans ma région. ☐ En France.
Espaces pour demain, c'est une association reconnue d'utilité publique. Parce que, sauver les arbres, les prairies, les ruisseaux, bref, tout ce qui est la vie, notre vie et celle de nos enfants, c'est un projet d'utilité publique.

La Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente - La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
Le Centre National des Jeunes Agriculteurs - Le Syndicat National des Instituteurs - La Jeune Chambre Economique Française
La Fédération Nationale Léo Lagrange - Le Touring Club de France - L'Association Nationale des Sciences Techniques Jeunesse
Le Comité d'Action pour le Solaire - Le Comité National des Sentiers de Grande Randonnée - Etudes et Chantiers - La Fédération Française de Camping Caravaning - La Fédération Française de Course d'Orientation - La Fédération Française de Cyclotourisme
La Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture - La Fédération des Jeunes pour la Nature - La Fédération Nationale des Foyers Ruraux - La Fondation de la Nature et de l'Environnement - L'Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (pédagogie Freinet)
La Jeunesse au Plein Air - Le Mouvement du Jeune Notariat
L'Union Nationale des Centres Permanents d'Initiation à l'Environnement - L'Union R.E.M.P.A.R.T.

**Vous invitent à donner 50 F pour sauver une forêt.
Espaces pour demain.**

7, rue du Laos 75015 Paris - Tél : 783.48.31. CCP n° 2299 E Paris.



CONJONCTURE

LES COMPTES DE LA NATION POUR 1981

Les ménages ont amélioré leur situation au détriment de l'Etat et des entreprises

La Commission des Comptes de la nation s'est réunie vendredi matin 18 juin pour examiner les résultats de l'année 1981 et ceux prévus pour 1982 et 1983 en matière de croissance économique, de commerce extérieur, d'investissements, de consommation et de prix.

Les comptes de l'année 1981 confirment la très forte dégradation de la situation financière des entreprises et à un moindre degré de celle de l'Etat, les ménages tirant bien leur épingle du jeu avec un revenu disponible en progression. Les prévisions pour 1982 mais aussi pour 1983 portent sur un taux de croissance économique inférieur à 2,5 %. Ces comptes ont été réalisés « en extrême » pour intégrer les effets du plan d'accompagnement de la dévaluation du franc qui donne la priorité à la lutte contre l'inflation.

● Ménages : progression de 2,62 % du revenu disponible

Après la quasi-stagnation enregistrée en 1980 (moins 0,10 %), le pouvoir d'achat du revenu disponible (1) des ménages a progressé de 2,7 % en 1981 (2). Ainsi, et à l'exception de l'année 1980, le revenu disponible des ménages aura-t-il sans cesse augmenté en valeur réelle depuis le premier choc pétrolier : + 3,3 % en 1974, + 4,8 % en 1975, + 2,8 % en 1976, + 3,4 % en 1977, + 5,3 % en 1978, + 1,7 % en 1979.

La progression du salaire réel est de 1,9 % en 1981 (+ 0,1 % seulement en 1971 et 1980) mais les prestations sociales augmentent fortement : + 5,1 % en 1981 après + 2,2 % en 1980 et 5 % en 1979.

En revanche, l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles et commerciales baisse, lui aussi, de 0,4 % après une régression de 0,9 % en 1980 (+ 4,3 % en 1978, + 1 % en 1979).

L'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles industrielles et commerciales baisse, lui aussi, de 0,4 % après une régression de 0,9 % en 1980 (+ 4,3 % en 1978, + 1 % en 1979).

Au total, la part des prestations sociales continue de s'accroître dans le revenu disponible des ménages dont elle représente maintenant environ le tiers. La part des cotisations des salariés se réduit (13) passant de 19,4 % en 1980 à 18,2 % en 1981 dans le total des cotisations perçues, cette évolution s'expliquant par la suppression en février 1981 du point d'assurance-maladie déplaçonné qui ne sera rétabli par le plan Quinquax que le 10 novembre suivant.

Le taux d'épargne des ménages qui est resté à peu près stable (14,8 % du revenu disponible) par rapport à 1980 (14,6 %) est en nette régression par rapport à ces dernières années : 16 % en 1979, 17,5 % en 1978, 16,6 % en 1977 (quand la croissance du revenu se ralentit, les ménages ne réduisent pas tout de suite leur consommation mais tirent sur leur épargne pendant un ou deux ans).

● Entreprises : situation financière dégradée.

Dans le partage de la valeur ajoutée des firmes, la rémunération des salariés (salaire brut et cotisations sociales) a progressé, passant de 69,8 % en 1980 à 71 % en 1981, tandis que l'excédent brut d'exploitation revenait de 23 à 22,2 %. Cette évolution s'explique par la faiblesse de l'activité économique et par la croissance de frais personnels (+ 13 % en valeur) supérieure de deux points à l'augmentation de la valeur ajoutée des entreprises.

Ce bilan défavorable s'accompagne d'une baisse du taux d'épargne des entreprises qui passe de 11,4 % en 1979 à 9,8 % en 1980 et à 7,7 % en 1981, ce qui s'explique en grande partie par la charge des intérêts versés, intérêts en forte progression du fait notamment de la reprise de l'endettement à court terme pour financer les stocks et assurer les trésoreries. La charge des impôts et de

dividendes évolue quant à elle comme la valeur ajoutée. Finalement le taux d'autofinancement baisse considérablement, passant de 65,5 % en 1980 à 52,8 % en 1981. Au total, la dégradation de la situation financière des entreprises est très forte et la baisse de l'épargne est la plus importante enregistrée depuis 1959.

● Finances publiques : réapparition du déficit

En 1980, le retour à l'équilibre des finances des administrations publiques (Etat, sécurité sociale, collectivités locales) avait été obtenu par un allourdissement du poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) mais aussi par un ralentissement des dépenses, notamment des prestations sociales. En 1981, les dépenses retrouvent leur rythme d'augmentation antérieur (4) et les prélèvements obligatoires n'augmentent que très peu (5), le déficit du compte des administrations publiques réapparaît sous forme d'un besoin de financement de 61,2 milliards de francs, contrastant avec un excédent de 2,9 milliards de francs en 1980.

Pour financer un déficit budgétaire d'environ 80 milliards de francs, l'Etat aura, faiblement, recours à l'emprunt (25 milliards de francs) et beaucoup plus aux bons du trésor : bons en compte courant placés auprès de la Caisse des dépôts et consignations (20,5 milliards de francs) et bons en compte courant placés auprès des banques (35,7 milliards de francs).

- (1) Le revenu disponible des ménages prend en compte, outre les salaires, les cotisations sociales et les impôts, les prestations sociales touchées.
- (2) Les comptes de l'INSEE retracent des progressions en valeur. La progression en volume dépend du défateur utilisé : ici, l'indice des prix à la consommation (aux taux de 1980) qui a progressé de 12,3 % en 1981. (Rapport des comptes de la nation, Tome I, page 44).
- (3) Cette part représente 149,5 milliards de francs en 1981 sur un total de 819,8 milliards de francs.
- (4) Les dépenses publiques progressent de 4,7 % en termes réels en 1981 (+ 2 % en 1980) pour un PIB qui n'augmente que de 0,2 %.
- (5) Evolution du poids des prélèvements obligatoires dans le PIB : 1978 : 39,5 % ; 1979 : 41,1 % ; 1980 : 42,6 % ; 1981 : 42,9 %.

Variation annuelle (%) EN VOLUME

RESSOURCES	1981
● Produit intérieur brut marchand	+ 0,2
● Importations	- 1,5
EMPLOIS	
● Consommation des ménages	+ 1,7
● Formation brute de capital fixe	- 2,3
● Exportations	+ 4,8

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.U.	6,7870 6,7930	- 40 + 19	- 130 - 40	- 460 - 270
\$ Can.	5,2570 5,2640	- 125 - 65	- 260 - 170	- 540 - 540
Yen (100)	2,6665 2,6710	+ 170 + 205	+ 360 + 410	+ 1030 + 1130
DM	2,7118 2,7160	+ 130 + 160	+ 270 + 315	+ 775 + 875
Florin	2,5110 2,5150	+ 115 + 145	+ 245 + 285	+ 780 + 795
F.R. (100)	14,4425 14,4630	- 350 - 155	- 775 - 485	- 2140 - 1580
F.S.	2,2060 2,2135	+ 240 + 280	+ 505 + 540	+ 1335 + 1460
L.I. (1000)	4,9275 4,9340	+ 245 - 165	- 515 - 395	- 1635 - 1410
C.	11,7740 11,7930	+ 190 + 310	+ 390 + 575	+ 1200 + 1610

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	SE.U.	Florin	F.R. (100)	F.S.	L.I. (1000)	C.
1/4	8 1/4	8 5/8	8 11/16	9 1/16	8 3/4	9 1/8	8 7/8
1/2	15 1/2	15 3/8	15 3/4	15 1/2	15 7/8	16	15 5/8
3/4	17 1/2	17 1/8	17 1/4	17 1/8	17 1/2	17 3/4	17 1/4
1	18 1/2	18 1/4	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
1 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2
1 1/2	20 1/2	20 1/4	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2
2	21 1/2	21 1/4	21 1/2	21 1/2	21 1/2	21 1/2	21 1/2
3	22 1/2	22 1/4	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2
4	23 1/2	23 1/4	23 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2
5	24 1/2	24 1/4	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2
6	25 1/2	25 1/4	25 1/2	25 1/2	25 1/2	25 1/2	25 1/2
7	26 1/2	26 1/4	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2
8	27 1/2	27 1/4	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2
9	28 1/2	28 1/4	28 1/2	28 1/2	28 1/2	28 1/2	28 1/2
10	29 1/2	29 1/4	29 1/2	29 1/2	29 1/2	29 1/2	29 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués par une grande banque de la place.

SOCIAL

Le congrès de Lille

M. Henri Krasucki est élu secrétaire général de la C.G.T.

Très légèrement entamée au quarantième congrès de 1978, l'unionité a été retrouvée à la C.G.T. Le rapport d'activité a recueilli 97,34 % de mandats favorables (96 % en 1978), 1,17 % de mandats contre (2,55 % et 1,05 % d'abstentions (1,45 %). L'unionité est encore plus nette pour le rapport d'orientation qui trace la ligne de la centrale pour les trois ans à venir : il a été adopté par 98,62 % des mandats. Dans ce document, la commission animée par M. Alazard, secrétaire confédéral, a auto-amendé le texte initial en intégrant la position de M. Krasucki sur la Pologne, souhaitant « au plus tôt » la levée de « l'état de guerre », le rétablissement des libertés syndicales et la libération des syndicalistes.

Lille. — M. Krasucki se serait bien dispensé d'une évaluation du franc et d'un blocage des salaires comme lever de rideau au congrès. Il n'est guère enviable pour un bon égaïste et un bon communiste d'inaugurer son mandat de secrétaire général de la première centrale ouvrière sur toile de fond d'austérité. Surtout quand on refuse toute gestion de gauche de la crise. Mais les épreuves sont aussi des moments de vérité. La « daube froide » du 13 juin a servi de révélateur au congrès. « Travaux pratiques à l'échelle nationale », selon l'expression de M. Krasucki, le congrès a montré les réalités et les limites de l'adaptation et de l'ouverture de la C.G.T. Elle a permis au successeur de M. Séguin de se montrer un partenaire « réaliste et critique, au sens stimulant du mot ».

Dans son intervention, très applaudie, M. Krasucki a, le 17 juin, fait preuve d'un mélange de fermeté et d'embaras. Si avertissement il y a à l'égard du gouvernement, la sanction éventuelle est laissée dans l'ombre. Pour l'heure, il n'est question que de l'information et de la consultation des travailleurs. Devant les journalistes, il s'est délibérément placé dans l'optique d'un dialogue avec le gouvernement et non d'une rupture. Confiant dans les récents propos du chef de l'Etat selon lesquels il fallait d'abord faire payer ceux qui gagnent le plus.

Estimant d'une manière imagée que le changement plaçait la classe ouvrière en phase de formation accélérée des adultes, il a affirmé dans son discours : « Nous sommes en mesure de faire des propositions plus concrètes, plus précises, mieux offertes que les mots d'ordre nécessairement simples et carrés qui étaient ceux d'autrefois. Nous gardons toujours en vue les intérêts des travailleurs que nous avons à défendre, mais nous sommes en mesure d'être infiniment plus concrets et efficaces dans la recherche de solutions. » Il a aussi évidemment été très différencié sur l'initiative du plan gouvernemental avait été M. Barre...

L'opposition au blocage des salaires

Pour autant, aucun doute n'est permis sur l'opposition de la C.G.T. au blocage des salaires. Elle a été réaffirmée avec fermeté, même si l'avertissement reste verbal.

Cependant, M. Krasucki ne balaye pas d'un revers du verbe la rigueur « mais pour faire du nouveau, il ne faut pas que les sacrifices retomberont sur les mêmes qu'avant. Le nouveau dans la rigueur, c'est de commencer à prendre les moyens où on ne les a jamais pris. C'est en particulier faire payer les patrons ». C'est dans cet esprit qu'il a avancé « les solutions nou-

Les cent trente et un membres de la commission exécutive — paradoxalement augmentée alors que les effectifs de la confédération régressent — ont été élus, chacun recueillant plus de 50 %, mais M^{me} Parent (socialiste) franchissant tout juste la barre. Les congressistes ont adopté par 99,04 % des mandats le programme d'action qui fixe notamment la revendication du SMIC à 4 100 francs par mois (valeur 1^{er} juin 1982). Expliquant le rejet d'un des deux cent un amendements sur les trente-cinq heures immédiates, M^{me} Parent, secrétaire confédérale, a souligné : « Nous ne voulons pas préjuger du débat pour y parvenir, car cela dépend essentiellement du rapport de forces ». Le 18 juin, M. Krasucki était élu secrétaire général.

L'adaptation à l'épreuve

De notre envoyé spécial

« Oui au blocage des prix, dit la C.G.T., mais encore faut-il constituer le service du contrôle en collaboration avec les comités d'entreprise qui, en ce domaine, ont déjà un droit d'intervention défini par la loi. Oui à des économies, « y compris dans le domaine social, non pas pour réduire les prestations mais pour gérer de façon plus efficace ». Pour la centrale, l'essentiel est de trouver des moyens de financement nouveaux. A cet égard, M. Krasucki a repris la proposition de la Fédération des finances, saluant ainsi son retour dans le giron majoritaire, de

« la création d'un impôt exceptionnel-changement ».

Si M. Krasucki a été fortement applaudi sur le Liban en dénonçant « un événement si affreux que l'agression d'Israël », s'il a confirmé l'appel de la veille à manifester le 20 juin à la « Marche pour la paix », il a évité de revenir sur l'unité d'action, ce silence répondant à celui des délégués sur cette question.

Commentant devant les journalistes cette absence de réactions de la « base », il a noté : « Ils sont

comme saint Thomas, ils attendent d'y toucher pour y croire. » Il a également accueilli favorablement les réactions de Force Ouvrière sur le plan gouvernemental, sans s'en étonner : les deux organisations, « nous les avons toujours eues, elles ne sont pas nouvelles, elles ne sont pas malicieuses, au même « biteron » de la vieille C.G.T. »

La voix des minoritaires

Sur le plan interne, le congrès a montré de très sérieuses limites à l'ouverture affichée par la direction. La voix des minoritaires a été échoïvement très minoritaire. La « démocratie interne » a été à l'ordre du jour. C'est ainsi que M. Krasucki, répondant longuement à M. Moynet, ancien membre du bureau confédéral, a jugé qu'une intervention en partie « obscure », a débouché sur une conclusion claire : ce n'est pas la « base » qui a été la source de régression dans le sens de la C.F.D.T. Tout le monde a compris. C'était effectivement le fond de notre divergence. Quand les choses sont claires, tout est réglé. Mais l'adaptation, déguisée, n'est-elle pas de faire un recensement, la tonalité C.F.D.T. en moins ?

Répondant à M^{me} Parent (socialiste), qui demandait des débats « sans masques », il a entériné l'idée de discussion et même d'affrontement « au grand jour ». Mais pas un instant il n'a été question, comme au quarantième congrès, de tribunes publiées dans la presse confédérale. Il a admis le droit au désaccord ou à la différence pour qu'il s'exprime « mieux encore que par le passé, mais à condition que ce soit franc et clair, en un mot que ce soit C.G.T. ».

L'élargissement des instances dirigeantes aux diverses sensibilités, à quel qu'en dise la confédération, marqué le pas. Certes, il y a un peu moins de communistes à la commission exécutive élue le 17 juin, et donc un peu plus de non-communistes. Mais, en pourcentage, les chrétiens reculent et les socialistes ont progressé que très légèrement.

En retrait pendant la dernière phase de préparation du congrès, M. Gaumet (socialiste) constate amèrement aujourd'hui « les limites de l'ouverture ». La nouvelle commission exécutive à toutes chances d'être plus homogène que la précédente. La page peut ainsi être plus facilement tournée. L'adaptation commence... Dans l'épreuve...

MICHEL NOBLECOURT.

Cinq nouveaux membres entrent au bureau confédéral : trois communistes (MM. L. Vianney et A. Obadi et M^{me} Th. Poupin) et MM. L. Bouvill et A. Delchast. Trois dirigeants quittent le bureau : MM. Allany, Mascarello et G. Séguin qui a été réélu à la commission exécutive avec plus de voix que H. Krasucki.

Un tacticien rigoureux

Revenche ou ironie de l'histoire ? En 1957, M. Séguin lui avait été préféré pour succéder à Benoît Frachon. Quinze ans plus tard, M. Krasucki est, à cinquante-sept ans, le diable secrétaire général de la C.G.T. Victoire du camp des « durs » ? Il résume de telles images bien sûr. Homme d'apparence froide mais sachant être amical, syndicaliste qui ne se livre pas et qui accorde sa confiance au compte-gouttes, il apparaît tout d'une pièce. Très intelligent, très habile, il n'a jamais voulu séparer le communisme du syndicalisme, considérant qu'il s'agit certes de deux tâches distinctes mais aussi de deux morceaux de sa vie qui ne sont pas sans passerelles. Pour lui, nourri de dialectique marxiste, il y a une classe ouvrière. Elle a deux seuls défenseurs naturels : le parti (le P.C.F.) et le syndicat (la C.G.T.). Quant au réformisme, il ne peut conduire qu'à l'impasse.

Né le 2 septembre 1924 à Wolomin, en Pologne, M. Krasucki quitte très jeune son pays lorsqu'en 1935 ses parents sont obligés de fuir les persécutions antisémites. Il devient alors un orfèvre de Belleville. Diffusant l'illustré du P.C., Mon camarade, il milite dès l'âge de quatorze ans aux Jeunesses communistes. Au lycée Voltaire où il fait ses études, il se distingue par sa très grande force de travail. Il la gardera. Lorsque, en 1939, il entre ses études en raison de la charge financière supportée par ses parents, son professeur de mathématiques le déplorera amèrement, ayant fondé de grands espoirs en lui. Ouvrier à Levallois, M. Krasucki participe très activement à la résistance. En mars 1943, il est pris dans

une rafle, il se retrouve déporté à Auschwitz, puis à Buchenwald jusqu'à ce que, en 1945, l'armée américaine le libère. Il passe alors son C.A.P. d'ajusteur puis travaille dans la métallurgie dont quelques mois chez Renault, semble-t-il. Très marqué par l'esprit de l'ex-C.G.T.U., il devient en 1949 secrétaire de l'union départementale C.G.T. de la Seine. Il y côtoiera un certain Georges Marchais. En 1956, il entre au comité central du P.C., en 1961, au bureau confédéral de la C.G.T., en 1964, au bureau politique du parti comme suppléant. Directeur de la Vie ouvrière, auteur comme Georges Séguin de deux livres (Syndicat et Socialisme en 1972, Syndicat et Union en 1980), il est divorcé et père de deux enfants.

Homme d'apparat, tacticien chevronné, négociateur expérimenté, ostent à l'écoute lente et à l'expression répétitive, M. Krasucki nie toute crise du syndicalisme et toute crise de la C.G.T. Même si une de ses missions premières est de redresser la pente d'une centrale en perte de vitesse.

N'ayant en rien contribué à l'ouverture démocratique du quarantième congrès en 1978, il admet mal les critiques au sein de l'instance dirigeante, surtout quand elles viennent des communistes comme M^{me} Gilles et M. Moynet, mais il peut s'adapter si la conjoncture politique et économique l'impose. Opposé sur le fond tant au parti socialiste qu'à la C.F.D.T., il peut être tour à tour pour l'un comme pour l'autre, personnellement vigilant ou adroit, versatile coriace. Il peut beaucoup surprendre.

M.N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Institut national de cartographie lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : un stéréoscopiste de 1^{er} ordre.
- Lot n° 2 : ensemble pour la restitution assistée par micro-ordinateur avec table traçante.
- Lot n° 3 : un digitaliseur.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'I.N.C., 123, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à dater de la parution du présent avis.

Les intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les soumissions devront être expédiées sous double enveloppe cachetée et recommandée portant la mention « Appel d'offres, à ne pas ouvrir », au ministère de la défense nationale, Direction des services financiers DASC/MDN, « Soumission », B.P. 298, Alger-Gare, ALGER (accompagnée des pièces réglementaires et des références professionnelles).

La date limite de remise des offres est fixée au 20 juillet 1982. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Institut national de cartographie lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture :

- Lot unique : Chaîne de fabrication d'orthophotographie avec courbes de niveau.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'I.N.C., 123, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à dater de la parution du présent avis.

Les soumissions devront être expédiées sous double enveloppe cachetée et recommandée portant la mention : « Appel d'offres, à ne pas ouvrir », au Ministère de la défense nationale, Direction des services financiers DASC/MDN, « Soumission », B.P. 298, Alger-Gare, ALGER (accompagnée des pièces réglementaires et des références professionnelles).

La date limite de remise des offres est fixée au 20 juillet 1982. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

50.000.000

هكذا من الأهل

ÉNERGIE

Point de vue

Le pétrole, « arme » redoutable mais ignorée

par NICOLAS SARKIS (*)

AVEC des richesses pétrolières qui représentent pas moins de 53 % des réserves et 62 % des exportations mondiales, et avec des revenus pétroliers qui dépassent maintenant 220 milliards de dollars par an, les pays arabes n'ont donc pas pu, ou voulu, empêcher le fait d'envahir la Libye et d'y semer la mort, et la destruction, après avoir impunément anéanti Jérusalem et le Golan, barboté les Nations unies et fait fi de leurs résolutions. Les Arabes se trouvent ainsi dans la situation de quelqu'un qui a gagné un procès, mais qui ne trouve pas le gendarme disposé à faire exécuter la sentence du tribunal. L'arme pétrolière serait-elle donc illusoire, émise ou, tout simplement, mal conçue et mal utilisée ?

Illusoire, elle ne l'est certainement pas. Il ne faut pas beaucoup de bon sens pour comprendre que des pays qui couvrent près des deux tiers des importations pétrolières de l'Europe et du Japon et plus de 40 % des besoins d'importation des États-Unis, disposent d'un atout inestimable pour assurer la sécurité de leurs peuples et de leurs territoires.

Emoussée, l'arme pétrolière ne l'est pas non plus. La récession économique et la baisse relative de la consommation énergétique n'affectent en rien la place stratégique du pétrole arabe dans la politique internationale. Seuls les stocks constitués dans les pays grands consommateurs atténuent quelque peu la portée d'un embargo éventuel sur les exportations pétrolières du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Mais, précisément, l'arme pétrolière n'est nullement synonyme d'embargo qu'on impose à l'encontre de tel ou tel pays quand, ou après que l'État juif ait déclenché une nouvelle guerre pour conquérir de nouvelles terres arabes et massacrer ou chasser leurs habitants. L'embargo n'est que le recours ultime contre les pays qui soutiennent l'expansionnisme israélien. Ce type d'« arme » n'a d'ailleurs pas été inventé par les Arabes. Il a été et il continue d'être utilisé par les États-Unis et les autres puissances occidentales contre la Chine,

l'U.R.S.S., l'Afrique du Sud ou l'Argentine. L'embargo est enfin une arme qui a au moins le mérite d'être moins meurtrière que les F-15 et F-16 livrés par les États-Unis à Israël. Mais le pétrole est bien plus que cela. Il est pour les Arabes une « arme » redoutable à utiliser, en temps de paix bien plus qu'en temps de guerre, pour gagner des amis et des alliés, et pour rappeler à ceux qui ont besoin de leur pétrole, de leurs pétrodollars et de leurs marchés que les relations équilibrées entre des nations dignes de ce nom ne peuvent être fondées que sur des intérêts nationaux mutuellement bien compris et bien respectés. En l'occurrence, la sécurité de ravitaillement des pays industrialisés en pétrole arabe n'est concevable qu'en échange du respect par ces derniers de la sécurité tout court des peuples arabes. C'est d'application en premier lieu aux États-Unis, jusqu'ici principal bénéficiaire des richesses pétrolières arabes, mais aussi principal protecteur d'Israël.

En opposant leur veto au projet de résolution du Conseil de sécurité demandant le retrait des troupes israéliennes du Liban, les dirigeants américains ont, une fois de plus, démontré le peu de cas qu'ils font de leurs « amis » arabes qui, sous couvert de modération de gestes de bonne volonté, leur ont pratiquement tout concédé sans rien obtenir en échange, en vue d'un règlement pacifique et équitable du conflit israélo-arabe.

Certains dirigeants arabes ne cessent, depuis 1948, d'ignorer le fait élémentaire que les États-Unis ne rappelleront Tel-Aviv à la raison que le jour où ils éprouveront le besoin de choisir entre, d'une part, leur soutien inconditionnel à Israël et, d'autre part, leurs énormes intérêts pétroliers, économiques et politiques dans le monde arabe.

Autout politique potentiellement redoutable, le pétrole arabe reste, en attendant, une « arme » délibérément ignorée par ceux-là mêmes qui la possèdent.

(*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

Le Mexique suspend la commande d'un nouveau réacteur nucléaire

De notre correspondant

Mexico. — La décision prise le jeudi 10 juin de suspendre jusqu'à nouvel ordre le concours international (auquel participait la France) pour la construction d'un deuxième réacteur nucléaire a été plutôt bien reçue. Elle pourrait s'insérer dans le cadre d'une réévaluation des objectifs industriels et énergétiques du Mexique.

L'enjeu était la construction d'une centrale de 1 300 mégawatts dont les travaux devaient commencer au début de 1983. S'ajoutant aux 1 300 mégawatts de la centrale en voie d'achèvement de Laguna Verde, et préfigurant la construction de nouvelles unités sur un rythme plus régulier à partir de la fin des années 80, cette entreprise était la deuxième étape d'un programme prévoyant la production de 20 000 mégawatts nucléaires pour l'an 2000. Sept sociétés de cinq pays différents avaient répondu à l'appel d'offres (1). Les Français en particulier étaient très intéressés au projet qui avait fait l'objet de conversations au plus haut niveau.

Officiellement, la suspension du concours, qui avait été lancé le 5 octobre 1981, est due au manque de liquidités financières. Le projet était, en effet, difficilement compatible avec la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis la dévaluation de février, son coût ayant déjà doublé.

Une deuxième raison tient au système politique mexicain : ce projet engageant l'avenir énergétique du pays à long terme pouvait difficilement être adopté en fin de mandat présidentiel. De fait, la première centrale a subi les mêmes mésaventures. Lancé à la fin du mandat de M. Diaz Ordaz, le concours a dû être suspendu avant d'être repris définitivement par son successeur, M. Echeverría. Toute année de transition est difficile, politiquement et économiquement. Pratiquement, aucune décision stratégique ne peut être prise, ni par le sortant ni par son successeur, entre le moment où celui-ci est désigné comme candidat du P.R.I. et le moment où il assume

officiellement les fonctions de chef de l'État.

Conséquence de la décision : quelques revendications classiques ont refait surface. Certains responsables politiques demandent que l'ensemble du programme énergétique soit rediscuté et soumis cette fois à un véritable débat démocratique national. Les écologistes espèrent que la brèche ouverte dans le programme nucléaire leur permettra de faire entendre cette fois les avantages du solaire. Mais le débat le plus important est celui qu'anime le syndicat des travailleurs de l'industrie nucléaire. Selon le SUTIN (Syndicat uni des travailleurs de l'industrie nucléaire), l'appel d'offres annulé souffrait de vices conceptuels auxquels il est possible de remédier. Pour le syndicat, le problème tenait à ce que les principales considérations prises en compte étaient d'ordre économique. Une telle approche mettait en danger, selon lui, l'indépendance nationale. Il demande maintenant que le programme soit remis à l'étude et que la préférence aille aux projets qui permettent d'assurer l'indépendance technologique et l'autosuffisance énergétique, c'est-à-dire à ceux qui reposent sur l'utilisation de l'uranium naturel, et qui s'engagent à transférer le maximum de technologie aux acheteurs mexicains.

FRANCIS PISANI.

(1) Il s'agit des entreprises Atcom, de Suède, Atomic Energy of Canada Ltd, du Canada, Combustion Engineering, General Electric et Westinghouse, des États-Unis, Framatome, de France, et Kraftwerk Union (KWU), d'Allemagne fédérale.



BUICK
Skyhawk 9v.

Jean Charles s.a.
28, rue Claude-Terrée, Paris-10; 524.43.33

La consommation des produits pétroliers continue de baisser en France

La consommation d'essence ordinaire et de super a baissé en France de 0,1 % au cours des cinq premiers mois de 1982, selon les statistiques publiées par le Comité professionnel du pétrole (C.P.D.P.).

Les livraisons de fuel lourd ont, quant à elles, diminué de 14 %. Le C.P.D.P. précise que les ventes à l'industrie ont régressé de 7,7 % tandis que celles destinées aux centrales électriques chutaient de 26,7 %. Le fuel domestique a vu ses livraisons tomber de 8,7 %.

Seul le gazole — du fait de l'augmentation du parc automobile diesel — a enregistré une légère hausse de ses ventes (+ 1,1 %) par rapport à la même période de 1981.

Malgré ces baisses de vente sur le marché français, les prix de ces produits vont augmenter le 1^{er} juillet. Afin de tenir compte de la très forte dépréciation du franc par rapport au dollar, les raffineurs ont décidé de relever — vraisemblablement à compter du 1^{er} juillet — les barèmes des prix de vente du fuel lourd (qui ne sont plus contrôlés).

Pour les carburants, l'application de la formule — dans sa phase provisoire, — ajoutée à l'augmentation d'un point de la T.V.A. (qui sera répercutée sur le prix de vente puisque les prix de l'énergie ne sont pas bloqués), entraînera généralement un relèvement de dix ou onze centimes à compter du 12 juillet. Le prix du litre de gazole et de fuel domestique sera augmenté de 8 ou 9 centimes.

TOUT SUR votre ORDINATEUR

dans la revue

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

18 FF chez votre marchand de journaux

NEUBAUER

DU 1^{er} AU 30 JUIN 1982

REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F QUEL QUE SOIT SON ÉTAT

pour l'achat d'une TALBOT SAMBA 82

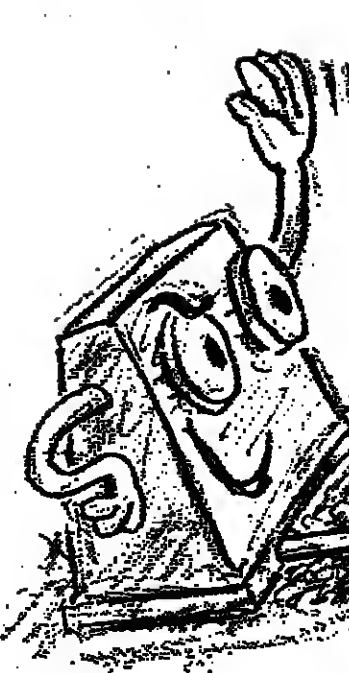
Dans la limite de nos stocks disponibles

M. GÉRARD : 821-60-21

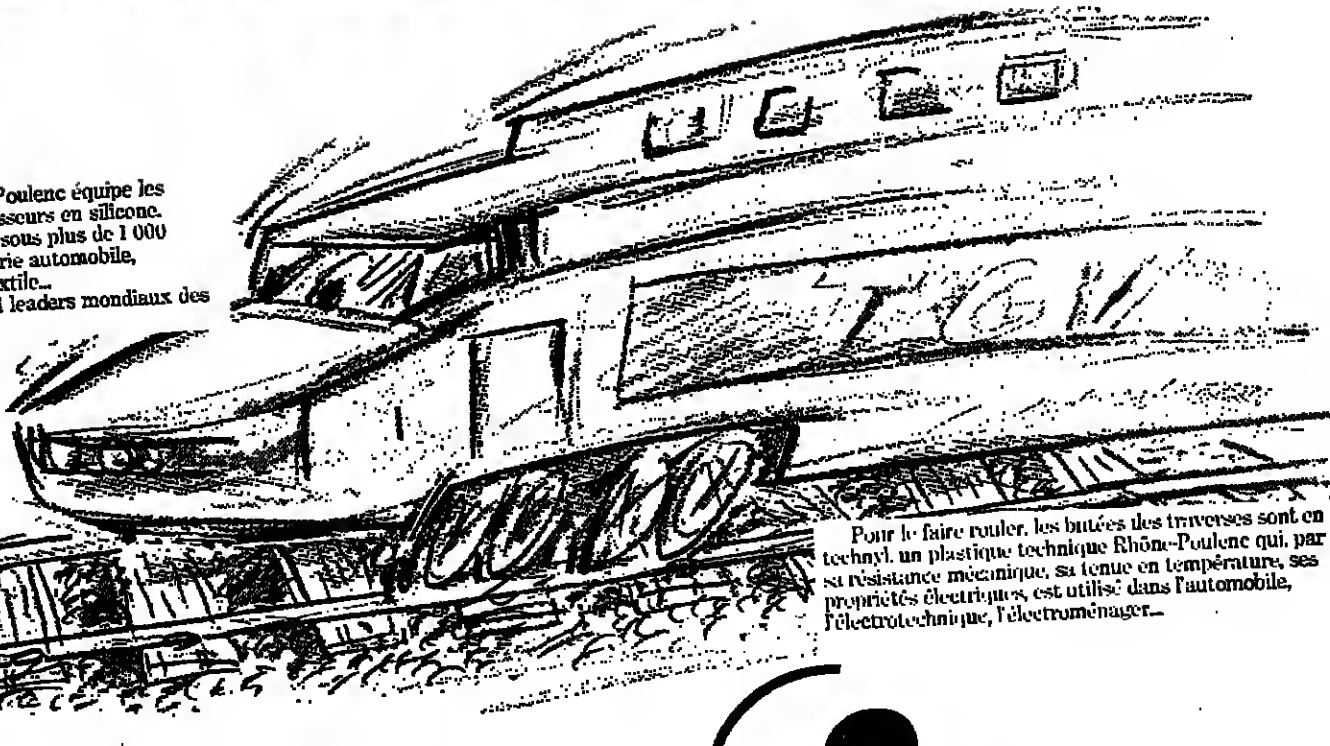
TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

QUI A DIT QUE L'ON N'ARRÊTERAIT PAS LE PROGRES?



Pour arrêter le TGV, Rhône-Poulenc équipe les butoirs de quai avec des amortisseurs en silicone. Les silicones sont utilisés aussi sous plus de 1 000 formes différentes dans l'industrie automobile, l'électronique, le bâtiment, le textile... Rhône-Poulenc est l'un des 4 leaders mondiaux des silicones.



Pour le faire rouler, les butées des traverses sont en technyl, un plastique technique Rhône-Poulenc qui, par sa résistance mécanique, sa tenue en température, ses propriétés électriques, est utilisé dans l'automobile, l'électrotechnique, l'électroménager...

Rhône-Poulenc un des atouts de la France dans le monde.



ETRANGER

EN ALGERIE

Les entreprises françaises vont construire 60 000 logements

De notre correspondant

Alger. — Un accord sectoriel portant sur la réalisation par des firmes françaises de soixante mille logements durant une période de trois ans a été paraphé lundi 14 juin à Alger et devrait faire l'objet prochainement d'une signature définitive au niveau ministériel. Il s'inscrit dans le cadre de la négociation plus vaste engagée en janvier lors des entretiens qui s'étaient déroulés entre les ministres de la planification des deux pays, MM. Rocard et Brabanti.

L'élaboration de l'accord-cadre organisant la coopération à moyen terme entre les deux pays dans différents domaines, et notamment les infrastructures ferroviaires, routières et aériennes, le développement industriel, l'hydraulique, la mise en valeur agricole et des secteurs de pointe tels que l'informatique et le nucléaire, aurait fait de substantiels progrès. L'évolution favorable de ces discussions reflète le nouveau climat créé par la signature, le 3 février, de l'accord sur le prix du gaz qui donnait largement satisfaction aux thèses algériennes. Estimé initialement à 10 milliards de francs, le montant global des projets qui seraient confiés à des entreprises françaises pourrait en fait atteindre le double de cette somme sur une période de cinq ans. A lui seul, l'accord sectoriel sur le logement

représente plus de 10 milliards de francs. Ce montant sera financé pour une large part par des crédits bancaires français garantis par la COFACE. La nouvelle sera accueillie avec satisfaction par les industriels français du bâtiment. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels Bouygues, Dumez et la S.A.E., sont déjà présents sur le marché et ont fait des offres pour la construction de plusieurs milliers de logements.

Le plan quinquennal 1980-1984 prévoit la réalisation effective de 450 000 logements, y compris les 165 000 en cours de construction au 31 décembre 1979. Le coût de ce programme est évalué à 60 milliards de dinars, soit 80 milliards de francs.

O. J.

La C.E.E. doit définir une nouvelle politique de coopération avec les pays méditerranéens

de notre envoyé spécial

Strasbourg. — Du fait de la prochaine adhésion de l'Espagne et du Portugal, la C.E.E. doit élaborer un nouveau type de coopération avec les pays riverains de la Méditerranée. La commission réunie le 16 juin à Strasbourg, en marge de la session de l'Assemblée européenne, a demandé aux Dix l'autorisation d'engager des conversations avec les gouvernements concernés afin de pouvoir formuler des propositions avant la fin de 1982.

En 1972, la C.E.E. a défini une politique globale à l'égard du bassin méditerranéen, qui a permis de conclure des accords de coopération avec tous les pays de la région, à l'exception de la Libye. Conçus avant la crise, les arrangements négociés n'ont pas donné lieu à l'application de la politique escomptée. Dans le rapport transmis aux capitales européennes, la Commission reconnaît que « les produits dont les exportations auraient pu être développées, étaient pour la plupart ceux dont la crise a révélé la sensibilité chez les Dix » (textiles, chaussures, produits agro-alimentaires), alors que les ventes agricoles des pays méditerranéens ont subi elles aussi le contre-coup des difficultés des producteurs de la C.E.E. Enfin, à propos de l'accès au marché de l'emploi européen pour les travailleurs méditerranéens, problème très important pour les pays du Maghreb, la Turquie et la Yougoslavie, la crise a bouleversé les données prises en compte il y a dix ans.

L'adhésion du Portugal et surtout de l'Espagne, affirme la Commission, va aggraver les mauvais résultats enregistrés ces dernières années. Le déficit commercial des pays méditerranéens avec la C.E.E. est passé

de 27 milliards de francs en 1973 à 60 milliards en 1979. Or, poursuit Bruxelles, l'importance du bassin méditerranéen est trop grande — 10 % des exportations des Dix sont dirigées vers cette zone — pour que la Communauté ne définisse pas rapidement à son égard une nouvelle politique, en tout état de cause avant l'entrée dans le Marché commun des deux pays candidats.

Pour la période 1982-1986, la C.E.E. a fixé à 6,5 milliards de francs le montant des crédits à octroyer à l'ensemble des pays méditerranéens. L'accroissement de cette enveloppe doit contribuer notamment au développement de la production et de la transformation des matières premières et à une réorientation des productions excédentaires. Au sujet de la main-d'œuvre, constatant la « quasi-disparition » des possibilités d'émigration des travailleurs méditerranéens vers la C.E.E., la Commission évoque la possibilité pour les Dix de financer des programmes de formation pour ceux qui actuellement résident en Europe, axés sur les besoins en main-d'œuvre qualifiée des pays d'origine.

MARCEL SCOTTO.

LA LUTTE CONTRE LA FAIM

Les parlementaires européens ne retiennent pas le projet d'une aide exceptionnelle au tiers-monde

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Le second débat, en moins de deux ans, qu'a tenu, les 16 et 17 juin, l'Assemblée européenne sur la lutte contre la faim a confirmé la tendance de certains parlementaires à se montrer incohérents. Il a été aussi l'occasion pour M. Pisani, le commissaire européen au développement, de dénoncer les projets de M. Pannella (radical italien) qu'il qualifie de « dangereux, superficiels et faciles ».

Le texte soumis au vote par M. Michel, démocrate-chrétien belge, reprenait les grandes lignes du document adopté en septembre 1980 (le rapport Ferrero, communiste italien), en y incluant les récentes propositions de la Commission sur l'élaboration de stratégies alimentaires en concertation avec les pays du tiers-monde. Les Dix ont déjà donné leur aval pour que Bruxelles engage des opérations pilotes au Mali, en Zambie et au Kenya (le Monde du 18 juin).

M. Pannella présentait, de son côté, une résolution appuyée par une

trintaine de parlementaires, dont M. Poniatowski, président de la commission du développement, reprenant le texte — signé en septembre 1981 par la quasi-unanimité des membres de l'Assemblée et souvant dix sept prix Nobel — qui demandait aux gouvernements d'engager 5 milliards d'ECU (33 milliards de francs) en 1982, pour financer « la campagne menée contre l'extermination par la faim et la malnutrition ».

Pas loin de penser qu'il s'agit d'une supercherie — les pays en développement n'ayant pas les capacités matérielles d'absorber, en si peu de temps, une aide alimentaire correspondant à ce montant, sans compter la flambée des cours des produits agricoles qu'entraînerait une telle opération — M. Pisani a demandé à l'Assemblée de rejeter le texte du député italien. Il l'a mise en garde contre la tentation « de traiter la faim comme un événement, et non comme une maladie, et de faire la charité le dimanche pour rétablir les erreurs, les négligences ou les crimes des autres jours de la semaine ».

Une large majorité de parlementaires, y compris un bon nombre de ceux qui avaient signé le « manifeste Pannella », ont suivi la recommandation du commissaire. L'Assemblée a adopté, par cent dix voix contre deux et trente-trois abstentions, la résolution de M. Michel. M. Pannella, quelque peu dépité, a retiré, pour sa part, juste avant le vote, les cent vingt amendements qu'il avait présentés au projet de parlementaire belge.

M. S.

Un nom, un style...

CELINE

"Men"

3, avenue Victor-Hugo
58, rue de Rennes

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIMCO

Assemblée générale ordinaire du 17 juin 1982

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 17 juin 1982 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice 1981. Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 101 165 810,82 francs (dont 5 994 973,49 francs de plus-values nettes) contre, en 1980, 92 292 532,32 francs (dont 6 553 072,32 francs de plus-values nettes).

L'assemblée générale a décidé de distribuer une somme de 94 256 250 francs correspondant à un dividende de 16,50 francs par action, en augmentation de 11 % sur celui de l'exercice précédent : le report à nouveau étant, par ailleurs, accru de 914 587,33 francs soit 0,16 francs par action.

Le dividende sera mis en paiement le 19 juillet 1982 contre remise du coupon n° 17 A et B pour 16,50 francs.

L'assemblée générale a, par ailleurs, renouvelé les mandats d'administrateurs de l'Asbelle-Pais-IGARD et de la Banque nationale de Paris.

Le président donne quelques indications sur l'activité de la société au cours du premier semestre de l'exercice en cours.

La gestion du patrimoine s'avère satisfaisante quoique le taux d'augmentation des recettes locatives soit, pour le

premier semestre 1982, inférieur à celui constaté pour la même période de l'exercice précédent : ce tassement résulte de la faible croissance des indices du coût de la construction.

La modernisation du patrimoine se poursuit par la vente des immeubles les plus anciens :

- à Vitry, dix-sept appartements ont été vendus et quinze font l'objet de compromis ;
- l'immeuble de Ruagis, comportant cent sept appartements, a été mis en vente, huit appartements font l'objet de compromis.

La construction de l'immeuble de 2 100 m² de bureaux à Levallois-Perret s'achève, les pourparlers, en vue de location, sont très avancés.

Les perspectives de l'exercice en cours permettent d'envisager une nouvelle augmentation des résultats et ce malgré :

- la progression plus faible des recettes locatives ;
- et les mesures de blocage des loyers qui viennent d'être annoncées et dont l'incidence est à ce jour difficile à apprécier.

Le cours de Bourse de l'action, autour de 170 francs, ne traduit que très imparfaitement la valeur du patrimoine de la société : à ce niveau, la rentabilité de l'action évolue entre 9 % et 10 %.

CIT-ALCATEL

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Georges Pebercau, le 16 juin 1982, ont approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Après constitution d'une provision pour impôts de 82 750 000 francs et d'une provision de 22 400 000 francs pour participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, ces comptes se soldent par un bénéfice net de 95 167 192 francs, dont 8 242 800 francs de plus-values nettes à long terme sur cessions d'immobilisations, contre 77 840 841 francs pour l'exercice précédent.

Suivant les propositions du conseil d'administration, l'assemblée a décidé, après affectation de 18 948 770 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme, de répartir aux actionnaires une somme de 82 165 200 francs, contre 73 948 680 francs pour l'exercice précédent.

Le revenu global par action est ainsi de 90 francs, dont 60 francs à titre de dividende et 30 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), contre 81 francs, soit 54 francs à titre de dividende et 27 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor, pour l'exercice précédent.

Le dividende de l'exercice 1981 sera mis en paiement le 30 juin 1982 contre remise du coupon n° 18.

Le résultat consolidé du groupe CIT-ALCATEL au 31 décembre 1981

s'élève, hors plus et moins-values à long terme et après provisions pour impôts de 135 millions de francs, à 74,2 millions de francs contre 62,5 millions de francs après provision pour impôt de 37,3 millions de francs au 31 décembre 1980.

Ce résultat prend en compte, en conséquence de l'extinction de la cinquième semaine de congés payés, une charge supplémentaire de 20 millions de francs par rapport à l'exercice précédent.

La marge brute d'autofinancement atteint 481 millions de francs contre 392,7 millions de francs pour l'exercice précédent.

Évoquant l'évolution de l'activité de la compagnie et de ses filiales au cours des premiers mois de l'exercice, le président Georges Pebercau a indiqué que les réalisations constatées étaient satisfaisantes. La progression attendue pour 1982, bien que moins importante que celle qui a été atteinte en 1981, devrait s'établir à un niveau satisfaisant, dans la mesure, notamment, où le volume des commandes reçues de l'administration des P.T.T. démontrera conformément à ses prévisions.

Enfin, l'assemblée générale a ratifié la cooptation par le conseil d'administration de M. Louis Le Saget comme administrateur, et a également décidé d'appeler au conseil MM. Jean-Pierre Brunet, Pierre Chavancie, Raymond Hono, François Lagandre et Louis-Joseph Libois.

CREUSOT-LOIRE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1982, sous la présidence de M. Forgeot, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1981 qui, on le rappelle, fait apparaître un bénéfice de 41 millions de francs. Elle a décidé d'affecter 2 360 000 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme et le solde au report à nouveau.

Dans son allocution, M. Forgeot a exposé que l'année 1981 a été marquée par deux opérations importantes :

- la mise en place d'une avance bloquée de 220 millions de francs par Schneider à Creusot-Loire, ce qui marque, au-delà de l'amélioration sensible de la structure du bilan, l'intérêt porté par le principal actionnaire à sa filiale ;
- la redéfinition de la situation de Framatome au sein du groupe, en accord avec notre partenaire C.E.A. et sous le contrôle et avec l'approbation des pouvoirs publics : Framatome a été transformée en société en nom collectif, détenue pour 70 % par Creusot-Loire et pour 30 % par le C.E.A.

M. Forgeot a ensuite indiqué que Creusot-Loire continuerait à poursuivre son redressement dans un environnement national et international mouvant et souvent difficile.

Après avoir évoqué la situation contractée des premiers mois de 1982, M. Forgeot a indiqué que, sauf événements imprévisibles, l'exercice devrait être normalement équilibré.

Il a conclu en insistant sur la nécessité pour Creusot-Loire de maintenir son effort d'adaptation face aux contraintes communes aux opportunités.

L'assemblée générale a pris acte que M. Jean Drouelle ne demandait pas le renouvellement de son mandat et a nommé en qualité d'administrateur M. Jacques Dolois. Elle a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Philippe Boulon et Ernest-Antoine Seillière.

Le conseil d'administration de Creusot-Loire s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice 1981. M. Philippe Boulon, qui exerçait les fonctions d'administrateur directeur général, a été élu président en remplacement de M. Jean Forgeot arrivé à la fin de son mandat et qui n'en sollicitait pas le renouvellement. M. Forgeot, qui reste administrateur, a été nommé président d'honneur.

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 14 juin 1982 sous la présidence de M. Roger Papaz, et a approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée a fixé le dividende par action de 14,10 F contre 13 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende, qui sera mis en paiement à compter du 5 juillet 1982 contre remise du coupon n° 36 A/B comprend 0,12 F en exonération d'impôt.

SOCANTAR

Société anonyme
au capital de 164 886 600 F
Siège social : 7, rue Nôlton,
75015 PARIS

L'assemblée générale ordinaire de SOCANTAR, qui s'est tenue le 15 juin 1982, a approuvé toutes les résolutions qui lui étaient proposées. Le bénéfice de l'exercice a été arrêté à 41 377,15 F. L'assemblée a décidé de l'affecter intégralement à des postes de réserves.

(publié)

L'ITALIEN EN ITALIE
Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux. Durée : quatre semaines 180 heures. 30 juillet, août, septembre, etc. à Padoue.
Cours mensuels + logement : 1 200 FF.
Instituteur BERTRAND RUSSEL
Via Cavotti 1 35100 Padoue
Italie - Tél. 049 854551

ROUSSEL UCLAF

L'assemblée générale ordinaire qui s'est réunie le 16 juin sous la présidence de M. Kurt Lanz, président du conseil de surveillance, a approuvé le rapport du directeur et les comptes de l'exercice 1981.

GROUPE ROUSSEL UCLAF

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 6,5 milliards de francs, contre 5,3 milliards de francs en 1980, soit une progression de près de 24 %.

Les ventes en France représentent 35 % du chiffre d'affaires global et celles réalisées à l'étranger, 65 %.

Recherche et développement

Les dépenses de recherches et de développement du groupe se sont élevées à 525 millions de francs (dont 360 millions de francs pour les spécialités pharmaceutiques). Elles sont en augmentation de 18 % par rapport à 1980.

En 1981, soixante-huit demandes de brevets ont été déposées en France et sept cent cinquante-sept à l'étranger.

Une unité de génie génétique destinée à l'acquisition des techniques nécessaires à cette nouvelle discipline a été créée.

Investissements

Les immobilisations comptabilisées au cours de l'exercice ont été de 277 millions de francs, dont 75 % environ en France, elles sont en progression de 23 %.

Les résultats

Le bénéfice d'exploitation consolidé a atteint 115,6 millions de francs, en progression de 35,9 %, après déduction de 217,4 millions aux amortissements des immobilisations, 6,2 millions de francs aux amortissements de frais d'établissement, et 59,1 millions à la provision pour hausse de prix.

La marge brute d'autofinancement s'est établie à 349,6 millions, en progression de 17,4 % par rapport à 1980.

Le bénéfice net au bilan du groupe est de 136,3 millions de francs contre

132,4 millions de francs pour l'exercice précédent. Cette évolution, d'ordre purement significatif, compte tenu des charges exceptionnelles qui ont pesé sur l'exercice 1981.

SOCIÉTÉ ROUSSEL UCLAF

Le bénéfice de l'exercice, avant incidence du régime de participation, atteint 111,5 millions de francs, et la marge brute d'autofinancement 246,7 millions de francs (+ 26,8 %).

Le bénéfice net de la société ressort à 113,2 millions de francs après prise en compte des charges exceptionnelles, contre 97,4 millions de francs en 1980, soit une augmentation de 16,1 %.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 11 F assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F, soit un revenu global de 16,5 F contre 15,75 F au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 12 juillet 1982 contre remise du coupon n° 36.

Esso S.A.F. Esso

Exercice 1981

Décalage entre :

- Coût des approvisionnements (+ 49%)
- Prix des produits contrôlés (+ 31%)

• Activités raffinage-distribution : Perte économique hors plus-value sur stocks de 1142 MF. Résultat comptable nul.

Nouvel accroissement de la production et des investissements d'Esso REP

- 1050 000 tonnes, une progression de 20%.
- Investissements : 475 MF, triplement en 2 ans.

Maintien du dividende

- Impôts et redevances Esso SAF et Esso REP : 820 MF (dont impôts sur les bénéfices 386 MF).
- Résultat consolidé : 349 MF.
- Bénéfice net ESSO S.A.F. : 242 MF (égal au dividende reçu d'Esso REP).
- Dividende à verser : 238 MF soit par action F. 20 + F. 10 d'avoir fiscal.



سكراحت الامم

La situation au Tchad

**M. HISSÈNE HABRÉ
ESTIME QUE LA FRANCE
A UN « GRAND RÔLE
A JOUER »**

**A UN « GRAND RÔLE
A JOUER »**

Dans un entretien diffusé
jeudi 17 juin par Radio Monte-
Carlo, M. Huguette Bahier, m-

« **Le pouvoir en Tchécoslovaquie est prononcé pour la formation d'un gouvernement technique compétent et politiquement représentatif.** »

A propos des relations avec la France, qui avait accordé une aide militaire à son adversaire

... les proches
... C.G.T. on
... participants le
... le ouvrier
... l'Union
... l'Union
... des parle-
... la nation.

de député de
un Beran-
nelles) et
conseiller
(C.D.S.)
postes; les propos tenus sur le
Tchad par M. Mitterrand lors
de sa dernière conférence de
presse et a confirmé avoir reçu
l'ambassadeur de France à N'Dja-
mena.

*(Lire en page 7 le reportage
de notre envoyé spécial sur
le Tchad.)*

et de Curd Jurgens
Séducteur aventurier
Jurgens est les Espions de Clouzot : Tamarco

d'Yves Ciampi: l'Anberge du
système bonheur de Marc Robson
avec Ingrid Bergman; l'Ange
bleu d'Edward Dmytryk, remake
du film de Sternberg; Kata de
Robert Siodmak avec Roméo
Schneider; Château en Suède de
Roger Vadim; L'œil Jim de

En 1963, Curd Jergens joue au théâtre du Gymnase à Paris le rôle de Fried dans le Fil rouge, pièce d'Henri Denker adaptée par Pol Quenbia et mise en scène par Raymond Rouleau, qu'il reprendra en 1968 à la télévision française.

... retourne à la fin des années 60 et
dixes les années 70, ce comédien
traditionnel, au jeu efficace mais
un peu appuyé, était passé de
mode. Il garda sa renommée de
séducteur par les aventures de
sa vie privée dont les magazines
se faisaient l'écho. Curt Jurgens

portenaire
des États, de
est situé à
vient en
sous la
les Héros
Montreal.

DRON
Sciences Eco.
Documentation sur l'environnement

- Stage intensif 2^e session

• Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél : 01 42 23 82 29 / 01 42 23 45 87

**READY-MADE
CANAPÉS**

napés convertibles et déhoussables.
rue Jacob 75006 Paris - TEL 260.84.25.

LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 293,15 F par mois.

Le plus vaste choix : 25 marques,
plus de 200 modèles exposés.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique
et du Théâtre de l'Opéra.

La passion de la musique.
5006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

voir!

PANAMA

4760 FAR
8 rue Mabillon 75006 PARIS
(1) 329 40 40

06 40 50 98 - 40 88 95 95 - Toulouse 67 42 26

[illegible]

DECISION
l'ordinateur pour tous,
tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, bourses de prix: DECISION est toujours au fait de l'actualité.

Bancs d'essai de programmes standards: DECISION porte chaque quinze un jugement en termes accessibles et concrets.

Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes: DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement: 195 FF (12 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

**ELIMINEZ
MOUSTIQUE**
et tous les insectes...
efficacité totale. Silencieux.
économique, inoffensif.

L'AEROVAP avec
d'insecticide p.
30
Pronto: 5

THIEBAUT
LE SPECIALISTE DE LA LUTTE
CONTRE LES INSECTES.
30, place de la Madeleine 75008

ES
me fenêtres ouvertes!
IX.
ne recharge
semaines
F
FF
PARIS Tél : 742.29.03. *Documentation
sur demande*

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris

Été 82 **A v**
PARIS .. PA
à partir de
nouveau monde
Bordeaux 82 48 55 Aix 27 93 65
Marseille 54 35 30 Montpellier 60 56 9

passion de la musique.
Tél. 544.38.66. Parking à proximité

pir!

NAMA

4 760 FAR

8 rue Mabillon 75006 PARIS

(1) 329 40 40

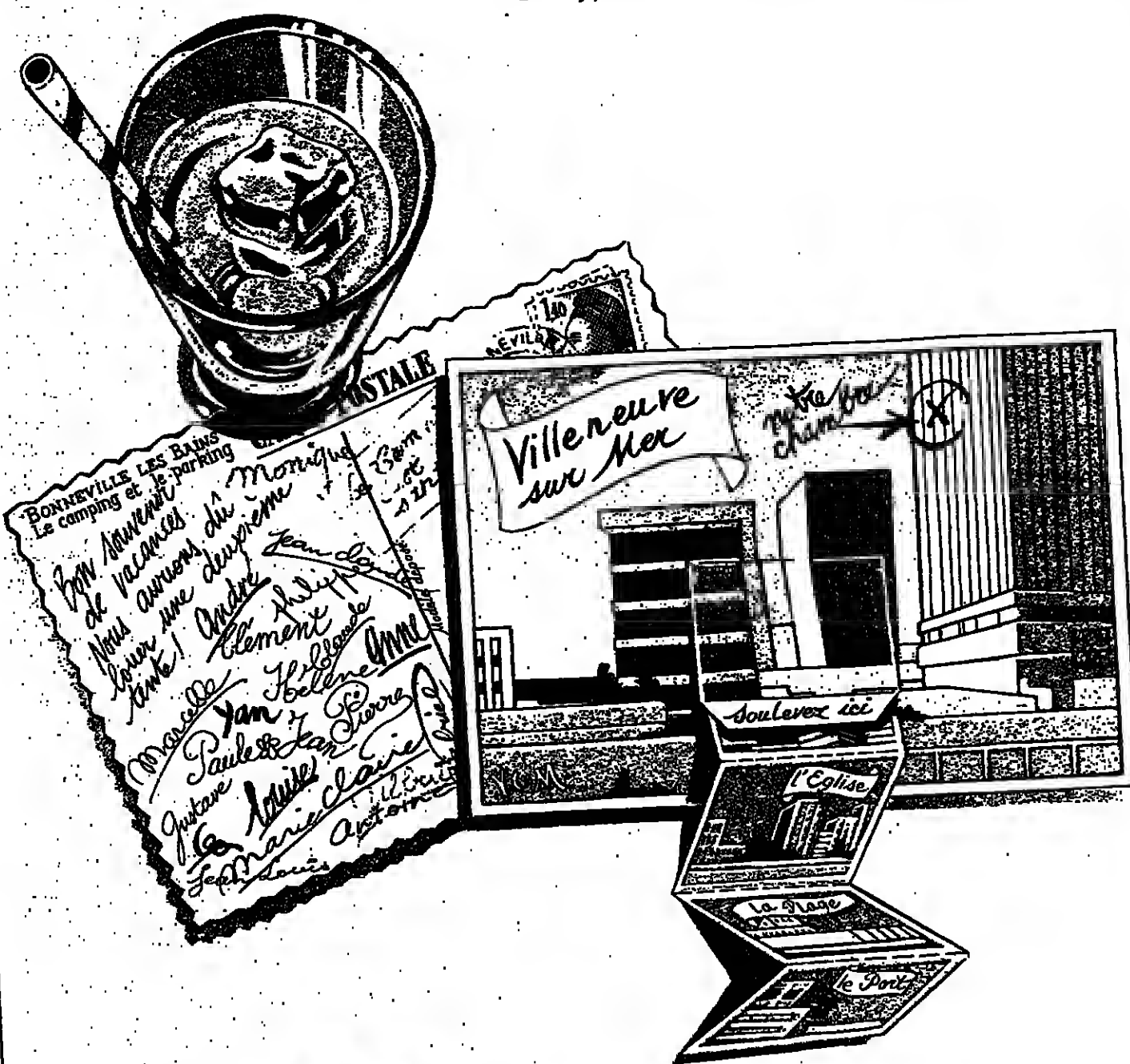
01.42.54.91.84 - Lille 01.51.50.88 -
Nîmes 04.65.53 - Toulouse 05.42.26

Etre 82 **A voir!**
PARIS - PANAMA
à partir de **4760FAR**
nouveau monde
8 rue Mabillon 75006 PARIS
(1) 329 40 40
Bordeaux 32 40 59 Aix 27 73 03 - Bruxelles 249 61 84 - Lille 31 50 88 -
Marseille 54 31 30 Montpellier 40 50 92 - N.-B.A. 55 Toulouse 67 42 26

هكذا من الأهل

Les cartes postales d'HONORÉ

Dans chaque numéro d'été, la bride sur le cou à un illustrateur (voir pages III, V, VII et XIV), et son hommage à un « invité » (page II).



Le Monde

DI MAN CHE

Les pièges des clubs de rencontres

« Ensoleillez vos rencontres ». Des clubs de plus en plus nombreux proposent des activités pour sortir de la solitude. Souvent des agences matrimoniales déguisées.

COMMENT rencontrer des gens ? Vous pouvez me le dire, vous ? demande Gérard, la voix amère. Ce soir, il s'ennuie, seul, comme des dizaines d'autres, dans une grande salle un peu triste où des clubs de loisirs et de rencontres ont organisé une soirée dansante. Il regarde quelques couples qui valsent. Peut-être eux se sont-ils rencontrés ?

Provincial muté à Paris, logé dans un studio de la grande banlieue, Gérard a trente ans. Il connaît trop le silence aux terrasses des cafés, le silence dans les queues de cinéma, le malaise dans les boîtes de nuit. « Tout le monde y vient en groupe », dit-il. Solitude sexuelle et affective qui se fait souffrance, et mépris de soi-même, les week-ends et les samedis soirs.

Un jour, il reçoit dans sa boîte aux lettres un de ces prospectus qui affirment, sous des photos de visages rayonnants : « Ils vous attendent, n'attendez plus », ou « Ensoleillez vos rencontres », ou encore : « Pour la

fin de votre solitude, ô bientôt peut-être ». Les clubs de loisirs et de rencontres proposent des activités variées, des sorties « où l'on est bien ensemble, où l'on vit, où l'on parle ». Non sans quelque hésitation (« Ça coûte à l'orgueil de se dire qu'on a besoin de passer par ces organismes pour rencontrer des gens »), Gérard remplit un coupon-réponse. Nom, âge, adresse, numéro de téléphone, célibataire, veuf ou divorcé.

Quelques jours plus tard, il reçoit, un soir, un coup de fil. « Nous ne sommes pas une agence matrimoniale », affirme d'emblée l'interlocuteur du club. Sa voix est assurée, très jeune cadre dynamique. « Nous voulons élargir le cercle de vos relations. Nous cherchons à créer artificiellement les conditions naturelles de la rencontre. Nous vous proposons toutes les semaines des soirées dansantes, des dîners, des spectacles de qualité, des vernissages, des week-ends à la campagne. Parmi les deux mille membres de notre club, vous ne pourriez que trouver des personnes avec qui vous avez des affinités. »

Aux questions de Gérard sur le prix, il est répondu : « Nous ne pouvons vous donner ces renseignements par téléphone. Passez nous voir. Nous sommes sélectionnés, nous voulons voir à qui nous avons affaire. » Rendez-vous est pris.

A la recherche de l'âme sœur

Gérard se rend dans un immeuble cossu du seizième arrondissement de Paris. Atmosphère feutrée, sobre, de bon goût, musique d'ambiance. Une femme le reçoit dans un petit bureau. « Pourquoi venez-vous ? » Satisfait de la réponse et de l'air de Gérard (« Il y a tant de farfelus, on en voit de toutes les couleurs », dit une de ces bêtises-psychologiques), elle lui présente un dossier. Liste, sous chemise de plastique, des différentes activités du club. Gérard se montre intéressé. « L'adhésion coûte 3 550 francs. Bien sûr, vous pouvez payer à tempérament, en trois fois. » La somme rend Gérard perplexe. D'abord rassurant, compréhensif, l'hôtesse se fait pressante.

« Qu'avez-vous à perdre ? Vous voulez continuer à tourner en rond entre vos quatre murs ? A quel bon hésiter ? D'ailleurs, dépêchez-vous, car demain nos tarifs augmentent de 500 francs. Gérard reste ferme, ne signe pas de chèque. Dit qu'il va réfléchir. Mal à l'aise quand même : et s'il avait loupé quelque chose ? 3 550 francs sans avoir l'assurance que le club est sérieux, c'est beaucoup quand même », se rassure-t-il.

Bientôt, il feuillette Pariscope. Scrute les annonces de la rubrique « rencontres ». Élimine les clubs à la formulation ambiguë. Il ne cherche ni les saunas collectifs ni les cinq-à-sept. Coup de téléphone à un club qui annonce « des loisirs de qualité, très variés, 100 francs par an ». Une femme à la voix maternelle répond. « C'est un club pour célibataires et divorcés. Nous vous offrons des soirées dansantes, des spectacles, etc. Passez me voir. »

ANNICK GWENAËL
(Lire la suite page IV.)

Le docteur est en prison

Un médecin de Marsillargues (Hérault) est en prison pour avoir délivré des ordonnances de complaisance à des toxicomanes. Le village est plein d'indulgence. « Même s'il s'est mis dans un drôle de pastis, il y a sûrement du bon en lui », résume le curé. (Lire page V.)

Douze leçons de philosophie

1. - Le langage
par Jacques Derrida

Une question préalable : peut-on parler de philosophie dans un journal ? La réponse est oui. (Lire page XI.)

SI J'ETAIS...

Chronique du fantasme de la mégalomanie et des règlements de compte imaginaires

...DIEU

par PIERRE DESPROGES

Si j'étais Dieu, ça ne me passerait pas comme ça. D'abord, je me demanderais si je créerais le ciel, la terre et les étoiles. Le ciel et les étoiles, je ne dis pas. Mais la terre, c'est très surfait.

D'un autre côté, si je ne créais pas la terre, je n'aurais plus de raison d'être. A quoi me serviraient mon incommensurable puissance et mon exquise bonté dont les deux Testaments et les quatre évangiles relatent par le menu les surprenantes manifestations, depuis l'affaire de la golden maudite, jusqu'à la résurrection de mon fils, sans oublier bien sûr la surprenante guérison. L'été dernier, de M. Jean Le Crubier, de Naotz (44), qui fut définitivement débarrassé de son hémiplegie le jour où il se fractura le crâne dans la grotte de Lourdes.

Je devrais donc me résoudre à créer la terre, c'est-à-dire les hommes, les forêts immenses et les fleuves profonds, la gazelle gracile au souffle court, et les magnétoscopes portables avec ralenti et arrêt sur l'image, c'est tout de même un mieux, notamment pour visionner le Mondial ou le cyl de Carole Laure en furtif entrecôte.

Une chose est certaine. Si j'étais Dieu et si je devais créer la terre, je m'y prendrais tout autrement. J'abolirais la mort et Tino Rossi. Qu'oo ne me demande pas pourquoi j'abolirais Tino Rossi. Il s'agit de ma part d'une réaction purement instinctive. Elle s'explique que moi et ce saurait en aucun cas jeter le discrédit sur cet immense artiste dont la sirupeuse glauque roucoulophonique ne connaît jamais la moindre trêve, pas même au cœur des années sombres où le Juif et l'Anglais commençaient à menacer l'innocence franco-allemande.

En ce qui concerne l'abolition de la mort, elle m'apparaît à l'évidence comme une réforme de première urgence, dans la mesure où la plupart des humains réagissent farouchement à la seule idée de quitter ce bas monde, même quand leur femme les trompe à l'extérieur, ou que les métastases les bouffent de l'intérieur. J'irais même jusqu'à dire que c'est sa mortalité qui constitue la grande faiblesse du genre humain. Un beau jour, on entame une partie de pétanque avec des cupains, sous les platanes bruisants d'écureuillers, l'air sent l'herbe chaude et l'ami, et les enfants

jouent ou, et la nuit sera gaie, avec de l'amour et des guitares, et puis voici que tu te baisses pour ajuster ton tir, et, clac ! cette arête à la con te pète sous la tempe, et tu meurs en herméda. Et c'est là, mon frère, que je pose la question : à qui est le point ?

Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé, disait le tourmenté Lamartine, qui mourut fort âgé, après avoir vécu dans une effroyable hantise de la mort qui ne le quittait que sur les lacs érebusculaires où il aimait à s'étoiler pour triporter les genoux des tuberculeux.

Certes, je n'abolirais pas la mort pour tout le monde. En effet, il me plaît de penser que, si j'étais Dieu, il me serait agréable de conserver le statut de mortels aux bigots, aux militaires de carrière, aux militants hitléro-marxistes, aux lâcheurs de chiens du mois d'août, aux porteurs de gourmette et aux descendant de Tino Rossi dont rien ne permet de penser qu'ils hériteraient de leur géniteur le moindre talent roucoulophonique, mais, enfin, no ne sait jamais.

Si j'étais Dieu, je ferais croire que j'existe, par le biais de maintes manifestations époustouflantes de ma grandiose omnipotence. Par exemple, je m'immiscerais épisodiquement au cœur des conflits armés où j'admirais la mâle sauvagerie des corps à corps et transformant soudain les balloottes en pieds de rhubarbe, dont la teneur en vitamine C et B n'est plus à vanter. J'apaiserais les souffrances humaines à tout bout de champ, rien que pour faire mon intérêt, redonnant ici la vue au paralysique, là les jambes au non-entendant, là encore sa césarienne à César. Les peuples subjugués se fraperaient le poitrail en psalmodiant mon nom béni. Même les athées congénitaux rentreraient au bercail de ma Sainte Eglise le jour où, dans un éclair strident de ma divine lumière, je leur donnerais des muscles en trente jours, chez eux, sans vraiment se fatiguer, encore que je me demande si l'on peut impunément coller l'adjectif « strident », suggestif du son, devant le mot « lumière ».

Eofio, si j'étais Dieu, je m'ennuierais pas mon fils sur terre pour racheter les péchés du monde. J'y enverrais de préférence mon beau-frère François qui est laid, chafouï, footballeur et qui rache assez mal, sous des delurs de sous-doué rural, une âme de rusé agricole.

COURRIER

Croissez et multipliez

Dans son article « Enrichissez-vous » (le Monde Dimanche, 30 mai 1982), Bruno Frappat dénonce l'escroquerie du « cercle d'or ». Les tribunaux ont admis le caractère délictueux d'opérations semblables, dont le principe repose sur une croissance exponentielle du nombre des participants, alors que celui-ci ne peut qu'être limité : on peut citer la condamnation, au début des années 50, d'un borloger qui proposait des montres au quart de leur prix, à condition que chaque acheteur trouve quatre acheteurs, qui devaient trouver à leur tour quatre acheteurs, etc.

En toute logique, il conviendrait de traduire devant les tribunaux les responsables des diverses escroqueries « à la chaîne » susceptibles de faire, à terme, des victimes.

Mais, alors, on s'aperçoit que les prisons devraient être remplies par un grand nombre de chefs d'entreprise et de dirigeants syndicaux, par une minorité de démographes et une majorité d'ecclésiastiques, et surtout par la totalité des chefs de gouvernement.

Prenons un exemple. A fécondité et mortalité constantes, la croissance d'une population est nécessairement exponentielle. Le taux annuel de croissance de la population mondiale est d'environ 2,3 %, ce qui fait, en croissance exponentielle, une période de doublement de trente ans.

Faisons un rapide calcul : 2 fois 2 font 4, 2 fois 4 font 8, 2 fois 8 font 16, 2 fois 16 font 32, 32 fois 32 cela fait 1 024, et 1 024 fois 1 024, plus de 1 million. Dans cinq fois trente ans, soit cent cinquante ans, la population mondiale devrait être multipliée par 32, dans trois cents ans par 1 024, dans six cents ans par 1 million. C'est absurde !

A terme, ou la fécondité, ou l'espérance de vie, doit chuter. Mais, alors, puisque le pape est adversaire de la contraception, doit-on en conclure qu'il est partisan de la mort prématurée des habitants de la planète, et le traduire devant les tribunaux pour épargner les futures victimes ?

Un autre exemple, dans le domaine de l'économie. « Croissance zéro ! Croissance zéro ! Zéro n'est pas un nombre mathématiquement significatif ! », s'était écrié dédaigneusement le ministre des finances Giscard d'Estaing, il y a dix ans, à la sortie du rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance.

A cette époque, la consommation de pétrole augmentait

de 10 % environ par an, ce qui fait un temps de doublement de sept ans. Sans l'arrêt de la progression de la consommation consécutif à la guerre du Kippour, nous aurions consommé, en plus, pendant la dernière décennie, à peu près autant de pétrole que nous en avons consommé, et les nécessités de consommation seraient maintenant plus que doublées.

Les experts évaluent à trente ans les ressources restantes, en supposant constante la consommation actuelle. Sans la guerre du Kippour, ces ressources n'auraient plus été que de vingt ans, mais, compte tenu du doublement de la consommation, c'est sur dix ans de consommation de pétrole qu'il faudrait faire maintenant nos prévisions. Imprévoyant Giscard ! Faudrait-il l'envoyer en prison pour tentative d'escroquerie envers tous ceux qui vivent du pétrole ? Mais, alors, il serait équitable d'envoyer tout le monde en prison, car, dans cette affaire comme dans toutes les autres, tout le monde est complice.

Quand un processus de croissance est amorcé, il est difficile de l'arrêter sans dommage. La crise actuelle en est une illustration. Dans le domaine de la démographie, l'arrêt sera tragique : ce n'est certainement pas la diminution de la fécondité qui va enrayer la croissance, mais une chute brutale de l'espérance de vie.

2 fois 2 font 4, opération simple et pleine de promesse ! Le malheur est que, le plus souvent, le 2 fois 4 font 8 est du domaine de l'utopie.

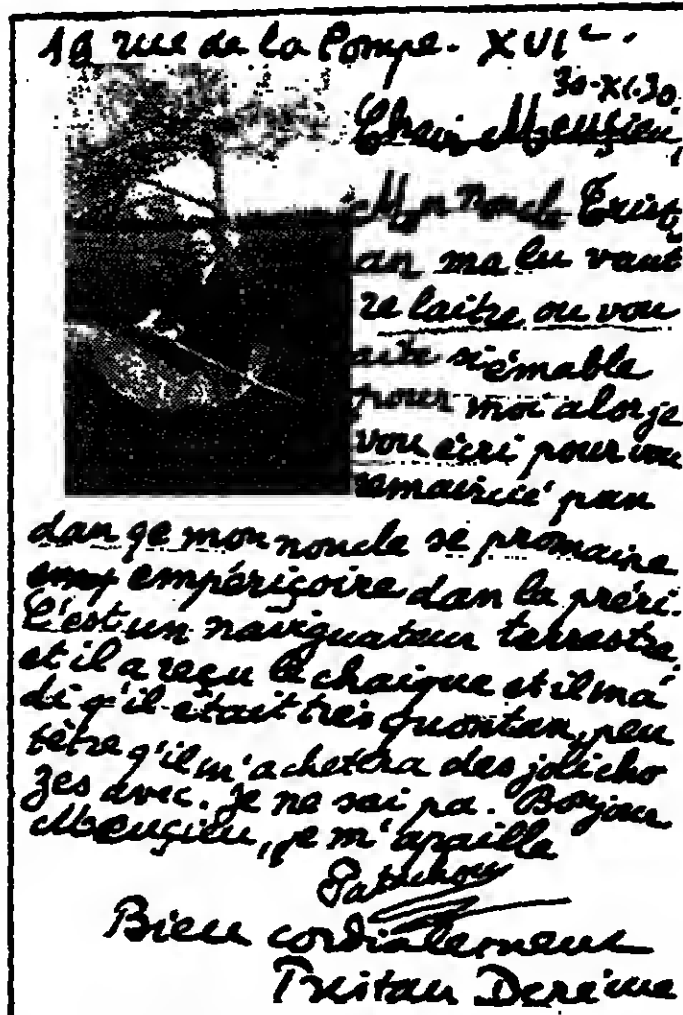
R. BOUDET, (Aix-en-Provence).

L'autodafé

Deux Nobel allemands privés de leur prix

Évoquée dans l'article d'Alexandre Szombati, « L'autodafé de Berlin », la mort en mai 1938 de l'écrivain allemand Carl von Ossietzky, prix Nobel de la paix en 1936, rappelle une péripétie sans précédent dans l'histoire des prix Nobel : deux titulaires allemands, bien que « couronnés », ne le reçurent pas, indépendamment de leur volonté.

Pour Ossietzky, l'histoire est simple : les nazis lui interdirent de quitter l'Allemagne pour aller recevoir son prix, à Stockholm, des mains du roi de Suède. Il était inadmissible, selon leur « idéologie », qu'un écrivain allemand pacifiste et antinazi pût accepter semblable



L'invité d'honneur : Tristan Derème
Poète, 1889-1941

récompense, trois ans après l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir !

En 1939, le prix Nobel de médecine est attribué à Gerhard Domagk, médecin allemand de quarante-quatre ans, qui, dans un numéro historique de la *Deutsche Medizinische Wochenschrift* du 15 février 1935, avait apporté la preuve, avec ses collaborateurs Klee, Römer et Schreus, qu'une substance chimique, le Prontosil, est capable de guérir certaines maladies infectieuses chez l'homme : avec le premier sulfamide venait de naître l'antibiothérapie moderne.

Les nazis empêchèrent Domagk de se rendre à Stockholm : « La science n'a pas de patrie », dit-on, mais d'une part, l'Allemagne est en guerre et, d'autre part, Hitler n'est pas mécontent, par cette décision, de faire savoir au comité Nobel qu'il ne le tient pas quitte du Nobel de la paix de 1936.

1945 : la guerre est finie. Domagk est toujours vivant, lui. Boon prince, le comité Nobel le prie de venir à Stockholm, afin de lui remettre le prix qu'il n'a pu recevoir en 1939. Dans la capitale suédoise, Domagk assiste à une séance solennelle au cours de laquelle le roi Gustave V lui remet le prestigieux parchemin, mais... sans le chèque de 140 000 couronnes, montant du prix de 1939 : le règlement de la fondation Nobel prévoit ce effet que, passé un certain temps, le montant du prix ne peut plus être remis au lauréat, quel que soit le motif de son absence l'année où il lui fut décerné.

« Je suis une victime financière du nazisme », tel est le

mot qu'on prête au père des sulfamides, qui mourut en 1964.

PIERRE BOURGET (Paris).

Jung

Dans l'article sur l'autodafé de Berlin, d'A. Szombati, l'auteur trouve — assez gratuitement — l'occasion de déterrer la vieille légende d'un C.G. Jung pronazi. Plusieurs importants

articles parus dans notre langue ont fait justice de cette calomnie : voir notamment *Psychologie*, décembre 1976, le *Nouvel Observateur*, du 27 décembre 1980, ainsi que, dans vos propres colonnes, un article de Roland Jaccard (août 1980), que rappelle justement une note de votre rédaction, dont il convient de vous remercier.

Toutefois, il paraît impossible à qui connaît les faits de laisser sans écho une citation alléguée comme étant de Jung et justifiant l'attitude de ce dernier à l'égard des médecins allemands et du régime nazi en 1934 : « Une puissance supérieure nous force d'accepter le régime allemand. » Si l'on se reporte au texte visé (article de la *Neue Zürcher Zeitung* du 13 mars 1934), la seule phrase d'où ait pu naître une telle affirmation « condensée » et interprétée est la suivante : « Devais-je, en tant que prêtre, me retrancher de ce côté-ci de la frontière (suisse) et me laver les mains dans l'innocence, ou bien — comme j'en étais conscient — risquer ma peau et m'exposer aux invectives malintendues auxquelles ne peut échapper quiconque, en raison d'une nécessité supérieure (et non d'une puissance supérieure) », doit entrer en contact avec les pouvoirs politiques existant en Allemagne ? (et non « le régime allemand » !). (Cf. C.G. Jung : *Collected Works*, vol. 10, p. 535-536.)

Deux précisions supplémentaires :

1) le « Dr Goering », dont le nom est complaisamment cité auprès de celui de Jung, cofondait la société freudienne allemande avec l'assentiment (forcé) de Freud. (Voir la biographie officielle de ce dernier par

Jones. Références dans les articles cités plus haut.)

2) Les ouvrages de Jung furent inscrits, auprès de ceux de Freud, sur la liste Otto, index allemand dressé en 1940, et systématiquement détruits.

ETIENNE PERROT, écrivain, traducteur de Jung aux éditions Albin Michel, coéditeur des éditions de La Fontaine de Pierre.

Précisions

Mme Rita Thalmann nous adresse les précisions suivantes :

1) Un détail d'abord (sur la chronologie) : l'ordonnance du 28 février 1933 est pour la « protection » (non la défense) « du peuple allemand ».

2) Elle fut suivie du vote des pleins pouvoirs en mars contre les socialistes — il fallait au moins signaler que les députés communistes étaient tous arrêtés soit en fuite après l'incendie du Reichstag. Sinon on peut se demander s'ils n'ont pas voté les pleins pouvoirs.

3) Il fallait au moins citer la loi du 14 juillet 1933 portant déchéance de la nationalité allemande et perte de tous les droits pour les « adversaires de la communauté nationale ». Dans la première liste des déchus d'août-septembre 1933, la moitié des vingt-quatre premiers « adversaires » sont des écrivains et publicistes de renom dont Tchoukolski, Max Holz, Ernst Toller, Heinrich Mann, Alfred Kerr, Léon Feuchtwanger.

4) Il y eut beaucoup d'autres événements en rapport avec cette destruction de la culture, notamment l'exclusion des écrivains non nazis de l'Académie des arts et de la démission, par solidarité, notamment de Ricardo Huch. Mais si on voulait « faire court » pour arriver tout de suite à la Nuit de cristal, celle-ci a pour conséquence la destruction des magasins juifs, mais son aspect le plus significatif est l'incendie de toutes les synagogues restant encore en territoire allemand.

(...) Les écrivains exilés ont écrit en réponse, à Paris, une « Bibliothèque de la liberté » avec l'aide d'écrivains français comme André Gide, André et Clara Malraux, Henri Barbusse, Paul Nizan, Jean-Richard Bloch, Jean Cassou, Jean Guéhenno. Grâce à cette solidarité, put aussi se reconstruire le « Scherzverband deutscher Schriftsteller » — l'association de protection des écrivains allemands — dont l'activité fut intense jusqu'à la guerre (cf. les mémoires de l'un de ses animateurs, Alfred Kantorowicz). Le public français et allemand aura l'occasion de voir quelques évocations dans l'exposition que nous préparons sous l'égide de l'Institut Goethe et du Quai d'Orsay en 1983.

RITA THALMANN, directrice de l'Institut d'études germaniques à l'université de Tours.

PARTI PRIS

Catégories

On a peu le cœur à rire ou à bronzer en ces derniers jours du printemps. Une centaine de milliers de morts iraniens et irakiens achèvent de pourrir au soleil de Khoramshahr, l'invasion du Liban a jonché ce pays de milliers de tués et de blessés, la répression en Afghanistan aussi. Et l'affaire des Melounes en a fait des centaines.

Du moins peut-on méditer sur l'importance relative des victimes, qu'elles soient ou non proches de nous par l'origine géographique, et suivant que les médias ont, ou non, accès aux champs de bataille.

Tout mort britannique ou presque à son droit à son épithète, même si les combats ont été menés dans la double nuit des abords de l'Antarctique et de la censure militaire. La moindre des rares images des îles du bout du monde a été publiée ou diffusée à Londres, à Buenos-Aires et dans le monde entier.

Du châtiment de Khoramshahr on n'aura pu voir que peu de choses. L'énorme boucherie sur le littoral du Liban s'est déroulée dans une sorte de secret. Les vainqueurs ont ensuite organisé de rapides visites pour bien marquer leur victoire.

En Afghanistan, quelques images volées et transportées dans des montagnes pleines de périls. Une guerre sauvage dans des rochers ignorés.

Quant à l'écrasement des Palestiniens et d'un certain nombre de Libanais, il a fallu la fin de l'invasion pour qu'on puisse commencer à en additionner les victimes. Du moins le bruit et la fureur, dans l'angoisse croissante du monde, en ont été aussi des perles.

Morts anglais, argentins, israéliens, que l'on compte un par un. Morts irakiens, iraniens, afghans, arabes, empiétés dans l'anonymat. Une forme de culture, de développement économique et technologique fait-elle peser les uns plus lourd que les autres ? Peut-être simplement est-on plus sensible aux morts plus proches. Et est-ce là que la raison, pour une fois, doit pouvoir l'emporter sur le cœur.

JEAN PLANCHAIS.

Mélodine
LE RESTAURANT "BUFFET"
21, rue Beaubourg
(angle centre Pompidou)
jusqu'à 22 h même le Dimanche

Salades
+ plat garni
+ dessert
pour moins de
30 F net

BANZAI
L'EMPRISE DU SOLEIL LEVANT SUR LE SOLAIRE

Nous ne vendons pas du rendement, nous vendons des watts.
LA SUITE DANS L'ACTION SOLAIRE N° 6

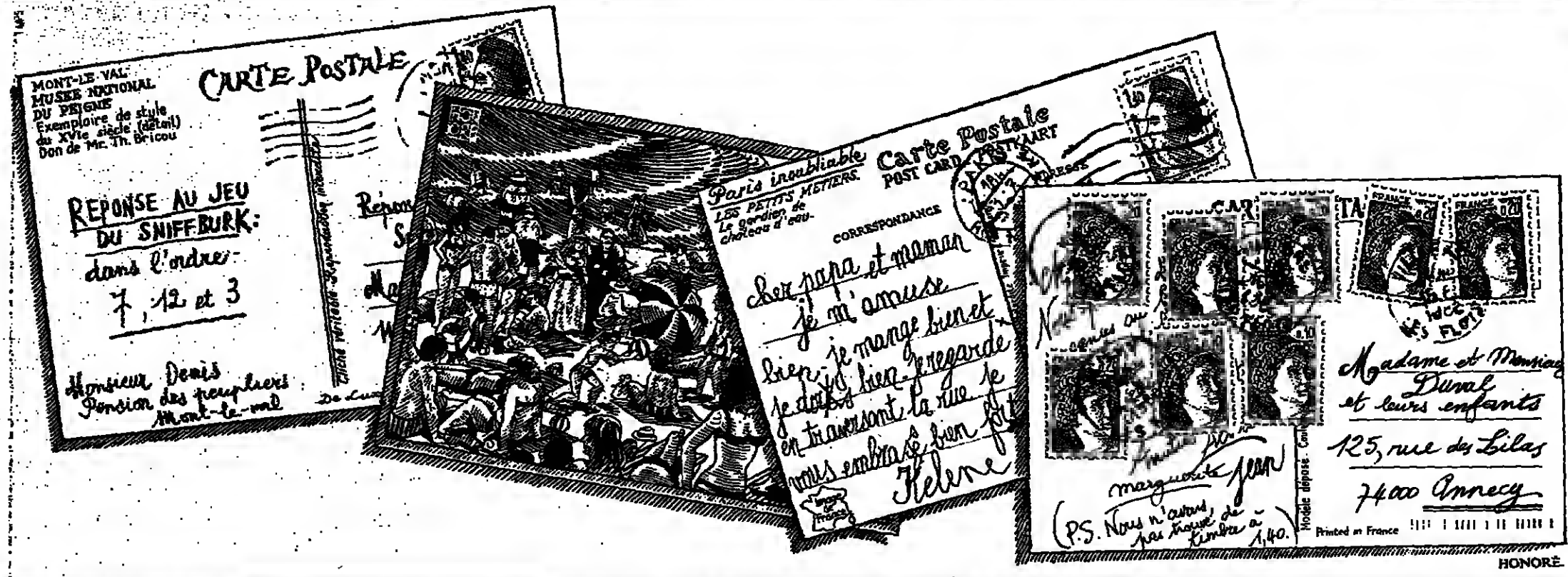
ACTION SOLAIRE REVUE DU COMITÉ D'ACTION POUR LE SOLAIRE.
8, RUE DE RICHELIEU, 75001 PARIS

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir la revue Action Solaire n° 6 pour 15 F.
Nom, prénom : _____
Adresse : _____

Je désire m'abonner à Action Solaire au tarif de 130 F. (à joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre du Comité d'Action Solaire, 8, rue de Richelieu, 75001 PARIS.)
Signature : _____

صكذاحن الإصح



AUJOURD'HUI

Les majorettes rouges de La Ricamarie

Un groupe de femmes, près de Saint-Étienne, a créé une troupe de majorettes. Depuis, petit à petit, c'est le quartier qui s'« auto-anime » autour d'elles.

On a voulu sortir nos jeunes du ruisseau... Elles ont entre quarante et cinquante ans, Sophie, Jeanine, Andrée, et puis Raymond, Marie-Louise et bien d'autres. Femmes, filles, petites-filles de mineurs pour la plupart, elles ont été elles-mêmes ouvrières pendant de plus ou moins longues années. Ensuite, leurs enfants grandissant, elles ont formé entre elles, petit à petit, ce groupe qui fait de leur quartier un vrai pôle de vie.

Elles habitent La Ricamarie, près de Saint-Étienne, et elles y constituent la section locale de l'Union des femmes françaises, organisation proche du parti communiste. De fait plusieurs sont communistes, mais les liens sont si peu souples. « La présidente de l'U.F.F. est une dame âgée qui nous laisse toute liberté », explique Andrée. C'est nous qui décidons de tout.

À début — c'était en 1967, — il ne s'est agi, pour les premières d'entre elles, que de réunir une dizaine d'enfants pour les distraire un moment le jeudi ; puis, peu à peu, est venue l'idée du groupe de majorettes. « Maintenant, si on inscrivait toutes les candidates, on en aurait quatre-vingts. » Pour des raisons pratiques, en particulier à cause des déplacements : en car, on limite les inscriptions. Cinquante petites filles et adolescentes de La Ric forment actuellement trois groupes qui se réunissent deux après-midi par semaine pour mettre au point leurs évolutions.

Pourquoi avoir choisi cette activité ? Parce qu'on avait vu des majorettes dans les fêtes locales et à la télé ; et puis « parce qu'au début il n'y avait pas encore de règles pour le maniement du bâton, on faisait ce qu'on voulait... » A-t-on embauché une monitrice spécialisée ? Non. La petite équipe de femmes s'est lancée « comme ça », en essayant de reproduire ce que chacune avait pu voir et en profitant de la passion d'Andrée pour la gymnastique. Elles ont « inventé », et ça continue.

À la tête des trois groupes, il y a Cristelle, treize ans, Dominique, seize ans, et Colette, dix-huit ans, qui sont chargées de construire chacune entièrement la part de spectacle de son équipe : choisir la musique, imaginer les mouvements des bâtons et des corps ainsi que leur enchaînement. Cristelle et Dominique ont du mal : « créer » ne s'apprend guère à l'école... « Elles me copient », proteste Colette. Il faut qu'elles se décident à inventer quelque chose par elles-mêmes ! Les mouvements plus que simples des premières années cèdent peu à peu la place à quelque chose qui s'inspire de l'expression corporelle et de la danse.

Les petites ne voient pas plus loin que le plaisir de parader, les grandes « y croient », parlent de ballets, cherchent la beauté. Les dix-huit ans de Colette s'y investissent totalement ; chômeuse, elle s'entraîne, prépare, réfléchit une à deux heures chaque matin, en plus des deux après-midi passés au gymnase. Et c'est vrai qu'avec elle les mouvements mécaniques, l'inspiration semi-militaire des origines, s'effacent. Avec sa voix un peu rauque et sa façon de se mettre tout entière dans un simple geste des mains, elle fait un peu penser à Anna Prucnal. Fougue et timidité, élan et retenue à la fois... Au fil des mois, en écoutant leurs corps et... en regardant la télé, des enfants de la mine, des usines et du chômage, des enfants du rude pays stéphanois réinventent la danse à tâtons.

Les hommes aussi

Au-dessus de Colette, Cristelle et Dominique, il y a Andrée et Sophie, qui mènent tout ce monde avec une certaine poigne : « Il faut de l'autorité, sinon ça ne tient pas. » Sans compter les autres femmes du groupe, occupées aux tâches les plus variées selon les besoins du moment et la disponibilité de chacune : à coudre les costumes aussi bien qu'à préparer les sandwichs des voyages, à faire le courrier et les démarches autant qu'à tenir la buvette. A la fois leaders et ser-

vantes de l'ensemble. Encore étonnées de se découvrir l'audace de partir deux jours ici, trois jours là, pour accompagner leurs « filles », en laissant les maris se débrouiller à la maison. « Il y a quelques années seulement, pas une femme ici n'aurait osé faire ça ! »

A bien les écouter, on se dit qu'elles auraient sans doute bien plus longtemps hésité à prendre cette indépendance si elles avaient dû franchir le pas pour leurs propres loisirs, pour leur propre plaisir. La culpabilité, le sentiment de désert, auraient été trop forts. Ce qui permet à ces femmes de s'autoriser à transgresser l'ordre familial dans lequel elles ont vécu si longtemps et qui les presse encore de toutes parts, c'est le service rendu à cinquante petites filles et adolescentes qui, grâce à leurs efforts, ont mieux à faire que traîner dans les rues de La Ric.

Les majorettes constituent donc le noyau du groupe non seulement parce qu'elles en ont été la première activité mais parce qu'elles lui fournissent une raison d'être permanente. Plus précisément encore, parce qu'il s'agit d'une activité féminine, elles scellent l'importance des femmes dans le groupe, et, de fait, celles-ci continuent à être les animatrices principales de la plupart des projets et réalisations du groupe.

Mais des hommes se sont peu à peu joints à elles. C'est que La Ricamarie a beaucoup changé depuis quelque temps. Presque tous les puits de mine ont fermé. Dans les deux vallées de l'On-daine et du Gier, qui comptaient naguère quelque vingt-cinq mille mineurs, la « marée noire » du charbon se retire progressivement. Et on peut parler sans grand risque d'erreur qu'aucune mesure politique ne réussira à la faire monter de nouveau : « au fond », on ne trouve plus guère que des ouvriers maghrébins, et, même parmi ceux qui contestent la fermeture des mines et soulignent qu'il y a encore beaucoup de charbon, bien peu sont prêts à y laisser descendre leurs enfants. « Ça manque de fenêtres », commente laconiquement Angelo, le mari de Sophie.

Nombre d'anciens de la mine sont donc aujourd'hui des retraités précoces qui disposent aux alentours de la cinquantaine d'un âge de loisirs : jeux de boules, parties de cartes, pêche ou jardinage sont quotidiennement à leur programme. Certains se mettent au travail ménager, font les courses pour la famille. Pas trop... Ou bien se cherchent à tout prix un peu d'un travail sans lequel ils se sentiraient comme morts. D'autre participent aux activités de l'Amicale laïque, structure populaire de rencontre très liée au passé minier, dont la grande salle accueille tous ceux qui veulent boire un pot, « taper le carton » ou préparer un tournoi de boule lyonnaise. D'autre encore, comme Marceau et Julien, ont pris l'habitude de donner un coup de main aux femmes qui s'occupent des majorettes, préparant avec elles les fêtes, participant aux déplacements, organisant pour tous, jeunes et vieux, des activités de plus en plus nombreuses.

Marceau, par exemple, est responsable des tambours de la clique que le groupe a créée, voilà quatre ans, pour accompagner les majorettes. Autrefois, la clique était une activité de l'Amicale laïque, organisme plus traditionnel qui continue à être géré presque exclusivement par des hommes ; la voilà désormais reliée aux femmes de l'U.F.F.

« Même les bossus et les tordus »

Ainsi les catégories de participants s'agrandissent-elles les unes aux autres. Pour un déplacement, par exemple, il y a les accompagnateurs, leurs conjoints, leurs enfants et les enfants de leurs enfants (car familles et amis se mêlent tout naturellement), sans oublier les musiciens. Il est parfaitement admis que les majorettes... ne soient pas majoritaires. L'hiver dernier, lors d'un week-end de ski, elles n'étaient que dix sur les cinquante participants. Pas question de les oublier pourtant : « Pour éviter les jalousies, puisqu'on ne peut jamais emmener toutes celles qui veulent venir, on va faire quelque chose de spécial pour nos filles : on a loué pour elles une colonie près de Toulon, on les y emmènera trois jours. »

Pour financer justaucorps, tuniques, bottines, il faut des fêtes : deux cent vingt personnes à la dernière. A chaque fois, on refuse du monde parce que la salle n'est pas assez vaste. Les hommes aménagent les lieux, les femmes préparent le repas. On commence parfois par un tournoi de pétanque qui mêle tous les âges (de huit à soixante-douze ans, la dernière fois), en équipes tirées au sort. Suit un bal, « parce que, nous, on ne sait rien faire sans danser ». Tout le monde y participe-t-il vraiment ?

Oui, « même les bossus et les tordus ». Il faut dire qu'ici la danse est une tradition. « Il y avait bien une quinzaine de bals à La Ric, quand j'étais jeune, juste après la guerre (1) », se souvient Jeanine. Et puis, « on aime rire »...

Insensiblement, c'est tout un groupe de population qui s'est mis à s'occuper de lui-même, qui s'anime « sans animateurs payés ». La démarche est pragmatique, l'histoire s'invente au jour le jour, conditionnée seulement par l'appartenance sociale exclusivement populaire des participants. Le mouvement y trouve sa force et ses limites : son aptitude à répondre aux aspirations des femmes comme à la nouvelle situation des hommes, son muver-

ture à tous les âges ; mais aussi le fait d'être relativement désarmé devant la montée actuelle du racisme antimaghrébin à La Ricamarie.

C'est ainsi que les majorettes ne comptent ni petite Algérienne ni petite Marocaine. « Si on en prenait quatre ou cinq, dit Andrée, les gens ne nous donneraient plus leurs gasses... » Pourtant, Hamid, l'ami algérien de Colette, est reçu à bras ouverts, et Kader, un jeune Marocain de Paris, fêté à chaque occasion de ses passages. Face aux tensions qui s'accroissent dans ce secteur, le groupe réagit comme il le peut. Au jour le jour.

MARIE-CLAUDE BETBEDER.

(1) Pour environ dix mille habitants.

CONTRE LE BRUIT ET LE FROID la seule solution: des fenêtres neuves STEP

■ VOS FENÊTRES ONT VIEILLI.
Vous vous battez tous les jours avec elles pour les fermer. Peintures, rubans et joints ne résistent plus rien. La circulation fait vibrer vos carreaux, les surbruits des automobiles et forcent les paumelles...
■ LES FENÊTRES STEP ARCADIA.
UNE SOLUTION DÉFINITIVE POUR UN CONFORT NOUVEAU.
Les fenêtres ont évolué grâce à l'utilisation de l'aluminium, sont devenues des barrières efficaces contre le bruit et le froid. Elles sont équipées d'un verre épais et d'un vitrage double.
■ STEP, 20 ANS D'EXPÉRIENCE, 1 MILLION DE FENÊTRES POSÉES EN NEUF ET DANS L'ANCIEN.
Des labels garantissent les fenêtres STEP. En rénovation vous avez des fenêtres neuves comme dans une construction neuve.
■ DES FENÊTRES NEUVES SANS TRAVAIL DE MAÇONNERIE.
STEP fabrique à vos mesures et pose, sur les anciens dormants, le plus souvent en une seule journée, des fenêtres neuves à manœuvre et qui ne demandent aucun entretien.
■ STEP, UN INVESTISSEMENT RENTABLE.
Au titre des économies d'énergie, vous pourrez déduire de votre revenu imposable tout ou partie de votre investissement. Avec des fenêtres neuves la valeur de votre bien augmente.
■ STEP, UN SERVICE D'ÉTUDE GRATUIT À VOTRE DISPOSITION.
Rassemblez d'un seul coup toutes les anciennes fenêtres. Complétez votre information en recevant le coupon ci-dessous et n'hésitez pas à demander la visite d'un spécialiste STEP. Il vous établira gratuitement un bilan de vos fenêtres et saura vous conseiller.
STEP, un nouveau confort. Une nouvelle qualité d'habitation.

COMMENT FAIRE ?

1. Remplir ce questionnaire et téléphoner à Paris (01) 45 77 16 61 ou à Lyon (04 77 40 77 00).
2. Vous recevrez le catalogue Arcadia gratuitement.
3. Sur votre demande, un technicien se rendra chez vous pour évaluer l'état de vos fenêtres et établir un devis.
4. Vous décideriez de donner suite au projet : vous allez votre STEP.
5. Au jour dit, l'équipe STEP installera vos fenêtres neuves.

step
arcadia
renovation

4 PARIS
36 av. Augustin-Dumont
92240 MALAKOFF
TEL. (01) 45 77 16 61

4 LYON
151, rue de l'Équi
69003 LYON
TEL. (04) 77 40 77 00

Je suis intéressé par ☐ Le catalogue détaillé des fenêtres Arcadia Rénovation.
☐ La visite d'un technicien pour une étude gratuite avec devis.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Code Postal _____ Tél. _____

Les pièges des clubs de rencontres

(Suite de la première page.)

Un immeuble assez récent près de la porte de Pantin. Sur la porte d'un appartement, une plaque : *Conseil matrimonial*. L'agence matrimoniale, c'est une chose, le club, c'en est une autre, explique Gérard. Elle annonce que trois cents personnes sont membres du club, ont entre vingt-cinq et cinquante-cinq ans, sont de toutes origines sociales, mais plutôt modestes, habitent surtout la banlieue (il n'y a rien pour les loirs), qu'il y a en gros autant de femmes que d'hommes. Elle ne presse pas l'inscription. Gérard décide de tenter le coup. La prochaine soirée dansante aura lieu sur une péniche, sur la Seine. Il y aura du monde. Je vous présenterai plusieurs jeunes femmes. Occupée à vendre les tickets d'entrée (65 francs, boisson comprise), l'animatrice du club oubliera de présenter Gérard à qui que ce soit. C'est là que nous le retrouvons seul, assis sur sa chaise, le regard posé sur quelques danseurs.

Les clients de clubs de rencontres ne sont pas obligatoirement des écolés de la solitude, des disgraciés, des timides maladroits. Certains, comme Georges, quarante-cinq ans, sont même très actifs, savent multiplier leurs

hobbies. Amateur de culture biologique et auditeur assidu de conférences à la Sorbonne, Georges est membre d'un club depuis plus d'un an. « Parce que j'aime danser. A mon âge, dans les boîtes, ce n'est plus possible. Il n'y a que des très jeunes. » Georges n'avoue pas d'embellie, par l'intermédiaire de la danse, il cherche aussi une femme, une brève rencontre ou une liaison qui pourrait durer.

Même s'ils ne le disent pas carrément, la majorité des membres des clubs de loisirs et de rencontres sont à la recherche d'une âme sœur. De récents procès les ont rendus méfiants à l'égard des agences matrimoniales. Et ils veulent choisir eux-mêmes la personne qui leur convient. Et non lui être présentés dans une quelconque alcôve. Depuis environ quatre ans, quelques centaines de clubs de loisirs et de rencontres ont essaimé à Paris et dans les grandes villes de province, ont pris le relais des agences matrimoniales. Ils prospectent le fructueux marché potentiel des dix millions de personnes qui vivraient seules en France. Certains avouent même être des agences matrimoniales classiques, sous un nom différent.

D'autres clubs s'en défendent, se présentant comme des inter-

médiaires dans la recherche d'un époux ou d'une épouse, d'un partenaire pour la vie ou quelques soirées. Moyennant finances, ils inscrivent les noms, désirs et numéros de téléphone du postulant dans un fichier qui est envoyé régulièrement à tous les adhérents, qui se contactent ensuite par téléphone. La formulation « rencontres immédiates » est caractéristique de ces clubs. Certains d'entre eux proposent l'adhésion gratuite aux femmes (« pour appâter les hommes », reconnaît un directeur). Pour élargir leurs chances d'obtenir des clients, beaucoup proposent à la fois « des rencontres rapides et sélectionnées » et des activités de loisirs. « Ça multiplie vos chances de trouver ce que vous voulez », dit-on alors au candidat à la rencontre.

D'autres clubs enfin, ceux qui nous intéressent ici, se contentent de proposer aux célibataires, veufs ou divorcés, de les réunir pour dîner, danser, boire un pot ou partir en vacances. Certains sont des associations sans but lucratif, d'autres non.

« Oui, ma société est une affaire commerciale », affirme M. Lascar, vingt-sept ans, président de Providis. J'ai d'abord fait cela pour travailler. Puis je me suis laissé prendre au jeu. Quand, à la fin d'une soirée, je

vois quelqu'un partir avec un ou une compagne, je me dis : tu as réussi. Si les deux premières années de Providis ont été financièrement difficiles, son chiffre d'affaires double maintenant d'une année sur l'autre.

« Mais on ne gagne pas des millions », atténue M. Lascar. On fait juste vivre le personnel. Nous avons des bureaux chers, au-dessus de la moyenne. Cela rend les gens moins méfiants. Et notre principal poste de dépense est la publicité. Nos prospectus sont distribués chaque jour dans les boîtes aux lettres. Toutes les boîtes aux lettres de la région parisienne sont régulièrement couvertes. C'est grâce à cela que nous avons du succès. Quelqu'un qui prend le temps de remplir un coupon-réponse et qui vient nous voir est réellement motivé. »

Plaintes

Providis affirme n'avoir rien à cacher. Deux plaintes ont néanmoins été portées contre ce club, qui affirme être le seul à Paris à posséder son « club-house ». La première plainte porte sur le non-respect de la législation sur le crédit. Quand on offre aux futurs membres de payer leur adhésion en plusieurs fois, mention n'est pas faite du montant des agios ni du temps légal de réflexion de l'acheteur. Une autre personne a porté plainte parce qu'elle estime avoir été trompée sur les services offerts par le club. Quand on lui a présenté les différentes activités du club, on ne lui aurait pas mentionné le prix de l'entrée au club-house ou aux soirées dansantes. Elle aurait donc cru que

l'adhésion lui offrait un accès gratuit à ces lieux. De plus, on ne lui aurait pas spécifié que le club-house n'était pas ouvert tous les jours mais uniquement deux fois par semaine, et à des heures bien limitées. A la suite de ces plaintes, une instruction est en cours (1).

Faut-il en conclure que les pratiques des clubs de loisirs et de rencontres sont pour le moins douteuses ? Notons que, en général, ils prennent bien soin de ne pas mettre la lune ou la rencontre rapide du partenaire idéal. Ils affirment ne pas être des agences matrimoniales et n'offrent que des services tels que l'organisation de repas, de soirées, la location de places de théâtre ou la réservation de séjours de vacances (même qu'il est souvent ajouté : « On vous placera près de personnes avec qui vous pouvez avoir des affinités »). Ils restent cependant dans le vague : « Nous pouvons élargir le cercle de vos relations. » Et préviennent l'adhésion c'est à lui de se prendre en charge, de montrer de l'entrain et du dynamisme.

Que ces clubs, dans leur grande majorité, soient créés par de jeunes entrepreneurs peut-être philanthropes, mais surtout désireux de gagner vite de l'argent, cela ne fait pas de doute. L'efficacité des techniques de vente de certains est remarquable. Mais où finit l'art de vendre, où commencent les pressions psychologiques sur des personnes rendues fragiles par la souffrance ou la frustration que leur cause leur solitude ? Quelques clubs de loisirs et de rencontres proposent loyalement deux ou trois soirées d'essai avant de demander de payer une cotisation. Cette pratique de

l'OREE compte un millier de membres sur toute la France. « Nous essayons d'éviter une mentalité de consommateurs, dit Albert Roucoule, son animateur national permanent. Nous ne sommes ni des fournisseurs de distractions ni une agence matrimoniale. Solitude et passivité vont souvent de pair. Nous, nous disons : passez d'une mauvaise solitude à une bonne. Créez-vous une vie sociale, collective. On ne tire personne de sa solitude. Les solitaires doivent prendre eux-mêmes leur vie en main. »

A l'OREE, on reconnaît que malgré ces avertissements, la motivation première de l'adhésion — pudiquement ou ouvertement affirmée — est la recherche d'un ou une partenaire, si possible pour la vie. « Nous sommes dans une société où l'on se réfugie dans le couple, continue Albert Roucoule. Nous prévenons qu'on ne peut vivre, uniquement dans le cocon conjugal. Nous disons : « Commencez par de larges relations, créez-vous un large réseau d'amis, sortez du seul cercle de l'échange binaire. » Quand on a un cercle de relations de dix ou quinze personnes, on peut mieux supporter un échec sentimental. Si on n'a pas ce réseau d'amis autour de soi, la déception est beaucoup plus douloureuse. »

Pas des brebis galeuses

A Nantes, par exemple, l'OREE a désormais un local dans la maison des associations de la ville. Ses membres, une grosse majorité de femmes de vingt-cinq à quarante-cinq ans, célibataires ou divorcées, employées, pour la plupart, dans le secteur tertiaire, organisent chaque week-end des promenades dans les environs de la ville. L'une trouve une zutberge sympathique près d'une rivière, l'autre prévoit un circuit pour une randonnée à bicyclette. « Nous sommes trop de femmes pour faire des soirées dansantes », dit Marie-Alix avec un sourire. Avant de venir à l'OREE, certaines ont fait l'expérience des agences matrimoniales ou des clubs de rencontres annoncés dans les journaux gratuits distribués dans la région nantaise. « Sans succès. Bientôt sûr. » Nous essayons maintenant de vivre la solitude sous son côté positif. Quand nous venons à l'OREE, nous nous sentons à l'aise, ne serais-ce que parce que nous vivons tous la même chose. Nous nous comprenons. Nous prenons conscience que nous ne sommes pas des laissés-pour-compte de la société, des brebis galeuses, parce que nous sommes seuls. Du fait que nous formons un groupe, nous nous sentons aussi plus forts. Si, depuis qu'elles sont à l'OREE, Marie-Alix, Béatrice, Chantal et les autres n'attendent plus le prince charmant en se morfondant dans leur studio, si elles énumèrent les avantages de la solitude (liberté, indépendance), elles reconnaissent cependant qu'il y a des moments où ne pas avoir quelqu'un qui nous aime, que vous aimez, avec qui vous pouvez partager, ça fait souffrir. On se demande pour quoi ça se passe comme ça. Pourquoi ça arrive à soi ? Plusieurs adhérentes se retrouvent en dehors de l'OREE pour aller au bal ou au théâtre. « Série, je n'aurais jamais osé m'y rendre l'année dernière », dit Chantal. Là, on rencontre du monde. Mais c'est toujours la même classe de types (moins de Chantal). La Rencontre (avec une majuscule) ? « Ça, c'est le hasard », répond-elle. Mais le hasard, on le provoque ou on l'attend ?

ANNICK GWENAE

(1) Selon M. Lascar, Providis club n'a jamais été assigné devant les tribunaux sans qu'il n'ait auparavant pour suivi le plaignant pour défaut de paiement.
(2) Club Panoramie, 185, rue du Château-des-Relais, 75113 Paris. OREE (Organisation de relations et d'échanges), 15, rue de l'Abbé-Croisset, 75015 Paris. Tél. : 532-34-28.

PANORAMA IMMOBILIER

LORE DE SERVAL
POUR VIVRE AVEC OU SANS LES AUTRES

LA CHAPELLE EN SERVAL A 25 MN DE LA GARE DU NORD

A côté de la Chapelle en Serval, le hameau tout entier d'Oree de Serval attend votre venue. Il vous offre, sur un terrain bordé de bois centenaires, un ensemble de maisons individuelles de 144 à 174 m², de 5 à 6 pièces, chacune entourée d'un jardin privatif.

Paris n'est qu'à vingt minutes par train depuis Oree de Serval. La ville est à trente minutes par l'autoroute du Nord. Scènes et Chantilly sont à deux jours.

Oree de Serval, un lieu privilégié pour respirer à l'aise avec la nature, avec les saisons, avec son monde, avec ou sans les autres. L'ajout réalisé à 11 h du matin.

Bureau de vente : Chemin du Pont Saint Jean 60250 La Chapelle en Serval. Tél. : 16 (4) 484.88.35. Ouvert les lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h. Samedi et dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Possibilité de prêt conventionné.

Je désire recevoir une documentation "L'oree de Serval"

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : privé : _____ Professionnel : _____

Coupon à retourner : Capri, 4 place Raoul Dautry 75015 Paris. Tél. : 321.47.93.

LOUQUES-RIVE
OUVERTURE DU TERRAIN DE 1000 M²

LOUQUES-RIVE
TROUVILLE

67, avenue du Pét. Kennedy 14300 TROUVILLE
T. (31) 84.46.83

résidence des Albères

14, avenue de la Méditerranée, 66140

CANET PLAGE
Tél. (68) 80.59.15

Votre appartement du studio à 3 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.

ETRANGER

VOTRE VILLA
Au bord de la mer sur la COSTA BRAVA pour 2 600 FF/m²

- Près des principaux centres touristiques
- Nombreux appartements et villas disponibles
- Credit personnalisé - Location possible

Autres programmes à : Malaga-Alicante-Mallorque

Demandez notre documentation

DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris - Tél. : 504.79.31

Nom : _____ Adresse : _____ Localité : _____

Pour tous renseignements concernant cette rubrique RÉGIE-PRESSE M^{me} P. BALAGUER, 233-89-65.

55 من الأمل

TRANCHES DE DRAMES

Le docteur est en prison

C'EST une photo de mariage ordinaire. Fier comme un prix d'excellence dans son smoking blanc, le docteur Alain Laurent parcourt les rues de Mersillargues (Hérault), tout le village aux escarpins, une jeune femme blonde au bras. Deux ans après, ici, on se souvient encore du champagne et du grand soleil de ce jour-là.

Est-ce bien le même qui a regardé une dernière fois Mersillargues un dimanche de printemps, à l'heure du pastis, derrière ses lunettes fumées impénétrables comme des murs du Sud, avec cet air de chaviré du petit matin ? Cette seconde photo, floutée, déjà son fichier anthropométrique, s'éclaircit pleine page dans la Midi libre, sous le titre : « Le médecin toxicomane de Mersillargues ». L'article détaillait sa « lente déchéance ».

« Il était presque trop bien pour nous »

C'est aller un peu vite en besogne. On est sûr, au fond, de très peu de choses. Dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16 mai, une fugueuse de seize ans, Yannick, a succombé à une surdose de morphine au domicile du médecin, qui avait fait sa connaissance quelques temps plus tôt dans un cabaret des environs où elle était hôtesse. Le lendemain soir, un passant découvrait le corps de l'adolescente, dans le fossé sur le bord de la route, à cinq cents mètres du village. Avant ce jour, Alain Laurent avait délivré des ordonnances de complaisance, prescrivant des substances du « tableau B » à des toxomanes.

Ici s'arrêtent les certitudes et les chefs d'accusation contre Alain Laurent, trente-neuf ans, et son amie Sylvie Vincent. Pour le reste, pour comprendre, vous pouvez toujours interroger le village. Mersillargues « schetch » beaucoup, mais ne dit pas grand-chose. Voici un homme poli et sociable, qui « touche la main » sans façon aux piliers de bistrot, assure gratuitement la permanence médicale lors des courses de taureau. Et excellent praticien, ce qui ne gêne rien. « Un très bon diagnostic. Rares ceux qui, au moins une fois, n'ont pas trompé le médecin de famille avec ce petit jeune brillant.

Il a décollé, chez l'un, un souffle au cœur jusqu'à l'insupportable ; on ne compte plus les hypertensions dégoûtées comme des boudriches ou les sciatiques désespérées qu'il a soulagées sans y toucher. Et ne poussa pas à la consommation : « Jamais d'ordonnance de deux pages. Il ordonnait de réduire les doses prescrites. » Surtout, scrupuleux à l'extrême, vous gardant des heures pour conforter un diagnostic, « alors que d'autres, hélas, ne cite pas de nom, en cinq minutes, c'est fini. » Quand il est arrivé de Paris en 1977, se souvient le curé, le Père Vigreux, les gens étaient flattés. Il était presque trop bien pour nous.

Proche des jeunes, aussi. Suscitant le « toutisme » et le « zape » dans le dos, toujours en jeans et blouson de cuir, habitude de la fermeture du Gardien, un bistrot mal vu à Mersillargues uniquement parce qu'il a pris la succession d'une boîte de nuit de très mauvaise réputation où venaient se distraire des notables nîmois. Et là, ça coïncide un peu. « Tout de même, un médecin », chuchote le village. Aux « pots » de la municipalité, il était toujours le dernier parti ; alors que ses deux confrères, tout à leur sacerdoce, boivent du bout des lèvres. Lui, boive volontiers la coupe, et ne s'en cache pas. Le village, certes, n'est pas bégueule, mais tout de même, un médecin !

Mersillargues renvoie d'Alain Laurent mille images contradictoires. Quelques jours avant la mort de Yannick, se disant « persécuté » par les drogués en manque, il était allé à la gendarmerie

de Lunel déposer le carnet à souche où figuraient toutes les prescriptions de substances du « tableau B ». De fait, dès que le nom d'un médecin commence à circuler parmi les toxomanes, c'est l'enfer, l'insoutenable défi des chantages au manque, les menaces : tout est bon pour se procurer les doses salvatrices. Alain Laurent e d'abord cédé un peu, pour élire. Et puis, tout s'est accéléré. Sa femme l'a quitté en janvier. Ces derniers mois, Alain Laurent refusait d'assurer les gardes de nuit ou de week-end. Jusqu'à cet épilogue, cette robe blanche dans le fossé, ces gestes de panique au cœur de la nuit.

Yannick, les gendarmes qui l'ont ramassé lui ont d'abord donné vingt-cinq ans. C'est dire si l'on ne s'est pas méfié, au Coll Salomon, quand elle est venue s'y faire embaucher en prétendant avoir perdu ses papiers. Un honnête cabaret d'arrière-pays, avec son strip-tease, son champagne à soixante francs le coupe, les plaisanteries de son ventriloque : « Savez-vous pourquoi on appelle Marchais le radis ? Parce qu'il est rouge dehors et blanc à l'intérieur », ses solitudes accablées au bar, ses filles à conversation tarifée. « Je peux vous tenir compagnie ? » Yannick était gaie. Yannick était belle. Elle « marchait » bien. A l'aube, les fétards partis, elle se passait parfois un rock ou un reggae et dansait seule, pour son copain l'éclairagiste, pour le plaisir. Là, elle a rencontré Alain Laurent, qui venait parfois y tuer la nuit.

Les beaux chapeaux de Yannick

Et puis, le patron du Coll, un bon grand-père, a été inquiété de ces papiers qui n'arrivaient pas. Un cabaret sans histoires, notez bien. Yannick, licenciée, a pris ses deux valises et rappliqué chez Anne-Lise Laurent, la femme du médecin, qu'elle connaissait aussi. Pensez si les joueurs de pétanque l'ont remerciée. Elle n'avait rien de ces auto-stoppeuses en jeans rapiécées, qu'il était déversé ici par floppées. Dans ce village, tout en ficus, cabas et voitures fermés, cette grande fille superbe a baladé quelques jours ses extravagants chapeaux et son mal de vivre. Mise à la porte par Anne-Lise, elle a trouvé refuge chez son mari. Jusqu'à cette nuit.

A quoi ressemble un village où l'on vient d'arrêter un médecin ? Mersillargues est confit d'indulgence. Certes, on n'a pas manifesté sous les barreaux de sa cellule à Montpellier. Mais s'il revenait un jour, sûr, on retournerait consulter chez lui, comme si de rien n'était. Plusieurs explications. D'abord, il n'a pas perverti la jeunesse du pays. Tous les jeunes impliqués venaient de Nîmes, de Montpellier. Ici, à Mersillargues, la drogue est loin. Bien sûr, on murmure qu'un Gardien circulerait de droles de chewing-gums. Mais les gendarmes n'y ont jamais rien trouvé. Bien sûr, il y a quelques semaines, vingt-cinq jeunes ont été interpellés à Lunel, au cours d'une « colle-party ». Mais Lunel est à trois kilomètres, Lunel est déjà le village. Bien sûr, au lendemain de la mort de Yannick, qui portait à trois le nombre des surdoses en quelques semaines dans la région, le procureur de la République de Montpellier a tonné contre le fleuve, déclarant que « ceux qui n'ont pas compris que chaque drogué est un pourvoyeur en puissance n'ont rien compris ».

Mais surtout, Alain Laurent n'était pas « argentiste », comme on dit ici. Est-ce sa forte influence réformée (le village compte deux temples pour une église) qui porte Mersillargues à l'indulgence envers les pêcheurs désintéressés ? « Vendra de la drogue, c'est dégoûtant. Mais lui, de quel droit le condamner ? Si les jeunes venaient chez lui, c'est peut-être parce que toutes les autres portes leur étaient fermées », soupire Josette Clopes, garagiste, l'une des plus actives

paroissiennes protestantes avec son mari. Les catholiques sont plus sibyllins : « Même s'il s'est mis dans un drôle de pastis, il y a sûrement du bon en lui comme en tout homme », memmoine le Père Vigreux, en éhort et casquette.

Il n'y a pas si longtemps, chaque communauté avait son médecin, ses commerçants. Les catholiques plutôt ouvriers (un peu moins depuis l'arrivée des « pieds-noirs »), les protestants vidocuteurs ou commerçants. Ne traduis pas « notables ». La vigne est bien basse, hélas ! La cave coopérative de Mersillargues, la plus grande d'Europe, ne fonctionne plus qu'au quart de sa capacité. La différence de « sensibilité » entre les deux communautés a cristallisé sur les immigrés. Les catholiques ont refusé d'assister à une « journée marocaine » organisée par les protestants, et il ne faut pas pousser beaucoup le Père Vigreux pour le relancer dans sa diatribe préférée contre ces hermes qui viennent manger les allocations familiales des Français.

Parlez-leur du Mondial

Même le culte du taureau — « le vrai roi de Mersillargues », explique le maire, M. René Bessières — ne réconcilie pas tout le monde. Rares sont les dimanches sans « course libre » dans les arènes, qui trônent sur le plectre de l'église. Au cours de la fête du village, en été — auparavant, elle avait lieu après les vendanges, mais on l'a déplaçée pour les vendanges — les cafés de Mersillargues défilent 15 hectolitres de pastis. « Et la municipalité paie à boire aux jeunes qui se font bachoucher » (1), soupire Josette Clopes.

L'année dernière, les protestants ont proposé de réduire la durée de la fête à cinq jours. « Les protestants veulent supprimer la fête de Mersillargues », a tiré le Midi libre. Des jeunes taureuphiles sont allés vomir à la porte du presbytère, et ampeler des bouteilles de pastis vides sur les grilles du temple.

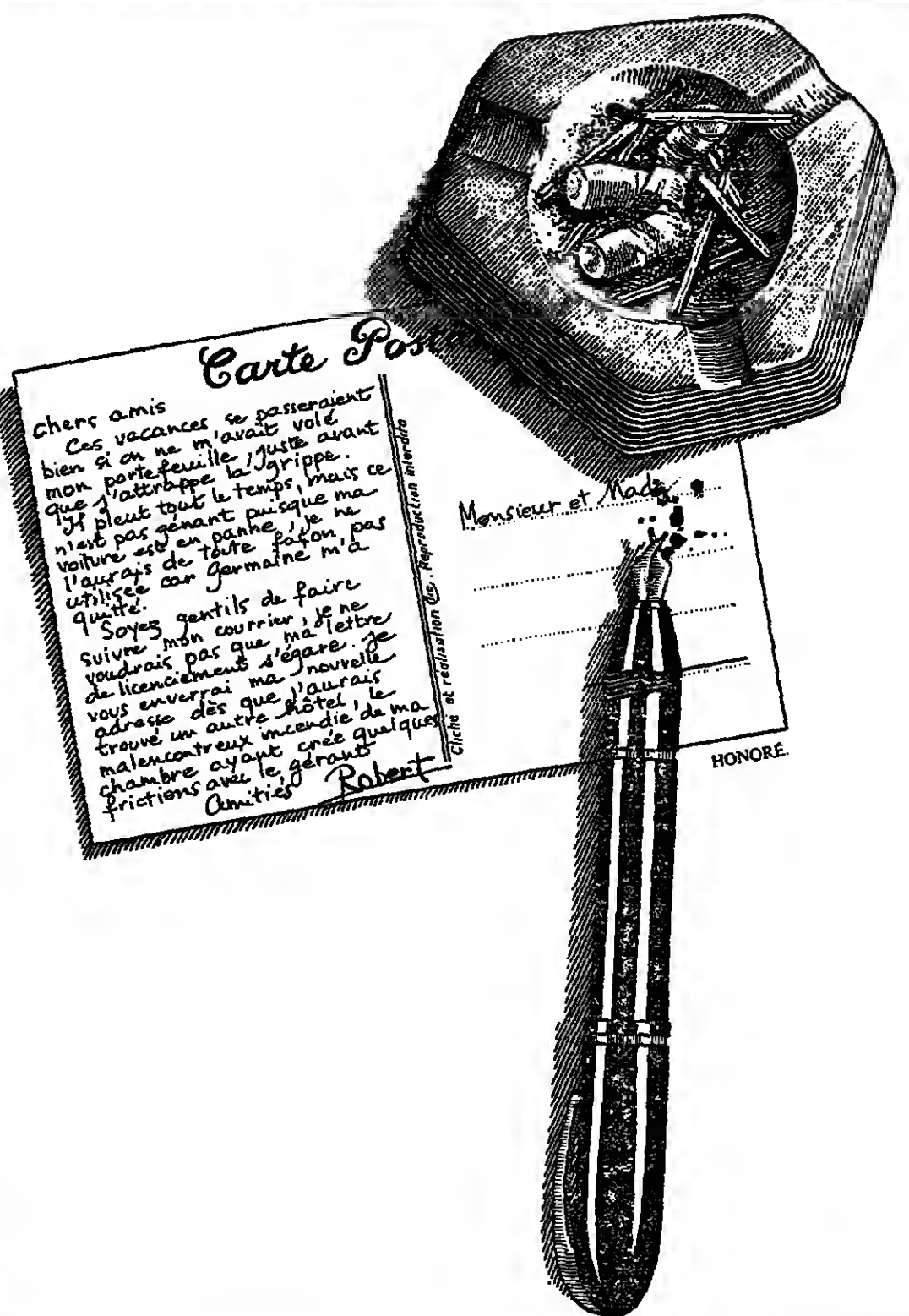
Aujourd'hui, Mersillargues respire la mer et l'été. Les jeunes répètent leurs cyclomoteurs. Dans les boîtes de nuit de La Grande Motte, juillet va ramener sa cargaison de chair fraîche. Le docteur Laurent a-t-il jamais exercé ici, rue Pierre-Brossolette, où témoignent comme par erreur sa fièvre plaquée dorée de « médecin des hôpitaux de Paris » et sa 4-L cravérée de toubib des pauvres, que les policiers de Montpellier n'ont pas même cru bon de perquisitionner ?

Mersillargues, déjà, oublie. Ce soir, réunion du parti communiste, consacrée à la santé. Le conseiller général, un psychiatre barbu, évoque « l'affaire », comme par charité, en réponse à un journaliste. « Pas bérin, certes, mais ne pas monter en épingle. » Prévention, répression, jeunesse en plein désarroi. La position du parti expédiée en trois minutes, on passe aux choses sérieuses : le voyage de Jack Ralite, le coût des soins en neurochirurgie. La réunion était programmée depuis longtemps. Sur Alain Laurent, le parti n'en dira pas plus. Les profs du collège non plus. Le principal est tout à son exposition sur les crues du Vidourle, les redoutables vidourlades, dont trembla Mersillargues jusqu'à la construction de digues, en 1955. Au lendemain de l'affaire, la consellière d'éducation a cru percevoir un inhabituel silence au réfectoire. Mais elle n'est plus très sûre. Quant aux adolescents, parlez-leur plutôt du Mondial.

L'épicière soupire. Tout ceci ne va pas faire de bonne publicité à Mersillargues. « Pourtant, nous n'y sommes pour rien. Non, non, bien sûr, personne n'y est pour rien. »

DANIEL SCHNEIDER.

(1) Se faire bousculer par les taureaux pendant les courses libres.



CROQUIS

Sophocle à Kolokani

Ici, c'est l'Afrique aride, l'ancien Soudan français — le brousse dont on me parlait quand j'étais enfant. Ici, la terre est pauvre. Quelques arbres, noirs, malingres, presque fantomatiques, et qui perdent déjà leurs feuilles, des baobabs, des herbes hautes, devenues blanches à force de soleil. Pou d'oiseaux, bleus, gris, et silencieux. Ici, la saison sèche commence. Cela se remarque au vent brûlant qui souffle de temps à autre, mêlé de poussière et de sable. Le soleil tout là-haut, comme une pièce d'argent. Le Sahel n'est pas loin.

A Kolokani, le marché se tient une fois par semaine, le mercredi. C'est un marché bruyant et pauvre, très coloré : cacaïchutes vendues par petites tas, baignets que les matrones font cuire en plein air, marchands de calabasses, fabricants de bijoux en fer et en cuivre, le couturier avec son antique machine à pétole. Le lendemain, la poussière retombe, il reste des rues larges et sabieuses, les grands éciets de

rire des commères, bébés sur les reins, les enfants découverts, la mosquée avec son toit d'autruche, les piteuses de mil devant les maisons, les tisserands aux gestes secs et — par-ci par-là, essis en groupes, les anciens (longs boubous et barichettes) qui commentent le quotidien avec de lents hochements de tête. Il reste aussi l'hôpital. Et, au milieu de l'hôpital, dans une cour avauilante de soleil, se dresse Sophocle.

Sophocle a des bras de fer, un tronc de fer, un pied à roue sur un socle circulaire ; il présente constamment sa large face plate au soleil. Sophocle (il s'agit là du sigle d'une machine au mont-touré) capte la lumière solaire et la transforme en électricité. Il a été installé à titre expérimental ; il aidera les hommes, peut-être, un jour. En attendant, les malades de l'hôpital se sont habitués à sa présence, ils l'ont adopté. Les anciens de tout à l'heure se réunissent sous son ombre, comme sous celle du traditionnel arbre à palabres — tourment avec elle et, forts de la coutume, discutent sans fin des choses de la terre et du ciel. Il y a le cycle des saisons et celui de la vie, et le passé qui indique le chemin. Rien ne peut changer : le plus rare ou catastrophique, le période brûlée et le grain qui manque, le malade, la mort font partie du paysage et du temps. L'enchaînement est immuable ; et les jeunes, qui veulent tout déranger, sont d'irrespectueux bavards.

Depuis Sophocle, qui a se propre vie et tourne silencieusement, on entend les tapements monotones des piteuses de mil — tant qu'il y eue du mil. Dans ce lieu, il faut savoir comprendre les mots qui ne se disent pas. Il faut savoir aussi être humble quand on est Blanc et bien nourri : à la fin de la saison sèche, c'est-à-dire dans un ou deux mois, le fam sera tué quelques-uns des enfants qui me serrant le main. B'jour toubab, ça va ?

ANDRÉ VILLON.

Le vrai Parisien

Mon amie Angélique est née sur une île de la mer du Nord. Comme tous les jeunes Allemands, elle a beaucoup boursigné. Elle a traîné ses guêtres aux quatre coins de la planète, de Tombouctou à Reykjavik. De ses longues « pégrinations », elle a rapporté une exclamation qui m'étonne toujours : « Ah ! celui-là, dit-elle, c'est un vrai Parisien ! » Je reste interloqué, interdit. L'expression « un vrai Parisien » demeure pour moi énigmatique. Qu'entend-elle par là ? Subodore-t-elle qu'il est né de Paris et non d'Arras, chef-lieu du Pas-de-Calais ? S'agit-il d'un pléonasme, d'une antithèse ou d'une hyperbole ? Parle-t-elle d'une idée de la Raison, d'une

toxicque géographique, d'un fait d'historicité, d'une hypothèse expérimentale, d'une entité philosophique, d'un esprit pur, d'une maladie incurable, d'un péché mortel, d'un animal bipède ou d'une âme morte ?

L'adjectif « vrai » me confond. Suppose-t-elle qu'il y a de faux Parisiens comme de faux Rembrandt ou de faux camemberts ? Et comment reconnaître un faux Parisien d'un vrai provincial ? Cette redondance superflutatoire définissant l'essence de la parisienneté me plonge dans des affres métaphysiques. A quelle tautologie fait-elle allusion ? A quelle nomenclature se réfère-t-elle ?

Le « vrai Parisien », me dit-elle, c'est celui qui sait tout, qui a tout vu et qui connaît tout le monde. Euraka. Tout s'éclaire. Le « vrai Parisien est l'homme de la methesis universalis ». Le « vrai Parisien » pèrille, étincelle, crépite et rayonne au zénith. Il appartient au hit parade de l'intelligence mondiale, il sable la champagne, crache dans la soupe et plume en lisant Lacan dans le texte.

Le « vrai Parisien » est une valeur marchande d'exportation. Il est l'entra du néant. Il existe pour tous les autres, sauf pour lui-même. Il est le fantasme éternel, car comme dit le poète : « Paris sera toujours Paris ».

DANIEL ACCURSI.

ETRANGER

Comment peut-on être yougoslave ?

Il n'y a pas officiellement de nationaux yougoslaves en Yougoslavie, mais seulement des Serbes, des Croates, des Slovènes, etc. Or 1 260 000 citoyens, au dernier recensement, se sont déclarés yougoslaves. Au grand dam des théoriciens.

UNE question suscite depuis plusieurs semaines un vif intérêt en Yougoslavie. Elle a été posée par un phénomène totalement inattendu révéle par le dernier recensement : plus de 1 260 000 personnes (5,4 % de la population totale) se sont déclarées de nationalité yougoslave, la seule qui ne soit pas reconnue officiellement. On peut être de nationalité serbe, croate, slovène, macédonienne, monténégrine, albanaise, hongroise, roumaine ou appartenir à une bonne dizaine d'autres groupes ethniques, mais on ne peut pas être de nationalité yougoslave. Pour le régime, le mot « yougoslave » indique l'appartenance à un pays (citoyenneté), non pas à un peuple (nationalité). La nationalité yougoslave aurait été une création « artificielle » de l'ancienne Yougoslavie et l'un des facteurs déterminants de son « centralisme » que les peuples de la « nouvelle Yougoslavie » ont déjà rejetés au cours de la guerre.

C'est pourquoi la poussée spectaculaire de Yougoslaves (au recensement précédent, il y a dix ans, ils n'étaient que 273 000) a provoqué un véritable choc. Le phénomène est sensible dans toutes les régions du pays et surtout dans les grands centres urbains où, en général, la population est multinationale. C'est ainsi que l'on a dénombré 379 000 Yougoslaves en Croatie, 271 000 en Serbie, 326 000 en Bosnie-Herzégovine, 167 000 en Vojvodine, etc.

Quelque chose qui cloche

Beaucoup se demandent alors si une nouvelle nation n'est pas en formation, qui se manifeste avec force précisément au moment où les divisions politiques et économiques menacent l'unité de la Yougoslavie déjà multinationale.

La polémique a été lancée par le professeur Bilandzich, l'un des idéologues du régime. L'apparition d'un si grand nombre de Yougoslaves n'est pas, à son avis, « normale ». Elle indique que quelque chose « cloche » dans la société, étant donné qu'il est « illogique » de croire à la possibilité de créer une nation yougoslave dans un avenir proche ou lointain. « Une nation yougoslave, explique-t-il, ne correspondrait à aucune catégorie marxiste. »

Les réactions à ses thèses ne se sont pas fait attendre. Dans de nombreuses lettres adressées à la presse, d'autres intellectuels ou simples lecteurs revendiquent la reconnaissance par le régime d'une nation yougoslave. Ils contestent qu'elle serait obligatoirement « centraliste » ou « hégémoniste » et mettraient en péril les droits de ceux qui souhaitent conserver la nationalité de l'un des peuples de la Yougoslavie. « Bien au contraire, affirment-ils, une nation yougoslave serait un élément de cohésion du pays, menacée par les nationalismes et séparatismes de tous bords. »

Pour résoudre l'énigme de ce qu'on a appelé la « marée des Yougoslaves », l'hébdomadaire *Nin*, de Belgrade, a procédé à une enquête. Il voulait établir les raisons qui ont poussé tant de gens à se déclarer yougoslaves. Voici quelques réponses : « Je

trouve nos divisions ridicules. » « Je me sens yougoslave ». « J'en ai assez de nos nationalismes qui nous mènent à l'absurde. Nous sommes tous de petits peuples, et c'est seulement ensemble que nous représentons quelque chose. »

Près de 37 % des personnes interrogées sont membres du parti communiste, 86 % estiment que, dans l'avenir, la nationalité yougoslave sera encore plus nombreuse (3 % seulement ne le pensent pas) et 22 % se sont déclarés yougoslaves parce que leurs parents ou leur conjoint étaient de nationalités différentes. « Ma mère est slovène, a dit l'une d'elles. Mon père est croate. Mais sa mère est serbe. Com-

ment voulez-vous que je ne sois pas yougoslave ? »

Trente-neuf pour cent des personnes interrogées ont moins de trente-cinq ans ; elles n'ont donc pas vécu les conflits nationaux de la dernière guerre qui, visiblement, ne sont pas le sujet essentiel de leurs préoccupations. Cela semble également valable pour les membres de la famille du professeur Bilandzich, car, selon *Politika*, si le professeur a opté pour la nationalité croate et sa femme pour la nationalité serbe, leurs enfants et leurs petits-enfants — sept personnes en tout — se sont déclarés yougoslaves.

PAUL YANKOVITCH.

REFLETS DU MONDE

TYGODNIK MAZOWSE

Le cynisme des psychologues

TYGODNIK MAZOWSE, l'hébdomadaire clandestin du syndicat indépendant *Solidarnosc* pour la région de Varsovie (cité par le bulletin édité par le comité de coordination polonais du syndicat polonais), reproduit dans son 9^e numéro un compte rendu d'une récente réunion au bureau de presse du gouvernement polonais, au cours de laquelle des psychologues ont expliqué aux propagandistes officiels comment améliorer l'efficacité de leur travail. Voici quelques extraits de ces conseils, qui ne manquent pas de cynisme :

« *Solidarnosc* en tant que slogan est profondément erroné car il ne faut pas employer le terme *Solidarnosc* en tant que tel dans un contexte négatif. Il est inutile de tenter de transformer le sens positif de ce slogan en un sens négatif. Il vaut mieux se l'approprier. (...) »

« Il est très efficace de démasquer les dirigeants de *Solidarnosc* en montrant leurs fausses attitudes, comment ils deviennent arrogants et suffisants. Il est par contre inutile de souligner les succès de *Solidarnosc* avec l'Occident, car cela ne rend pas le syndicat odieux. La déception à l'égard de la notion de « socialisme » résulte en fait de ce que les idées socialistes ont été profondément ancrées, de ce que l'on attend beaucoup du socialisme. Dans le système capitaliste, les pays n'en attendent pas beaucoup et n'aprouvent donc pas de grandes déceptions. Il faut souligner cette affirmation dans les articles de fond. Il faut limiter l'emploi du terme « socialisme » et se servir des valeurs du socialisme et non du mot même. »

« Le socialisme en tant que notion est identifié aux erreurs, déviations, conflits, etc. Il faut changer l'accent, c'est-à-dire qu'il faut souligner non pas que le socialisme était bon, mais qu'il peut être bon, qu'il sera bon. »

Le jour anniversaire de l'empereur, la B.K.D. a organisé une manifestation à Tokyo pour demander l'abolition du système impérial. « C'est parce qu'il est burakumin qu'il est à l'arrêt, qu'on a fait de lui un coupable, et c'est encore parce qu'il est burakumin qu'on refuse la révision de son procès », affirme M. Matsunaga.

Les burakumin, au nombre de trois millions, représentent la plus forte minorité discriminée du Japon (1). Ils sont les descendants des parias de l'époque pré-industrielle qui travaillaient dans les métiers jugés impurs : tanneurs, éleveurs et artisans du cuir. Une proportion importante de leurs descendants exerce encore ces professions. Situés à l'autre extrême de la société nipponne, ils représentent, pour l'anthropologue Masao Yamaguchi, l'envers du système impérial.

Le Japonais aux soixante avocats

Depuis près de vingt ans, Kazuo Ishikawa réclame, assisté de soixante avocats, la révision de son procès. Il appartient au groupe des « parias » japonais, les *burakumin*, et s'estime victime de la discrimination sociale.

KAZUO ISHIKAWA a quarante-trois ans. Il est emprisonné depuis près de vingt ans. Sa condamnation à mort a été commuée en emprisonnement à vie. Il n'est cependant pas seul à demander la révision de son procès depuis sa cellule de la prison de la préfecture de Chiba : un groupe de soixante avocats le défend ; des centaines d'articles dans la presse ont plaidé sa cause ; chaque année des manifestations réunissent des milliers de participants qui réclament sa libération. Cependant, l'ampleur des moyens employés contraste avec l'absence de résultats.

Selon Toshio Matsunaga, membre permanent de la ligue de libération des *burakumin* (Buraku Kaiho Domei, ou B.K.D.), « autour de l'affaire Ishikawa, ce sont deux groupes aux intérêts et aux idéaux opposés qui se trouvent en présence. D'un côté il y a la droite et l'extrême droite au pouvoir, et leur justice, qui veulent maintenir sinon renforcer le système de l'empereur. De l'autre, il y a des groupes comme le nôtre, qui veulent le supprimer. »

Le jour anniversaire de l'empereur, la B.K.D. a organisé une manifestation à Tokyo pour demander l'abolition du système impérial. « C'est parce qu'il est burakumin qu'il est à l'arrêt, qu'on a fait de lui un coupable, et c'est encore parce qu'il est burakumin qu'on refuse la révision de son procès », affirme M. Matsunaga.

Les burakumin, au nombre de trois millions, représentent la plus forte minorité discriminée du Japon (1). Ils sont les descendants des parias de l'époque pré-industrielle qui travaillaient dans les métiers jugés impurs : tanneurs, éleveurs et artisans du cuir. Une proportion importante de leurs descendants exerce encore ces professions. Situés à l'autre extrême de la société nipponne, ils représentent, pour l'anthropologue Masao Yamaguchi, l'envers du système impérial.

La disparition de l'un ne peut donc aller, semble-t-il, sans la disparition de l'autre. C'est sans doute la raison pour laquelle de nombreux manuels s'attachent à montrer que la discrimination des *burakumin* fut le fait du pouvoir militaire d'Edo, que les partisans du rétablissement de l'autorité impériale ont renversé lors de la révolution de Meiji (1868). Mais alors comment expliquer la persistance de cette discrimination de nos jours ?

« Cela n'a rien à voir », disent les juges d'Ishikawa. C'est parce qu'il a avoué sa culpabilité, et qu'aucune preuve irréfutable n'est venue infirmer ses aveux, qu'Ishikawa reste en prison. Les membres de la B.K.D. s'efforcent du fonctionnement d'une justice devant laquelle c'est à l'accusé de prouver son innocence plutôt qu'à l'accusation de démontrer sa culpabilité. Dans le cas Ishikawa, quelles sont les fautes et les preuves ?

La lettre d'un analphabète

Le 1^{er} mai 1963 à Sayama, dans la préfecture de Saitama, une jeune fille de seize ans fut violée et assassinée. Le meurtrier avait écrit une lettre demandant aux parents de la victime une rançon en échange de sa vie. La presse nipponne fit un large écho à cette affaire : l'épouse du premier ministre de l'époque, M. Ikeda, vint encourager la police locale qui piétinait. C'était l'époque du bond économique. Pour que le peuple travaille bien, il fallait une justice et une police efficaces. La découverte du coupable était nécessaire.

On procède donc à l'analyse du groupe sanguin de cent trente jeunes gens issus des ghettos. Ishikawa, chômeur un peu simple d'esprit, n'avait pas d'alibi vérifiable le jour du crime. Il est du groupe B comme le coupable : c'est donc lui. Après quelques jours dans les locaux de la police, il passe aux aveux, qu'il rétracte ensuite. Ishikawa dit que la police lui a fait apprendre par cœur

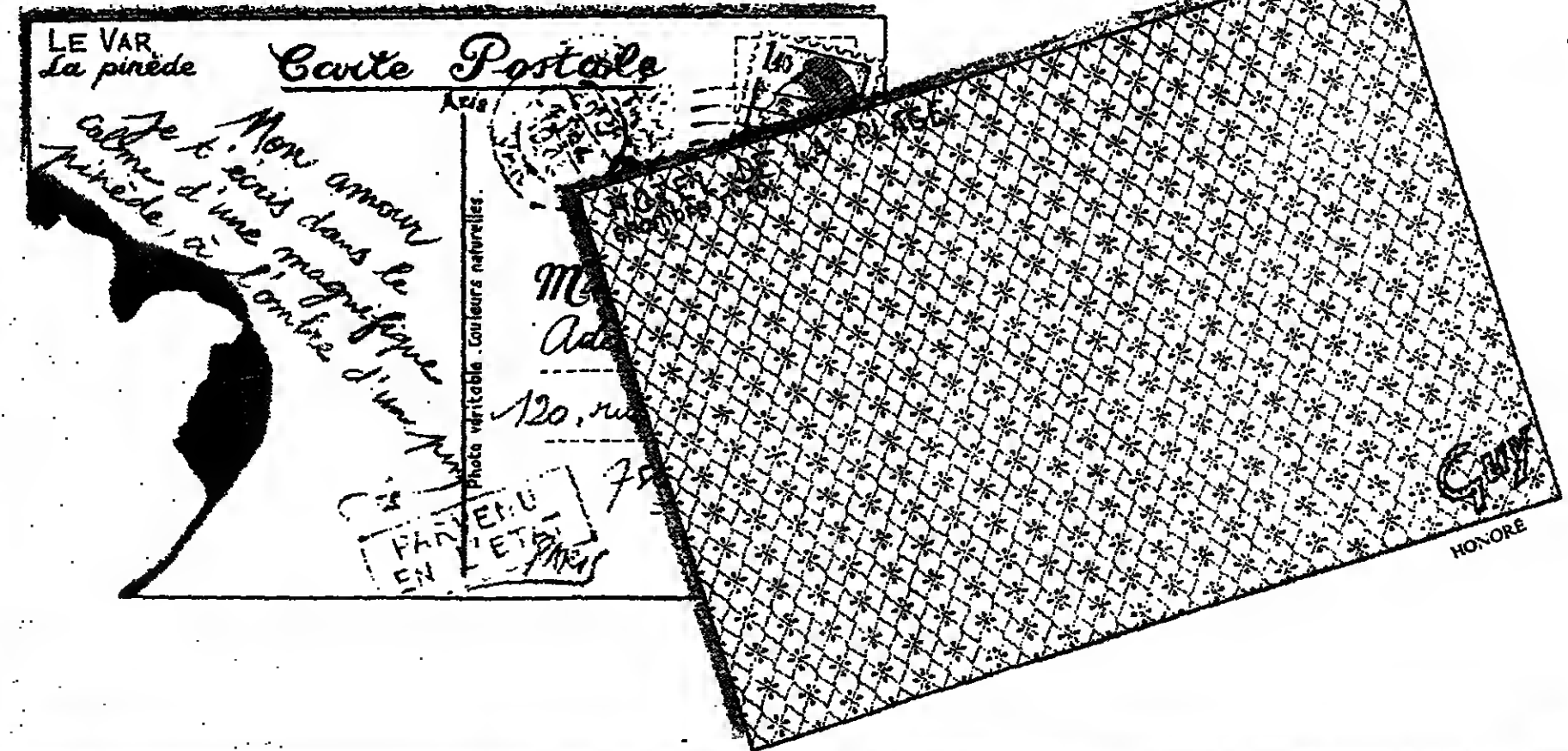
des aveux en échange de la promesse que sa peine serait légère. Le groupe d'avocats qui défend Ishikawa affirme que celui-ci ne savait ni lire ni écrire. Il a donc pu rédiger une lettre de menace. Le stylo de la victime, qui aurait servi à écrire la lettre, n'a été retrouvé qu'après trois jours de perquisitions dans la petite maison du père d'Ishikawa... au-dessus de la porte d'entrée, donc à un endroit bien visible. La lettre de menace comporte plusieurs dates en surimpression qui ne concordent pas avec les aveux. Au moment du meurtre la victime aurait été, un agriculteur se trouvant dans son champ et n'a rien entendu. Les traces de pas relevées près de la victime ne correspondent pas à ceux d'Ishikawa. L'encre du stylo de la victime et celle de la lettre sont différentes...

Enfin, faits étranges, plusieurs personnes de l'entourage de la victime se sont suicidées après cette affaire. M. Matsunaga dit qu'il est bien probable que ce ou les coupables se trouvent là. « On se demande quelles preuves il faudrait apporter à la justice pour faire libérer celui que nous savons innocent. Nous sommes burakumin et nous voulons par cette lutte contribuer à faire cesser la discrimination qui sévit encore. Mais le pouvoir actuel, qui autour des thèmes du réarmement du Japon, du contenu des manuels scolaires, du temple aux morts de la seconde guerre mondiale, de l'ère impériale (2)... effectue un virage à droite, entend mettre un coup d'arrêt à notre mouvement qui gène ses projets », conclut notre interlocuteur. Le père de Kazuo Ishikawa est âgé de quatre-vingt-cinq ans. Son vœu le plus cher serait d'accueillir son fils, libre et innocent, dans sa maison avant de mourir.

PIERRE LARCHE.

(1) *Le Monde* Dimanche du 13 décembre 1981. François Sabourat ; « Trois millions de Japonais invisibles ».

(2) Au Japon nous ne sommes pas officiellement en 1982, mais dans la 38^e année de l'ère impériale Showa. Il avait été décidé que ce système serait abandonné à la mort de l'actuel empereur. Mais les pressions de la droite ont fait renoncer à ce projet.



DEMAIN

De nouveaux services télématiques dans les banques

Après l'informatique de gestion, les banques mettent leur puissance dans de nouveaux services : des systèmes d'information.

LES banques vont enfin être obligées de se préoccuper des vrais besoins de leur clientèle d'entreprise. Cette réflexion d'un cadre d'une grande banque nationalisée est moins désabusée qu'elle ne pourrait paraître. De nombreux établissements s'apprêtent à proposer de nouveaux services qui n'ont que peu de points communs avec leurs activités traditionnelles. Ni crédits ou placements, ni conseils ou assistances diverses. Les banques disposent sur les entreprises de beaucoup d'informations qui seraient utiles à ces dernières, explique Guy Grymberg, directeur général adjoint de la Compagnie financière. L'avenir du métier de banquier passe par la valorisation de ces informations, c'est-à-dire leur mise à disposition et non leur rétention, qui grève la trésorerie des entreprises.

Qu'on ne s'y trompe pas, le propos est iconoclaste. Chaque chef d'entreprise — ou son directeur financier — le sait à ses dépens : les banques gagnent beaucoup d'argent avec les agios perçus sur les comptes débiteurs. Par ailleurs, gèlent d'importantes provisions pour couvrir la masse des en-cours, ou le *float* comme disent les gens du métier, revient cher. Des coûts qui sont d'autant plus mal acceptés par les sociétés qu'elles n'ont le plus souvent aucune prise sur eux. Comment maîtriser la masse des chèques émis sur différents comptes, parfois plusieurs dizaines ? Une entreprise vit au jour le jour. L'argent rentre et sort de différents côtés, reste à équilibrer en suivant les comptes, tout en jonglant avec les fameuses dates de valeur, le plus souvent anticipées pour les paiements et retardées pour les encaissements. Difficile de ne pas y laisser quelques plumes au bénéfice du banquier. Un débit de 1 million de francs coûte aujourd'hui environ 400 francs par jour...

Quatre nouveaux services

Ces règles du jeu, que connaissent aussi certains particuliers, ne sont plus tout à fait respectées depuis quelques années. Les problèmes de trésorerie pouvant prendre une telle ampleur dans les grandes entreprises, celles-ci ont parfois réussi à obtenir des états de comptes rapidement mis à jour par une liaison télématique avec leur(s) établissement(s) bancaire(s). Ainsi, notamment avec la Société générale, le Crédit lyonnais, le Crédit industriel et commercial ou la Banque nationale de Paris. Certaines sont allées plus loin que d'autres dans la rétrocession d'informations financières, mais en bénéficiaient seulement les clients privilégiés, quelques dizaines, en général les plus gros.

Demain, cet usage va connaître deux types d'extension par la nature et la qualité des informations qui seront délivrées, plus riches et diversifiées, et par leurs destinataires, les deux modes de développement n'allant pas forcément de pair.

La démarche de la Compagnie financière illustre bien la première voie. P.M.E. arrivée tard sur le marché bancaire (en 1971), la filiale d'Edmond de Rothschild s'est, dès l'origine, trouvée dans l'obligation d'innover pour grignoter une part de ce gâteau que s'étaient déjà partagé les grands établissements implantés de longue date : les grosses entreprises. S'inspirant d'un certain courant bancaire aux États-Unis, Guy Grymberg et Bernard Esambert, mettent au point en décembre 1980 un système baptisé Trésor, qui, dès l'abord, vise à fournir plus que les autres services offerts par la concurrence.

Pour l'utilisateur, il se présente sous la forme d'un terminal raccordé par le réseau téléphonique à une société d'informatique (la S.I.T.B.) œuvrant pour la Compagnie financière. Quatre types de services lui sont dispensés sur demande.

- **Les informations bancaires financières.** Le client dispose en permanence du solde de ses comptes avec le détail de ses mouvements, en ayant la possibilité de les consolider entre eux. Il peut aussi demander une sélection des opérations d'un certain type en fonction de critères tels que les chèques supérieurs à un certain montant, ou émis avant telle date, etc.

- **Aide à la gestion de trésorerie.** C'est-à-dire essentiellement l'analyse des délais de présentation des chèques en fonction de la durée de leur en-cours ou de leur montant. Les ventilations du *float* peuvent être affinées par zones et par clients. Des analyses prévisionnelles jusqu'à un an sont réalisables par projections.

- **Des informations générales.** Il s'agit de données sur les marchés monétaires et boursiers et sur les taux de change. Ces informations sont assorties de commentaires émanant de ceux qui, sur le terrain, les saisissent dans le système. Ce service est complété par une banque de données qui mémorise des historiques, notamment sur les évolutions de taux. Au total, trois cents séries d'informations sont disponibles.

- **Boîte aux lettres électronique.** La banque peut sur demande fournir au client des informations concernant les mouvements à venir sur ses comptes avant leur comptabilisation réelle, afin de lui permettre, par exemple, d'approvisionner à temps, l'un d'entre eux si nécessaire.

L'ensemble de ces services est vendu 1 000 francs par mois. Un prix dont la modicité amène à s'interroger sur les motivations de la Compagnie financière. Dans la mesure où ce service permet à son client de mieux gérer ses comptes, n'y perd-elle pas de l'argent ?

« À première vue, oui, répond Guy Grymberg. En réalité, nous y gagnons, car ce qui est bon pour nos clients le devient rapidement pour nous aussi. »

Pas plus que ses consœurs la Compagnie financière n'agit par altruisme. On a constaté dans cet établissement que les utilisateurs de Trésor, mieux informés sur leurs trésoreries, étaient aussi amenés à accroître sensiblement le nombre de leurs mouvements.

Autant de commissions de compte supplémentaires à prélever... Avec un volant financier plus large, les clients font aussi plus d'affaires ; un effet dont la banque jouit par ricochet. « En réalité, nous gagnons sur tous les plans », affirme Guy Grymberg, qui peut s'enorgueillir d'une croissance de 50 % de ses bénéfices et de son volume d'activité tous les ans depuis 1979.

Le succès du système Trésor auprès de la clientèle a incité la Compagnie financière à l'élargir avec de nouvelles prestations, qui seront annoncées à la fin juin. Celles-ci constitueront sans doute l'un des premiers exemples en France d'une commercialisation télématique d'informations (au sens large) à l'image de ce que pourrait être une future industrie des services informationnels.

La prochaine version de Trésor prévoit notamment l'extension de l'analyse des mouvements financiers aux comptes qu'une entreprise peut avoir dans d'autres banques. Celle-ci devra, bien sûr, d'abord faire pression sur les autres établissements avec lesquels elle travaille pour qu'ils remettent à la Compagnie financière les données en leur possession. Un système de masques intégré au logiciel a été mis au point, qui interdit à la Compagnie financière d'accéder elle-même aux chiffres qui lui sont étrangers.

Une messagerie électronique

Cette nouvelle fonction du système devrait permettre à un utilisateur une gestion prévisionnelle de l'ensemble de sa trésorerie. Trésor comprendra aussi une lettre hebdomadaire, réalisée par la banque, portant sur l'actualité juridique. Le système disposera encore d'une fonction permettant l'analyse automatique de bilans avec des ratios sectoriels qu'un utilisateur voudra comparer entre eux, ou auxquels il pourra confronter les siens.

La principale innovation que comportera Trésor résidera, en fait, dans une fonction de relais. La « boîte aux lettres » électronique deviendra une messagerie électronique qui rendra possible la passation d'ordres par le client à la Compagnie financière. Mais le système permettra aussi des liaisons à des banques de données externes à l'établissement de l'utilisateur à la Compagnie financière. Celle-ci a conclu des accords avec des producteurs ou des « serveurs » de banques de données pour que la liaison puisse être immédiate.

L'utilisateur n'aura ainsi pas besoin d'entamer une nouvelle procédure de connexion (1). Il pourra, en outre, s'adresser, toujours via son terminal, à une filiale du groupe Edmond de Rothschild située en Italie, Télématika, qui est rattachée à trois cent cinquante banques de données dans le monde, pour poser des questions auxquelles ne sauraient répondre les premières.

Si la Compagnie financière a choisi de s'adresser à la clientèle des grandes entreprises, la plupart des autres banques jouent sur une gamme plus large. Nombreuses sont celles qui préparent, en ce moment, des services analogues, plus ou moins développés, à l'intention des P.M.E. ou des commerçants, voire des particuliers. L'outil télématique qui sera mis à contribution sera le système de vidéotex français Télécel, en cours d'implantation à l'échelle nationale (2). Selon la Direction générale des télécommunications (D.G.T.), plusieurs milliers de terminaux Miniel sont déjà commandés par plusieurs établissements nationaux, dont certains devraient être opérationnels dès le mois d'octobre.

Ainsi, après avoir été les premières à développer des systèmes de gestion informatisés à grande échelle, il est probable que les banques seront aussi parmi les toutes premières à promouvoir des « systèmes d'informations ».

ÉRIC RONDE.

(1) Un premier accord a été passé avec DAFSA-SNEL pour leur banque de données sur les entreprises, (soixante-dix mille sociétés), d'autres sont en cours de négociation.
(2) Lire le Monde des 27, 28, 29 et 30 avril.

HABITAT

Des hommes à la mer

Il y a déjà eu, sur terre, des immeubles-bulles et des maisons en plan incliné. Aujourd'hui, certains architectes planchent sur des projets d'habitat sous-marin. Sont-ils de doux utopistes ou des précurseurs à prendre au sérieux ?

DANS la grande rue, chemin des Glan-kos, les enfants s'amuse à leur poulpe opprovoisé. Un nouitpousse, posé, silencieux, nu par l'énergie hydraulique. En arrière-fond de cet univers perpétuellement mouvant, les habitations paraissent prêtes à s'animer comme les animaux aquatiques auxquels elles ressemblent : crabe, méduse, coquillage. Elles s'accrochent aux rochers par leurs pattes en fibre de verre et me regardent de leurs yeux globuleux, fenêtres demi-sphériques. Cette description de vie sous-marine idéale se situe dans le futur. Un futur proche, s'il faut en croire la floraison d'articles élogieux qui paraissent dans la presse. On y parle d'une « pacifique et exaltante aventure » où « l'homme-enfant, porté par les vents du futur, guidé par les courants originels, dérive vers les nouvelles aubes de son destin » (magazine Atlas, avril 1982). Bien sûr, on déplore le manque de crédits et d'écoute de la part des pouvoirs publics et des industriels de la mer.

Milliardaire

Il en découle un jugement hâtif sur tous les aspects et les implications de cette proposition de base : habiter la mer.

Depuis 1889, Jules Verne a fait rêver enfants et adultes avec son *Nautilus* et ses cités sous-marines ; mais c'est l'Américain Frank Lloyd Wright qui, le premier, a donné corps à cette fiction avec un projet architectural de résidence à implanter au large de New-York. Depuis, une foison d'études américaines, japonaises ou françaises ont vu le jour, allant de la petite cité amphibie mobile à de vastes complexes urbains modulaires et cellulaires autour desquels les requins ne peuvent qu'évoluer en loubards périphériques (1).

Aujourd'hui, on est revenu à une échelle plus modeste, plus humaine, et... moins coûteuse. C'est la recherche française qui semble actuellement la plus avancée dans ce domaine. Les douze membres du Centre d'architecture de la mer (CAM) (2) essayent, depuis quinze ans, de concrétiser leurs idées sur le sujet, sous l'autorité de leur « architecte-président » Jacques Rougerie.

Galathée, première maison sous-marine autonome construite en 1976 avec l'aide d'un industriel, est avant tout un outil de travail pour des équipes pluridisciplinaires de recherche. Quatre « aquanautes » peuvent travailler dans ce « crabe » de 32 mètres cubes pendant un mois, jusqu'à 60 mètres de profondeur. L'unique prototype a été acheté par un milliardaire japonais pour être exposé à terre, près d'Osaka.

Le satellite-laboratoire de cette maison est Aquabulle, réalisé en 1978. Ce petit refuge de fond, point mobile d'observation constitué d'une sphère transparente de 1,80 m de diamètre, est simple à positionner, et sa mise en œuvre est aisée. Trois hommes peuvent y séjourner pour quelques heures.

Une approche différente de l'architecture sous-marine est d'amener Monsieur-tout-le-monde à avoir une autre vision de la mer tout en le sécurisant. Aquascope est un trimaran prévu pour huit passagers installés au fond de la coque centrale transparente, et donc sous le niveau de la mer. Les spectateurs font par-

tic intégrante du milieu qu'ils observent. Cet « oiseau de métal », différent des bateaux à fond de verre — impossible d'être dissipé par ce qui se passe au-dessus — a une vocation touristique évidente. Une douzaine d'exemplaires sillonnent les côtes pour le plus grand plaisir des membres de certains clubs de vacances. Un aquascope de vingt-quatre places est actuellement en finition, il permettra à Green Peace (association pour la défense et la protection du milieu marin) de suivre la migration australe des cétacés.

Depuis 1971, une pléthore d'autres sujets ont été étudiés par le CAM : de la ferme à l'université de la mer en passant par le restaurant sous-marin et le centre industriel mobile. « Continent 6 » est un village pour enfants. Ce grand terrain d'aventure devait être immergé sous 3 mètres de profondeur à Portofino, en Corse. La première tranche de travaux a été réalisée en 1981, mais aujourd'hui le projet est abandonné, faute de crédits.

En fait, toutes ces études et avant-projets, plus ou moins avancés n'attendent qu'un peu d'argent pour voir le jour. Les pouvoirs publics et les industriels ne semblent pas encore décidés à les soutenir financièrement. Cause ou effet, tous ces rêves restent au stade expérimental théorique et donnent l'impression d'un ensemble dispersé. Un fil conducteur semble manquer à toute cette approche. Jacques Rougerie explique pourtant : « Quatre pôles de recherche existaient dès l'origine. Création de structures d'accueil pour scientifiques de la mer, fermes sous-marines ou en pleine mer, approche éducative de l'homme à la technologie sous-marine. » Devant sa conviction, on ose à peine aborder cette question terre à terre : « A quoi ça sert ? »

Adaptation

Depuis quinze ans, le CAM ne semble pas encore avoir décollé de débouchés effectifs à ses projets. Les scientifiques et travailleurs de la mer disposent déjà d'un équipement fiable mis au point par le Centre national d'exploitation des océans (CNECO) et la Compagnie maritime d'expertise (COMEX) en France et par la National Oceanographic and Atmospheric Administration (N.O.A.A.) aux États-Unis. Des équipements qu'il convient de perfectionner, mais qui ont largement fait leurs preuves.

On envisage certes la création d'une unité de recherche pour les cosmonautes de la NASA qui viendraient s'entraîner à la vie en apesanteur dans de futurs villages sous-marins ; mais l'aquaculture (élevage d'algues et de poissons dans la mer) et l'exploitation des nodules polymétalliques (voir le Monde Dimanche du 3 janvier 1982) restent les débouchés les plus prometteurs. Malheureusement, leur mise en œuvre sur un plan industriel n'est envisagée que dans un avenir lointain. Lorsque ces perspectives deviendront réalité, les « paysans de la mer » ne préféreront-ils pas, de toute façon, remonter le soir sur terre plutôt que de stationner des mois sous une vingtaine de mètres d'eau ? Outre qu'il est difficile de vivre reclus dans un espace confiné et inhospitalier réclamant un attirail et une technologie-astreignants, rester dans l'eau diminue considérablement les capacités physiques et intellectuelles des travailleurs.

Les mélanges gazeux d'oxygène et de diluant (azote, hélium, voire hydrogène selon la profondeur) provoquent des phénomènes d'assourissement, une dégradation de la perception visuelle, de la mémoire et du raisonnement ; et l'augmentation de pression due à la descente (1 kilo au mètre carré par tranche de 10 mètres d'eau) constitue un handicap de mobilité non négligeable. Ainsi, « plus on va profond », plus les désordres physiologiques et psychologiques s'accroissent, et plus une adaptation de longue durée pose des problèmes. C'est pourquoi les industriels orientent plus volontiers leurs recherches vers la robotisation, pilotée de la surface par des moyens télévisuels. L'homme pourra-t-il s'adapter, comme le croit Jacques Rougerie ? On peut en douter, les biologistes savent que l'adaptation des humains à un milieu quel qu'il soit, est « lente et sélective ». Ce n'est pas demain que nous aurons les doigts palmés et des fagots sur le ventre comme dans *Manzoni* au-dessus de la corallière.

Cette architecture ne sera donc réservée qu'à une poignée d'initiés, comme le prouve l'émigration des réalisations du CAM. Il n'en reste pas moins vrai que cette proposition d'« habiter la mer » reste ambiguë, surtout à la lecture des descriptions de villages sous-marins s'adressant au commun des mortels.

Vitrine publicitaire

Actuellement, des quatre pôles de recherche, un seul présente un débouché susceptible de fournir un rapport : investissement rentabilisable. C'est le développement du tourisme sous-marin, principal revenu financier du CAM. Aquascope et tous les projets de restaurants et musées de la mer correspondent à une demande récurrente : découvrir et prise de conscience collective d'un potentiel pour l'humanité et non « champ de bataille pour militaires sous-marins ou pour les hommes de la mer ». « Par l'investissement de l'argent, par l'intensification de son épaulement, on crée une façon nouvelle », comme le redoute Alain Bombard.

La rentabilisation intelligente de ces ressources devrait permettre à l'homme d'aborder une vie terrestre nouvelle, tournée vers le partage des richesses maritimes. Il ne s'agit pas de s'opposer aux futurs exploitants de la mer en leur interdisant de faire des bénéfices, il faut leur prouver que ces bénéfices ne sont pas incompatibles avec une gestion à long terme. C'est en cela que le CAM se démarque des courants écologiques classiques, son architecture sous-marine ne constituant qu'une vitrine publicitaire pour la recherche. Une proposition malheureusement décevante par un descriptif contestable qui parle de « l'exploration d'une soie bleue sans fin où l'homme glisse sur des rades de soleil à demi mangées par l'ombre, flèches à bout de course, silence soyeux que rythme sa respiration ».

Il est vrai qu'un rêve n'a pas besoin de conséquences économiques. Jacques Rougerie s'en défend, et il ajoute : « C'est aussi un projet scientifique. » Sans doute ne s'agit-il pas ici de cette recherche fondamentale pour une architecture différente. Elle est comparable en ce sens aux nombreux projets d'habitation théorique à modules sphériques ou en plans inclinés de Claude Parent.

JACQUES D'ERCEVILLE.

(1) Il s'agit de Triton City, inaugurée en 1980 par l'Américain R. Buckminster Fuller, qui doit doubler le littoral ouest des États-Unis d'un long cordon d'habitations flottantes dont chaque cellule abriterait cinq mille personnes. C'est un projet par exemple d'architecture oblique dans les structures pyramidales et triangulaires se répartissant suivant une organisation spatiale en X.

(2) Le CAM est une association d'étude et de recherche sur la mer, fondée en 1971 à l'initiative de Jacques Rougerie, Edouard Vigier et Jacques Huguier. D'autres (médecins, biologistes, techniciens, sociologues ou navigateurs) se sont joints à eux. 13, rue Champollion, 75003 Paris. Tél. 271-32-41. *Habiter la mer* : un livre écrit par le CAM et paru en 1978 aux Éditions maritimes et d'outre-mer.



ABBAS/GAMMA

CLEFS

André Brink : l'écriture une arme contre l'injustice

Pour l'écrivain sud-africain André Brink, la littérature est inséparable du combat pour la justice. Il écrit pour dire aux Blancs ce qu'ils ne veulent pas savoir sur les Noirs.

ANDRÉ Brink, quarante-cinq ans, est professeur de littérature à l'université de Grahamstown, et traducteur en afrikaans (parler néerlandais d'Afrique du Sud, langue officielle avec l'anglais) de Shakespeare et de Camus (*Les Justes*). C'est le plus important écrivain de langue afrikaans. Opposé à l'apartheid, toute son œuvre traite des rapports des différentes communautés de la République Sud-Africaine.

Témoin de son temps, Brink se veut aussi écrivain « engagé », et cherche à prévenir et alerter, en tant que Blanc, la communauté blanche. Cinq de ses romans ont été publiés en France, aux éditions Stock. *Une saison blanche et sèche* paru en 1980 a obtenu le prix Médicis étranger. *Un turbulent silence*, qui raconte une révolte d'esclaves dans l'arrière-pays du Cap en 1825, vient de sortir.

« Quel est votre itinéraire ? Comment devient-on, en Afrique du Sud, un écrivain qui lutte contre l'apartheid, avec les moyens de l'écrivain ? »

« Mon père était magistrat, et j'ai passé mon enfance dans une série de petits villages sud-africains. C'est-à-dire dans un univers tout à fait conventionnel

et conservateur. Jusqu'à ce que je vienne à Paris, je n'avais jamais rencontré de gens de couleur. Il a fallu ce séjour à Paris, de 1959 à 1961, où j'ai fait des études de littérature comparée à la Sorbonne, pour que, pour la première fois de ma vie, je rencontre des Noirs venant d'un peu partout dans le monde. On pouvait se mettre côte à côte, s'asseoir à la même table pour discuter.

« Pour moi, cela a été une découverte incroyable de voir que non seulement il était possible d'entretenir des relations avec ces gens tellement méprisés en Afrique du Sud, tellement opprimés, et avec lesquels je n'avais jamais eu l'occasion de parler comme à des copains ou à des égaux, mais qu'en plus c'étaient des fenêtres qui s'ouvraient devant moi.

« En 1961, je suis rentré en Afrique du Sud et je suis devenu professeur d'université. J'enseignais la littérature afrikaans et hollandaise contemporaines. Et j'ai commencé à écrire. Je faisais partie d'un groupe de jeunes écrivains qu'on appelait les « écrivains des années 60 ». Nous avons commencé, plus ou moins systématiquement, à renverser les vieilles idoles qui dominaient la littérature sud-africaine. Des idoles sur les plans moral, religieux et aussi politique.

« Mais je suis revenu en France à la fin de l'année 1967 et j'y suis resté toute l'année 1968. J'étais venu avec l'idée de m'y installer définitivement. Mais à cause des événements de 68, je me suis rendu compte qu'un écrivain, si l'écriture est pour lui quelque chose d'important et pas seulement un passe-temps, doit absolument être en rapport avec toute une société. Et j'ai compris que je ne pouvais pas rester en dehors de ma société à moi. Cela aurait été trop facile de m'installer à 10 000 kilomètres, en faisant des critiques et en évitant les conséquences éventuelles de mes écrits. Parce que, pour moi, l'écriture n'est pas un divertissement. C'est véritablement une façon de vivre. Je ne cooçois pas l'existence sans l'écriture, parce que, en écrivant une chose, je la vis vraiment, j'en découvre le sens.

Une littérature dominée par le nationalisme

« Quelle était l'atmosphère en Afrique du Sud dans les années 1968-1969, pour ces écrivains qui essayaient d'écrire et de publier ? Comment cela se passait-il ? »

« A cette époque, c'était déjà assez difficile parce que la loi de censure est apparue précisément au moment où cette nouvelle génération des « années 60 » a commencé à se manifester. Nous avons commencé avec une petite revue littéraire pour répandre un peu ces idées nouvelles, qui étaient les nôtres à cette époque. Nous voulions aussi attaquer la littérature du moment, une littérature dépassée qui datait de la fin du XIX^e siècle : les pauvres Blancs, la sécheresse, les paysans. Une littérature dominée par le nationalisme blanc très spécifique à l'Afrique du Sud, et par un calvinisme très dur.

« Aussi, quand nous avons commencé à poser des questions sur les plans moral, éthique, philosophique, religieux, il y a eu une réaction fantastique. Pas seulement sur le plan littéraire bien sûr. Ce que nous disions impliquait une première résistance au gouvernement, à l'idéologie du moment, à l'idée d'une nation homogène. Le fait qu'on osait poser des questions sur des choses acceptées par tout le monde était considéré comme sacrilège.

« Mais, à partir de 1968, c'est surtout Breytenbach, Jan Rabie et moi qui avons amené cette contestation sur le plan politique. Jusqu'alors, aucune œuvre en afrikaans n'avait été interdite par la censure. Les autorités nous considéraient comme des membres de la famille, des membres un peu récalcitrants mais faisant quand même partie de la famille. Il ne fallait pas nous rejeter entièrement. Mais dès l'instant qu'on écrivait des choses politiques, de contestation politique, c'était possible.

« C'est mon roman *Au plus noir de la nuit* qui a été le premier livre en afrikaans à être interdit. A partir de ce moment-là, les choses ont changé. On avait franchi une sorte de frontière en interdisant un livre, et pour les autorités, c'était beaucoup plus facile de continuer dans cette voie. A partir de 1974, beaucoup plus de livres en afrikaans ont été interdits.

« Quelles étaient les littératures qui existaient en Afrique du Sud ? »

« Jusque-là, il existait trois littératures tout à fait différentes. Celle des Noirs : la littérature anglaise écrite par des Blancs, et la littérature en afrikaans. Chacune suivait une route séparée. Il y avait quelques rapports entre la littérature anglaise d'Afrique du Sud, parce que toutes les deux étaient écrites en anglais.

« Au début des années 70, une nouvelle littérature a commencé à émerger. Des écrivains blancs et noirs s'y rencontraient constamment. Il y avait une sorte de solidarité dans l'opposition au gouvernement. Et au cours des années 70, tous les écrivains se sont retrouvés dans un mouvement dirigé par des auteurs noirs de Soweto. Pour la première fois en Afrique du Sud, tous les écrivains d'opposition au gouvernement se regroupaient, luttaient ensemble, se réunissaient pour lire des poèmes, pour discuter de problèmes littéraires, sociaux, politiques. Mais les écrivains noirs ont été mis à l'écart par leurs lecteurs à cause de cette collaboration avec leurs confrères blancs.

Je ne peux pas sortir de ma peau

« Et la littérature noire, de quoi parle-t-elle ? »

« C'est une littérature de contestation tout court. Les écrivains noirs écrivent surtout de la poésie et du théâtre. Ils ne s'intéressent pas beaucoup au roman, parce qu'il faut s'adresser aux lecteurs, directement, avec le moyen le plus efficace. Mais, pour eux, la littérature est un instrument de lutte. Une littérature séparée du combat est un luxe dont on peut se passer ; du moins pour le moment. Quand un nouveau recueil de poèmes est publié, l'écrivain et ses amis vont directement à l'imprimerie où ils prennent des centaines d'exemplaires et ils vont les vendre dans

la rue. Quand les autorités se rendent compte de l'existence de l'œuvre, l'édition est déjà épuisée.

« Où se situe la rupture de la nouvelle littérature blanche ? Dans votre œuvre par exemple.

« Jusqu'aux années 60, surtout dans la littérature de langue anglaise, il y avait une sorte de libéralisme très sud-africain. C'était même du paternalisme. Les écrivains voulaient parler pour les Noirs. Mais aujourd'hui les Noirs disent très justement : nous pouvons nous exprimer nous-mêmes ; nous pouvons dire quelle est notre situation. Nous n'avons pas besoin de porte-parole blancs. Et je pense qu'il ont raison.

« Moi, par exemple, j'essaie toujours, en tant qu'écrivain, en tant qu'homme, de vivre, de comprendre ce qui se passe dans la vie d'un Noir. Mais je ne peux pas sortir de ma peau. C'est une des tragédies de l'existence, de la condition humaine. Je suis blanc. Et cela même s'il y a de nombreuses occasions où je voudrais être quelqu'un ou quelque chose d'autre. Mais ce que je peux faire, en tant qu'écrivain blanc, c'est dire aux autres Blancs ce qu'il sont en train de faire aux Noirs. Je peux leur dire ce que signifie appartenir à la partie blanche, la partie des oppresseurs.

« Les écrivains noirs peuvent dire aux autres Noirs ce que c'est qu'être noir en Afrique du Sud. Moi, en tant que blanc, je n'ai pas à dire aux Noirs ce qu'ils savent déjà. Mais je peux dire aux Blancs ce qu'ils ne veulent pas savoir. Et ce travail est nécessaire, parce que dans un système d'apartheid, de ségrégation, si on est isolé on se met à penser aux autres comme à des inconnus. Ils cessent d'être des êtres humains. C'est ça le plus grand problème : l'impossibilité de communiquer entre les groupes. La littérature peut contribuer à franchir ce gouffre, à le combler. »

LAURE ADLER
ET JEAN GUILLOINEAU.

LANGAGE

Le creux de la vague

De quoi souffre la linguistique française ? Même si les intéressés ont de justes raisons de regretter le peu d'intérêt, ou plutôt le peu de cohérence que montre le C.N.R.S. dans son intérêt à cet égard, et même si une concertation entre linguistes français (1) était la bienvenue, le problème n'est sans doute fondamentalement pas là.

Il est difficile à des linguistes français d'aujourd'hui de ne pas se donner acte de l'état de langue et presque de désarroi de leur discipline. Cette crise de langage est d'abord une crise d'identité.

Il est significatif que l'un des thèmes des Assises nationales soit « La linguistique vue par d'autres sciences » : cette vision risque d'être assez négative, et les linguistes ne l'ignorent pas. Significatif aussi qu'elle n'éveille chez le grand public à peu près aucune curiosité, qui se traduirait par une demande des médias (télévision, même si elle se prête très mal, radios, revues). L'homme de la rue voit dans le linguiste tantôt un polyglotte, tantôt ce que nos grands-pères nommaient un philologue, c'est-à-dire un homme capable de parler élégamment et sans rigueur des menus problèmes du français.

On comprend alors que les linguistes français aient accueilli

avec plus que de l'intérêt les travaux de Noam Chomsky qui visaient explicitement, dès 1956, « à construire une théorie générale formalisée de la structure linguistique et à explorer les fondements d'une telle théorie ».

Universelle ou nationale ?

Il n'est pas question ici de sous-estimer ce que la démarche de Chomsky a apporté à la linguistique, même si la masse de travaux provoqués par cette démarche n'a pas répondu aux ambitions originelles.

Pas question non plus d'imaginer qu'une linguistique « française » aurait pu se constituer dans le même temps, par exemple dans le prolongement des recherches de Gustave Guillaume. Ramenée à la dimension d'une langue, cette linguistique n'aurait plus été qu'une grammaire générale du français.

Il y a à la demande une seconde raison à la longueur de la linguistique française. Aucune linguistique, comme aucune sociologie, ne seront jamais aussi indépendantes de leur environnement humain que le sont les mathématiques, la physique ou la biologie. Théoriquement, le matériel sur lequel travaille le linguiste, et à partir duquel il

construit ou reconstruit les « invariants » langagiers d'où émergera une hypothèse plus générale (celle de Chomsky en l'espèce), peut et doit être n'importe quelle langue naturelle. Dans la pratique cependant, celles-ci ne sont pas également utilisables par le linguiste : la sienne propre lui offrira toujours une « exemplarité » plus grande.

C'est en cela que la linguistique tend malgré les difficultés à être une science « exacte » ou « dure ». Elle est, comme celles-ci, en quête d'universaux : ceux du langage. Et ce n'est pas d'hier ! Les sciences dures n'ont fait de progrès décisifs dans cette voie qu'en utilisant un langage non naturel, celui des mathématiques, puis celui de l'informatique. Peut-être, au contraire, la linguistique n'en fera-t-elle qu'en utilisant d'abord intensivement les matériaux offerts au linguiste par son environnement humain le plus immédiat.

Matériaux, et surtout pierres d'achoppement. Il a déjà été dit, je crois, que les constructions de la grammaire transformationnelle reposaient souvent sur des énoncés squelettiques ou rudimentaires, et que les jugements d'acceptabilité de ces énoncés ne tenaient guère compte des conditions de l'énonciation. D'où un doute jeté sur la validité de la dichotomie théorique entre la compétence et la performance.

Ce qu'il faut bien appeler, en le regrettant, le « suivisme » des linguistes français n'a rien arrangé. N. Chomsky avait pour « préoccupation fondamentale » (Structures syntaxiques, p. 55) de « justifier » les grammaires, c'est-à-dire « de développer et d'éclaircir les critères permettant de choisir la grammaire correcte pour chaque langue » (ibid., p. 55). [C'est nous qui soulignons.]

Ceci n'est peut-être possible, et n'est en tout cas moins aventureux, qu'à la condition de ne rien refuser de ce qui, dans la pratique sociale réelle d'une langue, fait précisément difficulté. On le voit bien par le débat engagé entre Jean-Claude Milner et Nicolas Ruwet à propos de la Grammaire des Insultes (c'est le titre de l'ouvrage la plus récente du second nommé, Le Seuil, 1982).

Nous y reviendrons plus spécialement. Mais ce qu'un demi-profane en linguistique perçoit immédiatement, c'est la pauvreté concrète du matériel de départ, celui de J.-C. Milner, et au contraire la pléthore mal analysée de celui, réfutatoire, de N. Ruwet.

Milner pense qu'il existe en français des noms de qualité insultants, qui donneraient lieu à des constructions syntaxiques spécifiques, du type : *Ce fripon de valet* (cela non plus n'est pas d'hier), ou encore : *Ce salaud de N...*

Ruwet doute, à juste titre, de l'existence de ces « NQL », puis que tout cela est « siglé ». Il leur oppose (Grammaire des Insultes, pp. 245-6) de longues listes de « vocatifs insultants » (l'expression est de moi, non de lui), classés par domaines sociaux : *La Cité, La Grande Muerie, Gendarmes et voleurs* ; classification qui donne déjà à penser.

Mais le moindre usage trivial (je veux dire des rues et des carrefours) du français montre bien qu'il suffit d'un « embrayeur » tel que : *Va donc, eh !...* pour transformer en vocatif insultant n'importe quel substantif du français. *Patote, fausse couche, bande-à-l'aise !* bien sûr. Mais tout aussi bien : *confetti, rodiateur, artiste, caramel, etc.*

Peu de linguistes français d'aujourd'hui sont disposés, non pas à subir, mais à accepter, à assumer, et finalement à revendiquer, une sorte de « pause » dans la course à la formalisation. Une limitation, si l'on veut, de leurs ambitions théoriques. Et pas davantage l'abandon de l'ermétisme bavard qui marque trop de leurs travaux. Mais si cette limitation et ce retour à l'accessibilité étaient la vraie condition d'un renouveau ?

JACQUES CELLARD.

(1) Les Assises nationales de la Linguistique se sont tenues les 11 et 12 juin à Paris.

Dix petits nains

(Suite de la page XIV.)

PRÈS le dîner, Catherine Arthus demanda à visiter le château : cela aussi, c'était un rite, et la visite de Saint-Prix se faisait aux chandelles. Vantant les charmes des séminaires et autres rencontres organisées au château, Véronique de Saint-Prix avait coutume de dire : « Des séjours rêvés, on dirait, on dirait de demain dans un décor d'hier. » Aussi la bonne dame de Saint-Prix avait-elle préparé de grands candélabres d'argent et tous se lancèrent à l'assaut des escaliers larges comme des paliers, des paliers grands comme des salons, des salons longs comme des corridors et des corridors à l'infini qui les desservait.

« Nous sommes ici dans la grande galerie, expliquait Bertrand de Saint-Prix, laissez pour ressembler à un guide des Monuments historiques. Les portraits des sept dames que vous voyez ou mur sont ceux des sept filles du comte Antoine de Saint-Prix, qui moururent toutes les sept pendant la Révolution, nées à Nantes par l'infâme Carrier. »

Les flammes des bougies faisaient danser les sourires figés et un peu tristes des malheureuses victimes de la Terreur et Catherine Arthus se dit qu'elle aurait bien aimé jouer les sept rôles à la fois d'un drame où Ferrier les aurait mises en scène. Bernard Kermeur justifia les excès du conventionnel Carrier par la situation intenable qui était faite aux Bleus dans cette partie de la France : producteur de cinéma de gauche à la tête d'une des plus grandes entreprises capitalistes du pays, mais avec un nom de bobereau bas-breton, Bernard Kermeur se devait d'être sans pitié pour des raisons diamétralement opposées — et à regret, car les sept demoiselles de Saint-Prix étaient le symbole même de

cette idéologie qu'il pourfendait avec une belle vigueur et un joli geste de ses longues mains fines — Jean-Pierre Strauss condamna Carrier ; Flavien Dulac intervint hors de tout propos et Patrice Bonifacio espéra un moment qu'il aurait à séparer des combattants, mais, comme la discussion ne dépassait pas le niveau raisonnable de la Cluserie des Lilas le samedi matin à l'heure du déjeuner, il se borna à entraîner ses compagnons.

« Venez, car si je comprends bien, il y a encore soixante-sept pièces à visiter. »

C'est à ce moment que Tony Dupond, à qui rien n'échappait, fut-ce une coquille dans une page de l'annuaire du téléphone, vit les phares de la voiture qui traversait la cour d'honneur.

« Je vais voir ce qui se passe, c'est peut-être enfin votre ami Terrenoire », lança Bertrand de Saint-Prix, laissant à Véronique le soin de poursuivre seule la visite.

L'instant, d'après, Bernard Kermeur écoutait respectueusement — parce qu'il avait besoin de lui — les propos parfaitement imités de Barthes que Patrice Bonifacio tenait sur l'esthétique de la peinture révolutionnaire à travers des exemples choisis, de David à Girodet ; Catherine Arthus, à la lumière d'une seule bougie, déclamaient du Chénier pour les beaux yeux de Gilles Ferrier qui ne l'écoutait pas ; et seules Jean-Pierre Strauss, Marie-Claude Antoine, Tony Dupond et Flavien Dulac, suivis de Daniel Benoit, qui ne savait toujours pas s'il avait le droit d'intervenir dans les conversations des autres, suivaient Véronique de pièce en pièce, leurs flambeaux à la main.

« Ici, murmura Mademoiselle de Saint-Prix en baissant la voix — il y avait une manière de respect dans cette voix, mais peut-être aussi autre chose, — ici, donc, c'est la chambre de Marie-Thérèse. »

Ils étaient arrivés au bout de la grande galerie, devant la porte qui conduisait à la tour ronde dite « des donnes ». Flavien Dulac posait déjà sa main d'acier articulée sur la poignée de cuivre. Mais Véronique l'arrêta.

« Je préfère attendre Bertrand pour vous la faire visiter. »

D'ailleurs, la porte venait de s'ouvrir et un long jeune homme, vêtu d'un imperméable kaki cintré à la taille et le chef couvert d'un feutre au bord rabattu sur le front, sortait de la pièce. Il tourna une clef dans la serrure puis glissa la clef dans sa poche et traversa sans un mot le groupe des visiteurs, bousculant même Marie-Claude Antoine sur son passage.

« C'est Alain », souffla Véronique lorsque la silhouette fêlée du jeune homme, sorti tout droit de la chambre et d'un film policier des années 50, eut disparu au bout de la galerie.

« Il est plutôt mignon », remarqua Marie-Claude Antoine, qui, depuis que la direction d'une chaîne de télévision lui avait presque promis la présentation du journal de 20 heures, n'avait pas froid aux yeux.

Véronique ne répondit pas tout de suite. Mais lorsque les pas du jeune homme se furent éteints dans l'escalier de pierre, elle précisa :

« C'est lui qui s'occupe de Marie-Thérèse. »

Marie-Claude ne dit rien, mais pensa que cette Marie-Thérèse n'était pas à plaindre. Cependant, quelques instants après, la rumeur qui venait du rez-de-chaussée les attira tous vers le grand salon.

C'est là, sous le regard oblique de l'horloge 1830 déclinant à qui mieux mieux gazelles, et antiques dans d'énormes cadres de bois doré, qu'un commandant de C.R.S. qu'avait introduit Bertrand posa la question.

« Est-ce que vous pensez que votre ami Jean-Claude Terrenoire avait une raison quelconque de se suicider ? »

Le jeune cinéaste n'était l'ami d'aucun, mais chacun savait trop bien pourquoi Terrenoire avait pu se suicider puis, que aucun, en son for intérieur, ne lui reconnaissait le moindre talent : ils ne s'en turent tous que de plus belle.

« On dirait, en effet, ajouta le C.R.S., qu'il n'a délibérément jeté sa voiture dans un arbre juste avant le passage à niveau de Saint-Prix. »

« Et... il est mort ? s'inquiéta quand même Catherine Arthus, qui devait commencer un tournage avec lui quinze jours plus tard. »

« Oh ! Pour être mort, il est bien mort. D'abord, il roulait vite, et puis la voiture a flambé. »

Il y eut un silence, et ce fut Flavien Dulac qui eut le mot de la fin du premier chapitre.

« Heureusement que Terrenoire avait dit qu'il venait par ses propres moyens... »

La semaine prochaine :

IL UNE MAIN DE FER DANS UN GANT D'ÉTINCELLES



POESIE

CLAUDE ROY

Poète, romancier, essayiste, journaliste, Claude Roy — qui est né en 1915 — a publié *l'Enfance de l'art*, à Alger en 1942. A côté d'une autobiographie ironique où l'on croise Eluard, Picasso, Vittorini, il a notamment écrit *Un seul poème et Sais-tu si nous sommes encore loin de la mer* (Gallimard).

CHRISTIAN DESCAMPS.

LA BONNE VUE

pour Loleh

Il a neigé hier soir et jusqu'à minuit
Ce matin grand soleil moins trois au thermomètre
On voit très loin et clair dans le froid-cristal sec
Je vois dans les champs labourés puis passés au rouleau
Sur la neige déjà tassée qui brille par plaques vitrées
deux corbeaux freux leur plumage luisant
avec un reflet irisé de pétrole sous la noiréte du noir
Je vois l'ormeau qui sans bouger hausse les épaules
(ou bien c'est un frisson de froid)
et fait tomber par terre la neige de ses branches
Je vois un lièvre ébouriffé qui court puis fait halte
ses pattes arrière de sprinter hirsute et fauve
et on peut distinguer chaque touffe de poils collés
sentir le mouvement de soufflet des poumons
dans son poitrail mouillé qui halète doucement
Il fait tourner ses oreilles en radar
puis il repart sans se presser. Quand il avance nu pas
il a l'air embarrassé de ses grandes cuisses arrière
qui sont faites pour courir mais gênent pour marcher
(Baudelaire a déjà dit quelque chose comme ça
Il parlait d'un oiseau. Moi je regarde un lièvre)
Je vois sur les fesses du chevreuil qui défile en danseuse
à l'orée du layon le dessin en forme de cœur blanc
(comme si le chevreuil s'était assis dans la neige)
cœur qui s'agrandit et rétrécit dans le mouvement
de la course puis disparaît à travers les arbres
C'est bon

le beau plaisir de voir avec des yeux très clairs
de voir et de se voir et les gens et la vie et
le temps de voir ce qui est exactement comme c'est
dessiné et précis sans rien de brouillé l'œil clair et sec
Mais tant que le temps s'affaire à ses battements
se souvenir aussi que les ophtalmologistes
constatent qu'il n'y a rien de plus dangereux
pour la vision qu'une insuffisance marquée
de la production normale des larmes
et que le dessèchement de la mince pellicule
d'humour aqueuse qui s'étend
entre la rétine et le cristallin
(On combat ce manque par l'instillation
de larmes artificielles. On peut supposer aussi
que la musique les romans le drame et la poésie
sont des formes moins grossièrement mécaniques
d'instillation thérapeutique de larmes artificielles)
La bonne vue le regard clair. Mais se défier
pourtant des yeux trop secs

Je garderais bon souvenir
du brouillard le matin avant la brûlure du jour
de la vapeur qui monte de la rivière à l'aube
de l'arc-en-ciel après l'orage du mois d'août
de la brume de chaleur qui fait onduler l'horizon
de la vue qui se brouille imperceptiblement
en voyant venir qui on aime et qui longtemps fut loin
C'était un bon temps aussi et bonne vue également
la rue parfois à peine embuée juste pour voir plus clair.

(Janvier 1982.)

DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE

I. — Le langage

Une question préalable :
peut-on parler de philosophie dans un journal ?
Cette conversation téléphonique montre que oui...

PAR JACQUES DERRIDA

ALLO?... Pourriez-vous écrire un article sur le langage, pour le Monde Dimanche...
— Me demandez-vous si j'en suis capable, chose douteuse, ou si j'accepterais de le faire ? Dans ce dernier cas, la question serait une demande ou une invitation. Mon interprétation dépendra de l'intonation, de notre relation aux deux extrémités de la ligne, de mille autres données, bref un contexte qui n'est pas immédiatement linguistique. C'est un texte plus large et toujours ouvert qui ne se limite pas à du discours.

— Dans la première hypothèse (êtes-vous capable de...?), la question appelle une réponse que certains, depuis Austin, diraient constative. Mon oui signifierait : j'en suis bien capable. Je prétendrais dire ainsi ce qu'il en est, définir, décrire, constater. Mais si la question avait la valeur ou l'effet d'une invitation, mon oui ne constaterait rien, il ferait quelque chose, il m'engagerait. Ma promesse produirait un événement que n'avait aucune chance d'apparaître, et à vrai dire aucun sens, avant ma réponse. Celle-ci n'a plus de valeur constative, pour l'essentiel, c'est un performatif.

— Soit. Vous me rappelez Brecht, ses deux opéras pour l'école. Celui qui dit oui et celui qui dit non... Si j'entre dans votre jeu, vous pouvez encore répondre oui, mais non (oui, j'en suis capable, mais non, je n'accepte pas d'écrire...), oui, oui, ou non, non, ou non mais oui (je n'en suis pas capable, mais j'accepte, tant pis pour le Monde). Cette distinction indispensable (constatif-performatif) reste néanmoins sommaire, elle a appelé des raffinements qui n'ont cessé d'élargir la difficulté.

— Oui, on a d'abord étudié les performatifs comme des curiosités insolites. On les voit maintenant partout dans ce langage que certains croyaient pourtant destiné à dire ce qui est, ou à communiquer de l'information. L'enjeu, c'est donc l'essence de la langue, l'autorité et les limites du linguistique comme tel, notamment dans la détermination du contexte qui, vous l'avez vu, est décisive. Or il n'y a pas de fermeture assurée pour un contexte, et pas de symétrie entre les deux oui. Le oui constatif est ventriloqué par un oui performatif (l'affirme, je dis que je suis...). D'ailleurs un oui en lui-même, pas plus qu'un allo, ne constitue jamais rien, il répète, engage, appelle. Si j'affirme maintenant, ceci n'est pas une fiction, j'ai mal compris votre question et que je ne saurais y répondre, à moins que vous n'en disiez davantage...

— Je m'y apprêtais : le Monde Dimanche consacre cet été une page par semaine à la philosophie, initiative courageuse, surtout pendant les vacances. Pour ouvrir cette série, vous parleriez du langage... mieux vous commenceriez par là : 9 feuillets de 23 lignes. Mais vos lecteurs ne sont pas en majorité des philosophes de formation...

— Votre mise en garde m'est familière. Avouez qu'elle reste obscure, voire cryptée. Au nom de qui, et de quels lecteurs parlez-vous ? Qui détenez-vous, quel secret ? A qui voulez-vous que je m'adresse ? Depuis des siècles, j'attends des arguments

chiffrés à ce sujet. Existe-t-il, co destinataire ? Existe-t-il avant une lecture qui peut être aussi active et déterminante (au sens où alors seulement il se déterminerait) ? Comment construisez-vous l'image et le programme de ce lecteur, triant ce qu'il peut déchiffrer, recevoir ou rejeter ? Puis ces philosophes de formation, vous leur supposez une langue particulière ; et vous souhaitez qu'on « parle philosophie » sans y avoir recours (...).

Une histoire de déchiffrement

— Il faut peut-être accepter cette contradiction. Les enjeux de la philosophie, par exemple le langage, concernent aussi tous ceux que rien n'a préparés à entendre la longue secrète dans laquelle certains philosophes se complaisent.

— Mais non, et le drame, c'est qu'il y en a plus d'une, et non pas vraiment des dialectes, plutôt des discours relativement codés ou formalisés (comme tant d'autres) à partir des langues dites naturelles ou du « langage ordinaire » si quelque chose de tel existe. A l'intérieur de la soi-disant communauté philosophique, l'aventure essentielle a toujours été une histoire de déchiffrement, de traduction, de pédagogie interprétative, l'énigme d'une destination. D'autre part, du côté que vous supposez étranger à « la » formation philosophique, il y a mille manières de recevoir un discours d'allure philosophique, et d'y répondre. Les variables sont nouvelles et plus nombreuses que jamais. L'accès aux écrits philosophiques était à peu près réservé, hier, à un milieu étroit. Aujourd'hui, la perméabilité des codes sociolinguistiques s'accroît encore plus vite que la mobilité sociale.

— L'école n'en est pas la seule condition, mais on ne peut analyser ces déplacements sans compter avec les dispositifs et les normes du « système éducatif ». Dans un pays aussi centralisé, une décision concernant l'orientation dans les sections des lycées, la terminale, l'inspection générale, le marché de l'édition (scolaire ou non) peut bouleverser en quelques années le paysage des lecteurs-nos-philosophes-curiex-des-articles-de-philosophie-dans-le-Monde-Dimanche. Hors de l'école, interférant avec elle, la techno-économie de l'information (édition, médias, informatique, télématique...) change de plus en plus vite la figure de ce prétendu lecteur typique. Et les journalistes ne sont pas dans un observatoire, leurs interventions normatives (« performatives ») engagent leur appartenance sociale, leur formation, leur histoire et leur désir.

— Bref, toute une machinerie de filtres et de types pour la rhétorique des discours, ses effets et ses affects. Enorme responsabilité quant à ce qui se passe de philosophie. Dans les cas où une sorte de monopole théâtral, et fatalement commercial, serait assuré pour longtemps à l'inculture ou à la naïveté, le sinistre pourrait avoir des dimensions nationales (...).

— A vous entendre, il faudrait recourir au plan Orsec. On ne saurait donc pas dans quelle mesure les médias produisent ou reproduisent leur destinataire, ayant toujours besoin pour cela d'en entretenir

le simulateur. Mais si on ne peut séparer le langage d'une certaine technique d'une répétition codée, comment éviter ces risques ? C'est pourquoi je vous proposais un article préliminaire sur le langage.

— Oui, mais votre décision est philosophique, elle situe déjà le langage. Laissons. En tout cas, si j'écrivais cet article, je soulignerais lourdement les conditions de la chose : pour quoi dans le Monde à tel moment ? Pourquoi moi ? Par l'intermédiaire de qui, en vue de quoi et de quoi ? Comment tel cadrage (par exemple 225 lignes) vient-il contraindre chacune de mes phrases en son dedans même ?

— Mais oui, faites-le donc, pourquoi pas ? Jusqu'ici, vous m'avez bien parlé de langage, c'est plus clair que ce que vous écrivez d'habitude. Un conseil : diction vos livres au téléphone. Votre article devrait rester dans ce registre, ne retenez plus dans l'isolement.

— Al-jé été si clair, vous croyez ? Pour qui ? Ce que je viens d'esquisser resterait peu accessible à une masse de lecteurs, ils n'en percevraient les enjeux qu'à travers une silhouette de sens. Je pense à certains de ceux qui n'ouvrent jamais le Monde, et à certains lecteurs de ce journal qui jouent un rôle important et singulier dans la formation (prescriptive) d'un public assez cultivé, ouvert à un langage d'allure philosophique (mais point trop spécialisée) et, dans certaines conditions, à un discours sur le discours. Du moins dans le micro-milieu que nous habitons à l'intérieur de la société francophone.

— Pour une autre fraction, dont vous vous faites l'ambassadeur en me demandant de viser justement de ce côté-là, ce que je viens de risquer serait sans doute facile, clair, mais n'aurait d'intérêt qu'à la condition d'être déplié de telle ou telle façon, chacun ayant là-dessus son idée et donc son impatience. Mais c'est un côté où l'on trouve déjà irritante cette manière de reculer en décelant : je devrais avancer, dire les choses au lieu de me demander comment les dire sans les dire, à qui, en vue de quoi, à quelles conditions. C'est déjà trop philosophique, redondant, peu économique, insuffisamment « informatif ».

Tous ceux qui enragent et spéculent

— Mais si, mais si. Et puis je ne confonds pas ce qui est « performant » (la quantité d'information et de savoir dans un espace donné) et ce qui est « performatif », comme vous disiez.

— Enfin, une minorité de lecteurs m'accuseraient de simplifier à l'excès des choses maintenant triviales, telle cette théorie nommée la « pragmatique » des énonciations qui évolue très vite. Je ne pense pas seulement aux philosophes ou aux linguistes, mais à tous ceux qui, persuadés qu'ils feraient meilleur usage de cette tribune, enrageant et spéculant. Mais tout cela reste à moduler prudemment. Jamais de tout ou rien, voilà une chose simple qu'il faut dire de l'accès au texte.

— Le scus et l'effet ne se produisent ni ne se refusent jamais absolument, ils gardent toujours, à la disposition d'un lecteur potentiel, une réserve qui tient moins à une richesse

substantielle qu'à une marge aléatoire dans les trajets, à l'impossibilité de saturer un contexte. Le « même » énoncé (« Pourriez-vous écrire... ») peut renvoyer à une multiplicité d'autres « textes » (phrases, gestes, tons, situations, marques de toute sorte) et à d'autres « autres » en général, il peut s'ouvrir à d'autres effets, branchements, greffes, itérations, citations... Ces possibilités et ces forces différentielles ne sont pas strictement linguistiques, je préfère donc parler de traces ou de texte que de langage, car...

Qui est « tout le monde » ?

— Là, vous commenceriez à devenir hermétique : je vous rappellerai...

— A l'ordre, dites-le. J'ai entendu le mot d'« isolier » tout à l'heure : c'est une scène qu'on fait à la philosophie depuis des siècles. Bien sûr, vous disiez parler au nom du supposé lecteur, mais c'est presque toujours, on ne sait pourquoi, la même demande vaguement agressive, la dictée d'un désir menaçant : « Portez donc comme tout le monde, ce que vous dites nous regarde tous, vous confisquez nos enjeux et nos mises, vous nous possédez et nous dépassez, vos coups de langue sont des coups de force ». Ces sommations ont un programme, même si on adapte le livre d'arguments à chaque situation, aux nouvelles données de la société, de la technique ou de l'école. Le même réquisitoire se déchaine d'ailleurs entre des philosophes que séparent la langue, le style, la tradition, des contrats implicites.

— Oui, mais le discours philosophique ne doit-il pas s'en libérer, justement, pour se rendre immédiatement disponible et ouvert à tous ?

— Aucun texte ne s'ouvre immédiatement à tout le monde. Le tout-le-monde de nos censures, c'est un interlocuteur déterminé par son appartenance sociale, souvent minoritaire, par sa formation scolaire, l'état de la culture, des médias et de l'édition. L'abus de pouvoir est toujours du côté des censeurs et des « décideurs ». Le talent pédagogique ou la honnêteté volontaire ne suffisent pas, personne ne peut atteindre un public anonyme, fût-ce un seul individu, sans l'école, le livre, la presse, et donc sans les relais d'une politique qui n'est pas seulement gouvernementale. Et surtout sans le travail ou la venue de l'autre.

— Mais oui, c'est trop évident.

— La question doit donc être ailleurs : pourquoi ne pas la poser au généticien ou au linguiste, justement ? Pourquoi réserver le soupçon ou la mise en demeure au philosophe ? Pourquoi ne pas lui reconnaître ce qu'on reconnaît à tous, et d'abord au journaliste professionnel : le droit et le devoir de surimprimer dans sa phrase la mémoire chiffrée d'un problème, l'allusion formalisée à des systèmes de concepts ? Sans cette économie, il devrait redéployer à chaque instant une pédagogie infinie. Impossible et paralysant : combien de lignes lui faudrait-il ? Non que l'histoire du langage philosophique soit le progrès d'une capitalisation continue. La pensée doit aussi l'interrompre. Un retour décisif à la méditation du dire qu'on dirait le plus simple (« l'être est », « l'être n'est pas », ...), de mots apparemment aussi clairs que « mot », « apparence », « clarté », « science », « recherche », « technique », « langage », vient alors décaler ce progressisme en son assurance parfois somnambulique.

— Oui, mais ce dernier mouvement va peut-être, justement, dans le sens d'une reprogrammation de la philosophie.

— Oui et non. Le plus simple est parfois le plus difficile. La

popularisation ne doit pas renoncer à la rigueur et à l'analyse. Je connais des philosophes « de profession » plus tourmentés que tels donneurs de leçons par ce double impératif : « démocratiser » l'échange sans céder sur l'exigence philosophique, tenir compte de la transformation du champ social, des techniques de transmission et d'archivage, de l'école et de la presse, sans séduction facile et abus démagogique. Quand les normes imposées par les médias coûtent trop cher, le retrait silencieux reste parfois la réponse la plus philosophique, la stratégie bien entendue. Mais pour les raisons déjà dites, ce calcul sera toujours aventureux dans la nuit. Telle parole singulière, murmurée comme une confidence, peut encore, incalculablement, des siècles durant... Allô ?

Le désir d'innocence

— Je me faisais l'ovocot du diable : l'ésoirisme n'est-il pas l'abri rêvé pour une pensée pauvre et commune ? On dit aussi : usurpation d'autorité, instrument de terreur, moi de passe pour une secte ou une corporation qui se réserve, avec le pouvoir d'interpréter, celui d'évaluer ou de légitimer, le pouvoir tout court.

— Oui, mais cela ne serait pas réservé aux philosophes, à la compétence dans l'usage des signes peut aussi bien servir à déjouer ces mystifications. Ces deux possibilités provoquent à la philosophie depuis toujours. Sans remonter aux sophistes et à Platon, voyez Descartes. Il s'en prenait à la sophistication de ceux qui, tombés sur quelque chose de certain et d'évident, « ne le font jamais paraître qu'enveloppé dans diverses tournures énigmatiques, soit qu'ils redoublent la simplicité de l'argument ne diminue l'importance de leur trouvaille, soit que par malveillance ils nous refusent la vérité toute franche (nobis invident apertam veritatem) ».

— Mais vous parlez lothn au téléphone, maintenant ?

— Je milite : étendons l'enseignement philosophique bien avant la terminale (c'est l'une des réponses à toutes ces questions), mais aussi celui du grec et du latin... Quant aux rapports entre les « tournures » et la « vérité », on peut avoir des réserves sur ce que sous-entend Descartes, auteur lui-même obscur et difficile, rappelons-le. Puis quand il a décidé d'écrire son Discours en français, prétendument pour s'adresser à tous, il le faisait dans une phase socio-politique particulière, à tel moment d'une violente élatation linguistique. Il ne parlait pas à tout le monde, mais laissons.

— Sur la jalousie ou l'envie (invident), il vise juste. La guerre fait rage, pour et par la propriété de la langue, chez les philosophes, entre eux et les autres. Des deux côtés il y a aussi le désir d'innocence. Les uns dérivent les lois de la guerre, d'autres en appellent aux lois et aux règles du jeu. Tels demandent un désarmement général et immédiat : en mesurant les risques, d'autres le souhaitent progressif et contrôlé. Kant, qui parlait de la proche conclusion d'un traité de paix perpétuelle en philosophie, voulait aussi démocratiser le discours, dénoncer la cryptopolitique et la mystagogie. Nietzsche analyse la politique de la langue philosophique, son rapport à l'Etat, au processus de démocratisation, au pouvoir des prêtres et des interprètes, dans l'enseignement et dans les journaux. Déjà Marx dans l'Idéologie allemande, et plus près de nous, malgré une situation si différente...

— Oui, mais ce serait trop long. En quelques mois, si vous deviez écrire cet article, sur quoi insisteriez-vous, aujourd'hui même ? Si, ou lieu de vous téléphoner, je vous

tendais un micro : où vont les recherches sur le langage ?

— La pensée n'a pas toujours la forme de ce qu'on appelle la « recherche », avec ses institutions et sa productivité programmée. En tout cas, je risquerais cette réponse, en trois mots et six points : à travers les cloisons (langues nationales, institutions, traditions et codes théoriques, philosophie, linguistique, psychanalyse, littérature, technologie de la communication et de la traduction...), la plupart des questions se posent, me semble-t-il, autour de cette « pragmatique » dont nous parlions à l'instant. Non pas nécessairement sous ce nom et dans les formes bien connues où ces problèmes se sont annoncés chez Austin et ses disciples. Outre ses difficultés internes, signe de richesse, cette première théorisation fut à la fois servie et freinée par les limites de son axiomaticque, peu tournée vers l'histoire de ses concepts, à commencer par cette distinction entre performatif et constatif, les oppositions entre production et non-production, la production comme création d'événement et la production comme mise au jour, proxis et theoria, l'acte et la parole, etc.

— Bref : 1) penser (dire, écrire) le logos - avant - ses oppositions, « avant » la voix et la signification (phônè, sémolè) - une autre - histoire de la philosophie - lisons Heidegger par exemple : 2) reconnaître que ce qu'on appelle trace, texte ou contexte (et entre autres choses, toutes les conditions dites conventionnelles d'un « performatif ») ne se limite pas à du linguistique ou à du phonique, et d'ailleurs ne se limite à rien ; 3) mettre la psychanalyse à l'épreuve de la « pragmatique », mais d'abord soustraire celle-ci à une axiomaticque de la conscience intentionnelle et du « moi » présent à lui-même ; 4) compter avec la technologie dite de l'« information », avant et après notre téléphone ; 5) ne pas confondre le « performatif » - ses fictions et ses simulacres - avec la renabilité « performante » de la techno-science ; 6) ne pas trop fuir les paradoxes de l'altérité, de la trace, de la destination, de la destinérance ou de la claudication, de l'écriture et de la signature en somme. J'aurais suggéré que tout cela et... Allô ?

— Allô, je vous entends mal...

— ...insistez sur ce nom provisoire, la « pragmatique », sur ce qu'elle présuppose du texte en général et qui lui, disons, « dénie ». Les effets de cette « dénotation » ont puissamment marqué la philosophie, la philosophie du langage philosophique ou scientifique, les institutions de recherche et d'enseignement qui en dépendent, leur interprétation de l'interprétation, du sens, de la référence, de la vérité. La valeur théorique (constative) du discours fut ainsi ajournée à l'efficacité, à la performance technique et productive de la recherche.

— Ce que j'appelle imprudemment « dénotation » du « performatif » ne fut pas un jugement, mais un formidable événement - lui-même performatif et normatif. Qu'arriverait-il si à ces normes il arrivait quelque chose ? Des bouleversements, je crois, difficiles à calculer, dans lesdites institutions et ailleurs. Et si c'était la chance ou le risque de ce qui arrive, alors que nous en parlons, en ce moment même...

— Allô ? Finalement, vous pourriez l'écrire, cet article, non ?

— Je ne crois pas. Neuf feuillets, c'est à peine le temps d'un coup de téléphone à l'étranger, le dimanche. Je n'arriverai pas, écoutez...

— C'est pratiquement fait, voyez, mais si, mais si...

Le semaine prochaine :
LE SAVOIR AFFECTIF
PAR FERDINAND ALQUIÉ

JEUX

L'invité BERNARD PIVOT

Chaque semaine, un invité vous propose de jouer avec lui. Le portrait chinois : notre invité pense à quelqu'un ou à quelque chose puis répond à une série de questions sur la personne ou la chose. Et si ce quelqu'un ou cette chose était... ? A vous de deviner à qui ou à quoi pensait notre invité.

Les mots croisés. Une grille traditionnelle, si ce n'est qu'elle a été entièrement réalisée par notre invité.

PORTRAIT CHINOIS

Le portrait chinois de Bernard Pivot est celui d'une personnalité contemporaine du monde des arts que vous avez déjà eu l'occasion de voir à « Apostrophes ».

SI C'ÉTAIT

Un plat cuisiné
Une émission de télévision
Un numéro
Un titre de film

Une voiture
Un appareil ménager
Une carte à jouer
Un monument

Un personnage de bande dessinée
Un métier
Un sport
Un objet vous appartenant
Un produit de beauté
Un loisir
Un voyage
Un roman

CE SERAIT

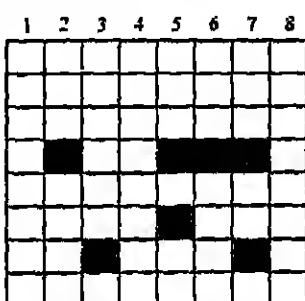
Une salade
Incroyable mais vrai ?
75
Tempêtes tout le monde de dormir
Une Ferrari accidentée
Un mixeur
Le joker
Un dolmen pas encore classé monument historique

Filochard (des Pieds-Nickelés)
Attaché de presse
Le bowling
Une bande vidéo
De la mousse à raser
La pêche au coup
Paris-Ouarzazate via Santiago
La Comédie humaine

MOTS CROISÉS

Horizontalement. - 1. Surveillance (aggrégation de lettres, sauf le L - 2. Ce que le public dit d'un joueur de football qui ne fait rien. - 3. Répétition admise même dans la bouche des meilleurs écrivains. - 4. Tient la tête en politique, la queue dans les lettres. - 5. Pirot-Delpech. - 6. Le directeur du Débat quand il est confus, Avatar gaulliste. - 7. Après la bombe, avant la parade. La Bourse et la mort. - 8. Jour qui empiète sur le suivant.

Verticalement. - 1. Entre en scène avant Périot. - 2. Trois lettres d'une héroïne de Nabokov. Ce que fit Lopez le 15 mai, au Parc des Princes. - 3. Ses queues de renard sont dédaignées des fourreaux. - 4. Emis-



sion de télévision gâchée par des coupures. - 5. Juste la moitié des billets. Symbole chimique ou sexuel. - 6. Femme cul-de-jatte. Roger Peyrefitte en était. - 7. Une de plus et c'était une voiture. Deux lettres de Rudnicki. - 8. Poète italien publié en France par l'éditeur de « Nous Deux ».

SIGLES : LES CONNAISSEZ-VOUS VRAIMENT ?

Ils envahissent les rapports, les articles, les communications. Bien pratiques pour gagner du temps et de l'espace. Mais savons-nous toujours à quoi ils correspondent ?

B.I.R.D. O.M.S.
S.M.E. F.A.C.
S.A.U. R.C.B.
D.G.R.S.T.

KIADIKOI

1) Qui s'est publiquement décerné ce sursis ? « Nous sommes les meilleurs de ceux qui ont gouverné la France depuis longtemps. » ?

a) Pompidou ;
b) Pompidou ;
c) Mermoz.

2) Qui a publié, il y a plus d'une vingtaine d'années, un ouvrage intitulé *Présence française et abandon*, qui traitait des questions coloniales et où on pouvait notamment lire que : « Sans l'Afrique, il n'y aura plus d'histoire de France au vingt et unième siècle » ?

a) Michel Oébé ;
b) Jacques Chaban-Delmas ;

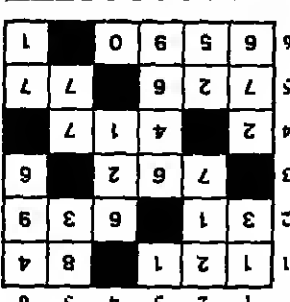
c) François Mitterrand.

3) Quel homme politique a dit un jour de lui-même : « Je suis plutôt maigre, assez jaloux, assez décidé, assez chaleureux ; pour la beauté, j'en suis sûr pas juge. » ?

a) Jean-Jacques Servan-Schreiber ;
b) Valéry Giscard d'Estaing ;

c) Jack Lang.

SOLUTIONS



A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

A CHACUN SA VÉRITÉ

1. C'est la science de la guerre.
2. Film de Clouzot.
3. Non, c'est Christian Morin.
4. Hawaïe 50.
5. L'Alaska fut le 49^e État.

TEST

Petits et grands stress

Pour essayer de mesurer la relation existant entre la prise de décision et la tension nerveuse, un grand spécialiste du stress eut l'idée, il y a quelques années, d'expérimenter ses hypothèses sur des animaux. Il confia ainsi à un singe dit « cadre » la faculté de donner un choc électrique à un autre singe dit « employé ». Pour ce faire, le singe « cadre » devait prendre la décision de pousser à chaque fois un levier pendant un temps donné. Or le résultat dépassa toutes les espérances puisque le singe « décideur » se trouva affecté de douloureux ulcères à l'estomac alors que l'autre fut épargné ! Paradoxalement, certaines situations apparemment traumatisantes sont vécues avec une surprenante sérénité. Pendant la guerre du Vietnam, un autre spécialiste américain constata ainsi que l'unité de mesure du stress qu'il avait choisie (le niveau d'hydrocorticotestérone pour ceux que cela intéresse) restait étonnamment stable en dépit des dangers et des risques que représentait le milieu observé. La conjugaison d'un « effet d'acoutumance », de la cohabitation des groupes de soldats et du rôle sécurisant joué par les « rites » militaires supprimaient pratiquement l'impression de danger !

Dans le vie courante, nous affrontons tous des stress, petits ou grands. Il arrive même parfois qu'un événement heureux soit une source de stress. Pour établir un lien précis entre les événements stressants et les conséquences pathologiques qui peuvent en découler, deux psychiatres, les docteurs Holmes et Rahe, ont dressé une « échelle » du stress après plusieurs années de recherche (1).

Sachant que leur grille de notation va de 10 à 100 points et que, à partir de 50 points, le stress commence à être important, sauriez-vous reclasser dans leur ordre original les événements ci-dessous ?

Liste : 1) blessure ou maladie sérieuse ; 2) multiplication des disputes conjugales ; 3) dette de plus de 50 000 F ; 4) difficultés avec un patron ; 5) déménagement ; 6) licenciement ; 7) changement religieux ; 8) vacances ; 9) problèmes sexuels ; 10) divorce ; 11) retraite ; 12) arrivée d'un nouveau membre dans la famille ; 13) enfant quittant la maison ; 14) début ou fin de scolarité ; 15) modification de situation financière ; 16) mort d'un conjoint ; 17) emprunt de moins de 50 000 F ; 18) changement dans les habitudes de sommeil ; 19) ennais de santé d'un parent proche ; 20) grossesse ; 21) mort d'un ami intime ; 22) problèmes avec les beaux-parents ; 23) modification d'habitudes personnelles ; 24) changement de situation ; 25) temps passé en prison ; 26) mort d'un parent proche ; 27) mariage ; 28) amendes ou contraventions ; 29) changement de rythme des réunions de famille ; 30) changement d'horaires ; 31) épouse se mettant au travail ou s'arrêtant de travailler ; 32) exploit personnel marquant ; 33) changement d'horaires ; 34) séparation (avec son conjoint) ; 35) réconciliation ; 36) Noël ; 37) problèmes d'affaires.

(1) Extrait d'un ouvrage de A. Soubrin et Y. Christen, *Le Stress vaincu* ? éditions Albin Michel

SÉRIES LOGIQUES

Ces nombres se suivent selon un système logique chaque fois différent. Si vous percez le secret de chaque série, vous devez deviner le nombre suivant.

36 49 64 81 100 ?
12 34 56 65 43 ?
143 144 431 441 314 ?

DANS LE DÉSORDRE

des choix budgétaires.

R.C.B. : Rationalisation

F.A.C. : Fonds d'action

monnaie de la santé.

O.M.S. : Organisation

général à la recherche

D.G.R.S.T. : Délégation

cool utilisée.

S.A.U. : Superficie agri-

taire européenne.

S.M.E. : Système mond-

ment.

truction et le développe-

ment.

B.I.R.D. : Banque inter-

naionale pour la recons-

truction et le développe-

ment.

SIGLES

1) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

2) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

3) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

4) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

5) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

6) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

7) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

8) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

9) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

10) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

11) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

12) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

13) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

14) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

15) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

16) a : 21 ; b : 3 ; c : 10

17) a : 10 ; b : 3 ; c : 21

18) a : 3 ; b : 10 ; c : 21

QUIZZ

Dix questions sur l'actualité récente. Faites preuve de mémoire ou de flair.

- Le « pactole » électoral au Brésil peut se traduire par :
a) pactole ?
b) picotin ?
c) paquet ?
- Pour M. Gornicki, porte-parole de la junte polonaise, Solidarité...
a) ... était un ramassis de gens méprisables ?
b) ... n'a jamais été un syndicat ?
c) ... était grossièrement payé par certains gouvernements étrangers ?
- A la fin de l'année 81, combien y avait-il de « patrons optimistes » en France ?
a) 6 % ;
b) 16 % ;
c) 26 % ;
- Pour M. Berlinguer, quel est le nom de « ce corps de doctrine ossifié » ?
a) le socialisme ?
b) le marxisme ?
c) le marxisme-léninisme ?
- On a craint un moment pour la vie d'un candidat pas comme les autres du rallye Paris-Dakar. S'agit-il :
a) de M. Mark Thatcher ?
b) de M. Joseph Schmidt ?
c) de M. Roberto Andreatti ?
- Le nouveau directeur de l'ENA est :
a) Didier Motchane ?
b) Alain Mine ?
c) Simon Nora ?
- Un ministre québécois, M. Charbon, a dû donner sa démission. A la suite :
a) d'une liaison avec la femme d'un de ses collègues ?
b) d'une gifle donnée au portier du ministère ?
c) d'un vol à l'étalage ?
- L'équipe de France de football a battu l'Italie au Parc des Princes par 2 à 0. Buts de :
a) Platini et Rocheteau ?
b) Rocheteau et Bravo ?
c) Platini et Bravo ?
- L'opération Fivette a abouti :
a) au parachutage d'un corps expéditionnaire en Afrique ?
b) à l'envoi dans l'espace du premier cosmonaute français ?
c) à la naissance du premier bébé-éprouvette français ?
- Le trophée remis au vainqueur du Festival de cinéma de Berlin est :
a) un tigre d'or ?
b) un ours d'or ?
c) un dauphin d'or ?

A CHACUN SA VÉRITÉ

Ce jeu se présente comme un problème de mots croisés, à cette différence près que les définitions ont été remplacées par des affirmations. Selon que vous estimerez vraie ou fausse chaque affirmation, vous inscrirez dans la grille le nombre correspondant. Si vous ne faites pas d'erreur, tous les nombres ainsi reportés doivent se croiser parfaitement.

HORIZONTALEMENT	VRAI	FAUX
1. Olibrius vient du nom d'un empereur romain particulièrement incapable.	121	137
2. L'Alaska a été le cinquantième État des États-Unis.	64	84
3. Le premier vol de Concorde remonte à 1969.	31	51
4. Dans le langage des pierres, c'est le rubis qui signifie l'amour.	639	538
5. La <i>Marseillaise</i> a 7 couplets.	762	464
6. Edgar Morin est un animateur de radio.	512	417
7. L'Arabie Saoudite est grande comme quatre fois la France.	726	725
8. Diderot aurait pu rencontrer Stendhal de son vivant.	77	72
9. « L'assassin assis » est un film de Fritz Lang.	6 430	6 590

VERTICALEMENT	VRAI	FAUX
1. La poténiologie est la science de la paix.	15	13
2. Le char à bœufs est le mode de transport le plus courant aux Indes.	276	176
3. Le tabac brun contient plus de nicotine que le tabac blond.	217	314
4. Un mètre cube contient 100 litres.	24	25
5. Pif le chien est la propriété du parti communiste.	6 469	6 553
6. L'homme est né libre et partout il est dans les fers - est une phrase de Rousseau.	621	341
7. Environ 20 % des Français entendent mal.	83	63
8. ONU s'écrit UNO en anglais.	77	28
9. Le taux de dépendance énergétique de la France est de l'ordre de 75 %.	496	486
10. « L'accusé » de Zola est paru à la une du « Figaro ».	81	71

DANS LE DÉSORDRE

Trois mots cachés à découvrir

TIRESDCID
LEOPRTEIN
EASACRACP

PAGE RÉALISÉE PAR
BERNARD SPITZ ET ALEXANDRE WICKHAM

QUIZZ

AUDIOVISUEL

Petit glossaire de la vidéo

Révolution technologique, phénomène social, la vidéo, c'est aujourd'hui toute une série de pratiques, de la consommation domestique aux productions professionnelles en passant par la communication sociale.

Elle suscite toute une série de questions tant chez le consommateur privé que chez le pédagogue, le chef d'entreprise, dans le monde associatif ou parmi les élus locaux. Pour tenter d'y répondre, nous vous proposons pendant l'été un petit glossaire en douze mots-clés, douze entrées, pour mettre en perspective des techniques et des stratégies d'utilisation.

Animation

Bien avant cette poussée de fièvre qui peuple aujourd'hui les vitrines de magnétoscopes et fait fleurir un vidéo-club à chaque coin de rue, il y avait déjà la vidéo. Avec une parfaite logique pour une révolution audiovisuelle, c'est vers 1968 qu'apparaissent en France les premiers magnétoscopes. A cette époque, les constructeurs américains et japonais s'efforçaient déjà de mettre sur le marché un support d'enregistrement électronique préparant l'avènement de l'édition audiovisuelle et capable de détruire le cinéma d'animateur. Poésie perdue : la télévision couleur faisait alors ses premiers pas, et personne ne s'intéressait à la vidéo.

Personne, sauf une poignée de militants et d'animateurs sociaux qui venaient très vite ce que la vidéo peut leur apporter : une chaîne audiovisuelle autonome, indépendante des grands réseaux, contrôlable de la production à la diffusion et un moyen d'attaquer directement la télévision, ce grand véhicule de l'idéologie...

Mais, pour cela, il faut d'abord prier un matériel prévu pour le grand public aux exigences de la production. Le magnétoscope des années 70 est un équipement rudimentaire qui s'embarrasse déjà de standards incompatibles entre eux et n'offre que des possibilités limitées de montage.

Pourtant, en quelques années, les collectifs et les expériences de vidéo-animation se multiplient : productions associatives et militantes, animations de quartier, initiation des enfants en milieu scolaire ou en centres de loisirs, création de secteurs vidéo dans les maisons de la culture. En 1973, le gouvernement lance des réseaux de télédiffusion dans sept villes et, à la Villeneuve de Grenoble, débute une expérience originale de télévision communautaire.

Peu importe alors que les produits réalisés soient le plus souvent maladroits, techniquement déficients et pratiquement indiffusables hors de leur contexte de production. Pour la vidéo-animation, l'audiovisuel n'est pas une fin mais un moyen d'intervention sociale. Ce qui compte, ce n'est pas l'œuvre en soi mais ce qui se

passé autour de sa production et de sa diffusion : une prise de conscience, un dialogue social ou l'articulation d'une contradiction.

Mais l'âge d'or de la vidéo-animation est de courte durée. Dès 1976, les pouvoirs publics bloquent le développement de la télévision par câble, trop compromettante pour le monopole, et privent ainsi les groupes vidéo d'un de leurs moyens de diffusion. Dans le même temps, les constructeurs abandonnent la fabrication d'un matériel dépassé technologiquement. Les nouveaux magnétoscopes à cassettes grand public ne servent qu'à enregistrer la télévision et sont impropres à ce type de production. Un nouveau standard de production plus perfectionné apparaît - le 3/4 de pouce - mais il est beaucoup plus coûteux.

Cette double évolution va décimer les rangs de la vidéo-animation. Certains collectifs trouvent alors dans les radios libres un nouveau moyen d'intervention sociale. Les autres ne leur survie qu'au soutien des collectivités locales ou des institutions. Du même coup, les stratégies se précisent.

On trouve donc aujourd'hui des structures de production semi-professionnelles comme le Vidéo-animation Languedoc à

Montpellier, la Maison de la culture de Bourges ou le Centre d'action culturelle d'Annecy, dotés d'un matériel sophistiqué, réalisant des produits de qualité et préfigurant de véritables télévisuels locaux. A l'inverse, les Vidéoclubs ou les Centres de ressources se spécialisent dans le prêt de matériel aux associations et la formation à la vidéo. Entre les deux, quelques producteurs indépendants tentent de se regrouper autour d'associations comme Vidéo-ciné-troc ou la Fédération de l'audiovisuel indépendant pour assurer la diffusion de leurs produits.

On pourrait imaginer que la vague de fond de la vidéo grand public risque de marginaliser définitivement l'ensemble de ces pratiques, les réduisant à n'être qu'une pré-histoire de la vidéo. Mais le développement de la télévision par câble est à nouveau à l'ordre du jour, et le gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles dispositions dans ce domaine.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Pour tous renseignements sur ce secteur des pratiques vidéo, on peut consulter l'Video-ciné-troc 15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris; Fédération de l'audiovisuel indépendant, 19 bis, rue de Cotte, 75012 Paris.

La semaine prochaine : BANDES

PHOTO

Sachez mesurer la lumière

Un appareil automatique, pensez-vous, assurera à coup sûr la réussite de toutes les photos en couleurs. En fait, rien n'est moins certain, car, dans bien des cas, l'automatisme est en défaut. En effet, les étonnantes photographies se tolèrent des grands contrastes de luminosité et, chaque fois que de tels contrastes existent, il ne sera pas possible de reproduire correctement les lumières intenses et les ombres profondes. L'appareil alors au photographe de décider des plages à reproduire correctement. Il y a là un choix que le système d'automatisme de l'appareil est incapable de faire.

Premier cas : le sujet est peu contrasté. Il ne comporte donc pas ensemble des surfaces claires et sombres ou de vastes zones d'ombres et de lumières. C'est dans ce cas que l'on peut se fier à l'automatisme. L'exposition sera exacte à la condition, bien entendu, que l'éclairage de l'appareil ne soit pas faussé. Ouvrons ici une parenthèse et observons que, plusieurs semaines avant un départ en vacances, il faut vérifier le fonctionnement de l'automatisme et, s'il est défectueux, faire réparer l'appareil. Cette vérification peut se faire simplement. Par exemple, afficher sur la cellule la sensibilité de 25 ASA et, par jour de soleil, cadrer de très près une surface uniforme (mur, carton...) de couleur claire : dans le viseur, la cellule doit afficher 1/125 de seconde au diaphragme 9 (donc entre 8 et 11). Un diaphragme ou une vitesse très différents révèlent une anomalie.

A côté des faibles contrastes, le photographe rencontre souvent des sujets très contrastés, soit avec des oppositions de zones claires et de zones sombres (fleurs blanches sur fond de verdure, par exemple), soit avec la présence de plages étendues d'astéris et de plages d'ombres. Si le film utilisé est un négatif (Agfacolor, Fujicolor, Kodacolor, etc.) il faut obtenir une exposition correcte des ombres ou des plages foncées. Le film les enregistrera alors correctement et sur-exposera les lumières, qui comporteront cependant des détails. Un équilibre satisfaisant sera obtenu au stade des épreuves sur papier. Dans ce cas, avec un appareil photo automatique, on pourra encore se fier à l'automatisme.

Avec un film inversible pour diapositives (Agfachrome, Ektachrome, Fujichrome, Kodachrome), il faudra poser soigneusement pour les plages claires et bien éclairées. Leurs images comporteront ainsi tous leurs détails. Les ombres en perdront une partie, mais l'œil accapote cette perte dans les zones sombres. Avec un appareil automatique, il faudra débayer l'automatisme et approcher d'une surface claire (par exemple, le visage d'un personnage) pour y effectuer la mesure, puis prendre la photo avec le réglage ainsi obtenu. Si l'appareil comporte un dispositif de mise en mémoire, on opérera de la même façon en mémorisant la mesure effectuée, puis en la conservant pour la prise de vue.

ROGER BELLONE.

VIDEO CASSETTES SELECTION

A VOS FOURNEAUX !

Si votre téléviseur est pris de la cuisine et si votre magnétoscope ne craint pas les tâches de graisse, cette série de cassettes est pour vous. L'émission de Michel Oliver, « La vérité est au fond de la marmite », diffusée par Antenne 2, avait déjà beaucoup d'adeptes mais on n'a pas toujours eu bon moment un bout de papier et un crayon sous la main.

L'édition vidéo comble enfin cette lacune et Michel Oliver propose quatre volumes. Le premier - Super fèves - rassemble les recettes du canard à l'orange et du foie gras. Pâtée vous initiera au secret des pâtés en croûte, saucisson chaud, terrine du braconnier et terrine aux noix. Avec Plets mironnés, vous goûterez aux délices de la daube de pied de porc ou gingembre et du coq au vin. Enfin, Plats exotiques propose le couscous, le poulet aux cacahuètes, le crabe farci et les ecras. A vos casseroles.

La vidéo cuisine : quatre vidéocassettes de soixante minutes. Production d'Antenne 2, éditée et distribuée par M.V.C.

JACQUES VILLERET

Les films de Lelouch, Steiner et Ribes ont récemment consacré le talent de Jacques Villeret. Mais comme beaucoup de jeunes comédiens, Jacques Villeret a fait ses premières armes au théâtre et au music-hall. Xavier Gelin, responsable de La Guéville Vidéo, nous propose de redécouvrir un show enregistré en 1978 par Antenne 2 à la Gaîté-Montparnasse.

La réalisation est confiée à un metteur en scène de cinéma, Elie Chouraqui, un vieux complice de Villeret, puisqu'il jouait déjà dans son film *Premier amour*.

Pour les amateurs d'un rire tendre, traversé par une certaine mélancolie. Jacques Villeret à la Gaîté, 7 films. Jacques Villeret, Antenne 2. Edité par La Guéville Vidéo et distribué par R.C.V.

FILMS

Pour les amateurs de James Bond :

Bons baisers de Russie, de Terence Young, avec Sean Connery, et *Goldfinger*, de Guy Hamilton, avec Sean Connery. Deux productions United Artists, distribuées par Warner Filippacchi Vidéo.

Quelques films français récents :

Courage, fuyons d'Yves Robert, avec Catherine Deneuve et Jean Rochefort. Edité par La Guéville Vidéo et distribué par R.C.V.

Pile ou face de Robert Enrico, avec Philippe Noiret et Michel Serrault. Edité et distribué par R.C.V.

A double tour de Claude Chabrol, avec Jean-Paul Belmondo et Bernadette Lafont. Edité par R.C.A. et distribué par G.C.R.

Les Bons et les Méchants de Claude Lelouch, avec Marlène Jobert et Jacques Dutronc. Edité par R.C.A. et distribué par G.C.R.

Dans le domaine étranger : La Grande Évasion de John Sturges, avec Mc Queen. Produit par United Artists et distribué par Warner Filippacchi Vidéo.

Stalker d'Andrei Tarkovski. Edité par Gaumont et distribué par G.C.R.

J.-F. L.

DISQUES

Classique

MUSIQUE SACRÉE ANGLICANE

Le nouveau disque du Concerto Vocale nous apporte en quelque sorte la quintessence de la musique sacrée d'inspiration anglicane, mais mise au goût du jour, en cette fin du dix-septième siècle (et au tout début du dix-huitième), c'est-à-dire marquée par le règne du chant solo.

La vieille tradition polyphonique héritée des disabéthains laisse alors la place au nouveau style expressif importé d'Italie, via la France. Musiques de culte assurément, ces pages sont autant de « scènes » transposées de l'opéra, avec un sommet exceptionnel : *In guilty Night* de Purcell, à la fabuleuse vocalité instant sublimé qui fixe un duel de l'âme pathétique - la rencontre du Roi Saul et de la sorcière d'Endor - au gré d'images sonores intenses, et que la réunion des trois talents de Judith Nelson (soprano), René Jacobs (haut-contralto) et Max Van Egmont (basse) porte à un degré d'incandescence dramatique rarement atteint ailleurs.

Mais en fait, c'est toute l'interprétation du Concerto Vocale qui prend valeur de référence, montrant aux autres ce qu'il faut faire exactement pour investir ces œuvres intimes, mais brillantes, du pouvoir du mot comme dans *Blest be those sweet regions of Clerks*, qui monte en un incroyable cri mystique où triomphe la virtuosité irremplaçable de René Jacobs, battant ici les chœurs anglais sur leur propre terrain (œuvre de Purcell, Clerks, Pelham Humphrey, John Blow, William Croft, Harmonia Mundi, HM 1081).

« LA PASSION SELON SAINT MATTHIEU » par Klemperer

Une aubaine pour les amateurs de beau chant et d'émotion pure que la réédition du monument signé par Klemperer en 1961. En dehors de toute querelle entre anciens et modernes (tout à fait hors de propos ici), il faut fêter cet album historique qui, totalement étranger, bien sûr, aux critères et exigences de la nouvelle approche baroque, ne s'attache qu'à la tragédie, sans oublier pour

autant le regard spirituel. Vision de cathédrale qui agrandit la Passion selon saint Matthieu aux dimensions d'une dramaturgie romantique et balais nos réticences dans un irrésistible mouvement théâtral.

Humain, trop humain, objecteront les derniers irréductibles. Peut-être, mais comment résister sans tricher à ce flot de ferveur rayonnante et de tendresse, comme à la magie d'un secteur vocal qui fait rêver, avec Fischer-Dieskau (le Christ), Peter Pears (l'évangéliste), Schwarzkopf-la Divine, Christa Ludwig, Nicolai Gedda et Walter Berry, tous au meilleur de leur forme et de leur art ? (4 disques EMI, 165-07312/5).

ROGER TELLART.

LE « DON JUAN » DE GLUCK

Avant l'opéra, c'est le ballet qui permit à Gluck de mettre en pratique ses idées de réforme dramatique et humanitaire. Son *Don Juan* fut représenté à Vienne en octobre 1781, un an exactement avant *Orfeo* : un spectacle collaborait Reniero de Calabrigli, futur librettiste d'*Orfeo*, et l'ergument était de Gasparo Angiolini, futur maître d'œuvre des grandes scènes de ballet d'*Orfeo*. En outre, l'ouvrage avait été composé sous le coup de la parution de la *Lettre sur la danse et sur les ballets* de Hovener, où il était dit que la technique de la danse, par opposition à toute acrobatie virtuose, devait servir à exprimer les passions humaines de la façon la plus vraie possible.

C'est dire l'importance de *Don Juan*, en trente numéros dont l'un (un fandango) devait être repris à peu près tel quel par Mozart à la fin du troisième acte des *Nozes*, et un autre (la chorégraphie finale de *Dance des furies*) par Gluck lui-même dans *Orfeo*, version française d'*Orfeo*. Les enregistrements des opéras de Gluck sont quasi inexistantes : raison de plus pour savoir gré aux English Baroque Soloists et à John Eliot Gardiner d'avoir enfin introduit officiellement, en une interprétation à la fois bien rythmée et pleine de finesse, son ballet *Don Juan* aux castes françaises (Erato, STU 71449).

MARC VIGNAL.

Rock Variétés

Georges Brassens chante les chansons de sa jeunesse

C'est tout son univers de jeunesse que Georges Brassens a retracé à travers des chansons, une semaine du printemps 1980 sur l'antenne de Radio-Monte-Carlo, au profit de Perce-Neige, l'association animée par Lino Ventura. Un double album - remarquablement enregistré - de cette émission vient de paraître, contenant vingt-sept chansons écrites par Charles Trenet, Mireille et Jean Nohain, Jean Trenchant, Van Parys, Vincent Scotto.

Georges Tebet, l'ancien duetiste associé à Pills dans les années 30, s'est joint à Brassens pour l'occasion, et tous deux chantent le *Vieux Châtelet*. Ya toujours un passage à niveau, le Petit Chérin. Deux disques nostalgiques pour plusieurs générations de public. Un peu boy-scout pour les nouvelles...

(double album 33 tours Philips 6622032).

FRANK ZAPPA : Ship arriving too late to save a drowning witch

Depuis plus de quinze ans, l'aventure de Frank Zappa se déployait avec une continuité exemplaire dans la création, avec une rare intelligence et lucidité, avec une rigueur qui n'entre en aucune façon une des productions les plus abondantes de l'histoire du rock (deux ou trois albums par an). Après de récents enregistrements « live » et un coffret consacré à son jeu de guitare, *Ship arriving too late to save a drowning witch* souligne que les recherches sonores de Zappa se poursuivent avec, selon l'expression du moment, une force tranquille (33 tours, C.B.S. 85804).

CLAUDE FLEOUTER.

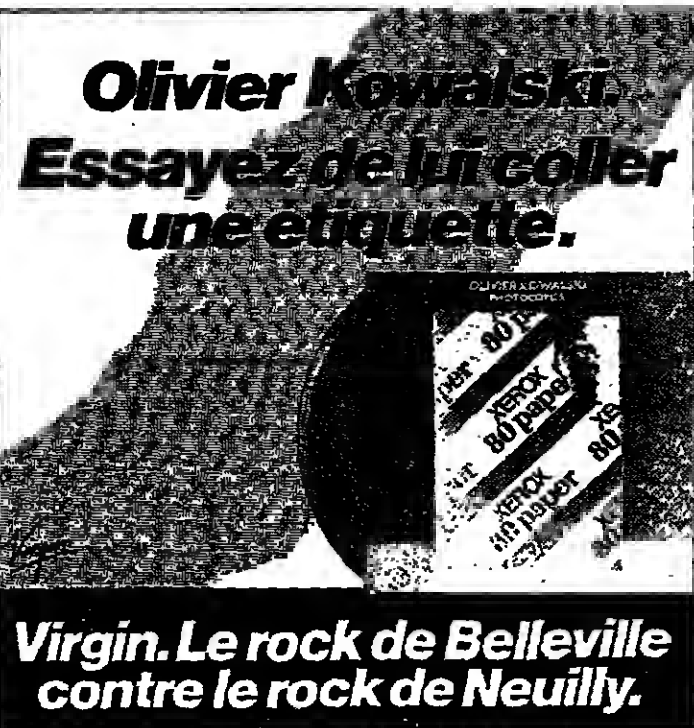
LA MEUBLERIE

Une collection de qualité Des conseils sérieux 107 Bd Saint Germain PARIS 6° Tél. 326.55.88

LIBRAIRIE INFORMATIQUE LA NACELLE

Electronique Automatismes Microprocesseur Tous ouvrages français et étrangers 2, rue Campagne-Première 75014 Paris. Tél. 322.56.46

Olivier Kowalski
Essayez de lui coller une étiquette.



Virgin. Le rock de Belleville contre le rock de Neuilly.

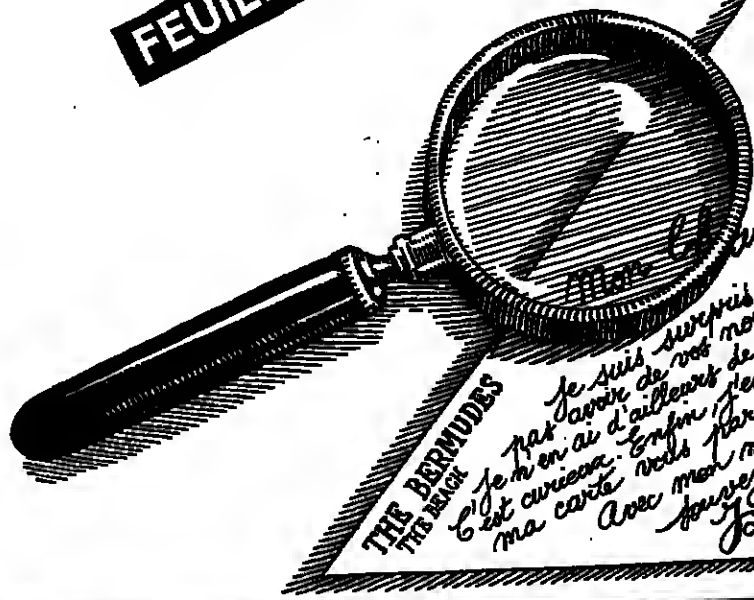
Musique originale du film de J.L. Godard
PASSION
Ravel - Mozart - Dvorak - Fauré
DISQUE STU 71512 - MCE 71512

rappel
Musique originale du film de H.J. Syberberg
PARSIFAL/Wagner
Y. MINTON - R. GOLDBERG - R. LLOYD
A. HAUGLAND - H. TSCHAMMER - W. SCHÖNE
Chœur Philharmonique de Prague
Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo
ARMIN JORDAN

1 COFFRET DE 5 DISQUES NUM 730105
1 COFFRET DE 5 MUSI-CASSETTES MCE 730105
1 DISQUE D'EXTRAITS NUM 75037 - MCE 75037

ERATO DISQUES

DIGITAL



POST CARD

Dix petits nains

PAR PIERRE-JEAN REMY

1

Des penseurs sachant penser

JEAN-PIERRE STRAUSS et Bernard Kermeur se retrouvèrent les premiers. Il était 18 h 5, le train ne partait pas avant quinze bonnes minutes, mais l'un comme l'autre faisaient partie de ces gens admirablement désorganisés qui n'ont jamais pour autant manqué de leur vie un train, un avion ou les colonnes offertes d'un hebdomadaire à grand tirage.

« Tiens ? Tu es aussi ? » Le ton de Kermeur, à son habitude, était ironique. Mais la présence de Strauss sur ce quai de la gare Saint-Lazare n'avait cependant rien d'étonnant, puisque cela faisait quinze ans que le jeune et hardi philosophe ne quittait un colloque que pour un séminaire et s'était fait une spécialité de discuter à l'infini sur n'importe quoi, des littératures francophones à tous les genres, en passant par la libération des condamnés politiques qui se disaient de droit commun : Jean-Pierre Strauss, comme Bernard Kermeur des Petits-Champs, savait parler. Il renvoyait donc, d'un joli geste de la main, la longue écharpe blanche qui était, en toutes ces occasions, à la fois son signe de ralliement et le plus efficace moyen de protection contre les angoisses d'une gorge fragile et répondait, le regard grave : « Le président me l'a demandé en personne... »

Il était 18 h 7. Sans un regard pour eux, la foule des banlieusards montait à l'assaut de la gare, mais Jean-Pierre Strauss et Bernard Kermeur ne les regardaient guère plus : debout au départ des grandes lignes, l'un comme l'autre étaient des phares qu'il fallait bien être un banlieusard de 6 heures du soir un vendredi pour ignorer...

Catherine Arthus et Gilles Ferrier n'étaient, eux, que des étoiles, mais ils avaient choisi de gagner Saint-Prix en voiture. Gilles ne conduisait pas, mais, comme Catherine savait tout faire, elle pilotait une Renault turbo d'un rouge éclatant, avec la même désinvolture qu'elle avait pour s'entraîner chez Gastine-Reinette au tir rapide au 6.35, ou pour lire Henry James et Philippe Sollers dans le texte. Elle avait d'ailleurs une licence de sociologie et commençait à passablement réussir en Italie une carrière de comédienne internationale gentiment commencée en France dans les films de ses copains.

« Tu n'iras quand même pas trop vite ? », s'inquiéta Ferrier devant son démarrage foudroyant.

« Toi, mon ange, tu sois bien que je te conduirai jusqu'au paradis sans même que tu t'en aperçoives... »

La formule voulait être rassurante, elle était malheureuse, et Gilles Ferrier vérifia prudemment la fermeture de sa ceinture de sécurité. Mais, déjà, la belle et rousse Catherine, au visage de madone très profane et

très préraphaélite, passait la seconde à 85 à l'heure, et enchaînait :

« Tu sais que cela fait sept ans que je n'ai pas fait de théâtre, et que ça m'amuserait bougrement d'en faire à nouveau... »

La Renault turbo s'arrêta dans un grand crissement de pneus devant un feu rouge que Catherine Arthus avait failli ne pas voir, et sa phrase demeura en suspens. Mais Gilles Ferrier en avait deviné la suite depuis que la jeune femme l'avait appelé, l'avant-veille.

« J'ai appris que, toi aussi, tu allais à Saint-Prix, ce week-end... »

Gilles n'était pas plus mal réveillé ce matin-là que les autres jours. La bouche pâteuse et un garçon inconnu ramassé la veille à la sortie d'un théâtre, encore endormi au travers de son lit, il avait grogné :

« Je ne suis pas encore sûr... »

Mais la voix de Catherine avait été péremptoire.

« Mon vieux Gilles, tu y vas. Et c'est moi qui vais t'y conduire, comme ça nous pourrions parler un peu tranquillement... »

Si bien que vingt-quatre heures après, et tout à fait tranquillement parce que dans les somptueux embouteillages du vendredi soir sur l'autoroute de l'Ouest, Catherine Arthus achevait sa phrase :

« Je te disais donc que j'aimerais bien refaire un peu de théâtre. Et si tu avais un projet intéressant et une petite place pour moi, je ne dirais pas non... »

Gilles Ferrier, qui en était à un moment de sa carrière où la presse qui l'avait découvert dix ans auparavant le couvrait maintenant d'insultes, parce qu'il avait réussi, qu'il faisait des pièces très chères et faisait comme tout le monde en mettant en scène des opéras un peu partout, grogna sans répondre : même à 30 kilomètres à l'heure sur l'autoroute bondée du vendredi soir, la conduite de Catherine Arthus était encore trop sportive pour lui.

« Bon, remarqua Bertrand de Saint-Prix en refaisant pour la deuxième fois de la semaine le plan de la répartition des chambres dans le gigantesque château qu'il possédait dans la Manche. Bon : Strauss, Kermeur, Catherine Arthus, Gilles Ferrier : ça ne nous en fait que quatre. Il reste encore trois chambres dans la grande galerie... »

Véronique, sa tante et qui menait pour lui sa maison, reprit la liste à en-tête de la présidence de la République qu'ils avaient reçue quelques jours auparavant et la consultait à nouveau avec lui.

« Quatre et trois, sept, sept et trois dix : il n'y a qu'à faire coucher les trois autres dans la tour ronde... »

« Sur les dunes ? Je croyais qu'on avait dit qu'on ne logerait personne trop près de Marie-Thérèse ? »

Mais Véronique protesta :

« Si tu ne veux mettre personne dans la tour des dunes et si tu ne veux pas être obligé de chauffer toute la maison, il ne reste que la tour rouge. Mais ne va pas leur raconter tes histoires de fontaine, il y en a qui seraient capables d'y croire ! »

Bertrand de Saint-Prix, qui croyait, lui, à ses histoires de fantômes, eut un geste vague.

« Qu'est-ce que tu en penses ? Je pourrais peut-être mettre Flavien Dulac dans la chambre rouge... Il n'a pas une tête de se laisser impressionner par des fantômes... »

Véronique de Saint-Prix retira délicatement le capuchon de son vieux stylo à plume d'or et écrivit de sa plus belle écriture mauve le nom de Flavien Dulac sur le petit cercle habillé qui correspondait, sur son plan du château, à la chambre rouge, dite chambre du fantôme. En face d'elle, Bertrand réveillait toujours sur les noms de sa liste : Strauss, Kermeur, mais aussi Tony Dupond, Daniel Benoit, la petite Marie-Claude Antoine.

« Tu oses quelque chose contre Flavien Dulac ? »

Il sursauta et Véronique se dit que son neveu était bien un enfant, si jeune, si blond, si pâle dans la lumière rougeoyante du salon de musique où l'on venait d'allumer un feu.

« Contre Dulac ? Bien sûr que non ! Il m'a emprunté une édition originale de Madame de Staël qu'il ne m'a jamais rendue, mais ce n'est pas une raison pour lui en vouloir... »

Pourquoi en vouloir, d'ailleurs, et en quoi que ce soit, à Flavien Dulac ? Il faisait ce qu'il voulait, écrivait à gauche comme à droite avec la plus belle désinvolture et laissait derrière lui des factures impayées avec la plus belle indifférence.

Les entrées en scène de Flavien Dulac se signalaient d'ailleurs toujours par une absence de discrétion tout à fait remarquable.

« Ça ne t'ennuie pas ? J'ai amené Maa : ça te fera respirer un peu... »

Daniel Benoit regardait avec effacement le gigantesque berger des Pyrénées qui les deux sièges avant de la Fiat 500 à laquelle il était demeuré fidèle depuis les jours anciens de déché et d'Algérie. Devant lui, Dulac tenait encore deux gros sacs de voyage dont il lui avait précisé qu'ils étaient bourrés de livres, et attendait que Benoit l'en déchargât : cela aussi faisait partie du charme de Dulac, avec son accent de Bézières à couper au couteau, les billets de 500 F dont il tapait tous ses amis, les notes de restaurants qu'il leur laissait payer et la main d'acier articulée qu'il avait au bout du bras gauche et dont l'histoire qu'il racontait variait avec ses auditeurs — un poignet arraché sur une mine à Suez, déchié par l'hélice d'un cargo en flammes au milieu de la mer Rouge, coupé au rasoir par le même lieutenant bolivien alcoolique qui avait achevé le « Che » d'une balle dans la tête.

Mais comme, de sa main droite, Dulac affirmait écrire comme Chateaubriand avec le talent de polémiste d'un Léon Bloy, on avait fini par le croire et, sans rien lui pardonner, on acceptait beaucoup de lui. Jusqu'à un berger des Pyrénées, deux sacs de cuir et son énorme perruche dans une Fiat qui avait fait la guerre d'Algérie.

« Ça ne t'étonne pas, toi, qu'on t'ait demandé de venir ? », interrogea Dulac avec son tact habituel lorsque la voiture, bourrée jusqu'au plafond de livres, du chien et de son génie, se fut enfin ébranlée.

Daniel Benoit, journaliste à succès chassé d'à peu près toutes les télévisions depuis déjà un certain temps, haussa les épaules : « Tu sois bien qu'on protège l'ouverture aujourd'hui... »

Il freina encore un peu davantage dans le phénoménal encombrement qui s'amoncelait devant lui à la porte de Saint-Cloud, ce qui ne l'empêcha pas d'arriver à Saint-Prix avant Catherine Arthus et sa Renault turbo, car il connaissait, lui, le détourné par Viré.

ES autres, ceux qui avaient choisi de venir par le train, s'étaient retrouvés dans le même compartiment. Marie-Claude Antoine avait embrassé sur les deux joues Kermeur et Strauss, mais aussi Tony Dupond et Patrice Bonifacio. Devant Patrice, elle avait quand même esquissé la petite mimique faussement ironique, mais en fait pleine de tout le respect qu'on ne peut s'empêcher d'avoir face à ceux qui, très haut, très loin au sommet de la pyramide, détiennent une vraie parcelle du pouvoir. Mais Patrice Bonifacio — il était resté très simple, toujours un peu romancier en même temps que fin politique spécialiste des problèmes agricoles — lui négociait à Bruxelles à ses heures perdues et théoricien de l'économie de la littérature — lui avait donné une bourrade affectueuse. Puis il avait expliqué à ses quatre compagnons, qui ne lui demandaient rien, qu'il était dans l'ordre des choses que Daniel Benoit participât à leur rencontre, car nulle exclusive n'était lancée contre personne lorsqu'il s'agissait de culture.

Ni Jean-Pierre Strauss ni Bernard Kermeur n'osaient rien répliquer. Après tout, Bonifacio, c'était le vrai pouvoir, celui des lois, des traités et des ordonnances — ses échecs à Bruxelles avaient été si retentissants qu'ils avaient fini par lui donner une stature, — alors que leur pouvoir à eux était seulement celui des mots ; aussi, même si l'un et l'autre jugeaient les mots de Bonifacio — les romans qu'il écrivait — avec un sourire un peu condescendant, devant lui, ils savaient se taire. Tout au plus s'étonnaient-ils, eux, mais sans rien dire, de la présence de Tony Dupond dans cette équipe, puis, que rares étaient, à Paris et dans les banlieues littéraires, ceux qui n'avaient contre la critique acerbe et méditerranéenne du grand quotidien du matin au moins une dent, sinon beaucoup de haine. Mais Tony Dupond était avec une belle ingénuité son manteau de cuir et fourrures de chez Hermès, son énorme Rolex en or massif et son carnet de notes spécialement fabriqué pour lui par Cartier — un nouveau must tiré à

un seul exemplaire tous les deux mois pour le jeune et redoutable critique — que Kermeur et Strauss se dirent que l'argent, pas plus que la culture, n'avait d'odeur.

L'un et l'autre, nés à deux maisons de distance dans la même rue de Passy, élevés à l'Ecole alsacienne et chez Castel, avant de découvrir les ivresses de 68 puis, tour à tour, celles du maoïsme militant et de l'anticommunisme éclairé, étaient de redoutables pourfendeurs de toutes les idéologies, bourgeoises et marxistes confondues, mais ne savaient pas que la grand-mère de Tony Dupond — de son vrai nom Marco Antonini — avait été gardienne de chèvres en pleine garrigue corse et que c'était en saignant père et mère, puis en hantant quelque peu la fin d'un vieil oncle que le jeune homme avait pu écrire son premier roman et monter à Paris. La presse spécialisée avait presque été tendre avec lui, mais ce n'était pas assez pour le Corse déguisé en écrivain qui s'était fait critique, et Tony Dupond avait pris depuis sa revanche. Il parlait peu, mais d'aucuns estimaient qu'il était capable de penser, d'où l'invitation qu'il avait reçue de se rendre au rendez-vous de Saint-Prix avec ses neuf autres compagnons.

« Et Terrenoire ? Il vient comment Terrenoire ? »

Jean-Claude Terrenoire, cinéaste était le dixième invité. Patrice Bonifacio, l'âme de cette rencontre, consulta ses fiches.

« Il a dit arriver par ses propres moyens... »

Puis la conversation devint générale, c'est-à-dire qu'on parla de la Pologne, du Chili et de la télévision.

A Coutances, deux voitures envoyées par Bertrand de Saint-Prix, attendaient les voyageurs.

Un dîner avait été préparé dans la vaste cuisine raménée quelques mois auparavant pour accueillir et nourrir jusqu'à quarante personnes, puisque les rencontres, séminaires et autres « tables rondes » que Bertrand et sa tante organisaient désormais dans l'immense château Renaissance admirablement restauré au dix-septième siècle, atteignaient parfois ce nombre.

C'était un rite : un grand chaudron de soupe de légumes dont seule Véronique avait la recette bouillonnait sur la cuisinière à bois, la jatte de crème était à portée de la main et, après le rôt froid du premier soir, une autre jatte, de fromage blanc, celle-là, circulait parmi les invités. Les dîners du vendredi soir se prenaient, en effet, à la bonne franquette et ce n'était que le samedi matin que l'on travaillait, discutait et se restaurait selon les règles d'un protocole qui amusait autant Véronique et Bertrand de Saint-Prix que l'imposait à leurs hôtes, que ceux-ci, tout surpris de retrouver, au milieu du bocal normand et en cette fin du vingtième siècle, un lieu où des maîtres d'hôtel servaient encore

à table et attendaient, debout derrière les chaises, que les convives aient achevé leur repas.

« Vous vous asseyez comme vous voulez... », expliqua d'entrée de jeu Patrice Bonifacio qui, pour n'être qu'un parmi les autres, n'en vivait pas moins à l'ombre des grands châteaux et savait donc y régner comme il se doit.

Véronique, qui avait serré toutes les mains et eu un mot gentil pour chacun, faisait déjà passer la soupe et Bertrand, rougissant comme un étudiant devant son premier jury d'examen, priait un à un chacun de ses hôtes de l'excuser pour n'avoir allumé le chauffage que très tard : les chambres de la tour risquaient d'être encore un peu froides.

« Alors, vous ne m'avez pas dit tout ce que vous en avez dit ? », s'exclama Flavien Dulac. L'air frais éveillé en moi toutes les idées du monde et demain, à 7 heures, je vous aurai écrit d'un jet un appel à toutes les jeunesse du monde de derrière les fagots... »

Chacun le regarda, et on reprit de la soupe.

Ce n'est qu'à dessert qu'on se rendit compte qu'une place était vide.

« Qui est-ce qui manque ? », interrogea Marie-Claude Antoine la première. Nous devions être dix, non ? »

Patrice Bonifacio entreprit de compter son monde, mais, pour être habile politique, il n'en était pas pour autant fort en calcul mental et il dut s'y reprendre à deux fois. Au troisième round, pourtant, chacun fut d'accord : il y avait un absent. Et à la quatrième reprise, et par élimination, le nom de Jean-Claude Terrenoire était sur toutes les bouches, puisqu'il n'était pas assis à la table.

« Il devait venir par ses propres moyens, non ? »

La question de Daniel Benoit demeura sans réponse, mais il est vrai que, si l'on avait admis le journaliste à cette réunion, personne n'était encore véritablement très sûr qu'on lui eût également donné droit à la parole. La voix de Bertrand de Saint-Prix s'éleva alors, toujours aussi timide.

« Nous avons pourtant reçu son schéma d'intervention et je l'ai fait passer à Marie-Thérèse... »

Le nom de Marie-Thérèse, tomba dans l'indifférence, et Flavien Dulac en profita pour demander bruyamment si, pour accompagner le fromage à la crème, on ne trouverait pas un de ces vieux marcs, orgueil de toutes les maisons normandes et naturellement produits par des bottelliers de cru parfaitement illégaux. Bertrand se leva et revint avec une bouteille qui circulait autour de la table et on en oublia pour un temps Jean-Claude Terrenoire, le cinéaste absent qui devait venir par ses propres moyens, et même cette Marie-Thérèse dont le seul énoncé du prénom faisait rougir le maître de maison.

[Lire la suite page X.]